

A B R É G É

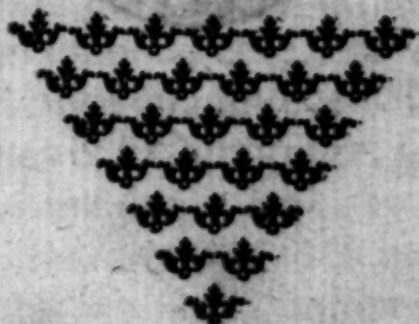
DE LA

RÉPUBLIQUE

DE BODIN. (9.)

Larrie (Par le presid^t de)

TOME PREMIER.



A LONDRES:

Chez JEAN NOURSE.

MDCCLV.

A. B. R. E. G. E.

DE LA

RÉPUBLIQUE

DE BODIN.

Paris (Imprimerie de la République)

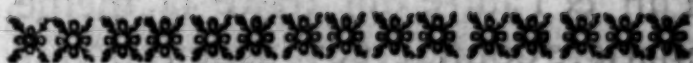
TOMES I. & II.



A. LONDRES.

CH. JEAN NOURSE.

MDCCLV.



PRÉFACE.

LA République de Bodin a eu, dans son temps, un succès semblable à celui dont l'Esprit des loix a joui de nos jours. Personne n'ignore avec quel applaudissement cet ouvrage moderne a été reçu, sur-tout en Angleterre. Bodin étant allé dans ce même royaume, à la suite du duc d'Alençon, auquel il étoit alors attaché, eut la satisfaction d'entendre dicter sa République traduite en latin, à Londres & à Cambridge. Ces deux auteurs ont également obtenu l'approbation d'une nation qui fait le mieux apprécier le mérite personnel, qui se distingue le plus par l'amour des lettres, & par le cas qu'elle fait de la liberté de penser sur les objets qui intéressent tous les hommes. On peut dire que

Tome I.

a*

l'un & l'autre ont traité la même matiere considérée sous deux points de vue différents. L'un, en donnant les regles du Gouvernement des différentes Républiques, a exposé les meilleures loix des législateurs; l'autre a pénétré l'esprit qui les avoit animés. J'ai cru, en retraçant ces loix, que l'on reverroit avec plaisir le canevas sur lequel ce brillant génie avoit exercé ses talents.

Je ne donne point la République de Bodin en simple éditeur, telle qu'elle est dans la poudre des Bibliothèques. Son style, bien éloigné de l'énergie de celui d'Amiot, déplairoit aujourd'hui. Plusieurs raisons m'ont détourné de la donner comme traducteur. Bodin, avec un génie fécond & un savoir immense, devoit nécessairement être diffus. Son érudition lui fournissoit une trop grande quantité de matériaux pour son sujet. Le desir de la faire paroître, le goût d'é-

crire de son siècle , peut-être la nécessité qui ne lui donnoit pas le temps de faire de choix , sont les causes de sa diffusion. J'ai cru ce défaut trop opposé à la précision que l'on recherche dans ce temps-ci , pour qu'il puisse être souffert.

Je n'ai pu me dispenser de changer la distribution des six livres pour donner aux matieres plus de suite & de liaison que l'Auteur n'en avoit donné. J'ai été obligé le plus souvent de renverser tout l'ordre du discours dans un même chapitre, pour traiter le sujet avec plus de méthode. Je les ai tous divisés ; leur longueur excessive m'a engagé à cette division. J'en ai transporté des parties , même dans un livre différent ; le rapport des choses traitées l'exigeoit. On peut juger de l'excellence des choses qui se trouvent dans la République de Bodin , par la réputation qu'elle a méritée , l'estime qu'elle conserve

aujourd'hui , malgré la diffusion & la confusion qui y regnent. J'ai pensé que le plus convenable étoit d'en faire un abrégé.

J'ai conservé tout ce que j'ai cru qui pouvoit l'être. J'ai retranché beaucoup : on trouvera peut-être que je n'ai pas assez retranché. J'ai ajouté les réflexions qui me sont venues dans l'esprit en écrivant : peut-être trouvera-t-on que j'ai trop ajouté. Je me suis quelquefois écarté du sentiment de mon auteur : je n'ai pu m'en dispenser dans de certaines occasions ; les changements survenus dans les systèmes politiques , demandent d'autres règles & d'autres discours. Bodin encore donne des maximes & se contente de les autoriser par des exemples , j'ai cru devoir les appuyer par des raisons. Toutes ces choses ont dû mettre des différences sensibles entre cet abrégé & sa République. Est-elle enrichie ? Est-elle défigurée ? Le lecteur en décidera.

P R É F A C E.

Je dois dire que je ne garantis ni les faits rapportés par Bodin, ni ses citations. Je n'en ai vérifié qu'une petite partie ; j'en ai corrigé quelques-unes. Si j'avois dû en faire davantage, j'aurois préféré de ne rien écrire. Je remplis le vuide des occupations de mon état : je cherche un amusement ; je me refuse à la fatigue.

Lorsque j'ai comparé la réputation de la République de Bodin à celle de l'Esprit des loix, je n'ai prétendu en tirer aucune conséquence pour l'égalité du mérite des deux ouvrages. On fait que les réputations subites dépendent d'une infinité de circonstances. Bodin, plus abondant par les faits & les maximes qu'il avoit puisées dans les anciens auteurs, qu'élevé par ses réflexions, a rassemblé en un seul corps, une matiere qui n'avoit été traitée avant lui que par morceaux détachés. Il a du briller dans un siècle qui voyoit les sciences

21 / P R É F A C E.

sortir de l'oubli, & pour lequel ces questions étoient nouvelles. L'Esprit des loix, riche de son propre fonds, auroit eu le même succès dans quelque siècle qu'il eût pu paroître. Si les principes universels répandus dans cet ouvrage deviennent un jour communs, son auteur aura toujours la gloire de les avoir appris à un siècle éclairé. L'un a écrit, l'autre a pensé. J'ai lieu de croire que l'on trouvera ce jugement exempt de partialité, lorsqu'on verra, dans le cours de cet abrégé, que je n'ai pas craint de critiquer ce dernier quand l'occasion s'en est présentée.



T A B L E

DES CHAPITRES.

LIVRE PREMIER.

De la République en général ;
des choses principales qui la
composent, & de quelques-uns
de leurs attributs.

CHAPITRE I. De l'Origine des
Républiques, Page 1

CHAP. II. De la Définition de la Ré-
publique, 8

CHAP. III. Des Fins principales d'une
République bien ordonnée, 14

CHAP. IV. De la Famille & de sa dif-
férence avec la République, 19

CHAP. V. De la Puissance maritale, 28

CHAP. VI. S'il est expédient de renou-
veller la loi de répudiation, 36

CHAP. VII. De la Puissance paternelle,
& s'il est bon d'en user comme les anciens
Romains, 46

CHAP. VIII. De la Puissance paternelle

dans son rapport , avec les intérêts ci- vils & de l'adoption ,	Page 55
CHAP. IX. De la Puissance seigneuriale, & s'il faut souffrir des esclaves dans une République bien ordonnée ,	66
CHAP. X. Du Citoyen & du Sujet ,	86
CHAP. XI. De l'Etranger ,	99
CHAP. XII. De la Protection ,	103
CHAP. XIII. De la protection attachée aux Fiefs ,	108
CHAP. XIV. De l'état présent des Fiefs ,	121
CHAP. XV. De la différence entre Cité, Ville & République ,	129
CHAP. XVI. Des Corps, Colleges & Com- munautés ,	138
CHAP. XVII. Des Loix communes à tous les Corps, Colleges & Communautés ,	146
CHAP. XVIII. De la punition des Corps, Colleges & Communautés ,	156
CHAP. XIX. De la Souveraineté ,	161
CHAP. XX. Des Princes tributaires protégés & feudataires ,	169
CHAP. XXI. Des vraies marques de Sou- veraineté ,	180
CHAP. XXII. Du Droit de vie & de mort ,	189
CHAP. XXIII. De la Souveraineté divi- sée ,	196

DES CHAPITRES. ix

LIVRE SECOND.

Des différentes especes de Républiques & de chacune en particulier.

- CHAPITRE I. De toutes les sortes de Républiques , & si l'on doit en compter plus de trois , Page 206
- CHAP. II. De la Monarchie & du Despotisme , 214
- CHAP. III. De la légitimité & de la durée des Empires despotiques , 219
- CHAP. IV. De la Monarchie Royale, 225
- CHAP. V. Du pouvoir des Souverains sur les loix , 234
- CHAP. VI. Du pouvoir des Loix sur les Souverains , 248
- CHAP. VII. De la Monarchie tyrannique, 255
- CHAP. VIII. Des Loix de Valerius & de Solon sur les Tyrans , 261
- CHAP. IX. De l'état Aristocratique , 269
- CHAP. X. De la Démocratie , 279
- CHAP. XI. Réflexions sur l'Aristocratie & la Démocratie , 283
- CHAP. XII. De la République composée

x T A B L E

<i>ou mixte,</i>	Page 294
CHAP. XIII. <i>De la constitution du Gouvernement de l'Angleterre,</i>	307
CHAP. XIV. <i>De quelques imperfections dans la constitution du Gouvernement de l'Angleterre,</i>	316
CHAP. XV. <i>De la liberté dans la constitution de l'Angleterre,</i>	327
CHAP. XVI. <i>De la République fédérative,</i>	336

LIVRE TROISIEME.

Des Conseils, des Officiers & Magistrats.

CHAPITRE I. <i>Du Sénat ou des Conseils,</i>	344
CHAP. II. <i>Des qualités convenables pour être admis aux Conseils,</i>	355
CHAP. III. <i>Du pouvoir des Conseils & de leurs fonctions,</i>	362
CHAP. IV. <i>Des Officiers,</i>	369
CHAP. V. <i>Des Commissaires,</i>	375
CHAP. VI. <i>Du Magistrat,</i>	383
CHAP. VII. <i>De l'obéissance du Magistrat aux Loix & au Souverain,</i>	390
CHAP. VIII. <i>De la puissance des Magis-</i>	

DES CHAPITRES. xj

<i>trats sur les Particuliers,</i>	Page 400
CHAP. IX. <i>De la puissance du Glaive,</i>	404
CHAP. X. <i>De la puissance que les Magistrats ont les uns sur les autres,</i>	412
CHAP. XI. <i>Si les Offices doivent être perpétuels, & des raisons qui s'y opposent,</i>	422
CHAP. XII. <i>Des raisons pour rendre les Offices perpétuels,</i>	429
CHAP. XIII. <i>Réflexions sur ces deux opinions,</i>	435
CHAP. XIV. <i>De la vénalité des Charges,</i>	448
CHAP. XV. <i>Si il est bon que les Officiers soient d'accord,</i>	457

Fin de la Table des Chapitres.



E R R A T A.

Page 18. ligne 6. a; lisez, est.

Page 21. ligne 22. à la souveraineté; lisez;
à la même souveraineté.

Page 46. ligne 4. assujettira; ajoutez, tou-
jours.

Page 67. ligne 12. on les nomme; lisez, on
nomme ces derniers.

Page 211. ligne 7. tribunal; lisez, tribunal.

Page 234. ligne 15. fournissoient; lisez, four-
nissent.

Page 368. ligne 14. les princes; lisez, les jeu-
nes.

Page 377. ligne 17. suspens; lisez, suspendus.

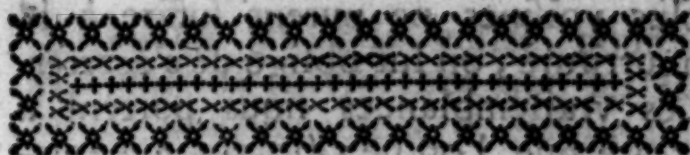
Page 379. ligne 10. & préteurs; lisez, & pro-
préteurs.

Page 381. ligne 26. entièrement; lisez, non
entièrement.

Page 388. ligne 26. elle fait; lisez, elle fuit.

Page 453. ligne 10. où les hommes; lisez, où
les honneurs.





A B R É G É
DE LA
R É P U B L I Q U E
DE B O D I N.

*****:*****

LIVRE PREMIER.

De la République en général ; des choses principales qui la composent, & de quelques-uns de leurs attributs.

CHAPITRE PREMIER.

De l'origine des Républiques.

A MESURE que la famille du premier homme se multiplia, & qu'elle produisit de nouvelles branches, il fut nécessaire de construire de nouveaux logements ; les hameaux devinrent des villages. Mais lorsque les terres les

2 DE LA RÉPUBLIQUE.

plus voisines ne purent suffire à la nourriture, on fut obligé de s'écarter. Les vraisemblances nous portent à croire que l'on ne s'éloigna que très-peu : la liaison du sang, l'habitude de vivre ensemble, le sentiment de crainte que la compagnie dissipe ou diminue, réduisirent cet éloignement au plus près que la commodité le pût permettre. Les mêmes raisons nous font présumer que l'on ne cessa pas de se connoître & de se voir. Il ne manquoit à cette société de famille que des loix pour être une République ; elles ne leur étoient point nécessaires, tandis que l'innocence subsista. Mais aussi-tôt que les passions commencèrent les querelles, peut-être pour le puisage d'une fontaine, il fallut se garantir de la loi du plus fort. Les liaisons devinrent plus étroites entre les plus voisins ; on eut besoin de réglemens, soit pour se défendre contre les plus éloignés, soit pour contenir les plus pétulents de la société : dès ce moment, je vois des conventions, des loix, un intérêt commun ; en un mot je vois une République. Elle étoit informe sans doute, c'est l'état de toutes les naissances.

Ainsi ce fut , à la vérité , pour se préserver de la violence que les familles commencèrent à établir une Société civile : la violence en fut l'occasion , mais ce ne fut pas elle qui les fonda. Cette légère distinction peut servir à concilier la diversité des opinions sur l'origine des Républiques. On n'a pas pu penser que la force ait fondé les premiers Etats , qu'autant que l'on aura cru que le premier Etat fut une Monarchie. Ce sentiment n'est pas probable , les hommes songeront à se garantir de la servitude avant de la subir. De-là, on peut rapporter l'époque de la naissance des Républiques à la première enfance du monde. La Genèse , comme histoire des temps les plus reculés , ne nous parle des hommes que pour nous apprendre qu'ils ont été , dès le principe , remplis de malice & d'iniquité.

Si on veut rechercher quelle devoit être l'espece de cette première République , on ne peut guere douter qu'elle ne fut de la nature de celles que nous avons appellées depuis Aristocratie. L'autorité de chaque famille résidoit dans celui qui en étoit le pere. Il n'y a point d'ap-

4 DE LA RÉPUBLIQUE.

parence qu'ils s'en soient dépouillés pour la communiquer à leurs enfants. L'âge des uns étoit propre au conseil, l'âge des autres convenoit à l'exécution. C'est un sentiment pris dans la nature même de la chose. On ne peut se refuser à croire que l'autorité demeura aux Anciens, aux Sages qui l'avoient déjà, & qu'elle ne fut pas partagée également entre tous les membres. On ne doit pas croire qu'elle fut commise à un seul dans l'origine. Il n'est pas naturel de penser que les Chefs de famille accoutumés à commander, se soient tout d'un coup déterminés à obéir. Ces premiers motifs de réunion n'exigeoient pas un Chef unique, comme auroit fait une entreprise, un combat.

L'homme, quoique né pour l'action, n'est pas naturellement porté au travail & à la peine. Les plus entreprenants trouverent plus à leur goût d'enlever les moissons que de les cultiver. La fatigue d'un jour leur épargnoit le travail d'une année. Nous trouvons par-tout les traces de cette nature perverse. Nemrod ou Nembroth, le premier que l'Histoire nous dise avoir fondé une Monarchie, est ap-

LIVRE I. CHAP. I.

pellé par l'Ecriture, suivant le Texte hébreu, *puissant Déprédateur*. Plutarque dit que la fausse opinion des premiers hommes connus dans la Grece avoit attaché l'honneur & la gloire à la plus grande force du corps; qu'elle s'employoit à massacrer, ruiner, réduire dans l'esclavage; & que ces hommes superbes regardoient les termes de vertu & de justice, comme des expressions de foiblesse. Thucydide raconte que peu avant l'âge auquel il vivoit, même de son temps, dans quelques contrées voisines de la Grece, le brigandage étoit en honneur; que les voyageurs, les vaisseaux qui se rencontroient, se demandoient: Etes-vous brigands? & que personne ne prenoit à injure, mais simplement pour une curiosité de savoir qui l'on étoit.

L'aveuglement de la commune opinion alloit jusques à regarder du même œil le butin fait des bêtes fauves, ou celui que l'on faisoit sur les hommes; Aristote & Platon ont mis le brigandage dans le nombre de différentes especes de chasse. Solon, le sage Solon permit à chaque métier de se mettre en Corps. Il inséra dans ce ca-

6 DE LA RÉPUBLIQUE.

ralogue ceux qui faisoient profession de piller. Il eut seulement l'attention de défendre qu'elle fût exercée envers les sujets de l'Etat. Les commencements de la république Romaine offrent de pareils exemples. Les Germains, au rapport de César, disoient que le brigandage étoit un exercice pour la jeunesse, qui l'empêchoit de se livrer à une paresse efféminée.

Cet esprit de rapine associa, dans l'origine des temps, quelques-uns de ces vagabonds. Il falloit un Chef à une troupe qui devoit continuellement entreprendre, se séparer & se réunir : le plus fort se fit nommer ou se nomma lui-même. Devenus plus hardis par l'essai de leurs forces, ou pour avoir répandu la terreur, ils songerent, après s'être emparés des fruits de la terre, d'en asservir les cultivateurs, & de s'épargner jusqu'à la peine d'enlever; de sorte que, par un ordre renversé, le repos fut le partage des plus robustes, & les plus foibles furent condamnés au travail. L'habitude de recevoir le commandement d'un Chef, & peut-être la crainte de son bras, lui continuerent un pouvoir dont ses premiers associés jouirent su-

bordonnement. Telle est vraisemblablement l'origine de la Monarchie.

Ce qui se pratiquoit dans une Contrée s'exécutoit de même dans une autre, ou s'exécuta sur cet exemple. On peut penser qu'il s'éleva plusieurs Rois. On pensera de même que la plupart enorgueillis de leur dignité, portèrent leur autorité à l'excès. Il n'est pas naturel de croire que ce qui s'étoit établi par la violence, se conduisît par la douceur, sur-tout dans des temps de barbarie. Les vexations, les injustices exercées sur les Sujets, révoltèrent les esprits. La Royauté métamorphosée en Tyrannie, fit soupirer après la liberté: on secoua le joug; on chassa le tyran; l'esprit échauffé ne voulut plus supporter aucune espèce de Supérieur; & de ce désordre on vit naître l'Etat populaire. Mille exemples justifieroient ce sentiment, s'il avoit besoin d'être justifié. Celui de Rome après l'expulsion des Tarquins, & celui des Provinces unies révoltées par la cruauté de la domination Espagnole, suffisent pour dispenser de citer tous ceux que l'Histoire nous fournit.

Il est donc infiniment probable que

8 DE LA RÉPUBLIQUE.

le besoin de résister aux premières violences forma la république Aristocratique ; que cette violence elle-même fonda la Monarchie ; & que l'amour prodigieux de la liberté, joint à la haine démesurée d'un Maître, formerent la Démocratie.

CHAPITRE II.

Définition de la République.

RÉPUBLIQUE est un droit Gouvernement de plusieurs ménages, & de ce qui leur est commun ; avec puissance souveraine. Comme dans tout Ouvrage on doit se proposer une fin principale avant même de songer aux moyens qui doivent y conduire, il est naturel de commencer par une définition. L'Archer armé de l'arc & de la fleche peut frapper le but qu'il apperçoit ; mais quelle que soit son adresse, elle devient inutile, ses efforts sont en pure perte, s'il n'a devant les yeux aucun objet déterminé. La définition découvre ce but auquel on s'efforce d'atteindre ; si elle est exacte,

l'édifice que l'on élèvera , portera sur des fondemens solides , & pourra l'être aussi : j'en vais suivre les parties. Il est nécessaire d'avertir , en commençant, que je comprends également sous le nom de République, un Etat régi par plusieurs , & celui qui ne l'est que par un seul.

Lorsque j'ai dit un *droit Gouvernement* , j'ai voulu marquer la différence que l'on doit mettre entre les Républiques & les Sociétés illégitimes , comme sont celles des Brigands ou des Pirates. Celles-ci ne doivent participer , ni au commerce , ni aux alliances des nations , ni même au droit des gens commun à tous les peuples. C'est ce qu'exprimoient les loix Romaines lorsqu'elles ne vouloient pas que celui qui étoit tombé entre leurs mains , fut censé avoir perdu un seul point de sa liberté. Elles lui permettoient de tester , & de passer tous les autres Actes civils ; ce qu'elles refusoient à ceux qui étoient captifs chez les ennemis ordinaires.

Si ces mêmes loix veulent que l'on rende au voleur , comme à tout autre , le gage, le dépôt, c'est uniquement en haine , & pour la punition

de celui qui viole la justice à quelque occasion, & à l'égard de qui que ce puisse être. L'Empereur Auguste a laissé un exemple mémorable de la dignité de la foi donnée, & de l'exactitude scrupuleuse à laquelle elle oblige envers tous les hommes. Il avoit fait publier qu'il donneroit une somme considérable à celui qui livreroit Crocotas Chef des voleurs en Espagne. Crocotas se présenta lui-même, & demanda la récompense promise; Auguste la lui fit payer, & accorda sa grace.

Le Juste & l'Injuste seroient confondus, si on usoit du droit commun envers les ennemis de tous les hommes, comme vis-à-vis des ennemis légitimes. Ce seroit ouvrir une voie funeste à tous les Vagabonds qui se joindroient aux Brigands, pour assurer leurs mauvaises actions sous le voile d'une association. Ce n'est qu'une ligue odieuse, destructive de toute société: on ne doit point la compter au nombre des Républiques.

Ce n'est pas que l'on n'ait vu parmi leurs Chefs des hommes qui auroient pu faire de grands Rois, même de bons Princes. L'ame d'un fa-

meux coupable ne differe souvent de l'ame d'un grand homme que par l'objet vers lequel la fatalité le détermine. Le Sultan Soliman arracha à la piraterie les deux plus nobles Corsaires dont on ait conservé la mémoire, Ariadin Barberousse & Dragut Reys. Il les attacha à son service, & en fit des Généraux humains & respectables. Ils étoient au-dessus de leur profession ; plusieurs Rois au contraire ont deshonoré leur dignité par les brigandages & les cruautés exercées sur leurs Sujets. Plus coupables que ces grands criminels , ils n'ont pu alléguer , comme eux , le prétexte de l'impérieuse nécessité. Démétrius le Corsaire disoit à Alexandre le Grand :
 » Je n'ai appris d'autre métier de mon
 » pere ; je n'ai hérité de lui que deux
 » frégates : mais toi qui ravages la ter-
 » re & la mer avec deux armées , tu
 » as hérité de ton pere un Royaume
 » dont tu aurois pu te contenter. »

Les Anciens ont défini la République :
*Une Société d'hommes assemblés pour bien
 & heureusement vivre ;* mais cette définition peche également pour être trop resserrée & trop étendue. Elle est trop resserrée , parce qu'on n'y trouve pas trois choses nécessaires pour compo-

12 DE LA RÉPUBLIQUE.

ser la République : la Famille, sans laquelle l'association ne seroit que passagere ; la Souveraineté, sans laquelle on n'est pas libre de la former ; la Communauté de quelque espece de biens, sans laquelle il n'y a point de République, *Res publica*. Cette définition est trop étendue, parce que le mot *heureusement*, pris pour la douceur, les commodités de la vie, comme l'entendoient Aristote & Cicéron, n'est pas nécessaire dans la composition d'une République.

Si elle n'avoit d'autre objet que la félicité humaine, c'est-à-dire, l'abondance, les richesses & les agréments, la vertu n'auroit aucune part à l'estime des hommes. La République peut exister, elle peut être dignement gouvernée sans ces accessoires étrangers. Rien n'étoit aussi pauvre, aussi dur que la vie d'un Spartiate ; rien n'étoit comparable à sa vertu. La République au contraire peut renfermer des citoyens opulents, posséder un trésor immense, être même triomphante au dehors, tandis que l'intérieur sera rempli de vices & de corruption, & par conséquent mal gouverné. Telle fut la République

de Rome peu de temps avant sa ruine.

La vertu des Etats , & par conséquent leur durée , n'a point d'ennemi plus capital que ces succès que l'on appelle heureux. Il est comme impossible d'associer deux choses aussi contraires. La vertu disparoît à mesure que la prospérité enivre la raison , que l'abondance introduit le luxe ; & bien-tôt après la dépravation , les ressorts se relâchent , l'Etat périt.

On ne sauroit donc admettre le mot *heureusement* dans la définition de la République , si on attache à ce terme l'idée commune du bonheur. On doit employer des traits plus nobles pour peindre un bon Gouvernement.

Ce n'est pas que j'entreprenne de représenter une République imaginaire dans le goût de celles de Platon & du Chancelier Thomas Morus. Je me contenterai d'indiquer les meilleures regles politiques , praticables dans leur exécution , conformes à la raison , aux usages sensés & à la nature policée. Si je ne peux atteindre parfaitement au but que je me propose , je serai du moins comme le Pilote emporté par les vagues hors

114 DE LA RÉPUBLIQUE

de sa route , qui mérite toujours quelque estime lorsqu'il a bien gouverné son vaisseau , quoiqu'il n'arrive pas précisément au lieu de sa destination.

CHAPITRE III.

Des fins principales d'une République bien ordonnée.

ON conviendra sans doute que l'on ne peut admettre deux especes de véritable bonheur. Le vrai est un , il est invariable , par conséquent on ne doit mettre aucune différence entre la félicité de la République & celle de l'homme privé. Que l'on imagine un homme environné de tout ce qui peut flatter les sens ; si ses desirs éteints lui laissent des regrets ou des dégoûts , il ne sera point heureux ; que l'on jette les yeux sur celui qui se trouvant même au dessous d'une fortune médiocre seroit content de son sort , sans en desirer d'autre ; on doit dire qu'il est heureux. La félicité vraie & durable consiste donc dans la maniere de penser , dans les facultés de l'ame , dans la tranquillité de son as-

LIVRE I. CHAP. III. 15

hette : la prudence, l'amour de la sagesse & la Religion peuvent seules y conduire.

Si les Princes & les fondateurs avoient été pénétrés de cette vérité importante , les loix & les coutumes introduites dans les Républiques seroient à peu près uniformes , puisque dès les commencements on n'a eu d'autre objet que le bonheur après lequel nous courons encore. Mais comme chacun d'eux l'a placé , suivant ce que lui dictoit son humeur & sa passion dominante ; l'un dans la gloire des armes , l'autre dans la paix ; cette différence a dû en introduire dans les institutions que l'on voit aussi variées que les caprices. Si les Législateurs avoient réfléchi avec attention que l'homme de bien fait nécessairement le bon citoyen , toutes leurs vues se seroient réunies à former des Sujets vertueux. Tel doit être l'objet du Gouvernement de toutes les especes de Républiques.

Un bel esprit de ce siècle * a dit que
 » la vertu dans une République est une
 » chose bien simple ; qu'elle est l'amour
 » de la République ; que c'est un sen-
 » timent , & non une suite de connois-

* *Esprit
des Loix
liv. 5. 62*

» sances; que l'amour de la Patrie
 » conduit à la bonté des mœurs, &
 » la bonté des mœurs à l'amour de
 » la Patrie. » Je ne prétends pas que la
 vertu, dans le système politique, soit
 la même que considérée suivant les
 préceptes de la morale; mais si la ver-
 tu dans une République n'est autre
 chose que l'attachement que l'on a
 pour elle, cette unique vertu si *simple*
 n'empêchera pas l'avarice & l'u-
 sure d'opprimer le citoyen; que le plus
 fort ne cherche à envahir, s'il le
 peut, la possession du plus foible; ni
 que les trahisons ne soient commu-
 nes dans le commerce de la société.
 Cet amour de la Patrie portera lui-
 même la mauvaise foi dans les Trai-
 tés vis-à-vis des ennemis & des al-
 liés. Si c'est un sentiment & non une
 suite de connoissances, peut-il être
 appelé vertu? C'est un instinct. Je croi-
 rois que l'éducation, que les bonnes
 mœurs conduisent à l'amour de la Pa-
 trie, & l'amour de la Patrie aux ac-
 tions héroïques, mais très-indirecte-
 ment à la vertu, telle qu'elle doit être
 pour procurer le bon ordre d'où dé-
 pend le vrai bonheur, seul objet de
 nos travaux, de nos recherches & de
 toute société civile.

Cependant, un autre soin préalable doit occuper le fondateur. Des besoins indispensables l'obligent à chercher d'abord un terrain suffisant pour contenir les habitants de sa République. Il doit le choisir assez fertile pour procurer leur nourriture & leurs vêtements, propre à fournir les matieres convenables, à bâtir les villes & à les fortifier. Il faut, s'il se peut, que la température de l'air, la bonté des eaux y contribuent à la santé. Quoique la félicité réelle dépende de la partie la plus noble du composé de l'homme, les vertus morales ne doivent attirer l'attention du Législateur qu'après qu'il a pourvu à ces premiers besoins, témoignages perpétuels de notre imperfection. C'est ainsi que l'on ne songe à instruire un enfant, que lorsqu'il est nourri & capable de raison. Alors, suivant qu'il est heureusement né, il profite des leçons qu'il est capable d'entendre. On lui fait connoître que les loix divines, naturelles & civiles veulent qu'il prenne les vices en horreur; on lui fait comprendre que sa propre utilité le demande. Il apprend dans la société des personnes éclairées,

118. DE LA RÉPUBLIQUE.

quels sont les devoirs de l'homme vis-à-vis de son semblable, & à conserver une ame égale dans les événements.

Si un homme imbu de ces maximes, & qui se les a rendues propres, est estimé sage & heureux, la République, qui comptera un grand nombre de semblables citoyens, pourra se glorifier d'être bien gouvernée : elle méritera l'estime des Nations, quoique son étendue & ses richesses soient médiocres.

Le gouvernement peut être bon, il peut être meilleur. Les Lacédémoniens étoient bien gouvernés ; leurs loix ont été admirées de tous les temps : ils étoient sobres, courageux, magnanimes ; mais l'amour de la Patrie, cette vertu suffisante, les rendoit injustes & perfides, lorsqu'il s'agissoit de son intérêt. Les Romains les ont surpassés ; outre la grandeur du courage, ils avoient la vraie justice pour objet dans toutes leurs actions. * C'est à cette perfection qu'il faut s'efforcer d'atteindre.

(*) Bodin entend sans doute parler des Romains avant la dernière guerre Punique, encore avoit-on bien des choses à leur reprocher avant ce temps.

CHAPITRE IV.

*De la Famille & de sa différence
avec la République.*

ON entend par Famille, un composé de personnes unies par le mariage, des enfants qui en proviennent, de leurs serviteurs, & le gouvernement de ce qui lui appartient en propre, rangé sous l'obéissance d'un Chef. Les Familles composent & entretiennent la République: ni les Corps & Colleges qui s'y rencontrent, considérés uniquement comme tels, ni un assemblage de citoyens pris comme de simples individus, ne mériteroient pas le nom de République. Ce seroit des sociétés momentanées qui se détruiraient chaque jour.

C'est dans l'objet des familles, & pour les former, que le mariage a mérité l'attention des Législateurs. Une population sans ordre, sans lien conjugal, sans propriété particulière, seroit une confusion dans laquelle une République seroit absorbée. Le mariage appartient à la Politique autant qu'à la Religion.

20 DE LA RÉPUBLIQUE.

Lycurgue punissoit le Célibat par la honte. On obligeoit les Célibataires de faire le tour de la Place publique à demi-nuds, & de chanter une chanson faite pour les tourner en ridicule.

On fait assez de quel œil le Célibat étoit regardé dans la loi de Moyse. La stérilité même y étoit un opprobre; en effet, le mariage ne suffit pas à la République; son intérêt demande qu'il en sorte une famille. Dans cet objet, on attachoit à Rome des récompenses au nombre des enfants. C'étoit aller plus directement au bien public; c'étoit non-seulement engager le Citoyen au mariage, c'étoit le porter à le cultiver & à dissoudre celui qui étoit stérile.

Le nombre des Familles est indifférent pour former une République: trois en peuvent constituer l'essence, par la raison de la loi qui n'exige que trois personnes pour faire un College. Ce petit Etat mériteroit d'être appelé République, de même que le Ciron est compté parmi les animaux tout ainsi que l'Eléphant. Il faut toutefois qu'elles jouissent du droit de Souveraineté. De même qu'un vaisseau cesse d'en être un, si la quille

qui soutient tous les membres en est ôtée, la République n'est plus, si on retranche la Souveraineté. Si le peuple est éteint ou dispersé, quoique la ville demeure, elle n'est plus République. Ce n'est point un titre attaché à une cité, à un territoire, à ses habitants; son caractère consiste dans leur réunion & leur permanence sous les mêmes loix, dans le pouvoir de les suivre, de les étendre ou les abroger, ce qui suppose la puissance souveraine.

Comme il faut plus d'une maison pour former une Ville, & que, quelque nombre qu'on en imagine, elles ne seront jamais qu'une seule ville, tout autant qu'elles seront contiguës & renfermées dans une même enceinte; de même, quelque nombre de citoyens que l'on veuille présupposer, ils ne formeront qu'une République, lorsqu'ils seront attachés à la souveraineté. Aristote étoit dans l'erreur, lorsqu'il n'admettoit que dix mille citoyens au plus dans une République, & qu'il appelloit Nation toute ville qui étoit peuplée au-delà de cette quantité. Refusera-t-on le nom de République à Rome dans ses différentes situations depuis sa fondation

jusques à sa chute? Son commencement fut de trois mille citoyens: le dénombrement fait sous Tibere, temps auquel le sang versé dans les proscriptions n'étoit pas réparé, contient quinze millions cent dix mille ames, sans y comprendre ni les alliés, ni les sujets des provinces, ni les esclaves qui étoient dans Rome au moins dix pour un.

Si la République consiste dans la liaison de plusieurs familles; si elle ne peut exister sans elles, elles en font le soutien. Il est donc essentiel qu'elles soient le principal objet de l'attention du Gouvernement; c'est leur force qui fait sa force, & d'où, si j'ose me servir de ce terme, dépend l'embonpoint de l'Etat. Mais si le Gouvernement qui en est la tête, laisse exténuer les membres, s'il attire à lui la substance destinée à les fortifier, la tête périra avec eux, c'est le revers de l'Apologue de Ménénus Agrippa.

Le bon ordre dans les familles & leur maintien étant précieux à l'Etat, il doit veiller à la conservation de celles que le hazard laisse sans Chef capable de les conduire: de-là dérive

l'obligation du Magistrat public de pourvoir aux personnes & aux biens des mineurs , des prodigues & des insensés; ces institutions aussi anciennes que les Républiques , témoignent combien le soin des familles leur est important. Elles sont dans un état de foiblesse , lorsqu'on ne fait qu'en remplir la forme , & qu'on en néglige le fonds.

Le gouvernement d'une famille & celui d'une République doivent rouler sur les mêmes principes ; l'une est en petit l'image de l'autre ; toutes les deux font une société dont l'objet doit être le bien de ceux qui y participent. La puissance domestique représente en quelque maniere la souveraineté. Le pere de famille jouissoit autrefois , & jouit encore aujourd'hui chez quelques peuples d'un pouvoir absolu , du droit de vie & de mort sur tout ce qui lui est soumis , femmes , enfants , esclaves. Ses soins doivent être les mêmes que ceux que l'on devoit apporter au maniement des affaires publiques. Il doit être juste envers tout ce qui compose la famille , y entretenir la subordination , appaiser les discordes qui peuvent nal-

24 DE LA RÉPUBLIQUE.

tre dans son sein. Si par une mauvaise économie il fait servir à ses seules commodités , au caprice de ses desirs , ce qui est destiné à l'entretien général , il aura le sort du Chef de la République qui épuiserait ses familles.

Outre les loix qui sont générales & communes à tous les Sujets , les familles peuvent en avoir de particulières. Les Romains appelloient ces loix : *Jus familiare*. Nos substitutions participent des deux genres : mais on en connoît de plus précises qu'il n'est pas permis à chaque famille de s'imposer. On trouve des exemples de ces loix de famille dans plusieurs grandes maisons d'Allemagne. En France la maison de Laval avoit une Charte qui dérogeoit , quant aux successions , aux coutumes d'Anjou , du Maine & de Bretagne. La Baume, Albret, Rodès ont eu aussi des Chartes à peu près semblables ; tous en ont demandé la suppression , & l'ont obtenue par des Arrêts du Parlement de Paris. Ces loix privées peuvent avoir quelque chose de bon en soi , mais il est désavantageux au public de les étendre à beaucoup de familles , & de multiplier

tiplier les dérogeances au droit commun.

La principale &, pour ainsi dire, l'unique différence entre la Famille & la République, consiste en ce qu'il est nécessaire que dans celle-ci il y ait des biens communs à tous, & dans celle-là, des biens qui lui soient propres. Le trésor d'une République, son domaine, les rues, les temples, les loix sont des choses communes; les intérêts de la République sont les intérêts de tous, & chaque Famille a son intérêt particulier. Les héritages pourroient absolument être communs; mais l'universalité des choses ne peut jamais l'être. La seule marque de République seroit perdue; si tout étoit public, tout cesseroit de l'être, de même que si tous les citoyens étoient Rois, il n'y auroit point de Roi.

De grands Philosophes ont soutenu les avantages de la communauté générale. Platon vouloit bannir ces deux mots, *tien* & *mien*; il les regardoit comme la source des maux & de la ruine des Républiques. Ils sont, à la vérité, la cause la plus commune aujourd'hui des querelles des hom-

26 DE LA RÉPUBLIQUE.

mes. Platon auroit eu raison, s'il en avoit tari toutes les sources, & si les débats particuliers n'étoient pas encore à préférer à la confusion. On retombe dans l'état de nature, si on ôte le *rien* & le *mien*. C'est pour sortir de cet état, où l'on ne connoissoit d'autre loi que celle du plus fort; où le plus foible avoit droit sur tout, & n'avoit l'usage de rien, que l'on a formé les Sociétés & les Corps politiques. C'est le *rien* & le *mien* qui animent tout, qui ont fait cultiver la terre & inventer les Arts.

Les Anabaptistes formerent à Munster, lors de la naissance de leur Secte, une société dans laquelle tout devoit être en commun, à l'exception des femmes & des vêtements. C'étoit du moins dérober quelque chose au désordre. Ils pensoient entretenir une concorde mutuelle à l'abri des différends qu'occasionnent le *rien* & *mien*. L'expérience les fit bien-tôt appercevoir de leur erreur. La communauté engendre des querelles & des inimitiés; loin de les bannir. La loi ordonne le partage des choses communes, *ob rixas quas solet excitare communio.*

Par ces mêmes raisons, la Communauté, quoique restreinte aux seuls héritages, est aussi peu proposable. Il faudroit des loix pour la régie & la culture des biens communs; il en faudroit pour la répartition proportionnelle de leurs fruits: mais la peine que l'on éprouve à faire observer les loix, les abus continuels qui se glissent dans leur exécution, prouvent assez que le seul besoin de les multiplier, est un mal en lui-même. La distribution entraîneroit plus de discorde & sûrement plus d'injustice, que le *tien* & le *mien*. Une épreuve trop confirmée à la honte de la probité des hommes, a appris depuis long-temps que, si on s'attache, même médiocrement, aux biens de communauté, ce n'est que dans la vue d'un intérêt personnel. La tolérance de cet usage dépravé va, pour ainsi dire, jusqu'à l'autoriser. On ne doit espérer d'activité, d'industrie, que de la chaleur qu'inspire l'amour de la propriété.

On m'objectera peut-être l'attachement des Communautés Religieuses, plus fort, plus attentif pour les biens temporels qu'elles possèdent,

que celui des particuliers. Ces Communautés doivent , à cet égard , être comparées à des Familles ; elles ont comme elles une propriété : comme une Famille , elles en retirent le nécessaire de la vie. Si leur attention est plus exacte , c'est qu'elle est moins dissipée par d'autres objets. Moins ils aimeront ce qui leur est défendu d'aimer , plus leurs soins , leur affection se réuniront sur les choses dont il leur est permis de s'occuper. Les plus grands fleuves cessent d'être navigables , s'ils sont trop divisés.

CHAPITRE V.

De la Puissance maritale.

TOUTE République, Communauté & Famille , se conduit par le commandement & l'obéissance. Lorsque la liberté naturelle à l'homme est rangée , pour son plus grand bien , sous la puissance d'autrui , la perfection du Gouvernement consiste à bien commander & bien obéir. Deux points renferment tous les autres.

La puissance de commander est pu-

blique ou particuliere. La publique appartient à celui qui donne la loi, soit le Prince, soit les Magistrats ; ceux-ci plient eux-mêmes sous la loi qu'ils ont faite, lorsqu'ils la commandent au reste des sujets. La puissance particuliere appartient aux chefs de famille ; elle est de quatre especes. 1°. L'autorité du Mari vis-à-vis de la femme ; 2°. du Pere sur les enfants ; 3°. du Seigneur sur les esclaves, 4°. du Maître sur les domestiques. Nous les examinerons dans ce même ordre.

J'appelle liberté naturelle, l'état de l'homme qui n'est sujet, après Dieu, à aucune puissance ; qui ne prend de commandement que de lui-même, c'est-à-dire, de sa raison. Pour savoir commander aux autres, il faut savoir se commander à soi-même. L'obéissance des passions à la raison est le premier des commandements de la Divinité. Pour quel autre usage auroit-elle voulu nous en faire le présent, & nous donner cet avantage si distingué sur l'instinct, ou l'ame des bêtes ? L'état de liberté naturelle n'existe plus ; les sauvages eux-mêmes ont des regles de société auxquelles

ils se soumettent. L'homme a reconnu qu'il lui falloit un apprentissage d'obéissance sous autrui, pour s'accoutumer à obéir à sa raison.

Il est établi, qu'outre l'obéissance générale, la femme en doit une particulière aux volontés du mari : mais comme il est assujetti lui-même à deux especes de loix, les divines & les humaines, il ne peut ordonner ce qui leur est contraire ; & la femme soumise à ces mêmes loix, se peut dispenser de l'obéissance conjugale, lorsque le mari lui ordonne de les transgresser. Je parle ici de la femme légitime. Ce n'est pas assez, pour lui donner ce nom, qu'elle soit liée simplement par les nœuds extérieurs du mariage ; ce n'est pas assez qu'elle ait suivi le mari dans sa maison ; il faut que la liaison la plus intime qui peut unir les deux sexes, ait acquis au mari la supériorité qu'il revendique : la femme alors est sous son entière puissance.

Si cependant il est lui-même sous la puissance d'autrui, comme le fils de famille, ou l'esclave ; dans ce cas, les uns & les autres, de même que leurs enfants, dépendent du chef de la famille. Cette dépendance néan-

moins n'est pas de la même nature : l'autorité du pere sur la femme de son fils , du Seigneur sur celle de son esclave ne s'étend que sur les choses relatives au gouvernement de la maison , & qui sont de bienséance ; elle n'est point étroite comme celle qui attache la femme aux ordres légitimes du mari , c'est pour elle le devoir le plus sacré , tout autre lui cede , si l'on excepte celui qu'imposent les loix de la Religion & une grande partie de celles de l'Etat.

Tout dicte à la femme l'obéissance qui lui est prescrite ; comme son nom se perd dans celui du mari , sa volonté doit se perdre dans la sienne. Il exerce ses actions , il jouit de ses biens : que peut-il lui rester , lorsqu'elle s'est livrée elle-même ?

De pareilles loix ne sont pas , comme on pourroit l'imaginer , injustes , ni l'effet de la seule volonté des hommes ; elles sont puisées dans la nature. Il est conforme à ses lumieres que , dans une société établie pour la sûreté & la tranquillité commune , on ne doit pas trouver deux volontés actives : elles auroient le droit

de se contredire. Si le bon ordre ne permet pas qu'une même famille reconnoisse deux maîtres dont le sentiment contraire opéreroit d'abord l'inaction, & ensuite le trouble & le dérèglement; si la nécessité veut qu'une volonté prédomine, il est tout naturel que le plus foible soit soumis au plus fort. C'est la nature qui en a décidé, par le partage qu'elle a fait des forces: la femme peut bien lui pardonner cette ombre de supériorité donnée à l'homme, le dédommagement qu'elle a reçu passe l'équivalent.

Il dérive encore de cet avantage des forces, un sentiment de justice en faveur de l'autorité de l'homme. Une des premières regles de toute société, est de faire la comparaison de ce que chacun y confere, pour l'égaliser, autant qu'il est possible. La société conjugale est si étroite, & en même temps si universelle, qu'elle comprend toutes les especes de sociétés possibles. Les premières que les hommes ont contractées, ont eu pour objet une défense mutuelle: c'est la suite naturelle des premières liaisons. La femme porte, à cet égard beaucoup

moins que l'homme dans la société ; le mari est l'appui de sa foiblesse ; les honneurs , les dignités , la noblesse du mari rejaillissent sur elle , il est juste qu'elle récompense ces avantages par l'obéissance à celui qui s'est chargé de la défendre.

Le mari avoit autrefois sur la femme le droit de vie & de mort ; il étoit juste dans l'origine. Lorsque l'on ne connoissoit encore que la loi naturelle , le Chef de la famille en étoit le Souverain ; il étoit le seul Juge ; il avoit , par conséquent , le droit de condamner à la mort pour les causes qui l'avoient méritée , mais c'étoit seulement , comme exerçant la justice attachée à la Souveraineté : quel autre que lui auroit pû l'exercer ? Mais après que les Corps politiques se furent formés ; lorsque les hommes se furent soumis à une autorité fixe & réglée , cet empire du Chef de la famille auroit dû cesser. Ce fut un abus , quand il conserva , en qualité de mari , un droit qu'il n'avoit qu'en qualité de Souverain.

Cependant on en trouve par tout les vestiges. Par la loi de Romulus le mari avoit sur sa femme un pou-

34 DE LA RÉPUBLIQUE.

voir, à peu de choses près, sans limites ; il pouvoit la faire mourir sans forme judiciaire, dans quatre cas : pour adultère, pour supposition d'enfant, pour avoir de fausses clefs, & pour avoir bu du vin ^a. Cette puissance a été commune à la plus grande partie des peuples connus. Les Gaulois nos ancêtres, au rapport de César, avoient le pouvoir de vie & de mort sur leurs femmes & leurs enfants. Les Lombards usoient des mêmes loix : ce droit étoit en usage par toute la Grece dans le cas d'adultère. Il semble par ces marques apparentes d'une aussi grande supériorité, que les hommes étoient convenus de se révolter contre un ascendant dont ils sentoient la force. Ils se flattoient

(a) L'Auteur de l'esprit des loix a dit, après Plutarque, que ces Cas étoient des causes de répudiation : c'est une erreur. Il n'est pas douteux que l'adultère & la boisson du vin (qu'il a oubliée) méritoient la mort. Quelques Textes de la loi de Romulus disent : *que le mari avec ses parents, la punissent*. D'autres Textes disent, *la fassent mourir*. On doit suivre ceux-ci. Plin rapporte que Egnalius Merenius, ayant tué sa femme

avec le vase dans lequel étoit le vin qu'elle buvoit, il fut absous par la loi de Romulus. Denis d'Halicarnasse est de ce même sentiment. Il est même douteux, suivant cet Auteur, que la répudiation fut admise par la loi royale. Il dit, dans les termes les plus forts, que Romulus établit le mariage indissoluble ; que rien ne le pouvoit rompre, lorsqu'il étoit solemnisé par la comésion du gâteau de froment.

de se déguiser à eux-mêmes leur Maître sous les dehors d'une dépendance servile ; foibles efforts contre un sexe auquel il est donné de régner , jusques dans les lieux où il paroît le plus esclave.

L'usage modéra , peu à peu , la rigueur de la loi ; la peine d'adultere fut remise à la discrétion des parents de la femme ; la répudiation contenta les esprits les plus doux. Cependant les loix continuoient à retenir les femmes dans une tutelle éternelle ; elles passaient de celle du pere dans celle du mari ; si elles sortoient de celle-ci , c'étoit pour rentrer sous celle d'un frere , ou de quelqu'autre parent. Nous voyons les mêmes loix chez les anciens Germains , avant qu'ils eussent été connus des Romains.

La loi *Julia* donnée par Auguste ôta aux maris cette autorité sans bornes que l'usage avoit déjà modérée ; il ne laissa le droit de mort qu'au pere de la femme , & dans le cas du flagrant délit. Mais dans la suite , l'impératrice Théodora , maîtresse de l'esprit de Justinien , prince d'un génie le plus borné , fit faire des loix à l'avantage des femmes , & au préjudice de

36 DE LA RÉPUBLIQUE.

l'ordre de la société, autant qu'il fut possible ; elle changea la peine de mort encourue par l'adultère, en une note d'infamie : étoit-ce une peine d'ôter l'honneur à qui l'avoit déjà perdu ?

Pour les fautes domestiques, où le public est moins intéressé, on est toujours demeuré d'accord que le Mari a le droit de corriger la femme avec modération. La femme avoit autrefois une action contre le mari, lorsque le traitement qu'elle essuyoit, étoit trop rude, trop fréquent, ou sans cause. Depuis Justinien, l'action d'injures n'est plus permise entre le mari & la femme, si elles ne sont assez graves pour mériter la séparation.

CHAPITRE VI.

*S'il est expédient de renouveler la
Loi de répudiation.*

CETTE question n'en est point une, si on l'examine selon les principes de la Religion chrétienne. La loi nouvelle a corrigé l'ancienne loi ; l'Eglise a parlé, la raison humaine doit

reconnoître sa foiblesse , & s'humilier : mais comme le droit public existe détaché de la Religion ; que les Etats qui ne sont point éclairés des vraies lumieres éternelles , ont leur police , on peut traiter cette matiere comme philosophe & politique.

Le mariage offre les fruits les plus doux & les plus amers , lorsque la tendresse moins impétueuse que l'amour , plus vive que l'amitié , unit deux époux ; elle est la source du bonheur le plus flateur & le plus solide. Il n'est pas au contraire de haine aussi forte que celle qui a pris racine dans un mariage indissoluble. C'est cette durée qui aigrit le tourment ; il déchire , il est toujours présent , & ne doit pas finir. L'esprit humain peut supporter une douleur dont il envisage le terme : l'idée d'un long avenir l'irrite ; elle bannit l'espérance , seule capable de soutenir & consoler.

La loi naturelle permet à l'homme de fuir le malheur , & de s'en délivrer ; les sociétés civiles se sont établies pour lui procurer plus de commodités , & des jours plus tranquilles ; leur objet n'a jamais été de faire de sa vie un supplice continuel : la

38 DE LA RÉPUBLIQUE.

perpétuité du mariage est donc contraire à l'impression de la nature, & au principe de l'association entre les hommes. Au milieu de cette association générale, le mariage en est une encore plus resserrée; elle promet des secours plus rapprochés, plus immédiats. Si l'incompatibilité des humeurs, si une haine complète écartent ces secours, les vues qui ont formé la société sont trompées. Il est de règle que, lorsque les associés violent les conditions expresses ou tacites sous-entendues, la société se doit dissoudre.

Les dissensions domestiques nuisent, plus qu'on ne pense, au bien de l'Etat. Elles ne se bornent pas aux personnes des époux; les enfants prennent parti; les divisions deviennent héréditaires dans les familles; les successions s'y reglent par la passion, & ces réglemens perpétuent les inimitiés. Le bon ou le mauvais Gouvernement de chacune des familles dont l'ensemble forment la République, influe sur le général. Si plusieurs parties d'un tout sont viciées, la masse se corrompra facilement.

Mais souvent ces haines malheu-

reuses ne se terminent pas à de simples aigreurs ; on cherche à briser des liens dont on ne peut plus supporter la contrainte. Il en résulte des crimes ; l'adultère en est le moindre : les assassinats, le poison sont les catastrophes de ces tragédies. Une Romaine convaincue d'avoir empoisonné son mari, en accusa d'autres ; celles-ci en découvrirent jusqu'au nombre de soixante-dix qui furent punies de mort : la répudiation n'étoit pas encore en usage à Rome.

Rendre le bonheur aux citoyens , épargner les divisions intestines , arrêter les meurtres les plus odieux de tous , ne sont pas les seuls biens que l'on doit attendre de la liberté de la répudiation ; elle est encore utile à la République par d'autres endroits : c'est un des moyens le plus capable d'animer la population. Outre l'obstacle qu'apportent les haines , on compte un nombre considérable de femmes que la complexion ou l'âge rendent stériles ; elles sont attachées à des maris qui pourroient donner des sujets à l'État : & combien de citoyens de l'un & l'autre sexe se réduisent au célibat dans la seule crainte

te qu'inspire un mariage éternel ! Plus la religion d'un Etat engage par le vœu de chasteté , plus la Répudiation y deviendrait avantageuse. Ce n'est pas le seul cas où la Religion combat la politique , c'est toujours à celle-ci à céder , à baisser la tête , comme le roseau sous le souffle du vent du Midi.

Que l'on considère quels changements ont dû faire tout d'un coup dans la population , la chasteté imposée aux ministres de l'autel , le sentiment de consacrer sa virginité dans des cloîtres , érigé en vertu , & l'interdiction de la répudiation. Ces vertus étoient ignorées comme vertus , sous la loi de Moïse , & comme règles , dans les premiers siècles de l'Eglise chrétienne. Si on veut lire le titre du Code de *repudiis* , on y trouvera les loix qui fixent les causes de la répudiation. Ces loix ont été faites par des Empereurs chrétiens ; elles ont été en vigueur au-delà du temps de Justinien , puisqu'il les a adoptées dans sa compilation.

Faudroit-il une preuve plus forte du besoin qu'auroit encore la dureté du cœur , du remède salutaire de la ré-

pudiation , que les séparations aujourd'hui si communes ? Plus contraires à l'esprit de Religion , plus nuisibles à l'Etat que le divorce , elles laissent vivre , de part & d'autre , les personnes séparées , dans le désordre & le scandale , & coupent la racine de la population.

Le Gouvernement pourroit arrêter , à la vérité , le cours des séparations volontaires , mais agitoit-il pour le mieux ? Bien-tôt ces mêmes ménages , liés par la seule contrainte , offriroient des raisons de séparation que la Justice seroit obligée d'admettre. Les ministres de la religion ont beau représenter ; ils prêchent , ils blâment ; ils ont raison sans doute , mais ils ne connoissent pas l'horreur d'être attaché à l'objet de son antipathie. La répudiation , si elle étoit permise , seroit un remède à ces maux ; elle en feroit cesser les inconvénients ; il seroit permis à chacun de suivre le précepte de saint Paul : » Mariez-vous , » plutôt que de brûler de feux illégitimes ; » & l'Etat ne continueroit pas à se dépeupler.

Que l'on ne compare pas la population illégitime avec celle que le ma-

riage procure. L'expérience des Hôpitaux nous apprend , combien il est difficile d'élever ce qu'on appelle *Enfants trouvés*. Fruits de la débauche , ils en portent le vice dans le sang ; le plus grand nombre languit quelques mois , quelques années , & meurt inutile à l'Etat. J'ai vu par les Registres d'un Hôpital que , sur cinquante enfants apportés , à peine un seul avoit atteint l'âge de la puberté. Ce n'est pas tout : cette propagation impure , en infectant les nourrices , porte dans la classe des laboureurs une corruption qui y étoit inconnue , & gâte le principe des véritables forces d'une République. Comment un inconvénient si terrible n'a-t-il pas attiré l'attention ? Il est si facile d'y remédier. Deux femmes que l'on fera venir d'Angleterre , enseigneront la maniere de nourrir les enfants sans les allaiter.

Quelques Auteurs ont pensé que la facilité de la répudiation corrompoit les mœurs , on se trompe : ce sont les mœurs corrompues qui ont introduit l'abus de la répudiation. On a écrit que des Dames Romaines comptoient les années par leurs maris , plutôt que par les Consuls ; on

font assez que c'est l'expression de la satire : mais pour décider , si l'abus venoit de la dépravation de mœurs , ou de la faculté de répudier , il suffit de distinguer les temps. Sous les regnes de Caligula , Claude & Neron , les excès étoient à leur comble ; la République étoit elle-même prostituée : c'est alors que les répudiations étoient journalières. Spurius Carvilius fut le premier Romain qui usa de la liberté de la répudiation ; & ce fut environ cinq cents ans après la fondation de Rome. Lorsque les mœurs étoient pures , on répudioit rarement.

Des gens attachés aux petites règles ont dit que le mariage , outre l'objet de se donner une postérité mutuelle , comprenoit la convention tacite d'en élever ensemble les enfants ; & que , suivant les règles naturelles de toute société , on ne pouvoit la dissoudre , tandis qu'il restoit des conditions à accomplir. Je veux bien passer le principe , & ne pas relever les exceptions. Suivons les règles de société : elle doit être dissolue , lorsque l'un des associés ne remplit pas les conditions du traité. Une femme qui ne s'occupe point des soins domes-

44 DE LA RÉPUBLIQUE.

tiques ; de qui la parure , le jeu , le spectacle , la frivolité absorbent tout le temps , doit donc être répudiée : c'est aussi un des cas exprimés dans le même titre du Code que je viens de citer , page 40.

On peut demander si la répudiation une fois admise , on devroit la permettre sans des causes que la loi prescrirait , & qu'on seroit tenu de vérifier. D'un côté , il paroît extraordinaire qu'il fut permis de répudier sans articuler aucune cause ; il semble que ce seroit autoriser la pure fantaisie : mais de l'autre côté , dans quels détails faudra-t-il entrer ? Comment révéler sa honte , comment justifier ce qui se passe dans le secret , lorsque l'un des deux s'y refuse ? Paul *Æmille* répudia sa femme qu'il avoit été vertueuse , & qui l'avoit rendu pere d'une belle famille : celui qui avoit su vaincre la fameuse *Phalange* Macédonienne , ne put rompre l'humeur hautaine d'une femme. Les parents scandalisés s'en plainquirent ; il leur montra son soulier : ce soulier , leur dit-il , vous paroît bien fait , il n'y a que moi qui sache où il me blesse.

La répudiation permise, sans en alléguer la cause, met l'honneur des deux parties à couvert : chacune d'elles peut devenir une seconde fois utile à l'Etat par une seconde société : cet avantage seroit peut-être rare, si les raisons étoient divulguées de part & d'autre.

Quelques loix simples suffiroient pour éviter l'abus des répudiations. Si elles ne sont permises qu'après un certain nombre fixé d'années de mariage, les grands inconvénients sont retranchés. J'ose dire encore que, si elles étoient libres, elles seroient rares, & la paix plus commune dans les sociétés domestiques.

La Pologne est un Etat catholique Romain ; cependant le divorce y est permis pour l'adultère commis par la femme ou le mari ; l'Eglise y prononce la séparation ; l'Eglise y remarie à d'autres, les mêmes qu'elle a séparés : pourquoi le reste des Etats catholiques n'obtiendroient-ils pas la même liberté d'une mere commune ? La répudiation s'introduit parmi les Luthériens d'Allemagne ; on n'y connoît pas le vœu de chasteté : combien leur population deviendra-t-elle

supérieure? Le système politique est ici bien intéressé; est-il écrit dans les destinées, que le Nord de l'Europe assujettira les Provinces du Midi?

CHAPITRE VII.

De la Puissance paternelle, & s'il est bon d'en user comme les anciens Romains.

LE devoir du pere envers ses enfans, consiste à user avec sagesse de la puissance que Dieu lui a donné sur eux. Le devoir des enfans consiste dans l'obéissance & le respect qui leur sont ordonnés par le même Maître. Le prince commande aux sujets, le seigneur aux esclaves, le pere aux enfans : de tous les pouvoirs de commander, celui de pere est, sans contredit, le plus grand & le mieux fondé. Platon, après avoir détaillé ce que l'on doit à la Divinité, dit que c'est l'image de ce que les enfans doivent à leur pere.

De même que la nature oblige le pere de nourrir ses enfans, & de les instruire à la vertu par une bonne

éducation; les enfants sont obligés, mais encore plus étroitement, d'aimer, servir, nourrir leur pere, de lui obéir, de supporter & cacher ses imperfections. Cette obligation est scellée du sceau de la nature; elle est encore le seul des commandements de Dieu qui promette sa récompense. Nous voyons aussi que la premiere malédiction dont il soit fait mention dans la Bible, est celle prononcée contre Cham qui n'avoit pas caché la nudité de son pere. Ce sentiment étoit autrefois si imprimé dans les cœurs, que l'on voit les enfants jaloux à l'excès de la bénédiction du pere, & craindre sa malédiction plus que la mort?

Quelle peine méritent donc les enfants qui sont défobéissants, qui oublient le respect, qui proferent des injures contre le pere & la mere, & quel supplice est assez grand pour ceux qui osent porter sur eux des mains impies.

A l'égard de leur meurtrier, jamais Juge, ni Législateur n'a pu imaginer de tourment proportionné au crime. La loi *Pompeia* condamnoit le parricide à être coufu dans un sac avec

un chien, un coq, un singe & une vipere, & jetté dans l'eau. Ce supplice n'est que singulier : Solon interrogé pourquoi il n'avoit pas imposé de peine pour le parricide, répondit qu'il ne pensoit pas qu'un crime si détestable se pût commettre. Il est toujours plus à propos de dérober la connoissance des choses que l'on veut faire éviter, que de chercher à en détourner par la raison, même par la crainte. Romulus en avoit usé comme Solon.

Moyse avoit fait de même avant eux. Sa loi qui ne parle point du parricide, donne au pere & à la mere le pouvoir de faire lapider l'enfant désobéissant ; mais elle ne leur en permet pas l'exécution ; elle veut qu'elle soit faite en présence du Juge, sans qu'il soit permis à celui-ci d'informer sur la vérité de l'accusation. La sagesse de cette loi est divine ; on ne soupçonne pas que la tendresse paternelle puisse accuser à faux, & le coupable doit souffrir la peine devant le Juge, afin que l'enfant ne soit pas tué dans la colere, & parce que le fruit principal de la punition est l'exemple qu'elle donne à tous.

Il seroit peut-être avantageux à une République de rendre aux peres cette puissance qu'ils ont eu autrefois. Cette loi ne seroit ni aussi injuste, ni aussi barbare qu'elle le paroît d'abord. Je ne prendrai pas les raisons de sa justice dans cette premiere vie que les enfants tiennent de leurs peres. L'instant qui en a décidé, pouvoit n'avoir d'autre objet que la satisfaction de l'appétit des sens ; mais, après leur naissance, ils sont redevables, une seconde fois, de la vie à ceux qui prennent le soin de la leur conserver : ils périroient sans les secours qu'on pourroit leur refuser. Non-seulement la liberté d'exposer les enfants a été, & est encore en usage parmi plusieurs peuples, comme un droit de disposer de ce qui nous appartient ; il a fallu des loix positives pour la défendre chez les Nations où la Religion & l'intérêt de la République s'y opposent plus que toute autre raison.

Ce degré de puissance ne paroîtra pas injuste, si on consulte la force des obligations selon les loix naturelles ; si on suppose à l'enfant qui vient de naître, la raison qu'il doit avoir un jour, & qu'on lui demande s'il

ne veut point que l'on lui conserve la vie qu'il vient de recevoir, sous la condition de la tenir comme un bien qui appartiendra à ceux qui la conserveront ; qu'ils pourront en disposer, s'il se sert de ce bien pour leur désobéir, pour leur résister, pour se rendre coupable à leur égard ; il n'est pas douteux que cet enfant souscrirait cette convention, s'il en étoit capable. Il est de principe que les conventions, quoique tacites, sont censées exister, lorsqu'elles sont d'une nature à ne pouvoir être révoquées en doute ; c'est donc en vertu d'une obligation naturelle & légitime que la vie des enfants peut dépendre des pères dans les cas où la condition seroit violée. Une dette, une obligation ne peuvent s'acquitter que dans l'espece due, ou par un équivalent. Il n'y a d'équivalent à la vie, que la vie elle-même. Si les mères n'ont pas le même pouvoir, c'est que le même sujet ne peut avoir deux souverains dans le même genre.

Cette loi n'auroit de barbare que les apparences ; on n'en devroit pas craindre les effets. On ne doit pas perdre de vue que, par la loi Divine,

il n'étoit pas permis au pere de tremper ses mains dans le sang de ses enfans ; que c'est en présence du Juge, par son ordre, que le supplice doit être exécuté : ces tempéraments suppriment les grands inconvénients.

Mais combien ces supplices seroient-ils rares ? La loi inspireroit la crainte ; la crainte empêcheroit que l'on méritât le châtiment. D'ailleurs l'amour des peres est assez connu ; on peut se reposer sur sa force & son étendue. On en voit qui sacrifient leur honneur, leur conscience à l'aggrandissement de leur famille ; on n'en verra point qui fassent mourir leurs enfans, lorsque la loi leur aura donné le temps de la réflexion.

Le droit de vie & de mort des peres sur leurs enfans, a été en usage dans la plus grande partie de l'Univers. Il a été commun aux Perses, à tous les peuples de la haute Asie, aux Celtes, aux Gaulois, & pratiqué dans toutes les Indes, avant qu'une partie eût passé sous la domination des Espagnols ; il étoit sacré chez les Romains. Denis d'Halicarnasse reconnoît combien cette loi étoit supérieure à celle de la Grece. La loi

52 DE LA RÉPUBLIQUE.

de Romulus qui donnoit ce pouvoir aux maris , le reftraignoit à quelques cas , comme on l'a vu précédemment ; mais il étoit illimité à l'égard des peres. Lorsqu'Auguste bannit cet empire du mariage , il le laissa aux peres , même sur leurs filles mariées. Combien étoit donc grande l'idée qu'ils avoient de la justice & de l'utilité du pouvoir paternel , s'ils laissoient aux peres sur la femme d'autrui une autorité qu'ils retranchoient au mari !

Cette puissance fut encore augmentée par la loi des douze Tables. Elle permit de vendre les enfants : s'ils se rachetoient , ils retomboient sous la puissance paternelle ; ils pouvoient être vendus jusqu'à trois fois. Le droit de vie & de mort est bien moins dangereux que la faculté de les vendre. Celle-ci ne doit pas être tolérée , parce qu'elle pourroit s'exercer ; l'autre pourroit absolument être permise , parce qu'on n'en useroit jamais.

Le pouvoir paternel fut d'un grand secours à la République de Rome ; souvent il l'a sauvée d'un danger qui paroissoit inévitable. On y a vu le pere faire sortir son fils de la Tribu-

ne aux harangues , pour l'empêcher de publier , ou de porter des loix qui tendoient à la division. Cassius , entre autres , arracha son fils de la Tribune , & le fit mourir pour avoir voulu publier la loi du partage des terres : le peuple étonné , qui demandoit à grands cris la publication de cette loi , n'osa faire aucune résistance en faveur de son Tribun. Cet exemple & plusieurs autres prouvent que les Romains respectoient l'autorité des peres , encore plus que les loix qu'ils appelloient sacrées. Une de ces loix vouoit à Jupiter , ou devoit à la mort la tête de celui qui auroit seulement tenté d'approcher du Tribun dans le dessein de le frapper.

On ne sauroit trop observer que , la puissance paternelle ayant peu-à-peu perdu de ses droits dans Rome , l'ancienne vertu s'évanouit. L'ambition des Magistrats qui vouloient tout attirer à leur Tribunal , fut la cause de ce relâchement : peu-à-peu ils ne furent , pour ainsi dire , occupés qu'à venger des parricides. Seneque adressant la parole à Néron : On a vu , lui disoit-il , punir plus de parricides en cinq ans sous le regne de vo-

54 DE LA RÉPUBLIQUE.

tre pere , que l'on n'en avoit fait depuis la fondation de Rome. Quelle en étoit la cause ? Il falloit alors que le pere , pour châtier ses enfans , en obtînt la permission du Magistrat.

Les passions ne perdront jamais leurs droits tyranniques sur la jeunesse ; le sage Législateur doit les enchaîner ; il ne peut donner de chaînes plus douces que l'autorité d'un pere , qui peche le plus souvent par une trop grande foiblesse. Mais la chaîne s'use insensiblement ; elle se rompt à la fin : le seul remede est d'en forger une nouvelle. De-là dépend très-souvent la durée des Empires. Si Claude & Néron avoient eu l'esprit sévere de Caton , s'ils avoient fait revivre les anciennes institutions de la République pour les mœurs , ils auroient ramené les Romains à leur vertu primitive , & sans changer la forme du Gouvernement , la durée de l'Empire auroit été prolongée de plusieurs siècles. Cependant on doit reconnoître que de tous les mobiles qui font agir les hommes , l'intérêt est le plus puissant ; il est peut-être capable d'étouffer le sentiment de la nature. Si une Républi-

que jugeoit convenable de rétablir dans sa force l'ancienne puissance paternelle, elle auroit besoin d'une loi qui ne laissât aux peres aucune sorte de droits dans la succession de l'enfant qu'il auroit accusé.

CHAPITRE VIII.

De la Puissance paternelle dans son rapport avec les intérêts civils : de l'Adoption.

SI, comme on l'a vu, les familles doivent attirer la principale attention de la souveraineté ; si on doit veiller à ce que les colonnes de la République ne s'affoiblissent pas par leur désunion, on doit, par de bonnes loix civiles, obliger les enfants au respect & à l'obéissance qu'ils doivent aux peres par tant de titres. Si la puissance temporelle se repose sur les qualités du cœur, le joug si nécessaire au bon ordre sera bien-tôt secoué.

Il est inutile de chercher les moyens d'attacher les peres aux enfants. Ce principe est confirmé par l'expérien-

56 DE LA RÉPUBLIQUE.

ce & le raisonnement. On peut mettre à l'écart les sentiments qu'inspire la nature , on n'a besoin que de ceux de l'amour propre. Il nous représente nos enfants , comme devant nous perpétuer nous-mêmes ; il nous fait voir avec complaisance ceux qui sont destinés à nous obéir : l'autorité flatte tous les hommes. Nous les regardons comme des ressources dans la vieillesse , dans les infirmités : enfin l'âge , chez les peres , émousse , éteint les passions ; il ne leur reste que leurs enfants à aimer. Ce même amour propre au contraire éloigne les enfants de l'obéissance ; il ne dicte pas d'aimer celui qui nous commande , qui gêne notre liberté , dont la présence est un frein à nos passions ; leur fougue divise l'affection , & l'écarte d'un objet qui peut traverser leur satisfaction. Quelques exceptions ne sont pas capables de décréditer ces regles générales.

Si on ne compte , pour entretenir le respect filial , que sur l'habitude de l'éducation , cette barriere sera bien-tôt rompue. L'humanité , la douceur de nos mœurs ont abrogé le droit de mort. Si on ôte la crainte

aux enfants, il faut du moins qu'un intérêt puissant les retienne. Chez les Romains, les droits des peres étoient sans bornes; les biens acquis par le fils, ceux de sa mere leur appartenoient; ils en pouvoient disposer à leur gré. Constantin fut le premier qui assura aux enfants la propriété de leurs biens maternels, & celle de leur pécule. Ces loix étoient bonnes, il étoit juste d'arrêter un pere dissipateur à l'excès, & l'on doit corriger tous les extrêmes.

Mais quel est l'aveuglement des Coutumes qui en ont ôté aux peres l'usufruit, & dans lesquelles le mariage émancipe; elles renversent tellement l'ordre de la nature, que le pere se trouve soumis au fils, pour tirer de lui une subsistance qu'il refuse quelquefois, ou qu'il donne avec durété. Ces Coutumes ont fait croire à Accurse & à d'autres Jurisconsultes Italiens, que les François ne connoissoient pas la puissance paternelle. Ils le croiroient encore mieux aujourd'hui, s'ils étoient témoins des irrévérences fréquentes, pour ne pas dire du mépris des enfants vis-à-vis des peres dans le cœur de la France.

Dans les pays où le Droit écrit empêche que cet esprit d'indépendance ne se communique, l'oubli des bien-séances n'a pas encore corrompu les mœurs à cet excès.

Dans ces circonstances, celui qui mettroit encore des obstacles à l'exécution de la volonté des peres après leur mort, méconnoîtroit entièrement le véritable esprit de législation. Doit-on obliger des Juges d'interdire l'exécution de cette volonté, lorsqu'elle est claire & indubitable, uniquement à cause que l'inattention ou l'ignorance auront fait manquer à une forme arbitraire & indépendante de la volonté du Testateur ? Les Romains avoient, à la vérité, des formules auxquelles ils étoient assujettis ; mais la puissance qu'ils donnoient aux peres, suffisoit pour contenir les enfants dans le respect. On devroit opter : ou il faut se conformer entièrement à leurs maximes, ou les rejeter entièrement. On supprime la puissance paternelle ; c'est ce qu'ils avoient de bon : on conserve, que dis-je, on multiplie les formules ; c'est ce qu'ils avoient de mauvais. Lorsqu'on renouvelle une loi, ce se-

toit l'occasion de la corriger.

Attachés trop fervilement aux loix du Code Justinien, nous n'avons pas fait attention au temps où ces formules ont commencé. On ne connoît ni *Senatus-Consulte*, ni *Plébiscites*, ni loi de Préteur qui ait donné atteinte à cette loi si belle dans sa simplicité: *Pater-familias uti super familia pecuniaque sua legassit, ita Jus esto*. Ce n'est que bien long-temps après Auguste, & par conséquent dans des temps de désordre & de corruption que l'on a cherché des moyens d'éluder la volonté des Testateurs. Le vice n'osera jamais abroger ouvertement un bon usage, ni publier une loi évidemment mauvaise: on connoît que la corruption gagne dans un Etat, lorsqu'on mitige, qu'on énerve les loix sévères.

La loi, *Hâc consultissima*, paroît la première avoir ordonné une foule de formes. Les Nouvelles en ont ajouté, & nous avons renchéri. Sous le prétexte de s'assurer de la volonté du Testateur, on est parvenu à faire rejeter cette volonté, quoique très-assurée. L'Empereur Constantin disoit: *Indignum est ob inanem observa-*

tionem irritas fieri tabulas & judicia mortuorum. On ne sauroit trop remettre sous les yeux une réflexion d'un Historien judicieux : » Il n'y a point » de loi si sage, si utile, qui ne porte » avec elle quelque inconvénient. » Il faut abolir toutes les loix, si on veut retrancher celles qui ont quelque côté foible ; cependant nous voyons tous les jours désapprouver des réglemens pour un inconvénient qui paroît en résulter : on croit être clairvoyant, on est aveugle. C'est après avoir mûrement balancé l'inconvénient & l'utilité que l'on peut décider. Oter l'usufruit au pere, faire des loix qui tendent au partage égal de leur succession, c'est tirer les enfans de leur dépendance, & par une conséquence nécessaire, renverser dans la République l'ordre établi dans la nature.

Aussi l'oubli de la puissance paternelle a été jusqu'au point de mettre en question, si le fils ne peut point repousser par la force la force injuste du pere. On a poussé les choses encore plus loin ; on a osé penser & écrire que le fils peut tuer le pere, s'il est ennemi de la Républi-

que. C'est un sacrilege de le faire , & une impiété de l'avoir écrit. Combien de peres seroient réputés ennemis de la République , & quel est celui qui , dans une guerre civile , pourroit échapper des mains d'un fils parricide ! Ces excès prouvent que , dans une République bien gouvernée , on doit du moins , par des loix sévères & prises dans les intérêts civils , arrêter la corruption qui fait mépriser des devoirs aussi sacrés. Je n'excepterai de cette regle aucune espece de République , parce que je ne conviendrai jamais que la vertu doive faire le fondement de l'une plutôt que de l'autre.

Je n'ai pas besoin de prouver que ce mépris filial est par lui-même un désordre qui ne doit pas être souffert. Personne n'osera disconvenir ouvertement de ce principe ; mais j'ose dire , qu'outre l'offense faite à la nature , c'est un mal réel qui tend à la destruction de la République. Cette vérité dépend d'une autre , qui est que les vices la conduisent plutôt à sa décadence que les crimes. Les crimes apportent à la société un trouble frappant ; on les arrête par les suppli-

ces, les loix y ont pourvu. Les vices, comme des eaux souterraines, minent imperceptiblement les fondements de l'édifice, & le font crouler tout-à-coup. Si on faisoit l'énumération des vices pour lesquels les loix n'ont pas de peines, ou que la négligence ne punit pas, on seroit étonné de leur nombre; on verroit avec surprise, combien leurs suites sont odieuses; combien elles dégradent l'humanité. Quelle sorte de loi, quelle espece de Magistrature pourroit les punir & les corriger? Une partie ne sont que l'abus, ou l'excès des choses permises; comment en fixer les degrés? D'autres ne sont que des dispositions au crime, lorsque l'occasion s'en présentera; d'autres enfin ne laissent pas de traces qui puissent les constater. Si on a pu dire que l'oisiveté, comme source des vices, & comme vice elle-même, devoit être un crime d'Etat, on a dû sentir la nécessité de l'autorité paternelle.

On dit que le bon Législateur chasse les voleurs de ses États, & que le plus habile les empêche de s'y former. Il est mieux, sans doute, de garantir les mœurs de la corruption,

que de chercher à les purifier, quand elles sont corrompues. Toute l'attention doit être à empêcher la contagion de s'introduire. L'autorité des peres, celle des maris, soutenues par des bonnes loix, sont les préservatifs les plus naturels, les plus légitimes & les plus assurés. L'éducation de l'enfance, quoique de conséquence, ne demande que des attentions; l'autorité n'est pas nécessaire dans un âge si foible. Mais lorsqu'après la puberté, le germe des passions se développe, que leur impétuosité entraîne avec violence, les loix puniront celles qui iront jusqu'au crime; la seule puissance paternelle peut étouffer les vices naissants. Si on compare les forces du torrent qu'il faut vaincre, avec celles de la digue que l'on doit lui opposer, on verra que celles-ci doivent être bien grandes pour être supérieures, comme on doit le desirer. Si vous ôtez la crainte & l'intérêt, je ne vois plus de frein capable d'arrêter la fougue de la jeunesse. Une bonne loi seroit celle qui augmenteroit l'autorité du tuteur sur la personne, & la feroit durer, du moins, jusqu'à vingt ans.

* Inter.
de la Fr.
mal - en-
tend.

On s'éloigne de cet esprit d'une maniere bien étrange , si l'on veut abolir la loi qui défend aux enfans de se marier , sans le consentement des peres. * Les branches différentes qui forment le bon gouvernement d'une République, ont, entr'elles, une liaison nécessaire. Lorsqu'on n'en considère qu'une séparément , on perd de vue la relation qui l'attache aux autres. Uniquement occupé de la population, on anéantit le respect filial. Pour porter l'agriculture au dernier période de perfection , on ruine la noblesse dans un Etat monarchique. Si on attire toute la sève de l'arbre à l'un de ses rameaux , les autres périssent. Ces inattentions se trouvent au milieu des principes & des raisonnemens les plus admirables. L'auteur n'a pas conduit les parties de son Ouvrage de front , il les travaille l'une après l'autre.

La puissance paternelle s'étend aussi sur les enfans naturels & sur les adoptifs. Les Coutumes des Nations n'ont pas été uniformes à l'égard de ces deux especes. Les Athéniens étoient obligés d'adopter les enfans naturels qu'ils avoient des citoyen-

nés ; ils ne réputoient bâtards que ceux des peres ou meres étrangers. Les peuples d'Orient ont toujours fait peu de différence entre les enfants naturels & les légitimes ; les Romains au contraire ne faisoient aucun cas des premiers. Ils étoient libres d'abord de leur faire part de leurs biens : Constantin leur en ôta la liberté ; mais ils ont fait un grand usage de l'adoption. Elle mettoit tellement l'adopté dans la famille , que le pere l'institutoit héritier , au préjudice des enfants auxquels il avoit donné la vie. Plusieurs Empereurs ont monté sur le trône par l'adoption : mais comme elle entraînoit beaucoup d'abus , Justinien ne voulant que les corriger , alla plus loin : il rendit ce droit inutile. L'adoption a eu lieu chez les Peuples du Nord ; nous la trouvons établie dans les loix Ripuaires. Convien-droit-il de la faire revivre ? S'il étoit permis d'adopter les enfants naturels , le nombre des légitimes seroit trop diminué ; on pourroit donner la permission d'adopter à ceux qui auroient perdu tous leurs enfants.

CHAPITRE IX.

*De la Puissance seigneuriale , &
s'il faut souffrir des esclaves dans
une République bien ordonnée.*

CE chapitre traite des esclaves & des domestiques : ces deux especes n'étoient pas distinguées dans les temps reculés. Nos premiers peres satisfaits des premieres idées qu'il leur étoit indifférent d'analyser , ne sentoient pas de différence entre le service & la servitude. L'homme encore fier de sa liberté , ne souffroit le commandement d'un autre , que lorsqu'il étoit asservi. Ce n'est que peu-à-peu , & après avoir fléchi sous le joug de l'obéissance , qu'il en a connu les degrés.

C'est des serviteurs de la maison que l'on fait dériver le terme de famille , à *famulis* & *famulitio*. Le nombre des serviteurs étoit bien supérieur à celui des maîtres : je n'en citerai qu'un exemple. Un dénombrement d'Athenes comptoit vingt mille ci-

toyens, dix mille étrangers & quatre cents mille esclaves; &, comme les richesses consistoient dans le grand nombre de ce genre de serviteurs, tout, jusqu'à la succession du défunt, en prit sa dénomination, & porta le nom de famille.

Les esclaves sont, ou naturels procréés d'une mere esclave, ou pris à la guerre, connus sous le nom de captifs, ou rendus tels par le crime: on les nomme esclaves de la peine. Le débiteur insolvable devenoit esclave du créancier par la loi des douze Tables. S'il avoit plusieurs créanciers, le malheureux étoit démembré & partagé entr'eux. Je ne crois pas que cette partie si horrible de la loi, ait jamais été exécutée: je ne saurois même regarder cette atrocité que comme un moyen imaginé pour obliger le débiteur au paiement par la terreur; pour porter le citoyen à user de ses facultés avec économie, & obvier à la légèreté des emprunts. Je ne penserai jamais que les Législateurs aient voulu son exécution.

L'esclavage occasionné par les dettes, ne dura pas long-temps: le Tribun Pétilien le fit abroger; la personne

68 DE LA RÉPUBLIQUE.

du débiteur devint libre; il pouvoit insulter à son créancier en se montrant impunément à ses yeux; c'étoit tomber d'un excès dans un autre. Le droit de faire enfermer le débiteur dans des prisons publiques, est un milieu plus raisonnable.

On doit ajouter à ces causes de l'esclavage, la vente que l'homme libre pouvoit faire de sa personne. Il me semble qu'on ne doit point dire qu'il n'est pas vrai qu'un homme libre puisse se se vendre, * encore moins en donner pour raison, que tous ses biens entrants dans la propriété du maître, le maître ne donneroit rien, & l'esclave ne recevrait rien. Cette réflexion ne prévoit que le cas où l'esclave garderoit dans sa main, le prix de sa liberté. Mais si l'homme libre se vend, pour payer une dette, ou pour faire un capital à ses enfants déjà nés, la maxime est fautive, comme celle qu'un prisonnier fait à la guerre, ne peut être réduit en servitude. On pourroit aussi ne pas accorder que la liberté du citoyen appartienne à la République; la personne du citoyen lui appartient: mais si l'esclavage est un état nécessaire dans la constitution, il est in-

* *Esprit
des Loix
liv. 15.
6. 2.*

différent à la République que tel homme lui soit utile, comme esclave, ou comme libre.

Les esclaves avoient la tête nue & rasée, comme la plupart de nos Moines, esclaves sacrés de la Religion. Les nouveaux affranchis portoient un bonnet, jusqu'à ce que leurs cheveux fussent revenus, c'est par-là qu'il devint un symbole de la liberté. Brutus, après le meurtre de César, fit frapper de la monnoie avec l'empreinte du bonnet, comme ayant affranchi le Peuple Romain. A la mort de Néron, le peuple prit des bonnets, pour témoigner qu'il se croyoit libre dès ce moment.

L'esclave dépendoit entièrement de son maître; ainsi il pouvoit, à son gré, changer son état, & le délivrer de la servitude: mais l'affranchissement ne procuroit pas une liberté absolue. L'expression de Justinien ne doit point être prise au pied de la lettre: personne n'a jamais révoqué en doute que l'affranchi ne demeurât dans une certaine dépendance de son ancien maître. On substituoit à ce titre celui de patron; l'affranchi étoit sous sa protection; il lui devoit des

corvées, un tribut annuel ; il étoit taxé pour contribuer à la dot de sa fille, & pour le tirer de captivité. Si l'affranchi étoit coupable d'ingratitude, il perdoit la liberté qu'il avoit recue ; il étoit obligé de nommer le patron dans son testament, & de lui laisser un legs ; sa succession lui appartenoit lorsqu'il mouroit sans enfants. Si on excepte le seul article du legs dans le testament, on trouvera, mot pour mot, dans la condition de l'affranchi, celle du censitaire, telle qu'elle étoit par-tout autrefois, & telle qu'on la retrouve encore aujourd'hui dans plusieurs Seigneuries : il n'est pas possible de n'être point frappé d'une conformité aussi exacte.

On connoissoit encore une autre espèce d'esclaves mitigés, appelés par les Romains *Adscriptitii gleba*, & parmi nous, serfs, ou esclaves de la glebe. Leurs devoirs devinrent, peu-à-peu, semblables à ceux des affranchis ; mais il y avoit entr'eux une différence bien essentielle : l'affranchi n'étoit obligé que durant sa vie ; ses enfants étoient ingénus, entièrement libres. L'esclave de la glebe l'étoit à perpétuité. Cette idée de l'esclavage s'est

évanouie en France, il n'en réste que la mémoire & quelques Droits seigneuriaux que l'on a réservés : ceci fournira ailleurs plus de détail, & quelques réflexions. *

* Chap.

14

La matiere de ce chapitre présente trois choses à examiner : 1°. L'esclavage est-il naturel ou contraire à la nature? 2°. Quelle doit être la puissance du Seigneur sur l'esclave? 3°. Doit-on admettre des esclaves dans une République?

Aristote est d'avis que la servitude est conforme à la nature. « Nous voyons, » dit-il, que des hommes semblent faits » pour servir & obéir, & d'autres, pour » commander. Telle est sa preuve qui ne conclut rien pour l'esclavage, & ne vaut pas la peine d'être réfutée. La nature a donné à l'homme une volonté, une faculté de choisir, qui ne dépend que de lui-même : dès lors, la nature l'a fait libre. Cette proposition n'a pas besoin d'être appuyée. D'autres prétendent que l'esclavage ayant été de tous les temps, que subsistant encore dans la plus grande partie de l'Univers, que tous les peuples l'ayant approuvé, il n'est pas à présumer que ce qui a été aussi

72 DE LA RÉPUBLIQUE.

généralement reçu , & dont la durée n'a aucun terme , puisse être contre les loix de la nature.

Cette raison ne me toucheroit pas. Lorsqu'on raisonne ainsi, on ne connoît pas jusqu'où va la dépravation de l'esprit humain. Il n'y a rien de si absurde, de si opposé aux sentimens naturels, qu'il ne soit capable d'adopter. Son aveuglement va jusqu'à couvrir, du voile de la Religion, ce qu'il y a de plus sacrilège : tels sont les sacrifices du sang humain, qui ont été en usage dans toutes les parties du monde. Les Thraces tuoient par charité leurs peres & meres vieux & infirmes; ils les mangeoient par piété; il étoit horrible qu'ils fussent mangés par les vers. Cet usage subsiste encore parmi quelques peuples sauvages. De pareils exemples doivent bien humilier l'homme, & décrier l'autorité de l'opinion commune.

Mais la question cesse d'être la même, lorsqu'on examine si l'esclavage est conforme ou contraire à un droit des gens, appuyé sur la raison. L'origine de l'esclavage se perd dans les temps les plus reculés. Je ne saurois
penser

penſer, avec Puffendorf, qu'il a commencé par le conſentement de ceux qui ſe ſont donnés volontairement à une famille. La néceſſité n'a pu y obliger celui qui avoit des bras pour cultiver la terre. Si ſa pareſſe l'éloignoit de ſ'en ſervir pour lui-même, il ne les aura pas offerts à d'autres pour les employer à un travail arbitraire, & ſe ſoumettre à l'empire cruel du maître ſur l'eſclave. On ne peut ſe reſuſer à croire que l'eſclavage a pris naiſſance dans les premières guerres des hommes : le vaincu a appartenu au vainqueur. Sans recourir au ſystème métaphyſique de Hobbes qui veut que l'état de nature ſoit un état de guerre de chacun contre tous, on peut aſſurer que les querelles ont commencé, entre les hommes, pour les beſoins de la vie. Il y avoit des eſclaves, avant qu'on ſe fût laſſé de la ſimplicité des premiers ſiècles, & que l'on fût occupé à chercher tous les jours de nouvelles commodités.

On a dit que les Politiques ont tiré le droit de réduire en ſervitude, du droit de tuer dans la conquête. * * *Eſprit des Loix* liv. 10. chap. 3.
Il faut diſtinguer la conquête du combat. Il eſt naturel dans l'un, d'ôter

la vie; ce droit seroit trop barbare dans l'autre: on en a le pouvoir, on n'en a pas le droit. Si la conservation est le seul objet légitime de la conquête, comme le même Auteur l'établit; c'est de ce droit de conservation; que l'on doit tirer celui de l'esclavage. Il est permis d'ôter à celui qu'on a vaincu, le moyen d'être encore ennemi, & de devenir vainqueur à son tour. Il est dans la nature de la chose, que la servitude dure autant que la conservation l'exige, & qu'elle soit éternelle, s'il le faut. On a pu priver de la liberté, puisqu'il a été un moment dans lequel on a pu ôter la vie. Le droit des gens ne sauroit être choqué, lorsqu'on donne le toit, le vêtement & la nourriture à celui que l'on a pu massacrer. On pourroit absolument attribuer l'esclavage à un principe d'humanité; il est permis d'exiger du vaincu, les services qui n'excèdent pas ses forces & ses talents: l'usage des prisonniers de guerre n'est que l'humanité portée à un plus haut degré de douceur.

Il est nécessaire dans la discussion d'oublier les préjugés. Nous connois-

LIVRE I. CHAP. IX. 75

Sons à peine l'esclavage dans la plus grande partie de l'Europe, & nous y avons attaché une idée de cruauté que nous ne séparons pas de la chose même; nous ne réfléchissons pas que la dureté ou la douceur de l'esclavage dépendent uniquement du caractère du maître de l'esclave. Il l'emploie, il est vrai, à des ouvrages pénibles, pour lesquels souvent il n'étoit pas né, aimera-t-on mieux qu'il lui eut ôté la vie? Les raisons que l'on cite contre l'esclavage, se prennent des traitements barbares exercés sur ceux qui sont tombés dans cette malheureuse condition; ils ne prouvent rien: une institution peut être permise, & même bonne, & l'abus que l'on en fait, pernicieux. Que l'on fasse périr son semblable dans les supplices, pour avoir cassé un verre; qu'il soit martyrisé sous les coups de fouet, pour avoir oublié de fermer la porte d'une antichambre: ces traitements révoltent l'humanité; je les reconnois contraires au droit des gens; mais ceci regarde le droit que l'on doit permettre au maître sur l'esclave, & non l'esclavage lui-même.

De quelque nature que soit le ti-

tre qui donne l'esclave au Seigneur, le droit de vie & de mort ne doit pas être toléré. Le droit des gens permet d'ôter la vie à l'ennemi vaincu, dans le moment de sa résistance; mais après qu'on la lui a accordée, & lorsque, par ce don, le vaincu a cessé d'être ennemi, l'équité du droit des gens ne permet plus de donner la mort, que pour un nouveau crime qui l'auroit mérité. La loi d'un Etat bien policé n'en laissera jamais le jugement à un particulier.

Le châtimement outré qui va jusqu'au supplice, doit être regardé du même oeil : la mort n'est pas si affreuse que ces châtimements excessifs & réitérés. Les bornes d'un pouvoir légitime doivent être réduites aux règles de la justice & de la raison : on pourroit laisser des esclaves à ceux qui songeroient qu'ils pourroient eux-mêmes le devenir un jour.

Un détail très-succinct suffit pour mettre en état de décider de l'utilité de l'esclavage : la barbarie exercée contre les esclaves en a toujours fait les ennemis de leurs maîtres & de l'Etat. Personne n'ignore les guerres que les Romains eurent à soutenir contre les

esclaves révoltés & réunis. Je pensois que ces époques rendirent les affranchissemens plus communs : on s'apperçut de l'inconvénient du trop grand nombre d'hommes nés libres, que l'on enchaînoit ; on s'attacha , par reconnoissance & par intérêt , ceux auxquels on donnoit la liberté ; on en faisoit un rempart entre le maître & les autres esclaves ; c'étoit autant de gens qui veilloient sur eux. On a vu, dans le reste de l'Europe & ailleurs , les mêmes exemples que fournit l'Italie : ce furent les esclaves qui établirent le trône des Califfes & des Sultans. La liberté que leur promit Omar , un des capitaines de Mahomet , en attira un assez grand nombre, pour conquérir l'Orient. Le bruit de leurs succès encouragea ceux de l'Europe ; ils prirent les armes , d'abord en Espagne, ensuite en France. Lothaire , après avoir perdu deux batailles contre ses freres , appella les esclaves qui , se voyant armés , donnerent la chasse à leurs maîtres ; l'embrasement s'étendit ; le feu passa en Allemagne , où il ébranla les Princes & l'Etat : l'empereur Louis fut obligé d'assembler toutes ses forces

78 DE LA RÉPUBLIQUE.

pour éteindre la rébellion.

Il est facile , après ces exemples , de juger s'il est avantageux d'admettre l'esclavage dans une République. Les esclaves , il est vrai , plus soumis , plus obéissans par état , remplissoient plus exactement leurs devoirs , que ne font les serviteurs de condition libre ; cela n'est pas douteux. On les employoit aux arts & métiers dont ils rapportoient le profit à leurs maîtres : ce n'étoit pas le dessein de multiplier les divers genres de richesses qui les avoit destinés à ces emplois ; Lycurgue & Numa l'avoient ordonné , pour leur donner de l'occupation , & empêcher que l'oisiveté , en les réunissant , ne les portât à des complots funestes. Ce n'étoit pas servir les arts : on ne peut comparer l'attention de l'ouvrier qui travaille pour le profit d'un autre , avec l'intérêt qui l'anime , & qui excite son émulation , lorsqu'il travaille pour soi ; & l'expérience fit voir , dans les suites , que ce remède politique ne guérissoit pas le désordre que l'on avoit appréhendé.

Les esclaves , comme tels , n'étoient d'aucune ressource dans les cas pres-

fa
co
les
On
sen
ne
de
tra
dél
exp
ne
d'un
& p
par
tifs
cess
ou
utili
cont
fami
tout
malh
le d
que
pas à
N
Parth
ves à
trit la
elle

fants ; ils ne pouvoient jamais servir
 comme soldats ; on étoit obligé de
 les affranchir , avant de les enrôler.
 On avoit à craindre après , que le
 sentiment de haine & de vengeance
 ne fut plus fort en eux , que le desir
 de servir des maîtres qui les avoient
 traités avec cruauté , & qui ne les
 délieroient de leurs fers , que pour les
 exposer à des dangers. Si l'esclavage
 ne procuroit que le foible avantage
 d'un service domestique plus exact
 & plus assidu , il étoit trop acheté
 par la seule peine de tenir des cap-
 tifs à la chaîne , & de veiller sans
 cesse , dans la crainte de leur évasion
 ou de leurs mauvais desseins. Aucune
 utilité ne peut balancer le danger
 continuel qui menace le repos des
 familles & de la République , lorsque
 tout est plein de gens que leur état
 malheureux & forcé entretient dans
 le désespoir : on peut donc décider
 que les vrais esclaves ne conviennent
 pas à la République.

Nous lisons cependant que les
 Parthes se servoient de leurs esclaves
 à la guerre , & que l'armée qui flé-
 trit la gloire de Marc-Antoine , &
 celle du nom Romain , n'étoit com-

30 DE LA RÉPUBLIQUE.

posée que d'esclaves. Mais nous li-
sons, en même temps que les Par-
thes traitoient leurs esclaves comme
leurs enfants : ce n'est donc pas, com-
me je l'ai dit plus haut, l'esclavage,
en lui-même, qui est pernicieux ; c'est
l'empire abusif que l'on exerce sur les
esclaves. Mais comment se pourroit-
il que la nature perverse ne porte
le général des hommes à pousser, à
l'excès, les droits d'autorité qui sont
dans leurs mains ? Si on ne doit pas
espérer qu'elle se corrige, il faut pro-
scrire l'esclavage & le bannir.

On doit cependant excepter les
cas d'une nécessité absolue : lorsque,
par exemple, la terre demeurerait
sans culture, sans le secours des es-
claves, comme dans les colonies
de l'Amérique ; si les Sauvages de
ces Isles avoient pu s'appriivoiser, si,
comme mercénaires, ou comme at-
tachés à la glebe, ils avoient voulu
la cultiver, les nouveaux habitants
y auroient trouvé de grands avanta-
ges. Ce projet étoit praticable ; mais
le caractère impétueux de la Nation
ne s'accommode pas de ce qui deman-
de du temps & de la patience.

Je ne dirai qu'un mot sur l'avanta-

ge prétendu que l'établissement des esclaves negres produiroit en France. M. l'Abbé de Mably n'a pas calculé que l'achat, la nourriture, le vêtement, le logement, les maladies, la perte coûteroient aux Agriculteurs & aux Manufacturiers le double, au moins, de ce que leur coûtent les hommes libres habitués.

Les révoltes fréquentes dont j'ai déjà parlé, & plus encore la douceur de la Religion chrétienne firent relâcher de la rigueur de l'esclavage, & bornerent les pouvoirs sur les esclaves à ceux qui sont compatibles avec l'Evangile. Dans la suite, les Ministres de l'Eglise n'épargnerent rien, pour procurer la liberté aux esclaves qui se faisoient Chrétiens ; moyen bien louable, pour attirer les hommes à la vraie Religion, en leur faisant du bien. Paulin, Evêque de Nole, se distingua. Après avoir vendu ses biens, pour racheter des esclaves, il se vendit lui-même aux Vandales : tant il est vrai que le zèle le plus saint, lorsqu'il est trop ardent, porte à des excès que blâme la saine raison.

Les grands changements ne doi-

vent jamais se faire tout-à-coup : un trop grand nombre d'affranchissemens, dans un court espace de temps, devint l'occasion de quelques dérèglemens. Sous Constantin le Grand, les villes se trouverent surchargées d'une quantité prodigieuse d'affranchis, sans pain & sans métier. Il fit des ordonnances, pour aider les pauvres mandians; de-là prirent naissance les Hôpitaux, monuments dignes de l'humanité, & dont l'honneur est dû à la Religion chrétienne. Les réglemens ne furent pas suffisants, pour remédier aux inconvénients de l'excès : les enfans furent abandonnés par ceux qui pouvoient à peine se nourrir eux-mêmes; les bois furent remplis d'assassins. Gratien ordonna que l'enfant exposé seroit esclave de celui qui l'auroit nourri & élevé; & l'empereur Valens permit à chacun de se saisir des vagabonds, & d'en faire des esclaves. Il fit des défenses d'habiter les bois, comme Hermite; il fit périr la plupart de ces gens que le seul appas de la liberté avoit fait Chrétiens, & qui oublioient aussitôt dans les forêts, qu'ils l'étoient devenus : peu-à-peu l'ordre se rétablit.

L'esclavage continua toujours à perdre à proportion de l'accroissement du Christianisme : par-tout où il s'établit, on affranchissoit les esclaves à l'envi. Charlemagne, en un jour, affranchit tous les Saxons, à cause qu'ils s'étoient fait baptiser, de sorte que, vers l'an 1250, il ne se trouva plus de vrais esclaves dans toute la Chrétienté. On doit en excepter quelques cantons de l'Allemagne, & sur-tout la Pologne, où les sujets-censiers, qu'ils appellent *Kmetos*, sont soumis, au point, que les Seigneurs peuvent tuer les leurs impunément, & ceux des autres, pour une modique somme.

Dans le temps de cette pieuse manie, la France se distingua entre les autres Nations; elle rejetta l'esclavage de la glebe, que des Peuples plus sages ont retenu; elle a même voulu depuis, que tout homme qui mettroit le pied sur ses terres, fût libre dès ce moment, sans faire attention qu'il est contre le droit des gens, d'enlever à l'étranger passant & maître de l'esclave, un bien qui lui appartient. Les façons de penser sont de mode chez les François, comme les ajustements : lorsqu'une opinion

34 DE LA RÉPUBLIQUE.

faist les esprits , elle en devient l'idole ; on lui sacrifie toute autre considération. On n'a pu y souffrir l'ombre même de l'esclavage : cependant on ne sauroit nier ses avantages , si , en retranchant ce qu'il y avoit d'exorbitant dans le pouvoir , on eût conservé ce qu'il en falloit pour empêcher la liberté de dégénérer en licence. L'homme libre ne peut s'obliger, sous une peine , de servir un maître pendant un certain nombre d'années convenu , soit pour l'agriculture , soit pour l'intérieur de la maison. Les Parlements ont réprouvé ces sortes d'engagements. Leur usage seroit merveilleux ; il est reçu en Angleterre & en Ecosse que l'on nomme , par excellence , pays de liberté. L'esclavage étoit une extrémité ; on en est sorti pour tomber dans une autre. C'est la faute la plus commune des hommes , parce qu'ils agissent par sentiment , plutôt que par réflexion. On n'a pas même apperçu que l'on refusoit pour le laboureur , pour le domestique , ce que l'on approuve pour le soldat.

L'autorité du maître sur le simple domestique a quelque chose de

plus étendu que celle du locateur sur le mercénaire à la journée. Le premier doit plus d'attachement & d'obéissance, en ce qu'il fait partie de la famille; on a le droit de le corriger avec modération & discernement. La liberté sans bornes a détruit, dans la pratique, ces règles domestiques: cette classe d'hommes est sans sentiments & sans éducation; la correction verbale est pour eux, comme le bruit qui frappe l'air, & qui s'y perd, sans y laisser d'impression. Étrange effet de la fausse opinion! Nombre de personnes croiroient s'avilir, s'ils ufoient d'une correction plus sensible: que dis-je? On qualifie les domestiques du moindre rang, du terme d'honneur consacré pour les maîtres. Ces ridiculités, j'ose employer cette expression, leur donnent de l'audace, & lorsqu'une ame basse s'enorgueillit, elle passe d'abord à l'insolence. La subordination négligée ne peut avoir de légères conséquences; les exemples en sont familiers; & dès lors qu'on a besoin d'employer l'autorité publique, pour arrêter les désordres quels qu'ils soient, il seroit mieux d'en prévenir la cause.

L'attachement du laboureur à la glebe, l'engagement du domestique envers son maître, pour un certain nombre d'années, sous une peine, rétabliront le bon ordre, & le domestique y trouveroit une ressource assurée qui peut lui manquer dans les maladies. Quiconque voudra réfléchir, conviendra qu'une République bien gouvernée devroit non-seulement l'autoriser, mais en faire une loi. Elle feroit revivre l'obéissance, & donneroit au maître une autorité convenable, quoique bien éloignée de celle que le droit des gens donnoit sur les esclaves. Ce seroit une servitude réelle, & point personnelle; elle n'auroit rien d'atroce, elle seroit conforme à la raison, parce qu'elle seroit fondée sur le choix libre qu'un homme, pour son utilité, se fait d'un maître. *

*l'Esprit
des Loix,
liv. 15.
c. 6.*

CHAPITRE X.

Du Citoyen & du Sujet.

ON a vu que la famille peut exister, le chef y commander, & n'être pas République; mais que la Répu-

blique ne peut être sans les familles. Lorsque le chef de famille sort de sa maison, lorsqu'il va traiter avec les autres chefs de ce qui leur est commun, alors il dépose la qualité de maître, il est égal, il est pair avec les autres, il s'appelle citoyen : on le peut définir un sujet libre, lié à la souveraineté d'autrui. Il faut observer, pour l'intelligence de ce qui va suivre, que, pour faire répondre le terme de citoyen au mot latin *Cives*, on ne doit entendre que ceux qui, parmi nous, ont droit de bourgeoisie. On a pu remarquer qu'à Rome & ailleurs, il étoit défendu aux personnes libres, d'exercer les arts mécaniques; c'étoit le partage des esclaves : tous les citoyens étoient bourgeois.

On apperçoit aisément que tout citoyen est sujet, & que tout sujet n'est pas citoyen. Les uns & les autres ont une infinité de rapports par lesquels ils se ressemblent, ils ont aussi leurs différences : j'ai défini le citoyen sujet libre, c'est-à-dire, exerçant une profession libre. L'abus que l'on peut avoir fait dans l'octroi des lettres de bourgeoisie, ne doit pas

88 DE LA RÉPUBLIQUE.

anéantir cette regle générale ; une République bien gouvernée ne doit pas admettre à ce rang une vile populace ; les affranchis en Grece , ni leurs descendants n'étoient pas citoyens , quoique nés Grecs ; les besoins de l'Etat les plus pressants ne purent faire fléchir cette regle. Démosthene , après la grande journée de Chéronée , harangua le peuple , pour demander que dans Athenes , les affranchis fussent déclarés citoyens : il ne put l'obtenir.

A Rome , on en usoit autrement : être né dans Rome , & y être né libre suffisoit pour être citoyen ; une multitude de gens issus d'affranchis & d'étrangers inonda la Ville. Appius le censeur les avoit distribués indifféremment dans toutes les centuries ; ils devinrent les maîtres des délibérations par le grand nombre de leurs voix : Fabius changea cet ordre ; il les sépara , & en fit quatre centuries distinctes. Par ce moyen , il rendit la supériorité des suffrages aux centuries des vrais Romains : on en comptoit trente & une de celles-ci. C'est un trait de politique qui , selon Tite-Live , lui acquit le surnom de *Ma-*

Ninus qui n'avoit pas été donné à sa sage conduite dans la guerre, ni à ses victoires.

Les citoyens, comme les sujets, sont naturels ou naturalisés. Parmi les Grecs, il falloit être né de deux naturels pour obtenir le grade de citoyen; on appelloit les autres *Métifs*. Ils n'avoient ni rang ni privilèges: quelques-uns cependant échappoient aux recherches; la gloire d'Athènes & le bonheur de la Grece voulurent que l'on ignorât que Thémistocle étoit né d'une mere étrangere. L'usage fut quelque temps le même à Rome; on ordonna dans la suite que la seule qualité du pere détermineroit la qualité de citoyen; cette regle est plus conforme aux principes: la femme qui participe à la dignité du mari est citoyenne. Ce n'étoit pas cependant la raison du nouveau règlement: le relâchement chez les Romains, & la sévérité chez les Grecs étoient l'effet d'une politique conforme à la situation des uns & des autres. Rome, dont les vues & le génie étoient de conquérir, ne pouvoit avoir assez de citoyens, c'étoit ses soldats. Les Républiques grecques, dont l'esprit gé-

néral étoit la conservation, étoient avarés d'une dignité qui donnoit l'influence dans les affaires de l'Etat.

Plus les droits des citoyens sont considérables, plus on doit être attentif à les communiquer avec discrétion. Le dernier citoyen, comme le premier, jouissoit à Rome du grand privilege de n'être soumis à aucune magistrature, lorsqu'il s'agissoit de son honneur ou de sa vie; il n'avoit d'autre Juge que le peuple. Ce droit fut établi par la loi *Junia*, lorsque les Tarquins furent chassés; loi sacrée qui fut renouvelée souvent par les loix Valériennes & par d'autres. Ce privilege étoit grand, il donnoit au citoyen Romain une supériorité rare & précieuse; elle l'engageoit à s'estimer lui-même: ce privilege accordé dans le moment de la liberté, lui fit sentir tout le prix de cette liberté, & lui inspira nécessairement l'amour de la patrie. C'est peut-être cette distinction, unique dans son genre, qui inspira à chaque Romain l'idée qu'il avoit de sa propre grandeur; idée qui leur fit toujours regarder les autres Nations avec une espece de mépris, & leur donna cette confiance qui les aidait à les vaincre.

Mais quelle est la loi si bonne, si sainte, où il ne se glisse des abus, & que les abus ne dégradent ? Jules-César donna le titre de citoyen à toute la légion gauloise qu'on appelloit l'*Alouette*, pour la récompenser de son attachement à sa personne, & pour l'augmenter. Marc-Antoine, par un motif moins excusable, vendit ce droit à toute la Sicile ; Auguste, plus habile dans la police du Gouvernement, blâma l'une & l'autre ; il refusa ce titre avec obstination à l'impératrice Livie qui le demandoit avec instance pour un seul Gaulois ; mais enfin Antonin le pieux l'accorda, par une loi générale, à tous les sujets de l'Empire. Cette distinction ainsi subdivisée ne frappa plus les yeux ; elle se perdit : toute communication de privilege dans tous les ordres, dans tous les cas, est dangereuse ; avec quelque prudence que l'on en use, elle diminue le prix du privilege ; lorsqu'on l'étend, elle le rend méprisable.

Les prérogatives ne sont pas égales entre le citoyen auquel la naissance a donné ce droit, & celui auquel il a été accordé. Ce dernier participe, à la vérité, aux privileges,

92 DE LA RÉPUBLIQUE.

mais il ne peut , dans les véritables maximes , exercer les offices municipaux ; il n'est pas présumé avoir la même connoissance des affaires publiques , ni le même attachement , ni la même élévation que l'ancien citoyen. Le premier d'une famille auquel on accorde des lettres de bourgeoisie , ne peut être prévôt des Marchands à Paris ; à Geneve , il ne peut être Syndic , ni du Conseil des vingt-cinq. L'usage est semblable en Allemagne & en Suisse ; mais leurs enfants peuvent prétendre à ces dignités , comme le premier annobli n'est que noble , & son fils gentilhomme.

A cela près , tout citoyen l'est autant que tout autre : c'est à tort qu'Aristote a dit que le noble étoit plus citoyen que le roturier ; le roturier vivant de ses rentes plus que le négociant ou l'agriculteur. Les grades que chaque citoyen peut avoir dans une République , & qui se multiplient à l'infini , sont des distinctions indépendantes du droit de Cité : elles forment des citoyens plus notables , mais ils ne sont pas plus citoyens.

Le droit de citoyen ne peut se perdre que par la mort civile , ou par

l'abandon du pays sans dessein d'y revenir. Les Romains faisoient dormir ce droit sur la tête de ceux qui étoient captifs chez les ennemis : ils n'étoient capables d'aucun acte civil, ils ne pouvoient même tester. Cette loi étoit introduite, sans doute, pour engager le citoyen à vaincre ou à mourir : elle étoit dure, même cruelle. S'il est quelques circonstances où il est honteux de se rendre à l'ennemi, il y en a mille autres où l'opiniâtreté à se faire tuer, seroit condamnable. On peut dire en général que le poltron s'enfuit, & que le brave homme se fait tuer ou prendre.

Il n'est pas hors de propos de raconter ici ce qui arriva au consul Hostilius Mancinus qui avoit fait avec les Numantins un traité sans la mission du peuple, & dont les conditions ne lui convenoient pas : on le renvoya aux ennemis ; ils ne voulurent pas le recevoir ; le Consul retourna au Sénat, le Tribun l'en fit sortir. Par l'Arrêt du peuple, il appartenoit aux ennemis ; il avoit, par conséquent, perdu le droit de citoyen ; mais les ennemis n'avoient pas voulu le recevoir : il n'étoit pas

94 DE LA RÉPUBLIQUE.

captif ; étoit-il citoyen , ne l'étoit-il pas ? Après des débats très-vifs , les avis modérés décidèrent que le peuple ne l'avoit privé de ses droits qu'autant que les ennemis l'auroient retenu prisonnier.

On peut absolument être citoyen sans être sujet , lorsque ce titre est donné simplement comme un titre d'honneur. Louis XI. fut le premier des rois de France qui eut le droit de bourgeoisie chez les Suisses. Les Athéniens avoient donné cet exemple sur la tête de plusieurs Rois : on a vu , de nos jours , des Républiques accorder ce même titre à des particuliers qui ne cessent pas d'être sujets de leur Souverain : ce sont des exceptions à la regle générale. Il arrive encore qu'une ville donne le droit de bourgeoisie à une autre ville qui en fait autant de son côté. L'une ne devient point sujette de l'autre ; mais le particulier de chacune peut se rendre sujet de celle des deux qu'il lui plaît de choisir : il peut changer son habitation , & jouir du privilege de citoyen sans avoir besoin d'être naturalisé.

On peut encore être citoyen de

plusieurs villes sous une même souveraineté : mais on ne peut être sujet de deux Souverains , à raison des domaines que l'on possède dans les deux Etats , sans leur consentement. Ils peuvent le donner sans conséquence pour une personne privée ; mais la saine politique ne devra jamais souffrir qu'un corps , qu'un college ou communauté reconnoisse une autorité hors du territoire de la Souveraineté. Enfin la naissance , généralement parlant , fait le sujet , & ne fait pas le citoyen.

Il dépendoit du citoyen Romain de quitter la République ; personne n'y étoit retenu : c'étoit une dérogeance au droit de Souveraineté. Le citoyen ni le sujet ne peuvent cesser d'être sujets , ni s'habituer hors des Etats auxquels ils appartiennent , sans le consentement de la Puissance souveraine. Cette regle paroît plus exactement observée dans les Républiques gouvernées par un seul que dans celles qui le sont par plusieurs. Il semble que , dans celles-ci , la liberté soit plus grande , & que l'on ne craigne pas autant que le grand nombre soit tenté de chercher une autre do-

mination. Les traités de paix & d'alliance portent ordinairement que, réciproquement, on ne recevra point les sujets les uns des autres : pourquoy ces traités semblent-ils oubliés, lorsqu'il s'agit de donner un asile ? Quand on supposeroit qu'il est permis, qu'il est utile de ne pas observer les conventions à la lettre, il semble qu'on ne devroit pas s'en écarter pour recevoir chez soi un malfaiteur.

Il y a des circonstances où il ne doit pas être permis de changer son domicile dans l'étendue de la même Souveraineté, sans quelques conditions ; lorsque, par exemple, les charges sont moindres dans une partie, que dans l'autre : une Province deviendroit déserte, une autre surabonderoit. Ces cas particuliers, qui peuvent être en nombre, se doivent régler par des loix & des conditions particulières. Lorsqu'une mauvaise politique voulut augmenter & peupler les villes aux dépens de la culture des campagnes, une Ordonnance de Philippe le Long, roi de France en 1318, prescrivit aux Magistrats d'accorder le droit de bourgeoisie

geo
den
ter
de
&
puis
Il f
roit
quel
ciab
méri
appr
voir
& à
cessiv
La
point
sujet
de Pa
çois
à Ven
rents.
traire
Prince
Venise
fants q
pas eu
roient
ne la
Il a
Tom

geoisie à tout sujet qui le demanderoit. On y mit la condition d'acheter, dans l'an & jour, une maison de soixante sols parisis au moins, & de demeurer dans une ville depuis la Toussaint jusqu'à la saint Jean. Il fut dit que ce changement seroit duement signifié au seigneur duquel le nouveau bourgeois étoit justiciable. Cette dernière circonstance mérite bien d'être remarquée ; elle apprend quel étoit autrefois le pouvoir des seigneurs dans leurs terres, & à quel point il a été retranché successivement.

La longueur de l'absence n'ôte point, par elle-même, la qualité de sujet ni de citoyen. Le parlement de Paris, en 1554, admit un François qui avoit demeuré cinquante ans à Venise à la succession de ses parents. Il n'avoit fait aucun acte contraire à la qualité de sujet de son Prince : mais s'il se fût marié à Venise, & qu'il y fût mort, les enfants qu'il y auroit laissés, n'auroient pas eu les mêmes droits ; ils n'auroient pas eu pour eux celui que donne la naissance.

Il arrive tous les jours que les Prin-

ces, soit qu'ils fondent de nouvelles villes, soit qu'ils veuillent augmenter le commerce de celles dont la situation peut le faire espérer, donnent des privilèges à toutes personnes, ou de leur obéissance, ou étrangers, amis ou ennemis qui viendront les habiter : alors celui qui aura quitté sa patrie, & que son Souverain n'aura pas revendiqué, cesse, par ce consentement tacite, d'être son sujet. Le temps de ce silence nécessaire pour faire présumer le consentement, n'a point été fixé : sera-ce la prescription de dix ans, sera-ce celle de trente ? La décision dépendroit de la puissance du Prince qui souleveroit la question. Mais, par aucun temps, celui qui n'est pas avoué par le Souverain sous la domination duquel il va s'établir, ne cesse d'être sujet de sa République : il faut, ou des privilèges généraux, ou des lettres particulières.

Lorsque le sujet est devenu Prince d'un autre Etat, il ne cesse point d'être sujet ; son Souverain le peut réclamer ; il peut le punir dans la personne de ses ambassadeurs : ce qui n'est pas sans exemples. Charles-Quint

retint prisonnier l'Ambassadeur du duc de Milan , qui s'étoit ligué contre lui. On voulut user de représailles en France ; l'ambassadeur d'Espagne fut conduit au châtelet ; mais il fut relâché bien-tôt après , & les autres Puissances alliées ne se scandaliserent point de la conduite de l'Empereur. Théodose le Grand en avoit usé de même.

CHAPITRE XI.

De l'Etranger.

OUTRE les familles des Sujets citoyens & des Sujets simples , la République peut encore comprendre des familles étrangères. On doit entendre par Etranger , celui qui s'établit avec sa famille sous une domination dont il n'est pas né sujet , ou qui , même sans famille , s'y établit , y acquiert des fonds , ou y fait le commerce , sans prendre des lettres de naturalité. Les loix de police ne comprennent pas sous ce nom celui qui voyage , & qui demeure quelque temps dans un pays

autre que le sien : cependant les uns & les autres sont soumis aux loix de la souveraineté sous laquelle ils habitent.

Pour être né sujet d'un Prince, on n'est pas naturel dans tous ses états. L'Anglois est étranger à Hanovre : l'Hanovrien est étranger en Angleterre.

L'étranger ne peut point hériter où il n'est pas naturalisé : il ne peut aussi tester des biens meubles ou immeubles qui lui appartiennent dans les pays où il est étranger. Ses immeubles sont acquis au seigneur de la justice dans laquelle ils sont situés ; ses meubles à celui de son domicile.

Le droit de disposer de ses biens par testament , ou de recevoir des legs , a été , de tous les temps , l'apanage des naturels du pays. Démofthene le remarque dans son oraison contre Eubolides ; Cicéron pour Archias , & parlant pour lui-même. Les loix Romaines l'attestent par-tout , & prouvent que notre droit d'aubaine a toujours été en usage. Il appartenait aux citoyens Romains qui avoient reçu des étrangers sous leur protection , ou bien au fisc.

L'étranger ne peut point faire ces-

son de biens , & demeurer dans le pays. Il a une patrie où il peut retourner , si bon lui semble ; il ne doit pas être à la charge de l'Etat auquel il n'est attaché par aucune sorte de bien. L'étranger est obligé de donner caution devant le Juge , lorsqu'il est le demandeur. Enfin il peut être congédié , même sans prétexte , sans qu'il doive s'en plaindre. Il n'en est pas de même du sujet ; si on le faisoit sortir de sa patrie sans raison , ce ne seroit pas sans injustice.

Je ne parle ici que du droit commun. Les loix , les usages , les traités ont varié cette matiere à l'infini : le détail en seroit d'une prolixité ennuyeuse. Je me contenterai de remarquer deux manieres bien opposées d'en user à l'égard des étrangers. A Milan , il n'est pas permis à une héritiere d'épouser un étranger sous peine de confiscation de ses biens. Le créancier étranger y est obligé de revendre , dans le cours de l'année , l'immeuble qu'il auroit pris en paiement de son débiteur : rien de plus dur. En France , les Suisses sont exempts de toute espece d'impôts : quoi de plus favorable ?

Les étrangers avoient autrefois tant d'avantages à Florence , que quelques Florentins présenterent une requête à leur Duc , pour obtenir d'être réputés étrangers : ils ne pouvoient le faire appercevoir , d'une façon plus soumise , d'un défaut de son Gouvernement. En général , tout privilege qui fait sortir de la sphere du droit commun , entraîne plus d'inconvénients qu'il ne porte d'utilité.

Deux positions différentes doivent dicter des loix différentes vis-à-vis des étrangers. Le pays , où les hommes manquent , doit leur accorder des loix favorables ; elles les attirent ; ils s'y accoutument , ils se naturalisent. Le pays suffisamment peuplé leur doit les loix de l'humanité , de l'urbanité , & rien au-delà. Les avantages , dont ils viennent profiter , sont partagés avec les naturels. Si les loix d'une République sont équitables & douces , si la liberté personnelle & celle du commerce y sont respectées , ce pays se peuplera de lui-même ; les étrangers y accourront sans privileges , si le climat ne les rebute pas.

Une loi de la Chine défend d'y

laisser établir des étrangers. Ce n'est pas dans la crainte de voir introduire chez eux un nouveau culte, une nouvelle façon de penser : le pays n'est que trop peuplé par lui-même ; un surcroît d'habitants y feroit une charge. Voilà la raison, ou, si l'on veut, l'esprit de cette loi.

CHAPITRE XII.

De la Protection.

LE Citoyen, le Sujet & l'Etranger peuvent être sous la protection : il y en a de plusieurs especes. Le Prince doit sa protection à tous ses sujets en général, le maître à ses esclaves ; ce sont les plus étendues & celles qui exigent le plus de soumission. Parmi les protections qui regardent le reste des particuliers, on en peut remarquer de deux sortes ; celle qui est accordée gratuitement, qui ne vaut au protecteur que l'honneur que lui rend son protégé, & celle qui reçoit une récompense. Celle-ci est encore de deux natures différentes : celle du seigneur suzerain qui

oblige le vassal à la foi & à l'hommage , & celle du seigneur de fief auquel le censitaire doit un tribut différent , suivant les conventions qui le régient.

De toutes ces protections, celle qui est gratuite, est, sans doute, la plus honorable & la plus noble. Elle étoit connue chez les Romains dès le temps de la fondation de Rome. Ils l'avoient eux-mêmes empruntée des Grecs , & on en trouve des vestiges dans les trois parties du monde connues anciennement. Romulus ayant choisi cent citoyens des plus distingués , pour en composer le Sénat, il leur distribua le reste du peuple pour être plus particulièrement attaché à chacun d'entr'eux. Le devoir du patron étoit de défendre l'honneur, la vie & les biens de ses clients. Ils n'en devoient retirer aucun salaire , parce que, comme dit la loi : *Officio merces non debetur*. Ce devoir de protection étoit recommandé de la manière la plus forte. Les censeurs notoient ceux qui avoient abandonné l'intérêt de leurs clients. S'ils les avoient trompés , la loi des douze Tables prononçoit contre eux la peine la plus sévère : *Si patronus*

cliento fraudem faxit, sacer esto. Peut-on s'empêcher d'admirer l'économie d'un Gouvernement dans lequel le plus foible des sujets ne se trouve jamais sans un appui qui lui est propre, & dont rien ne sauroit le priver?

Un si grand avantage n'obligeoit à rien celui qui en jouissoit : sa reconnoissance seule l'engageoit à offrir ses services, à grossir le cortège du patron dans les occasions. Plutarque dit, en passant, que les clients aidôient le patron à payer la dot de sa fille : selon les apparences il a confondu entre les clients & les affranchis. Denis d'Halicarnasse, qui connoissoit mieux les institutions Romaines, & qui les traite à fonds, n'en parle point; & supposé que les simples protégés l'aient fait quelquefois, c'étoit plutôt un témoignage de leur reconnoissance, qu'une obligation.

Les Romains, dans la suite, prirent des étrangers sous leur protection; ils les rangeoient au nombre de leurs clients; ils héritoient d'eux, lorsqu'ils mouroient hors de leur patrie sans parents Romains. C'étoit la différence du protégé étranger, au

protégé citoyen. Les principaux d'entre les Sénateurs prirent même des villes sous leur protection : étoit-ce avec ce même désintéressement qui faisoit briller les commencements de la République ? Il étoit réservé à Rome de nourrir dans son sein des citoyens d'une grandeur aussi distinguée. L'antiquité ne fournit nulle part de pareils exemples ; & s'il est permis d'assurer l'avenir sur les conjectures que peut fournir le présent, la postérité n'en verra jamais de semblables. Mais il est commun de voir des villes indépendantes se mettre sous la protection d'une autre puissance. Cette protection est du même genre , & ces sortes de traités ne dérogent pas par eux même à la souveraineté , à l'indépendance de la cité protégée. Telle est, par exemple , Hambourg , ville souveraine sous la protection des ducs de Holstein.

Aix-la-Chapelle, Ratisbonne, Lubek & les autres villes , que l'on nomme Impériales , pourroient être regardées comme une troisième classe mixte entre les deux especes de protection. Elles sont libres & indépendantes ; l'Empereur est leur protec-

teur né : d'un autre côté , elles contribuent aux charges publiques de l'empire Germanique , dont elles font partie , absolument parlant. Mais elles y ont un crédit si médiocre , leurs voix sont si peu écoutées dans les dietes , qu'elles ne doivent être considérées que comme des villes protégées par l'Empire , en fournissant le prix de la protection. La protection accordée par la Pologne à la ville de Dantzik , n'est pas d'une nature si équivoque. Les rois de Pologne sont dans l'usage de la lui faire payer assez cherement pour qu'elle puisse être rangée dans l'ordre des protections pour récompense.

Celle-ci peut encore être regardée comme privée , ou comme publique. La protection privée n'a ni loix ni réglemens ; elle est clandestine ; elle n'ose s'avouer. Que pourroit-on en dire de particulier ? On peut assurer en général que , parmi les maux qui affligent une République , elle est le plus considérable : elle fait céder le mérite à la faveur ; elle pose une barrière entre la vertu & les dignités ; c'est à l'ombre de son aile que le vice est en honneur , & que le

crime s'assure de l'impunité; c'est la boîte de Pandore. Les hommes peuvent faire des réglemens pour la défendre; mais comment parviendront-ils à les faire exécuter? Il n'y a que les personnes accréditées qui peuvent être ses instrumens.

CHAPITRE XIII.

De la Protection attachée aux Fiefs.

ON doit distinguer ici deux personnes protégées, mais différentes l'une de l'autre : le vassal & le censitaire. Le vassal, quoique sous la protection du suzerain, tient les censitaires sous la sienne. Il représente un homme libre, & le censitaire tient la place du serf. Le vassal rend un hommage, le censitaire paye un tribut. Quelques Auteurs ont prétendu que les fiefs nous venoient des Romains; d'autres plus suivis les ont fait dériver des loix des Lombards, ou, si l'on veut, des peuples Germains en général. Ces deux sentimens, qui paroissent si opposés, se

LIVRE I. CHAP. XIII. 109

peuvent accorder : la distinction qui vient d'être posée, fait tout l'éclaircissement ; elle fait remarquer deux parties dissemblables , à plusieurs égards , dans le même fief.

Lorsque les Romains commencèrent à remporter des victoires sur les peuples qu'ils ne destinoient pas à faire avec eux un même corps de République, ils acquirent un grand nombre d'esclaves. Ils cessèrent de travailler leurs campagnes ; ils les remplirent de ces étrangers dont ils s'étoient enrichis. Pour les rendre plus assidus à la culture , on intéressa dans les récoltes les plus entendus , & on leur donna une inspection sur les travaux : dans la suite l'économie plus appliquée donna une part des fruits à chaque esclave dans le champ qu'il travailloit lui-même. Les especes d'argent étant devenues plus communes à Rome par de nouvelles conquêtes , plusieurs Romains prirent une somme certaine à la place des fruits , pour une année , peut-être pour plusieurs , à la manière des fermes.

On apperçoit aisément que , peu-à-peu , ces esclaves , libres dans leur travail , nourris à leurs frais , ne fu-

110 DE LA RÉPUBLIQUE.

rent plus regardés comme des esclaves de rigueur : ce fut en effet un milieu entre l'esclavage & la liberté. Ils furent présumés affranchis sous la condition de ne point abandonner la glebe qu'ils travailloient : on les nomma *Adscriptitii*. Ils étoient censés vendus & légués , lorsque le fonds étoit vendu ou légué , quoiqu'il n'en fût fait aucune mention : l'acquéreur ne pouvoit les chasser pour faire travailler ces terres par ses propres esclaves ^a. Ils étoient plutôt esclaves du fonds , qu'ils ne l'étoient du maître. Ils ne pouvoient se rédimer de leur attachement , ni eux , ni leur postérité par aucun espace de temps , que lorsqu'ils avoient vécu pendant trente ans libres de redevances , au vu & au su du maître ^b. Telle est la prescription que nous admettons encore aujourd'hui en faveur du censitaire : *A die contradictionis*.

Dans la suite , les baux à temps furent changés en baux perpétuels. Il arriva encore que l'esclave ayant fait des profits , le maître ayant eu des besoins , il prit un capital en ar-

(a) Liv. 3. Cod. de manc. & Col. = (b) Cod. de Agricol.

LIVRE I. CHAP. XIII. III

gent & diminua le tribut. Ceux qui, sans ces changements & en qualité de partiaires, continuoient à donner une portion des fruits croissants, furent toujours connus sous le nom de *Coloni*; ceux qui payoient une portion certaine ou une quantité d'argent déterminée, furent connus sous le nom de *Censiti*. La même loi, qui défend d'exiger de l'argent des Colons, le permet dans les lieux où c'est l'usage du fonds ^a & distingue par conséquent le simple cultivateur du censitaire. Celui qui payoit un tribut au maître du fonds, c'est l'expression de la loi ^b, ne pouvoit plaider contre son seigneur que pour fait de surcharge. Voilà clairement le censitaire & le seigneur de fief; il ne manque que le nom du dernier; & voilà ce qui se trouve dans le texte de *Agricolis, Censitis & Colonis servis*, & dans un nombre d'autres titres répandus dans le Code & le Digeste, où même l'on peut voir les Colons appelés tributaires.

Les Romains avoient conquis les Gaules; plusieurs d'entr'eux s'y étoient

(a) Liv. 5. Cod. de *Agricol.* = (b) Cod. in *quibus causis*.

établis : ils y avoient de grandes possessions. Il seroit bien singulier que ce peuple impérieux n'y eût point porté ses coutumes & ses loix ; de sorte que l'on ne peut douter que, lorsque les Francs envahirent les Gaules, ils trouverent cette partie de la matiere féodale établie & en usage. On peut observer que cette portion de fief peut subsister indépendamment de l'autre, comme nous allons voir l'autre subsister indépendamment de celle-ci.

Les Germains, connus pour être ennemis du labourage, ne changèrent point une maniere de posséder, conforme à leur goût & à leurs mœurs ; de sorte que ceux qui ont envisagé les fiefs, seulement comme Jurisconsultes, voyant cette partie connue des Romains, régie par leurs loix, n'y appercevant aucun changement que celui que l'abolition de l'idée de l'esclavage y a apporté, en ont attribué l'origine aux Romains, & ils l'ont fait avec raison ; mais regardant la partie qui concerne le suzerain & le vassal du côté seulement de l'intérêt, & enivrés de la beauté du droit Romain, ils ont cru que tout devoit s'y rapporter. Ils ont eu tort.

LIVRE I. CHAP. XIII. 113

Les autres au contraire qui, comme politiques & historiens, n'ont envisagé les fiefs que par le côté le plus noble, ont dit que les fiefs nous venoient des Lombards. L'Auteur de l'esprit des loix en trouve la source chez les Francs eux-mêmes avant la conquête; mais il a fait aussi peu d'attention que les autres à cette division qui auroit bien servi à éclaircir la confusion dans laquelle il s'est trouvé embarrassé. Occupé de plus grandes idées & de la réfutation des systèmes du comte de Boulainvilliers & de l'abbé Dubos, tout ce qu'il dit fait sentir, & appuie cette distinction; mais il ne fait que rouler autour: fondé sur César & Tacite, il a cru trouver le vasselage établi dans la Germanie, & de-là il l'a conduit jusqu'à la fixation de ses loix. Il reconnoît que, chez les Germains, (ce sont ses termes) il y avoit des vassaux sans fiefs. Je n'examinerai point la réalité de cette idée. Il établit, d'un autre côté, que l'esclavage de la glebe étoit en usage dans les Gaules avant la conquête des Francs; mais il n'a pas considéré cet esclave de la glebe avec assez d'at-

tention pour y remarquer le censitaire qui fait partie du fief.

L'esprit des loix trouve les vassaux dans ces personnes que les Princes s'attachoient , qu'ils nourrissoient , qu'ils menaient à la guerre , qui vivoient & mouroient avec eux , & que Tacite appelle *Comites*. Ce furent ces comtes , ces fideles qui furent proposés , après la conquête sur les provinces dans leurs différents districts , pour mener à la guerre les maîtres des fiefs subalternes , & recevoir d'eux le serment de fidélité : on commence à appercevoir des fuzérains ; mais ils étoient amovibles ; ce ne sont point encore des fuzérains tels qu'ils furent depuis. Il en résulte seulement que cette partie supérieure du fief subsistoit détachée de l'inférieure qui jamais ne fut amovible. Il n'en faut pas chercher les preuves ailleurs que dans le même Ouvrage. Celui qui avoit quatre manoirs étoit obligé indistinctement au service militaire. Jamais personne n'a prétendu que la propriété de ces manoirs ne fut pas fixe. Les conquérants n'auroient-ils eu pour fruit de leur sang dans le pays conquis , que des établissemens incer-

tains, tandis qu'ils en laissoient de permanents au peuple vaincu? Personne n'ignore qu'ils prirent pour eux une portion des terres, & laisserent l'autre aux anciens habitants auxquels leurs loix donnent le nom de Romains. On ne pensera pas aussi que ces propriétaires de quatre manoirs ne les faisoient labourer que par des hommes libres, lorsque nous voyons l'usage contraire dans les Gaules, & tel qu'il étoit parmi les Romains qui devoient le service militaire comme les Francs.

Ce ne sera point une supposition gratuite, lorsqu'on admettra dans ces manoirs des terres travaillées par les esclaves de la glebe sous une redevance annuelle, forte ou foible; ce qui constitue un fief simple. Ce ne sont, par conséquent, que les grands fiefs, ces fiefs de dignité, cette espèce de suzeraineté qui furent amovibles sous la première & la seconde race; & lorsque sous la troisième les fiefs d'honneur devinrent patrimoniaux, ceux qui devoient marcher à la guerre, & qui prêtoient le serment, furent liés invariablement à ceux qui exigeoient ces devoirs pour les rapporter au Souverain. Alors ces

deux parties intimement consolidées formerent les fiefs tels qu'on les a vu dans les suites, composés du censitaire, du seigneur de fief, & d'un ou plusieurs fuzérains, suivant les subdivisions qui se firent alors, ou que l'on a pu faire après.

On peut objecter que l'on trouve par-tout que les fiefs étoient amovibles. La compilation des usages des fiefs, & Cujas sur cette compilation disent que, dans les temps les plus reculés, les seigneurs donnoient les fiefs pour quelque temps, même pour une seule année, & les reprenoient ensuite. Ceci s'explique par la distinction, & même la confirme. Cet usage doit s'entendre des terres propres au seigneur qui composoient une partie de l'intérieur du fief que l'on donnoit d'abord à temps, & que l'on donna dans la suite à perpétuité, comme on l'a établi ci-devant, & comme on le peut faire encore aujourd'hui; c'est donner en fief, & non donner le fief, à l'intégrité duquel cet usage ne doit point s'appliquer. On trouve, à la vérité, des fiefs entiers, amovibles, vassaux, terres & serfs; l'intelligence de ce

fait n'est pas difficile : c'est ce qui se passe encore très-souvent sous nos yeux. Lorsqu'après la conquête, les terres furent partagées, le partage du domaine Royal fut proportionné à sa dignité. Les Rois en eurent assez pour en donner à leurs fideles. Ces fiefs sont appellés *Fiscalia*, *Beneficia* &c. Les Rois les donnoient à temps ou à vie. Telles sont aujourd'hui des terres qui n'entrent point dans les fermes du Domaine, ou qu'on en exemte, dont les Rois ont coutume de disposer pour la vie de ceux qu'ils en veulent gratifier : c'est le seul exemple des fiefs amovibles dans toutes ses parties. Il est possible cependant que les seigneurs les plus puissants après les Rois en ayent usé de même.

S'il étoit nécessaire de rechercher l'origine primitive de la partie la plus noble des fiefs, on ne devroit pas l'aller chercher chez les peuples Germains. Lorsque Jules-César parle des chefs des princes Gaulois, il parle aussi de leurs Comtes. Il nous représente ces prétendus vassaux sans fiefs dans les Gaules, d'une maniere encore plus précise que ne fait Tacite dans l'Allemagne. On peut comparer les deux textes.

Si l'on veut connoître l'esprit des loix des fiefs, c'est dans l'esprit du Despotisme qu'il le faut chercher. Que l'on examine la progression des reconnoissances & des hommages ; le censitaire reconnoît tenir sa terre du seigneur de fief ; celui-ci reconnoît tenir le fief du suzerain , & lui dénombre les terres qui le composent. Si le suzerain immédiat n'est pas la dernière main , il fait la même déclaration à son supérieur, &, par cette gradation , tout aboutit au Souverain duquel il paroît que tout dérive.

On prétend aussi avec assez de fondement que cet usage fut introduit dans la Germanie par les Hongrois, peuple de la Tartarie Asiatique, qui n'avoient jamais connu pour Souverains que des Despotes. Ils voulurent établir dans le pays auquel ils ont donné leur nom, le seul gouvernement dont ils eussent l'idée. Mais il ne faut pas considérer les établissemens de ces temps reculés , comme ceux qui se feroient de nos jours. Tout est plein aujourd'hui ; le vainqueur ne pourroit trouver de place sans chasser le vaincu. Autrefois la

LIVRE I. CHAP. XIII. 119

terre peu cultivée présentoit de vastes forêts , des champs considérables qui ne servoient qu'aux paturages , où se pouvoient placer de nouveaux habitants. On doit encore distinguer le conquérant qui ne cherche qu'à subjuguier , d'avec celui qui cherche à s'établir & à résider : quoique ce dernier demande & obtienne l'hospitalité l'épée à la main , il est de son intérêt de ménager les anciens peuples de sa conquête : son Etat en devient plus assuré , plus puissant & plus tranquille.

Dans cette situation , les Hongrois ne trouverent pas dans l'Europe un génie fait à la servitude , comme celui de leur patrie. Ils craignirent une résistance , un soulèvement qui auroit mis dans un grand embarras un peuple qui cherchoit particulièrement un domicile. Pour accorder le vainqueur & le vaincu , on fit la distinction du domaine direct & du domaine utile : la vanité du conquérant & l'idée qu'il avoit du Gouvernement furent satisfaites , sans qu'il en coûtât beaucoup au vaincu de reconnoître qu'il tenoit de lui une terre dont il lui laissa la propriété

& les profits. Il n'est ici question que de la partie supérieure du fief; il est naturel que les Germains, témoins de cet exemple, s'y soient conformés lorsqu'ils ont conquis. Ils ont dit aux vaincus: » Reconnoissez que vous tenez de notre grace ces terres que nous vous laissons. » Le conquérant fait autant d'avantages qu'il lui est possible. Le vaincu, auquel on laisse ses dieux & ses foyers, n'est pas difficile.

Mais je ne m'arrêterai point à une dissertation de curiosité frivole. Je ne saurois regarder, d'un autre œil, la recherche d'une vérité dont la découverte n'apporte aucun bien réel à la société. Je n'entends pas placer dans ce rang la discussion des particularités du Gouvernement qui fut établi lors de la naissance de la Monarchie. Cet article est intéressant; il sert à faire connoître quels sont les droits de la couronne, & quels sont les droits des sujets. On doit un sentiment de reconnaissance aux soins de l'Auteur de l'esprit des loix. Il a fait sentir les excès dans lesquels tomboient les deux systèmes donnés au public dans notre siècle. Il falloit une étude aussi profonde, des
lumières

lumieres aussi perçantes pour développer un milieu vrai entre l'un & l'autre. Lui seul y pouvoit allier ces traits d'esprit & de feu qui le caractérisent, & qui dissipent la sécheresse & l'ennui de ces matieres. Je rends avec joie ce témoignage à un Auteur dont je ne cesse d'admirer le génie, lors même que je relève en lui quelque légère inadvertance, & que j'ose n'être pas de son sentiment.

CHAPITRE XIV.

De l'état présent des Fiefs.

LES vassaux étoient de deux especes. On connoissoit les vassaux simples & les vassaux liges. Il est certain que ces derniers étoient plus étroitement liés que les autres. On a prétendu, qu'outre la foi & l'hommage, ils devoient l'obéissance; que leur personne étoit soumise, & qu'ils n'étoient pas dégagés en déguerpissant le fief. Cependant les conventions écrites, lorsque le suzerain donnoit le fief, pouvoient seules établir ces conditions. Il est difficile de croire que l'on conti-

nuoit d'être obligé par les conventions , lorsqu'on renonçoit au don qui en étoit toute la cause. Quoi qu'il en soit , les fiefs ne ressemblent point aujourd'hui à ce qu'ils étoient autrefois. La foi promise d'un côté , & la protection de l'autre , ne sont plus que des paroles sans effets. Les devoirs d'honneur & de respect sont entièrement éteints , si on excepte le moment de l'hommage & de la reconnoissance ; & communément cet instant ne revient pas deux fois dans un siecle. Il n'y a plus de réel dans les fiefs que l'intérêt pécuniaire.

Si l'on considère quelle est l'origine du censitaire , telle qu'on l'a démontrée au chapitre précédent , on sera étonné que les cours de justice de ce royaume aient été si longtemps défavorables au seigneur , & que , dans le doute , on ait toujours panché pour le censitaire. Il faut fermer les yeux à la lumière , pour ne pas appercevoir que le tenancier , dans cette qualité , représente toujours l'esclave de la glebe ; que , comme tel , il a reçu des mains du seigneur , & la terre & la liberté ; que

ces dons sont des titres toujours parlants en faveur de celui duquel on les tient ; qu'ils sont assez grands , assez précieux pour que les droits que l'on leve en conséquence , ne puissent être regardés comme un fardeau pénible ; & que la possession immémoriale de les percevoir , devroit suffire pour faire présumer qu'ils sont légitimement établis. L'uniformité singulière des devoirs du tenancier soumis au fief, avec ceux des affranchis , retrace sans cesse l'idée de l'ancien esclavage.

On cite la maxime : *Proniores sumus ad liberandum* , & les autres brocards du droit. On employe ce qui se trouve répandu dans les loix pour la faveur de la liberté , faveur que l'on applique mal-à-propos au prix que l'on a donné pour l'acquérir. On fait valoir la présomption de la violence & de l'autorité du seigneur : toutes ces choses ne sont que des excuses pour colorer une compassion déplacée. Si cette violence est prouvée comme dans les surcharges , on doit la réprimer ; mais on ne doit pas la présupposer gratuitement. Celui qui avoit dans ses mains le fonds & la

personne du parçitaire , avoit-il besoin de l'impression de la force , pour imposer des loix ? Que l'on compare les corvées , la banalité , (je parle sur-tout de ces droits généraux) avec la seule acquisition de la liberté , & que l'on décide pour lequel des deux doit être la présomption. Il est vrai que l'on a donné , depuis l'abolition du servage , des terres à fief nouveau à des hommes libres , & que l'on en donne encore. Ces terres , pour la plupart , sont des défrichements immenses , commencés depuis quatre ou cinq siècles ; mais elles sont données à l'instar des anciennes. Les derniers baux doivent suivre , pour les devoirs généraux , non exprimés , la condition que l'usage & la possession font présumer être dans les anciens. Pour peu que l'on fouille les chartres , les anciens monuments , on trouvera dans tous les lieux les traces du servage & de la questalité. Si la pitié pour le censitaire fait l'éloge du cœur , elle ne fait pas le même honneur à l'esprit. On veut soustraire le censitaire à l'oppression du seigneur ; cela est très-bien ; mais dans le doute on décide toujours pour le peuple : que

l'on y prenne garde ; il est bien peu de choses que l'on ne puisse rendre douteuses. Si on réfléchit que la constitution est monarchique , on doit sentir la nécessité des justices & des fiefs.

Il ne reste au vassal , seigneur de fief , que des redevances annuelles ; on a banni l'attachement à la glebe , & le droit de succéder ; on a réduit la taille aux quatre cas , & quelques autres droits pareils , à un taux si mince qu'on ne les peut reconnoître. Les lods & ventes , & le droit de prélation , communs au vassal & au suzerain , ne représentent pas le service militaire désormais aboli , & cependant on veut suivre les mêmes loix de fief qu'une tradition assez équivoque nous a transmises. Une maniere si différente d'envisager & de servir les fiefs ; un usage si éloigné , si méconnoissable de l'ancien , auroit dû introduire des loix nouvelles. Une matiere si fertile en procès auroit dû , ce semble , attirer l'attention des Législateurs.

L'usage interverti doit éteindre les regles primitives. Une regle ancienne , appliquée à un cas nouveau , doit

faire , la plupart du temps , une fautive application. Aussi les Auteurs , qui ont fait des traités de nos jours sur la matiere des fiefs , conviennent qu'il n'y en a pas de si brouillée ; que les efforts qu'ils font pour l'éclaircir , sont insuffisants , & qu'il reste toujours , ou des inconvénients fâcheux , ou des contradictions. Il est difficile , en effet , de concilier avec elle-même la coutume de Paris qui malheureusement sert de regle , faute d'autre , pour les pays où il n'y en a point^a. L'article LI porte que le vassal peut se jouer des deux tiers de son fief , sans profit du suzerain ; & l'article suivant lui en ôte implicitement la faculté. Il y est dit que , lorsqu'il y aura ouverture du fief dont on se sera joué , le suzerain peut l'exploiter , c'est-à-dire , recevoir les lods , ou user du droit de prélation , tant pour ce qui aura été retenu , & qui se vendra pour lors , que pour ce qui aura été précédemment aliéné. Est-ce permettre à l'un de faire une chose , lorsqu'on permet à l'autre de la défaire ? Il est évident que le vassal

(a) Voyez le président Bouhier, Coutume de Bourg.
tom. 1. chap. 40.

ne peut pas user de la liberté qui lui est donnée par l'article LI, si le suzerain, en conséquence de l'article LII, peut détruire, dans la suite des temps, ce qu'il aura fait. Autrefois la moindre diminution du fief emportoit la peine de la commise : le vassal perdoit le fief. On a trouvé cette loi trop dure ; elle a paru trop éloignée du droit naturel qui permet à chacun d'user de ses biens pour ses nécessités. On a voulu chercher un milieu entre cette loi de défense, & la maxime qui fait regarder les fiefs comme patrimoniaux : on n'a pas réussi. C'est ce qui arrivera toujours, lorsqu'on voudra concilier deux contradictoires. Il faut trancher l'un ou l'autre, & dédommager le perdant par un autre règlement, lorsque les circonstances rendent la chose possible.

- Le service militaire exigeoit l'intégrité du fief ; il devoit être suffisant pour entretenir son maître à la guerre, avec les gens qu'il y devoit mener. L'abolition de ce service a rendu cette intégrité indifférente au suzerain dans ce point de vue. Dés-lors on a dû rendre au vassal une li-

berté naturelle d'aliéner le tout, ou une partie de ce qui lui appartient ; mais si le fief se dégrade, les profits féodaux diminuent ; il faut alors pourvoir à cet article par une indemnité présente en faveur du fuzérain, & ne lui point réserver un droit qui détruise la faculté que l'on vient de donner au vassal.

L'article LII peche contre les loix les plus précieuses de la société. On suppose que le vassal, malgré l'instabilité des aliénations qu'il peut faire, trouve à se jouer d'une partie de son fief. Le seigneur fuzérain ne peut, suivant la coutume, exploiter ce qui a été aliéné, que lorsque le reste du fief & le chef-lieu se vendent. Si cet événement n'arrive qu'un siecle, deux siecles après, quel est le sort de ceux qui ont acquis ? Que devient la prescription patrone du genre humain ? Que devient la maxime si judicieuse qui déclare qu'il est de l'intérêt de la République que l'état & la propriété des choses ne demeurent pas dans l'incertitude ? Si au contraire la juste appréhension de se voir dépouillé à tous moments, & encore après des siecles, d'un héritage une fois pris à fief nou-

veau, de voir redevenir en roture une maison annoblie après la plus longue possession ; si, dis-je, des craintes si légitimes empêchent de traiter avec le vassal, la permission qui lui est donnée de se jouer d'une partie de son fief, est une dérision. On va plus loin ; si on veut pousser la réflexion, on se convaincra qu'il ne peut rester dans le commerce que les terres suzeraines, l'intégrité des fiefs & les alleux. Un très-petit nombre de règles fixes suffiroient pour débrouiller le cahos des matieres féodales, & y mettre un ordre utile à la tranquillité publique. Ce seroit un service à rendre à la France.

CHAPITRE XV.

De la différence entre Cité, Ville, & République.

PERSONNE, que je sache, avant moi, n'a donné les définitions, ni marqué les différences du Citoyen, du Sujet & de l'Etranger, ni celles de la République, de la Ville & de la Cité.

(*) Ces matieres n'étoient pas éclaircies avant Bodin.

Ainsi j'ai cru devoir les autoriser par des loix & des exemples. On voit souvent des divisions entre les Princes, des procès entre les particuliers, pour ne point entendre la propriété des termes dont nous parlons. Ceux même de qui on devroit attendre le plus d'instructions, prennent la cité pour la ville, la ville pour la république, & ne distinguent point le citoyen du simple habitant, ni de l'étranger. Ils ont écrit sur la République sans connoître les loix civiles, ni le droit public. Ils ont débité leurs opinions, fruits de la seule imagination ; ils ont laissé les principes à l'écart : c'est bâtir une maison sans fondement.

Les familles & ce qui les compose, soit citoyens, soit sujets, forment une République lorsqu'elles sont associées sous le même Gouvernement. Mais elles peuvent être éparfées dans les campagnes sans avoir aucune ville ; elles peuvent n'être pas uniformes pour la langue, les coutumes, la religion, & n'être pas une même cité. Une ville n'est autre chose qu'un amas considérable de maisons renfermées par un circuit de murailles avec des portes. C'est cette clôture qui la dis-

tingue des bourgs & des villages. La cité est un même peuple réuni par un même culte & les mêmes loix privées : tels sont à-peu-près en France les bailliages ou sénéchaussées, lorsqu'elles sont réunies par un même droit.

On s'apperçoit qu'une République peut comprendre plusieurs cités, & que la ville peut n'être pas une cité. Elle peut même n'être pas toute entière sous la même souveraineté, ni dans la même province; il y en a plusieurs exemples. Lorsque les Romains traitèrent avec les Sabins, ceux-ci quitterent leur patrie & leurs coutumes. On ne doit pas croire cependant qu'ils laisserent leurs campagnes désertes; mais toute distinction de loix & de religion étant bannie, Rome & les appartenances des Sabins ne furent qu'une même cité. Lorsque les Romains vainquirent les Volsques, les Tusculans, les Eques, ils leur donnerent voix délibérative aux assemblées, ils les admirèrent aux dignités; mais ils leur permirent de garder leurs dieux & leurs coutumes. Ils firent partie de la République & non de la cité. Ils furent appelés *Municipes*. Ces

distinctions sont si réelles que l'on vit dans la suite plusieurs de ces villes municipales abandonner leurs coutumes, & prendre celles des Romains, pour ne faire avec eux qu'une même cité; & lorsque Tibere eut porté toute la puissance du peuple dans le Sénat dont il étoit maître, ces mêmes villes reprirent leurs premières coutumes: on leur avoit ôté l'avantage qu'elles avoient trouvé à les abandonner.

Le traité fait avec les habitants du Latium étoit encore d'une autre espèce. Il fut dit que les Latins, qui viendroient habiter Rome, seroient citoyens, pourvu toutefois qu'ils eussent laissés des enfants légitimes dans leur province: politique excellente, afin que Rome ne s'accrût pas à l'excès, & que les villes voisines ne fussent pas dépeuplées. On appelloit ceux-ci *Socii*. On trouve dans ce genre chez les Romains des différences infinies & comme imperceptibles, & des variations continuelles pour les droits qu'ils donnoient à chaque peuple.

Aristote définit la cité, une compagnie de citoyens qui jouissent de ce qui leur est nécessaire pour vivre heu-

reusement. Il confond la République & la Cité sous une même définition : il est aisé de sentir combien elle est défectueuse. Si les hommes ne font que s'assembler ; qu'ils n'ayent ni loix, ni une même autorité pour les faire exécuter , c'est une pure Anarchie. Aristote présupposoit peut-être que l'on ne pouvoit vivre heureusement sans des loix. Mais une définition, pour être bonne, ne doit pas laisser les choses essentielles à suppléer. Il dit encore que , pour former une cité, il faut que les citoyens demeurent dans un même lieu. Ce n'est pas ce que les Latins entendoient par la signification propre du terme *Civitas* : il ne s'appliquoit pas à un lieu , à un espace couvert d'habitations ; c'est ce qu'ils appelloient *Urbem*, *ab urbo*, qui veut dire la courbure de la charrue, parce qu'on traçoit l'enceinte de la ville par un sillon. On trouve la même différence des termes dans l'Hébreu & chez les Grecs.

Il est vrai que l'on voit les Auteurs employer indifféremment les mots *Urbs* & *Civitas* dans la même signification ; mais ce n'est pas lorsque l'on vouloit parler avec exactitude. On

trouve, entr'autres, dans les commentaires de César que la cité des Helvétiques étoit composée de quatre bourgs. Il faut faire attention, dans les occasions sérieuses, à la propriété des termes, plutôt qu'au sens auquel un usage indifférent les emploie. La ville & la cité sont deux choses si distinctes, que la loi décide que celui qui a porté hors de la ville ce qu'il étoit défendu de transporter hors de la cité, n'a point contrevenu à la défense. Une nation, un canton, qui vit selon les mêmes loix, les mêmes coutumes, la même religion, qui use du même langage, forme une cité. Je croirois que quelque différence de pratique dans un même fonds de religion, quelque changement léger dans l'idiôme, ne devoit pas faire perdre le nom de cité.

Ainsi la ville peut être cité, elle peut ne l'être pas; comme aussi la cité peut être sans ville, & consister en bourgs & villages; l'une & l'autre peuvent n'être point République, & en dépendre sans y être incorporées. C'est ainsi que l'on connoît plusieurs villes simplement sujettes des Républiques, qui n'en font point partie,

qui ne sont pas dans l'association. Cet usage d'assujettir des villes, peut être contre la bonne politique d'une Démocratie; mais il n'est pas contre la nature de la chose, comme le dit un Auteur célèbre. *

On ne sauroit au contraire imagi-
ner une République sans cité. Il fau-
droit supposer autant de coutumes que
de sujets. Mais la République peut,
absolument parlant, exister sans ville
ni bourg. Telle fut la République
d'Athenes, lorsqu'elle monta sur des
vaisseaux, & abandonna la ville à
l'approche du roi de Perse. Ceux de
Mégalopolis en usèrent à peu près
de même à la venue de Cléomenes
roi de Lacédémone. On auroit pû dire
que la cité sortit de la ville, lors-
que Pompée quitta Rome après en
avoir tiré deux cents sénateurs, & les
plus notables citoyens qui voulurent
le suivre : il disoit : *Non est in parie-
tibus Respublica* : ceux de son parti la
plaçoient dans son camp.

Les troupes Impériales s'empare-
rent de l'Etat de Gênes en 1746. Si
l'envoyé de France n'avoit pas for-
mé le projet de les en faire chasser;
s'il n'en n'avoit pas donné les moyens,
& facilité l'exécution; si la paix n'a-

* Esprit

des Loix,

liv. 10.

et 6.

voit pas rétabli les Génois dans leur premier état, la seule ressource qui restoit à de véritables Républicains, étoit d'abandonner la terre ferme, & de se transporter dans l'isle de Corse. La République n'étoit pas détruite.

L'ignorance de ces principes peut être d'une plus grande conséquence qu'on ne pense. Lorsque les Carthaginois envoyèrent leurs ambassadeurs, pour recevoir les loix qu'il plairoit au sénat de leur dicter, ils le supplièrent seulement de ne pas ordonner la destruction de leur ville, l'une des plus belles du monde, monument des victoires & de la gloire du nom Romain. Le sénat leur répondit, que leur cité, *Civitatem*, leur demeurerait avec tous les droits, privilèges & libertés, dont ils auroient joui jusqu'alors. Les ambassadeurs s'en retournèrent satisfaits; mais bien-tôt après le consul demanda trois cents otages Carthaginois; on les donna. Il demanda que les armes & les machines de guerre lui fussent livrées; on les livra. Il fit ensuite publier que chaque habitant eût à sortir de la ville avec ce qui lui plairoit d'emporter, & qu'il leur étoit permis d'habiter où

bon leur sembleroit , pourvu que ce fût à quatre-vingt stades de la mer. L'indignation & le désespoir fournirent des armes aux Carthaginois ; mais leurs efforts n'aboutirent qu'à différer leur perte. La ville fut livrée au fer & aux flammes. On répondit aux imprecations & aux reproches de ces malheureux , en leur apprenant la différence d'une ville & d'une cité. Quelle honte pour le nom Romain ! Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que l'on fait servir l'équivoque honteuse à cacher le crime sous le masque de la probité.

Ceux qui négocient les affaires des Princes pourroient faire des fautes bien essentielles par l'ignorance de ces choses , qui au premier coup d'œil , paroissent de peu d'importance. Par exemple , il est porté au second article du Traité de 1505 , entre les cantons de Berne & de Fribourg , que l'alliance entre les deux Républiques durera autant que les murailles des deux villes paroîtront. L'alliance est entre les peuples , elle est indépendante des murailles. La guerre peut les détruire , un tremblement de terre les faire disparaître. Les termes n'expriment point l'intention des contractants.

CHAPITRE XVI.

Des Corps, Colleges & Communautés.

Nous avons considéré les Sujets comme chefs ou comme faisant partie de la famille, ils peuvent être regardés encore comme portion de quelque société particulière au milieu de la société générale.

Les Corps, Colleges & Communautés entrent nécessairement dans la composition d'une République réelle. Il faut des loix & des magistrats pour les faire exécuter ; une police, & des Officiers pour les maintenir ; par conséquent, il faut des colleges de quelque espece. On peut en général définir les corps & communautés : Une association de plusieurs personnes autorisées, qu'un intérêt commun, que de mêmes devoirs, ou une même profession obligent de s'assembler. Le terme de college est le véritable nom dans le droit. Régulièrement, celui de corps se devoit appliquer à l'assemblée de plusieurs colleges ; car la communauté signifie seulement, qu'il y a des choses

communes à tous les particuliers du corps ou du college. J'employerai ces termes indifféremment comme synonymes, sans m'arrêter à quelques différences incertaines & arbitraires que l'usage a introduites dans notre langue.

La différence des familles aux colleges, & de ceux-ci à la République, est comme la différence du tout à ses parties. Plusieurs chefs de famille, liés par une association, sont membres d'une même communauté, plusieurs communautés dépendantes d'une même souveraineté, sont les parties d'une République. La famille est une communauté naturelle; les colleges des communautés civiles; & la République, si on fait abstraction de la souveraineté, est elle-même une communauté de ce dernier genre. Ainsi le corps d'un grand nombre de colleges associés peut n'être point République. Il ne le sera pas, si personne n'y exerce la souveraineté. Cependant l'union qui résulte de cette association pourroit maintenir quelque temps les peuples dans leur liberté. Telle fut la situation du peuple Hébreu depuis la captivité de Samson, jusques au Gouvernement de Samuël. Chaque tribu représentoit un college,

les tribus n'avoient ni députés ni assemblée. L'autorité souveraine n'étoit entre les mains de personne. L'Ecriture dit que chacun faisoit ce qu'il jugeoit être bien. Cette anarchie n'auroit pu durer long-temps, le peuple lui-même demanda qu'on lui donnât un Roi.

Les premiers législateurs ignoroient combien il est difficile de contenir les hommes par les seules regles de la justice. Ils imaginerent qu'il suffisoit de lier les citoyens par l'amitié. Ils instituèrent des colleges; la liaison des membres de chaque association en devenoit plus étroite. Les fondateurs espéroient que chacun de ces colleges étant réunis à un même sentiment, il seroit plus facile de régler le corps entier de la République, qu'il y auroit peu de voix à recueillir, peu d'avis à discuter, & qu'on n'auroit à concilier que les différends de communauté à communauté. La théorie de cette institution étoit admirable: la franchise de ces temps-là faisoit croire que les hommes pouvoient être conduits au bien sans autorité.

Dans cette idée, toutes sortes de confrairies furent permises à Athenes. Lycurgue, après avoir fait une communauté générale de la République, la

divisa en petits colleges de quinze personnes ou à-peu-près; elles étoient toujours les mêmes assises à une table, pour prendre le frugal repas commun qu'il avoit institué. Les Latins connoissoient une espece de confraternité qui n'avoit d'autre lien que la fréquentation & l'amitié que la table entretient. Ils appelloient ces sociétés *Sodalitia*. Ceux qu'une pareille union rassembloit, n'avoient d'autres juges qu'eux-mêmes. Le sentiment leur faisoit connoître que l'amitié est encore plus essentielle parmi les hommes que la justice. Celle-ci sévère, inflexible, ne connoissant que l'exécution des loix, rend souvent les amis ennemis. L'amitié plus souple, se prête aux caracteres, aux circonstances; elle relâche de ses droits; elle va même jusques à rendre les loix inutiles, puisque les loix, soit humaines, soit divines, ne tendent qu'à entretenir l'amour entre les hommes, & celui des hommes envers l'Etre suprême. L'habitude de prendre ensemble des repas, contribue infiniment à une union si désirable. La loi de Moyse, outre ceux des sacrifices, ordonnoit les repas de

Pâques. Personne n'ignore que les premiers Chrétiens bûvoient & mangeoient ensemble dans toutes les assemblées de la Religion, & qu'ils y avoient ajouté le baiser de paix dont on a conservé l'image.

Il semble qu'après ces grands exemples, on ne devroit pas en ajouter d'autres. Que l'on me pardonne si je suis mon auteur. L'usage des confrairies s'est plus conservé en Suisse que partout ailleurs. Dans chaque ville, dans chaque bourgade, chaque espece de métier a sa maison commune, où la société s'assemble pour les festins communs. Les querelles, les procès, s'y vuident à l'amiable. On dit que la sentence s'écrit avec de la craie sur la table où l'on a mangé. Si la bonne foi, compagne de l'amitié, s'y trouve, elle grave ces frêles caracteres plus fortement que ceux que nous traçons sur le parchemin.

S'il faut croire ce que l'on publie des Francs-Maçons, cette confrairie n'a d'autres principes, d'autre objet, que de resserrer l'union & la charité mutuelle que l'humanité devroit inspirer à tous les hommes. Si dans les festins qui forment leur principale liai-

son, toute parole indécente, comme on le dit, toute médisance, tout excès, sont non-seulement défendus, mais encore punis, ils sont dignes de louanges. Peut-on leur en donner assez s'ils remplissent les obligations & les vues de leur établissement?

C'est dans ces sociétés que la convenance des personnes, ou la même profession avoient réunies, que l'on doit trouver l'origine des corps, colleges & communautés tels qu'on les voit à présent. Ils sont réglés bien différemment que ne l'étoient les anciennes confraternités. Mais malheureusement les regles y tiennent la place qu'occupoit autrefois l'amitié. Aujourd'hui tous les corps & colleges ont un objet déterminé. Ils sont institués pour la police, ou pour la Religion. Ceux qui regardent la police, sont pour distribuer la justice; répartir les charges; donner ordre aux provisions & marchandises nécessaires à la République; veiller à la discipline pour les métiers; enfin pour toutes les choses qui peuvent intéresser l'ordre public. L'objet de ceux de Religion n'a pas besoin d'être expliqué.

Les collegues ou membres d'un

corps sont en général égaux respectivement à la communauté; chacun ayant une voix délibérative d'un poids égal. Mais il arrive le plus souvent que l'autorité souveraine, ou la communauté elle-même choisit un chef qui pour lors a une double qualité. Ses pouvoirs peuvent être plus ou moins étendus. Il peut avoir seul la manutention de la discipline, & le droit de blâmer; il peut simplement présider & recueillir les voix; il peut avoir une voix prépondérante, ou ne l'avoir point; il peut être ou amovible, ou perpétuel. On ne sçau-roit déterminer quel est le pouvoir qu'il convient mieux de donner à ce chef. Les différentes especes de colleges peuvent exiger, suivant leur nature & leur position particuliere, une autorité différente dans celui qui est à la tête. On peut dire en général qu'un pouvoir trop grand dans un chef le rend le seul maître; ce n'est plus une communauté, c'est un corps dépendant, tandis qu'il doit être libre. Leur avis est l'avis d'un seul, lorsqu'il doit être l'avis de la pluralité. On peut dire aussi qu'un pouvoir trop borné impose trop peu, & laisse introduire

introduire le désordre. On doit chercher un milieu entre les extrémités.

Il se pourra encore que le chef aura un pouvoir sur tout un corps en nom collectif. Si, par exemple, on suppose un college institué pour l'instruction de la jeunesse, dans lequel, ce qu'on appelle les boursiers, n'auroient point de voix délibérative, & où toute l'autorité résideroit dans la personne du principal ; alors c'est le Gouvernement d'une famille, ce n'est plus le Gouvernement d'une communauté.

Les corps institués pour la Religion sont de deux especes ; l'une est fixée par les vœux, comme sont tous les Ordres religieux ; elle n'est différente des communautés ordinaires, qu'autant que chacun des collegues est incapable des actes civils. L'autre espèce, comme les chapitres, ne diffère en rien du reste des colleges.

Il n'y a rien de fixe sur la noblesse ; elle fait un corps par tout où elle peut s'assembler sous l'autorité souveraine. Ailleurs, cette portion la plus illustre de l'Etat, qui maintient, au prix de son sang, l'éclat des couronnes & la grandeur des Royaumes, n'offre aux yeux que des membres

dispersés, qui ne peuvent former un corps, qu'autant qu'ils sont réunis.

Entre les colleges, ceux qui ont le plus de puissance, sont, sans difficulté, ceux de magistrature. La juridiction des autres communautés se borne à gouverner ce qu'elles ont en commun. Les corps des magistrats jugent du gouvernement des autres. Ils sont chargés de leur faire observer les loix & leurs propres statuts, & même de leur en donner. Si ces corps réfléchissent sur cette partie de leurs fonctions, quel ordre, quelle regle ne devroit pas régner chez eux-mêmes. Ils doivent sentir combien il est grand de justifier sa prééminence aux yeux du public par l'exemple, & par une plus grande exactitude à remplir ses devoirs.

CHAPITRE XVII.

*Des Loix communes à tous les Corps,
Colleges & Communautés.*

AUCUNE association ne peut faire un corps, ni être réputé college, ou communauté, si elle n'est autorisée

par la puissance législative. Les colleges de Religion, les universités, ni aucun autre ne sont exceptés de cette regle. Ils doivent tous tenir leur pouvoir, quant au civil, du souverain sous la domination duquel ils sont établis. Les papes Urbain V. Innocent VI. & Grégoire IX: avoient prétendu, par des Bulles, régler les privileges de l'université de Paris. Elles portoient que la punition des crimes commis par les étudiants seroit réservée à l'évêque, & quelques autres articles dans le même goût. Les rois de France refuserent avec raison de les reconnoître. Ce point ne peut souffrir de controverse.

Tous les corps peuvent faire entre eux des réglemens, des statuts, pourvu qu'ils ne dérogent pas aux loix publiques. Les défenses qu'ils feroient de se pourvoir devant le juge civil à raison de leurs délibérations, seroient inutiles, & la peine pécuniaire, ou telle autre que l'on attacheroit à cette défense, seroit regardée comme nulle.

Si une respectueuse bienséance a voulu que l'entrée en Religion, exempte d'être recherché pour des fautes

légères commises auparavant, elle ne donne pas le même privilege, si ces fautes sont graves à un certain point. Il est indifférent qu'elles soient commises avant ou après; l'ecclésiastique & le religieux sont soumis à la puissance séculière. Il n'est pas plus permis de se cacher derrière l'autel que dans une forêt pour éviter une peine méritée.

Les personnes vouées à l'Eglise peuvent appeller leurs supérieurs au tribunal temporel pour les délits; comme ils peuvent appeller de leurs ordonnances pour les matieres civiles. En un mot, rien ne peut soustraire à la justice temporelle, d'autant que l'ordre public seroit troublé, & que les loix de la société seroient en danger d'être violées.

De même que le bon ordre exige que chaque communauté ait ses statuts particuliers, la manutention de cet ordre demande qu'elle ait un droit de discipline sur ses collegues. L'étendue de ce droit dépend de la qualité des regles, propres aux différentes especes. La regle qui assujettit à un plus grand nombre de devoirs, est celle qui donne le plus de jurif-

diction personnelle sur les membres. Ainsi il n'est pas douteux que les colleges ecclésiastiques ont une inspection plus immédiate sur ceux qui les composent, que les corps de magistrature; & ces derniers plus que n'en ont des simples communautés, dont l'unique objet seroit, par exemple, de garantir des eaux une étendue de pays desséché.

Il est difficile que les colleges & communautés se puissent passer de deniers communs pour subvenir à des frais communs & nécessaires. Aussi ils ont le droit d'imposer des taxes, & tous les intéressés s'y trouvent soumis, si on n'abuse pas de l'imposition. Mais la plainte est permise, la justice est ouverte à chacun des membres, s'il pense que la communauté excède un pouvoir qui doit être borné.

Les corps, en général, si on en excepte ceux qui rendent la justice, peuvent recevoir des legs. Domitien le décida contre le sénat. Ruffius Cepio avoit ordonné dans son testament une rétribution pour les sénateurs qui entreroient au conseil, à-peu-près dans le goût des jettons que l'on distribue pour droit de présence dans quelques

Académies. L'héritier refusa le fonds pour acquitter le legs. L'Empereur donna sa décision en sa faveur. Je penserois que ce fut avec raison : il seroit à craindre que des corps si puissants n'attirassent trop de largesses par le seul poids de leur considération ; & d'ailleurs, il est convenable que ceux qui rendent la justice, ne puissent reconnoître parmi ceux qui la réclament, les descendants de leurs bienfaiteurs.

Il semble que l'on ait voulu dédommager la magistrature par un privilège qui lui est particulier. L'empereur Adrien ordonna le premier, que les sénateurs accusés ne pourroient être jugés que par le sénat assemblé. En France, les cours de Parlement jouissent de ce droit ; & on l'a accordé à quelques autres compagnies, dont la juridiction est au souverain.

Ce droit général des communautés, d'être capables d'institution pour une hérédité ou pour un legs, est le droit commun : il faut une prohibition particulière pour les en priver. Auguste avoit permis aux Juifs leurs colleges & leurs synagogues ; il avoit fait plus, il avoit fondé un sacrifice perpétuel d'un veau, d'un bouc & d'un mou-

ron, pour chaque jour dans le temple de Jerusalem. Les Romains pensoient que tous les dieux étoient bons; cependant Antonin déclara nuls les legs qui seroient faits aux Juifs. Si on n'a pas suivi ce modele pour les autres corps, du moins, dans presque tous les Etats, on a mis des bornes à la libéralité excessive des mourants. On n'a pas cassé les institutions générales faites en faveur des colleges; mais on les a déclarées réductibles au tiers, au quart, plus ou moins, suivant les circonstances. On a donné depuis peu en France une loi très-sage, qui rend toutes les personnes de main-morte inhabiles à recueillir des legs immeubles, réels ou fictices. Les communautés sont des gouffres d'où rien ne doit naturellement ressortir. Sans des précautions indispensables, elles engloutiroient insensiblement tout l'Etat, & diroient hautement qu'elles ne sont pas dans l'obligation d'en supporter les charges. Ce règlement, quoique venu trop tard, devrait être embrassé par-tout, & faire une loi fondamentale de toutes les Républiques.

Un college ne meurt jamais. Tous

ses droits & ses revenus peuvent résider sur la tête d'un seul par la mort des autres collegues. Ce dernier venant à mourir, le college n'est pas éteint; le fisc, ni personne ne peuvent s'emparer de ses biens. La seule autorité souveraine peut en disposer, même supprimer le college.

Dans les affaires d'une certaine conséquence, les délibérations, les ordonnances des communautés doivent être approuvées par les deux tiers pour obliger la communauté, j'entends les deux tiers de ceux qui se trouvent à l'assemblée, en supposant que tous soient avertis & convoqués. Je croirois même qu'il est des matieres assez importantes pour que la convocation dût apprendre l'objet sur lequel on doit délibérer, & que dans ces cas extraordinaires, les deux tiers de la communauté devroient être présents. Il n'est pas du bon ordre qu'un petit nombre, dans lequel se trouveroient peut-être des têtes peu capables, même peu sensées, impose des loix à la majeure & plus saine partie. Aussi le droit commun a-t-il donné des remèdes à ces inconvénients.

Les délibérations des corps ne sont

pas perpétuelles ; elles peuvent être anéanties comme elles ont été créées. Cependant c'est un secours auquel on doit recourir rarement. Une communauté que l'on verroit varier souvent, se rendroit méprisable. La présence dans l'assemblée est nécessaire pour donner sa voix, ou du moins pour faire prévaloir un avis sur un autre. Les signatures données hors de l'assemblée sont, pour l'ordinaire, la suite des cabales. Ces consentements séparés doivent naturellement suivre l'avis de celui qui va les mandier. On ne s'adresse pas aux têtes fortes, capables par elles-mêmes d'appercevoir le pour & le contre ; on trouve peu de personnes en état de refuser leur approbation à un sentiment coloré avec adresse, si on fait encore ajouter quelque ressort pour l'obtenir. Une voix donnée sans entendre les raisons qui peuvent appuyer ou combattre une opinion, n'est pas une voix libre, ce n'est pas une voix de choix. Ceux qui ne craignent point une discussion publique, & que les objections n'effrayent pas, n'ont point recours à cette méthode : elle peut tenir de l'artifice, elle doit être rejetée. Les ju-

risconsultes & les canonistes, conviennent également que ces acceptations données séparément, ne font d'aucun effet.

Les délibérations peuvent regarder ce qui est commun à tous, & dont tous jouissent par indivis, ou bien ce qui regardant l'intérêt commun, touche néanmoins ce que quelques-uns possèdent en particulier. Dans ce second cas, le consentement de deux tiers assemblés ne suffit pas; il faut le consentement général & particulier. Si par exemple, on délibère de prendre le terrain de plusieurs pour l'utilité publique, il faut un acquiescement précis de ceux qui le possèdent, un seul peut le refuser. (Je suppose cependant que l'on n'offre pas de le dédommager.) Alors l'intérêt public fait plier la volonté particulière; autrement on tomberoit dans le cas du singulier *Veto* de la Pologne, qui sous le faux prétexte de la liberté, enchaîne les volontés de toute une République.

Mais lorsque plusieurs colleges forment un corps, comme les parlements d'Angleterre, les états de l'Empire, & comme étoient autrefois les états de la France, deux colleges ne

peuvent rien statuer sans le consentement du troisieme, parce qu'alors le règlement *tangit omnes ut singulos*. Bodin, auteur de cet ouvrage, député du tiers-état aux états de Blois, remontra qu'il étoit pernicieux de donner à trente-six commissaires le droit de juger & de décider des cahiers des Etats. L'archevêque de Lyon, président du clergé, répondit : que le clergé & la noblesse étant d'accord sur cet article, il étoit terminé. Mais Bodin représenta, que de tous les temps, chacun des trois corps avoit joui de la prérogative de ne pouvoir être assés à suivre la volonté des deux autres; que cette maxime n'avoit souffert aucune difficulté aux derniers états d'Orleans. Il cita les exemples de l'Empire, de l'Espagne, de l'Angleterre, & pria les deux ordres de ne pas trouver mauvais qu'il s'opposât à cette résolution, comme il étoit chargé de le faire. La chose mise en délibération, le clergé & la noblesse changerent d'avis ; & ce même jour, le Roi dit, en présence du sieur de Ruse, évêque d'Angers, & de plusieurs autres seigneurs, que Bodin avoit manié les Etats à son plaisir.

Si quelqu'un a le droit de présider, c'est à lui de convoquer les assemblées; à son défaut, c'est au syndic. Si quelqu'un des collegues a intérêt de faire convoquer la communauté, il peut, par le refus de ceux-là, s'adresser au magistrat supérieur, & celui-ci a le droit de prononcer des peines contre ceux qui refuseroient de s'assembler.

CHAPITRE XVIII.

De la punition des Corps, Colleges, & Communautés.

DE la même maniere que les avantages que se procurent les corps, colleges & communautés par un bon gouvernement, profitent aux particuliers, de même lorsqu'ils ont commis quelque offense, la peine peut retomber sur les particuliers quoiqu'innocents. La punition des communautés tombe plutôt dans les maximes de la politique, que dans celles de la justice ordinaire & du droit commun. Régulièrement, une communauté ne devrait être punie, que lorsque la faute est le résultat

d'une délibération prise dans une assemblée; mais ce seroit porter les regles & le pédantisme dans une matiere de laquelle il les faut bien éloigner.

On a vu les révoltes d'une Ville, mais jamais les fédérations, être la suite d'une volonté délibérée. Est-il douteux que l'on ne doive punir la Ville dans le second cas? Cependant il faut que cette punition soit conduite avec autant d'équité que les circonstances en peuvent permettre; & peut-être n'a-t-on pas fait encore assez d'attention à la différence que l'on doit mettre entre la sédition & la révolte.

On doit appeller révolte, l'action d'une Ville qui se soustrait à la domination de son souverain. Lorsqu'elle lui refuse ses portes; lorsque dans une guerre civile, elle prend le parti contraire à la souveraineté légitime, elle part d'un dessein prémédité, & d'une volonté que l'on doit présumer être la suite d'une délibération. Alors il n'y a point d'injustice à punir le général de la communauté. On peut, si on le juge à-propos, outre les autres genres de peine, ôter des privilèges à la Ville rebelle.

Mais une sédition est un feu subit que l'éclair allume, sans qu'on sache souvent de quel côté il est parti. C'est un mouvement tumultueux de la vile populace, auquel, communément parlant, ceux pour qui les privilèges sont plus spécialement faits, n'ont point participé. C'est alors le cas de la punition corporelle, si les circonstances exigent autant de rigueur, ou des contributions pécuniaires seulement. Les chefs de la Ville, qui, sans avoir pris part à l'embrasement, ont peut-être fait des efforts pour l'éteindre, sont les seules victimes du crime qu'ils n'ont point commis. Lorsqu'on retranche les privilèges en général, ils intéressent peu la populace : leur privation punit des innocents ; les coupables échappent à la peine. Ce n'est pas prévenir une rechûte, c'est peut-être engager ceux que l'on a puni mal-à-propos, à soutenir une autre fois une sédition, lorsqu'ils sauront que sa fin leur doit être funeste. Punir le citoyen du délire du bas-peuple, c'est choquer également la saine politique & l'équité.

Il seroit difficile de faire plusieurs distinctions palpables sur cette ma-

tiere , & de donner des regles d'une justice positive. Celui qui , dans des temps de confusion , voudroit clairement connoître ceux qui sont en effet les plus coupables , ne sauroit sortir de son embarras. La punition corporelle , il est vrai , demanderoit l'examen le plus réfléchi , ou plutôt ne devoit être employée que dans la dernière des extrémités ; cependant on ne peut , dans quelques occasions , fuivre d'autre regle que celle du sort. Le soulèvement d'une partie de l'armée ne peut demeurer impuni ; l'innocent est décimé ; c'est un inconvénient qu'entraîne la cruelle nécessité. L'observation de la discipline militaire , le salut de la République l'exigent. La nature gémit , le sort d'un homme d'Etat est de lui imposer silence. Scipion l'Africain disoit à son armée : » J'ai racheté le crime de » huit mille par le supplice de trente » têtes , mais avec la douleur de ce » lui qui déchireroit ses propres en- » traillés ».

Il est également dangereux d'outrer la clémence & la sévérité. Les Romains n'ont guere laissé de rébellions impunies pendant que l'Etat a été po-

pulaire. Sous les Empereurs, on a vu des exemples d'une bonté excessive, & d'une cruauté dangereuse. Lorsque le Gouvernement est réglé par un sénat, où le même esprit s'entretient, la politique a des regles uniformes. Lorsqu'un seul décide, c'est le quart d'heure, c'est le tempérament.

Nous pouvons présenter des exemples récents de faits passés dans nos climats. L'empereur Charles-Quint voulut que le supplice des Gantois s'exécutât en sa présence, & ce supplice fut sévère. François I qui affectoit toujours de contrarier la conduite de ce Prince, pardonna entièrement la révolte des Rochellois, sans en faire aucun exemple. Henri II envoya le connétable de Montmorency pour châtier la rébellion des Bordelois : le Commissaire ordonna différents genres de peines ; le Roi les remit, & n'excepta de l'abolition que ceux qui avoient mis la main sur ses officiers. Si on juge de la conduite de ces trois Princes, celle de Henri mérita la préférence. Il suivit parfaitement la meilleure maxime que l'on puisse employer dans les occasions critiques : *Ut metus ad omnes, pœna ad paucos perveniat.*

CHAPITRE XIX.

De la Souveraineté.

LA Souveraineté est une puissance absolue, perpétuelle, indépendante : ces trois conditions lui sont nécessaires. Ceux qui ont écrit sur ces matières, ne sont pas d'accord de la valeur de ces termes. Si l'on entend une puissance qui n'est assujétie à aucune loi, il n'y en a point dans l'univers. Toute souveraineté est soumise aux loix du Souverain des souverains, à la plupart de celles de la nature & du droit des gens. Nous devons donc attacher l'idée de quelque espèce de subjection à tout pouvoir humain. Si on prenoit le mot *perpétuelle* dans le sens qu'il présente, on trouveroit à peine la souveraineté dans les Républiques : les Rois électifs, même les Rois héréditaires ne seroient pas souverains. La perpétuité n'est entendue que du temps de la vie de celui qui a l'autorité : pour attribuer aux termes *absolue* & *indépendante* toute la force qu'ils peuvent exprimer, il auroit

fallu y ajouter celui d'*universelle*. Ces expressions ne doivent être regardées que comme relatives.

La souveraineté qui réside dans le corps du peuple est la plus étendue que nous connoissons. La souveraineté est absorbée dans le peuple; l'intérêt du peuple est celui de la souveraineté : mais dans les Etats où l'autorité appartient à une partie du peuple exclusivement à l'autre, ou bien à un seul, les intérêts sont divisés, les accessoires de l'autorité peuvent n'être pas les mêmes.

Si la puissance absolue est confiée à une ou plusieurs personnes pour un temps limité, la souveraineté demeure à ceux qui la confient. Avant la création des tribuns du peuple, lorsqu'on nommoit à Rome un dictateur, toute autre puissance cessoit : son autorité étoit absolue ; cependant la République étoit toujours souveraine. Le dictateur étoit un citoyen choisi pour exercer un pouvoir sans bornes, qui n'étoit soumis à aucun appel. Mais il ne pouvoit durer au-delà du temps du consulat de celui qui l'avoit nommé. Son terme le plus long étoit de six mois. On pouvoit lui demander

compte de son administration après le temps de la dictature expiré : le citoyen élu étoit un dépositaire ; sa magistrature étoit souveraine , sa personne ne l'étoit pas.

Les Gnidiens éliſoient tous les ans ſoixante magiſtrats qu'ils appelloient *Amymones* , ce qui ſignifie ſans reproche. Outre que leur pouvoir étoit abſolu, la loi du pays les exemptoit de rendre aucun compte. On ne pouvoit les appeller en jugement pour aucune choſe qu'ils euſſent faite pendant le temps de leur exercice ; cependant ce n'étoient pas des ſouverains. Le pouvoir ne leur appartenoit pas ; ils devoient le rendre ; le peuple étoit toujours propriétaire de la ſouveraineté ; l'Amymone n'en avoit que la poſſeſſion précaire.

Le terme de perpétuelle a fait naître quelque doute ſur le caractère de la dictature de Sylla. Elle lui fut déſérée pour 80 ans par la loi *Valeria* ; temps à la vérité limité , mais auquel ſes jours ne pouvoient pas atteindre. Cicéron n'a pas tranché ce doute, comme il le penſoit. Il dit très-bien que l'on ne voyoit dans ce trouble ni loi, ni dictature ; qu'on n'y appercevoit

qu'une cruelle tyrannie. Mais rien n'empêche qu'un tyran ne soit en effet souverain. Il en est de même de la dictature perpétuelle de César qui lui coûta la vie.

On peut supposer qu'un magistrat souverain, revêtu de la puissance absolue pour un temps limité, continue d'exercer ce pouvoir par-delà le terme fixé. Ce sera en vertu d'un consentement exprès ou tacite du peuple, ou ce sera par la violence. Si c'est par un nouveau consentement des citoyens, sa possession est toujours la même : la nature, la cause n'en ont point changé, quand elle dureroit autant que sa vie. Si la violence continue son pouvoir, alors il change la cause de sa possession. Il ne tient son pouvoir que de lui-même ; il est indépendant, il est tyran, si l'on veut ; mais comme on vient de le dire, il est souverain ; il a le pouvoir absolu, & ne le tient que de son épée ; de même que la possession du voleur est une possession de réalité, quoiqu'elle soit contre la loi.

Lorsque le peuple défère la puissance absolue à un citoyen ou à un étranger pour tout le temps de sa vie,

il faut encore distinguer : si la puissance absolue est donnée purement & simplement, sans clause, sans restriction & sans autre titre que celui de Monarque, il est certain que celui qui reçoit ce pouvoir est souverain, & qu'il est très-légitime. Le peuple s'est dépouillé, il s'est désaisi pour l'investir : *Ei, & in eum omnem potestatem transtulit.* Mais si le peuple a donné ses pouvoirs sous un titre de gouverneur, de régent, ou sous quel titre de magistrature que ce soit ; quelques étendus qu'il les ait donnés, quoiqu'il soit dit qu'ils doivent durer autant que la vie de celui qui les a reçus, il ne les possède que précairement. C'est ce principe qui décide que ni Sylla, ni César n'étoient pas de véritables souverains. César lui-même le connoissoit bien ; il n'auroit pas été tenté de prendre le titre de Roi, s'il n'avoit senti qu'il lui falloit encore un degré pour monter à la souveraineté.

Tout autant que la dignité tient de la magistrature, elle n'est pas indépendante, elle est amovible. La qualité exprimée dans le titre, décide si la puissance est donnée, ou si elle est confiée seulement. Dans ce cas, ce-

lui qui n'a que l'exercice, ne peut faire des loix, ni des traités solides, qu'autant qu'ils sont approuvés par le propriétaire de la souveraineté. Charles, Dauphin de France, qui fut dans la suite Charles le Sage, avoit un pouvoir absolu pendant la prison du Roi son pere : il le tenoit de sa naissance, de son droit à la couronne, & de la nécessité. Cependant le roi Jean, à son retour d'Angleterre, ratifia solennellement ce qu'il avoit géré durant sa régence.

La puissance est donc absolue, perpétuelle, indépendante, lorsque la République a donné tous ses pouvoirs, sans aucune condition qui les lui réserve, pour disposer des biens, des personnes & de tout l'Etat, avec la sagesse qu'auroit pu employer la République elle-même ; condition qui sera toujours sous-entendue. Telle étoit la loi *Regia* dont Justinien seul a parlé, & qu'il allegue comme ayant transmis sur la tête des Empereurs toute la puissance du peuple Romain. Avant cette loi, véritable ou supposée, les Empereurs n'étoient pas souverains, & n'osoient dire qu'ils l'étoient. Ils empruntoient un consulat, ils se fai-

soient donner une dictature. Le souverain n'a pas besoin de la magistrature pour gouverner ; celui qui la prend avoue qu'il n'a pas d'ailleurs un titre suffisant. L'Empereur étoit le chef, le premier citoyen , comme le prince Stadhouder l'est en Hollande. L'Etat, depuis Tibere, étoit aristocratique en apparence, il étoit monarchique, ou plutôt tyrannique en effet. Les Empereurs avoient empiété la souveraineté ; c'étoit dans l'ordre des choses. Si on suppose un chef, un capitaine général perpétuel qui n'usurpera pas la souveraineté, on suppose une chose impossible. Il faut ou que la perpétuité de la dignité, ou que la souveraineté de la République se détruisent. Il est nécessaire, pour empêcher l'usurpation, qu'il regne une méfiance éternelle du peuple vis-à-vis du chef. Cet état n'est pas naturel, il est forcé ; il faut du sang & du plus sacré pour l'entretenir. Cette situation est trop incertaine, trop agitée pour la désirer.

Lorsque le grand Kam de Tartarie étoit mort, les chefs & le peuple à qui le droit d'élection appartenoit, choisissoient son successeur parmi ses fils

& ses neveux. Ils l'asseyoient sur un trône d'or, & lui disoient : » Nous te » prions, nous voulons aussi que tu » regnes sur nous ». Le roi disoit alors : » Si vous le voulez ainsi, il faut que » vous soyez prêts à faire ce que je » vous commanderai ; que celui que » j'ordonnerai être tué soit tué, & que » tout le royaume soit commis entre » mes mains ». Le peuple répondoit : » Qu'il soit ainsi ». Le Roi continuoit » en disant : » La parole de ma bouche sera mon glaive ». Et tout le peuple applaudissoit. Alors on l'ôtoit de son trône, on le posoit à terre sur un ais, & les principaux lui adressant la parole, lui disoient : » Regarde en » haut, & connois Dieu, regarde en » bas, & vois cet ais sur lequel tu es » assis ; si tu gouvernes bien, tout te » réussira ; si tu gouvernes mal, tu seras mis aussi bas que cet ais, & même il ne te restera pas ». Cette puissance est absolue & souveraine sans doute : elle n'a pas la condition des loix de Dieu, ni de celles de la nature. On ne les fait envisager que comme une considération, & non comme une obligation. Cette souveraineté est injuste, elle est barbare comme les peuples.

Si

Si on compare cette formule d'installation avec celle que l'on dit avoir été anciennement en usage en Aragon, on verra la différence qui peut être mise entre les souverains. Elle étoit telle : le grand Magistrat, que l'on appelle *la Justice d'Aragon*, étant à la tête des Etats, disoit au nouveau Roi : » Nous » qui valons autant que vous, qui pouvons plus que vous, vous élisons » pour notre roi, avec telles & telles conditions entre vous & nous, &c. » Rien n'empêche cependant que ce prince ne soit absolu & indépendant. Il l'est pour les pouvoirs qui ne sont pas bornés par les conditions, & encore pour ordonner & faire exécuter relativement aux conventions exprimées ou sous-entendues. C'est dans ce sens que ces termes doivent s'entendre.

CHAPITRE XX.

Des Princes tributaires protégés & feudataires.

ON connoît de tous les temps des Etats tributaires, & des Etats protégés.

gés. Ce n'est que depuis quelques siècles que l'usage des fiefs s'est introduit parmi les princes. Si le véritable souverain est celui qui ne tient rien que de Dieu & de son épée, il paroît au premier coup d'œil, que celui qui paye un tribut, que celui qui se range sous la protection d'un autre, ne sont pas véritablement souverains. Mais si on examine avec attention l'état du tributaire, on n'y verra rien qui ne puisse s'allier avec la souveraineté. Le tribut est simplement un témoignage que celui qui le paye a été vaincu. Il y a peu de souverains qui ne se soient trouvés dans ces circonstances. Etre souverain n'est pas être le plus puissant des potentats. Le prince tributaire n'est autre chose qu'un débiteur qui ne doit rien lorsqu'il a payé. Son tribut est le prix avec lequel il a racheté sa souveraineté, plutôt que par le retranchement de ses Etats.

Il semble que la situation du protégé ne soit pas si avantageuse. Il a traité suivant l'alliance qu'on appelle inégale. Il reconnoît tous les jours la supériorité, la prééminence de son protecteur. Il sent tous les jours qu'il a besoin de lui pour sa propre sûreté.

Cependant une loi adoptée par les Empereurs Romains décide contre cette apparence ; & si cet empire superbe a reconnu libres les alliés sous sa protection, personne ne peut leur refuser cette qualité. » Qu'un peuple, » dit cette loi, soit allié par alliance » égale, ou qu'il soit porté par le traité » qu'il respectera avec bienséance la » majesté de l'autre peuple ; ces termes signifient que ce dernier peuple est supérieur en puissance, en honneur ; mais ils ne signifient pas que le premier ne conserve pas sa liberté. Or qui dit un peuple libre, dit un peuple souverain. Aussi lorsque les magistrats Romains passaient dans les villes alliées sous la protection de la République, ils n'étoient pas accompagnés de leurs licteurs. Ils déposent toutes les marques de leur autorité. Nous voyons de nos jours la ville de Geneve & plusieurs autres être sous la protection sans déroger à leur souveraineté.

La condition des feudataires n'est pas la même. On en doit distinguer trois degrés. Le premier est celui qui, outre les provinces qu'il tient en fief, possède d'autres Etats dans lesquels il

est incontestablement souverain. Le second, est celui qui n'a que des possessions féodales. Le troisième, celui qui est né sujet du suzerain ; il ne peut y avoir aucune difficulté sur la tête de ce dernier : le vassal n'est tenu de prêter serment qu'aux changements de maître ; le sujet le doit tous les jours de sa vie.

La qualité de vassal se peut-elle jamais accorder avec le titre de souverain ? Les devoirs de l'un sont exclusifs de l'indépendance de l'autre. Celui qui doit le service militaire, qui doit plier les genoux devant son seigneur, n'est pas souverain. J'irai plus loin : Le vassal n'est pas le seul propriétaire de ses prétendus états. La seigneurie directe demeure entre les mains du suzerain, & peut y retourner. Le vassal avoue que c'est de lui qu'il tient ses domaines : une propriété simplement utile ne peut s'ériger en souveraineté, ni en représenter la dignité. Aussi-tôt que les anciens rois de Lorraine & Bourgogne, eurent rendu la foi & l'hommage à l'empereur d'Allemagne, ils cessèrent de porter le titre de roi pour ne s'appeler que ducs. Ainsi les anciens ducs

de Bretagne , de Guyenne , de Milan n'étoient pas souverains. On n'entend pas néanmoins que l'on doive refuser la qualité de prince à ces seigneurs puissants qui comptent une infinité de vassaux , de villes, de ports & de milliers d'hommes dans leur dépendance. Le sujet même peut mériter ce titre dans le sens le plus étendu. La grandeur du territoire , la qualité des attributs de la souveraineté qu'il plaît au souverain de leur communiquer , leur donnent un rang au-dessus des autres hommes. On en parlera encore dans la suite.

La difficulté est plus grande de décider si celui qui a des États indépendants outre ses fiefs , est souverain ou ne l'est pas. On pourroit absolument refuser cette qualité à tout homme qui est obligé d'obéir au commandement d'autrui ; qui est tenu de prêter un serment de fidélité : telle est l'obligation de tout homme qui est vassal. Cependant comme il a toujours été permis de distinguer deux qualités dans la même personne ; comme le pere de famille commande dans son domestique , & obéit partout ailleurs , je crois que le prince

qui se trouve dans cette circonstance, doit être regardé comme portant avec lui le titre de souverain. Les droits de fief, quoiqu'ils doivent être servis par la personne, sont attachés à la possession du fief; s'ils ne sont pas directement personnels, ils ne doivent pas dégrader la personne; & de la même manière que ce prince ne porte pas sa souveraineté dans le vasselage, il ne porte pas le caractère de vassal dans sa souveraineté. On a vu les rois d'Angleterre & d'Espagne, rendre des hommages à la couronne de France pour la Guyenne, le comté de Flandres, & pour d'autres fiefs. Pouvoit-on leur refuser le titre de souverains pour les Royaumes qu'ils ne tenoient pas féodalement?

On ne sauroit nier cependant que les actes de soumission n'humilient en quelque manière la souveraineté; aussi a-t-on vu des contestations continues occasionnées par ces hommages, & ces contestations dégénérer en guerre ouverte. Ces guerres n'ont fini que par la réunion des fiefs au fief dominant, ou par leur affranchissement absolu. Ces exemples seront toujours une leçon pour les princes;

elle leur apprend qu'ils ne doivent jamais donner des provinces qu'ils possèdent, encore moins des pays conquis à titre de fiefs; ils doivent encore moins leur imposer des tributs. Il faut, dans une conquête, détruire entièrement la forme de la domination, ou la laisser en entier telle qu'elle étoit : celui qui rend au vaincu ses Etats sous une condition gréveuse, se fait un ennemi. L'indépendance a des attraits invincibles pour le cœur humain : on doit regarder comme une maxime certaine, que celui qui se sentira assez de force, cherchera toujours à se la procurer.

Mais combien le nombre des souverains doit-il diminuer, si les feudataires ne le sont pas? Jean sans-terre, roi d'Angleterre, du consentement de ses barons & seigneurs, se constitua vassal & tributaire du Pape en 1212. & rendit son hommage l'année suivante entre les mains du légat d'Innocent III. On compte dans les registres du Vatican, parmi les feudataires du saint Siege, les royaumes de Naples, de Sicile, d'Arragon, de Sardaigne, de Corse, de Jérusalem, de Hongrie, d'Ecosse. Les Papes, en

partageant le nouveau monde entre les rois d'Espagne & de Portugal, en retinrent la suzeraineté. Jules II. en fit de même pour les royaumes de Grenade & de Navarre, en permettant au roi d'Espagne de chasser les Maures de l'un, & le Roi légitime de l'autre. Enfin, des Auteurs ultramontains ont écrit que tous les Rois sacrés étoient vassaux du saint Siege. Il n'est pas difficile de rendre à tous ces Etats leur souveraineté.

C'est un principe certain en matiere féodale, que l'on ne peut asseoir une servitude seigneuriale, une rente fonciere & directe, que par la tradition de la chose sur laquelle on asseoit le devoir féodal. Ce principe n'a jamais été contesté. Tous ceux qui ont écrit sur ces matieres en conviennent. Or, pour donner une chose, il faut la posséder, ou du moins y avoir un droit quelconque, qui donne celui d'en retenir le domaine direct. La cour de Rome auroit de la peine à justifier sa possession, encore moins sa propriété, sur aucune des terres dont on vient de voir le détail. Je me contenterai de rapporter ce qui regarde Naples & la Sicile.

Guichard le Normand conquît ces deux royaumes. Ses successeurs n'ayant pas laissé d'enfans mâles, ces couronnes échurent à leur fille, qui épousa l'empereur Frédéric II. Il vint en Italie, où ayant voulu élever un de ses favoris sur la chaire de S. Pierre, les Cardinaux en élurent un autre qui excommunia l'Empereur. Ses sujets se révolterent; il quitta l'Italie, & donna Naples & la Sicile à Mainfroy son bâtard, qui, comme lui, fut excommunié. Le pape Urbain, appella pour lors Charles de France duc d'Anjou. Il l'investit de ces deux Royaumes, en y établissant pour la première fois un hommage & un cens féodal. Quel droit la cour de Rome avoit-elle sur les conquêtes de Guichard? La maison d'Aragon qui succédoit à Mainfroy par droit de proximité, voyant que l'influence des Papes étoit décisive en Italie, rechercha leur faveur, & soumit non-seulement Naples & la Sicile, mais encore l'Aragon, la Sardaigne, la Corse, Majorque & Minorque au vasselage des Papes. Leurs titres pour les autres Etats ont encore moins de fondement.

La piété des princes peut établir

une redevance annuelle, ou si l'on veut, un tribut en faveur du saint Siege. Ce sentiment de religion peut être louable, & l'acte qui l'établit peut subsister. Mais les loix des fiefs résistent à ce qu'on en impose la servitude féodale sur des fonds, sur lesquels on n'a ni droit de propriété, ni possession. Une terre vacante qui appartient au premier occupant, peut être donnée à titre de fief. Celui qui la donne s'en saisit, l'occupe dans ce moment. Mais on ne peut pas appliquer cette maxime seulement aux terres de l'Amérique. Outre qu'elles n'étoient pas vacantes, la cour de Rome ne les a pas données, elle ne les a pas livrées, elle a seulement approuvé que l'on en fit la conquête. Si la conscience scrupuleuse des princes leur a fait croire que la permission du Siege Apostolique étoit nécessaire pour autoriser leur invasion, c'est de leur part une soumission religieuse ; mais un acte de pure dévotion n'a pu donner des droits temporels à la cour de Rome.

L'opinion commune dans des temps d'ignorance, étoit que les papes avoient un droit de domination sur les Em-

pires. Les docteurs du temps l'écrivoient, les peuples simples y ajoutoient foi. Le comte d'Asimond écrivoit à Henri II, roi de France, qu'il se soumettroit à lui, s'il vouloit demander au Pape la souveraineté de l'Irlande. Les paroles ne peuvent exprimer quel est le respect, quelle est la vénération qui sont dûs au vicaire de Jesus-Christ. Que les successeurs du prince des Apôtres donnent aux Rois des titres honorables, comme ceux de très-chrétien, de très-fidèle, les Rois devront les recevoir avec respect, & se feront un honneur de les porter : ce sont des témoignages de leur attachement plus particulier à l'Eglise, à la Religion. Ce droit peut se comprendre dans la sphère de la puissance spirituelle. Mais le Sauveur des nations leur a dit lui-même, que son royaume n'étoit pas de ce monde. Il a donné à S. Pierre les clefs du royaume du Ciel, il ne lui a pas donné les clefs des royaumes de la terre.



CHAPITRE XXI.

Des vraies marques de Souveraineté.

IL n'y a rien d'aussi grand sur la terre que les Souverains. Ils y tiennent la place de Dieu pour commander aux autres hommes. Celui qui les méprise, méprise le Dieu dont ils sont l'image : il est par conséquent nécessaire de les connoître à des marques certaines. Ce ne sont point les titres qui font le souverain. On a vu des rois à Lacédémone qui n'avoient pas autant de pouvoir que les consuls à Rome : on a vu le grand duc de Moscovie souverain despotique sans porter le titre de Roi.

La plupart des jurisconsultes qui ont écrit des droits des souverains, les ont remplis d'une infinité de prérogatives communes même à tous les seigneurs suzerains : en conséquence, ils ont regardé comme souverains beaucoup de princes qui ne l'étoient pas. Leur erreur est en quelque manière pardonnable. L'étude des loix civiles n'apprend pas à connoître les

grandes questions du droit politique. Ils ont vu des princes donner des loix, nommer des magistrats, lever des tributs, faire la paix & la guerre, battre de la monnoie à leur coin, même accorder la grace à des criminels : toutes ces choses sont, il est vrai, des attributs de la souveraineté, mais elles ne caractérisent pas le souverain.

A Rome, le sénat, le prêteur & le peuple faisoient des loix ; mais on remarque une force & une autorité bien différente dans les unes & dans les autres. On trouvera dans cet éclaircissement la vraie marque de la souveraineté. Elle doit être telle qu'elle ne puisse convenir à toute autre sorte de pouvoir. Ce qu'ordonnoit le sénat n'étoit pas proprement des loix ; c'étoient des ordonnances que le peuple ne reconnoissoit pas le plus souvent. Elles n'étoient pas perpétuelles ; elles n'avoient pas besoin d'être révoquées pour n'être plus en vigueur. Leur durée naturelle n'étoit que d'un an. Elles avoient besoin d'être autorisées par les comices du peuple, & d'être publiées après pour avoir force de loi. Tite-Live, dit par-tout : *Senatus*

rus decrevit; populus jussit. La même chose s'observoit à Athenes.

Ce qu'ordonnoient les prêteurs ne portoit pas le nom de loi, on l'appelloit des édits. Si l'on veut connoître la différence des loix aux édits, on n'a qu'à remarquer ce qui fut pratiqué sous Auguste. Ce qu'il ordonnoit comme Empereur, comme magistrat de la République, se nommoit des édits; ce qu'il statuoit & qu'il faisoit revêtir du sceau de l'autorité du peuple, se nommoit *Leges Juliae*. Les édits des prêteurs n'avoient de force que durant leur magistrature. Lorsqu'ils contenoient des réglemens utiles au bien public, leurs successeurs les entretenoient : peu-à-peu l'approbation tacite & l'usage général, leur donnoit quelque force, ainsi qu'aux sénatus-consultes. Julien, qui fut préfet de Rome, & dont le fils fut Empereur, recueillit ce qu'il jugea de meilleur parmi les édits. Il les commenta & les divisa en plusieurs livres qu'il présenta à l'empereur Adrien. Ils furent homologués par un decret du sénat qui fut autorisé par le prince. Ce fut alors seulement que les édits, en vertu du caractère qui leur fut imprimé

mé, devinrent absolus comme les loix. Peu-à-peu les souverains ayant donné le titre d'édits à leurs ordonnances, la différence dans les termes s'est abolie.

Les loix que faisoit le peuple portoient un caractère bien différent. Elles obligeoient tous les états de la République; elles étoient perpétuelles; elles n'avoient besoin d'aucune approbation; elles duroient jusqu'à ce qu'il plut à ce même peuple qui les avoit faites de les abroger. Il faut que les jurisconsultes qui ont placé au même rang les sénatus-consultes, les édits des prêteurs & les plébiscites, n'eussent aucune connoissance du gouvernement de la République Romaine.

La souveraineté résidoit à Rome dans l'assemblée légitime du peuple. C'est-là qu'il en faut chercher le caractère. On voit qu'il consiste dans la puissance législative, telle que l'avoit ce peuple, c'est-à-dire, sans le secours de supérieur, ni d'égal. Lorsqu'un prince feudataire fait des loix, c'est par la tolérance de son suzerain. Examinons quelques principes des loix des fiefs pour être convaincus de cette

vérité. Le vassal est responsable de son fief; il ne peut le dégrader, ni le détériorer; il est comptable au suzerain de ses faits; il est même sujet à sa justice. Par une conséquence nécessaire, le suzerain a un droit d'inspection sur tout ce qui se passe dans le fief. Si le vassal donne, par exemple, de mauvaises loix sur les différentes branches du commerce, il porte un préjudice aux arrières vassaux, dont il diminue les fortunes & les commodités; s'il introduit une mauvaise police, le désordre entraînera la dégradation; s'il accable les peuples d'impôts, il ruine le fief. Il n'est pas douteux que le plus haut suzerain n'ait le droit de le citer devant lui pour corriger ces abus. Galeas, duc de Milan, fut condamné pour avoir levé des tailles sans la permission de l'empire.

La volonté du souverain est un commandement. Qu'il prononce de vive voix, ou qu'il écrive, c'est un ordre, c'est une loi. Sous ce pouvoir, sont compris tous les caractères de la souveraineté. Faire la guerre, ou la paix, créer, destituer des officiers, imposer des charges & en exempter, ré-

gler le titre de la monnoie, donner la vie au coupable condamné à la mort, ce n'est autre chose que de faire des loix, les abroger, ou les faire taire. Mais toutes ces choses peuvent être communes au souverain, & au prince feudataire, ainsi la véritable & la seule marque distinctive, est de les faire avec une autorité absolue, indépendante de toute autre autorité. Celui qui aura un pouvoir de cette nature dans toutes les parties du Gouvernement, sera seul souverain dans un Etat. On ne pensera pas peut-être que le feudataire puisse faire la guerre contre le gré de son seigneur; ce seroit violer les loix des fiefs les plus connues. Peut-il hazarder la perte de son fief, que le droit de conquête pourroit faire perdre au suzerain? Pourroit-il l'obliger par son propre fait d'entreprendre, malgré lui, une guerre pour le défendre?

On trouvera peut-être extraordinaire que le vassal ne puisse faire la guerre à autrui sans le consentement du suzerain, tandis qu'il peut la faire à lui-même. Le vassal peut déclarer la guerre à son seigneur dans un seul cas, c'est lorsque le seigneur, après

lui avoir fait grief, lui refuse sa cour, ou autrement sa justice. Mais il cesse dans le moment & par ce refus d'être son seigneur. La justice est la première chose que le suzerain doit au vassal, comme le Roi à ses sujets; c'est la première qu'il lui a promise; c'est cette convention qui forme les nœuds qui les attachent l'un à l'autre. Si le seigneur rompt ces liens, on n'est pas obligé de le reconnoître jusqu'à ce que ces liens soient renoués.

On pourroit encore ajouter une marque distinctive de souveraineté, c'est le droit de justice en dernier ressort, mais il est compris dans le premier. Ce n'est pas proprement faire une loi que la donner incertaine. Un jugement dont on peut appeller ne fait pas loi. Ce pouvoir ne peut se communiquer. Celui qui auroit le droit de rendre une justice définitive, auroit celui de faire des loix définitives pour régler cette justice. Il seroit seul arbitre de ces loix, s'il ne devoit compte de cette justice à personne. Aussi les feudataires ont toujours reconnu le droit de ressort à leur suzerain. Les duchés de Guyenne & de Bourgogne, les comtés de Flan-

dres & d'Artois, en peuvent fournir une infinité d'exemples. Ces provinces étoient possédées par des souverains, cependant ils n'ont jamais défavoué cette supériorité de juridiction à l'égard des fiefs.

Ce principe incontestable découvre l'erreur des compagnies supérieures qui veulent remonter la date de leur existence au temps où elles exerçoient la justice des princes feudataires. Elles étoient à la vérité cours de justice, mais non du nombre de celles que l'on appelle souveraines, puisque celui dont elles tenoient leur pouvoir reconnoissoit un suzerain. Elles n'ont acquis ce titre que du jour qu'elles ont été nommées Parlement du seul & véritable souverain.

Le droit de dernier ressort dont jouissent les électeurs de l'empire Germanique, décide de leur souveraineté. Il leur donne ce que l'apparence de feudataires paroît leur ôter. Cette contradiction n'est point réelle, elle est facile à dissiper. Il est entièrement différent de prêter serment de fidélité entre les mains de celui qui est simplement le chef d'un Etat, ou à celui qui en est souverain. Il semble

dans cette dernière circonstance que la soumission est plus relative à la personne. Mais d'ailleurs, si le suzerain a accordé un droit incontestable de souveraineté au vassal, il cesse de l'être, & sa terre d'être sujette aux loix féodales. L'ancien suzerain aura pu cependant réserver le droit de rentrer dans le fief à l'extinction des héritiers légitimes. Ce n'est pas une marque de vassalité, c'est une substitution stipulée, qui bien loin d'être incompatible avec la souveraineté, est conforme à ce qui s'y pratique le plus ordinairement, & qui conserve son intégrité. Il faut, pour la conservation de ce droit unique, que le prince propriétaire en renouvelle la reconnaissance. Tel est l'état des Electeurs; c'est l'objet de l'hommage qu'ils rendent à chaque élection d'Empereur. Ils déclarent que leur électorat fait partie de la République impériale, ils jurent d'entretenir fidèlement les pactes de la confédération.

A la paix de Westphalie, on accorda à la Suede le même droit de dernier ressort dans les fiefs qu'elle tient de l'empire; mais on y ajouta la condition d'y ériger un tribunal, obligé

de juger selon les loix de l'empire. La Suede n'y peut faire de loix, elle n'y est pas souveraine. Tous les autres attributs de la souveraineté ne constituent pas le souverain; ils sont cependant précieux; ils ne doivent se communiquer que dans des conjonctures singulieres: c'est ternir l'éclat de la couronne, c'est en ôter des fleurons.

CHAPITRE XXII.

Du Droit de vie & de mort.

SI l'on entend par le droit de vie & de mort, le droit simple de faire juger les accusés selon les loix, non-seulement les princes feudataires le peuvent exercer, mais encore les seigneurs qui ont des justices. Tout juge peut condamner à la mort, mais tout juge ne peut pas faire exécuter son jugement. Dans les affaires civiles, on n'est pas obligé de suivre tous les degrés de juridiction; dans les affaires où il s'agit de la vie, ou d'une peine qui tend à l'infamie, il faut nécessairement que la cause soit por-

tée devant le tribunal auquel il est donné de juger souverainement. Ainsi le cas de mort est réservé à la souveraineté, ou à ceux qui la représentent en cette partie. Ces regles sont suivies à la rigueur. On a vu en France abolir le sénéchal de Marennes, pour avoir fait exécuter un criminel qu'il venoit de condamner. Plusieurs autres exemples justifient à quel point le droit de dernier ressort caractérise le souverain.

Le peuple Romain pouvoit seul condamner un citoyen à la mort ; mais cette peine n'avoit pas lieu, pour ainsi dire, dans Rome. Il suffisoit à celui qui l'avoit méritée, d'éviter sa condamnation par un exil volontaire, lors même qu'il ne restoit qu'une tribu à donner sa voix. Sa retraite étoit libre & son séjour tranquille dans toutes les villes alliées de la République. Ils n'exceptoient que les crimes de haute trahison. Etoit-ce dans ce peuple un sentiment d'humanité ? Etoit-ce une preuve du cas qu'il faisoit de la vie des hommes ? Ce n'est ni l'un ni l'autre. Les Romains étoient cruels ; ils traitoient leurs esclaves avec la dernière barbarie ; ils les fai-

soient périr dans les supplices pour les causes les plus légères. Tout au plus, ils faisoient cas de la vie de leurs citoyens. Ils n'en faisoient aucun de celle du reste des hommes. Quintus Flaminius, sénateur, fit tuer un esclave, pour satisfaire la curiosité de son jeune favori, qui disoit n'avoir jamais vu tuer un homme. Je crois entrevoir une raison bien naturelle de la clémence dont usoient les Romains envers les coupables. Les fondateurs de ce grand empire, comme personne ne l'ignore, étoient une troupe de brigands, parmi lesquels, on en auroit trouvé peu qui n'eussent mérité la mort. Une loi qui sauve la vie à ceux qui ont mérité de la perdre, qui ne punit les plus grands crimes que de l'exil, flatte le sentiment de ceux qui ont été dans l'habitude d'en commettre ; elle se présente naturellement à leur esprit. Les voleurs de grand chemin n'en feroient pas d'autre. Telle est, je pense, l'origine de cet usage, qui seroit très-pernicieux aujourd'hui. Ce seroit bannir d'une République les criminels, & recevoir chez soi ceux des voisins. La seule peine des scélérats seroit de

courir de contrée en contrée, troublant la société & persécutant le genre humain.

J'avoue que si l'on pouvoit trouver un milieu entre une peine si douce & le châtiment horrible de la mort, ce seroit se conformer au droit de la nature ; mais il faut les concilier avec l'utilité publique. Seroit-ce une prison perpétuelle accompagnée de travail ? Il faut quelque chose de plus pour effrayer les hommes ; le grand nombre de ceux que la justice punit journellement, sont des misérables déjà condamnés par leur état à gagner leur vie à la sueur de leur front ; ce ne seroit pas les punir. Il faut jeter l'épouvante si l'on veut arrêter le crime. La liberté des chemins étoit interrompue en France entre les villes les plus voisines, lorsqu'on n'y punissoit les voleurs que par une mort simple. François I. y fit ajouter le supplice de la roue ; le brigandage cessa. L'Histoire qui nous a conservé la mémoire de ce fait, n'oublie pas la reconnaissance qui est dûe au chancelier Dubourg, comme auteur de cette ordonnance. Si l'on accompagne la prison & le travail d'un châtiment journalier

nalier assez rude pour intimider, c'est appeller la mort, c'est précipiter ses pas, c'est la procurer par les tourments. Il y a dans cette peine plus d'inhumanité; elle révolte encore plus la nature que la mort même.

Un politique qui veut épargner la vie des scélérats affecte de montrer un cœur tendre, & ne raisonne pas conséquemment. » Celui qui commet » un meurtre sera arraché de mon autel, dit le Seigneur : vous le ferez mourir, & alors j'étendrai mes miséricordes sur vous ». La mort du criminel est donc ordonnée par la Loi de Dieu; elle attire ses bienfaits.

Le droit de donner la mort, à parler régulièrement, n'est donné à personne sur la terre. Il est si souverain qu'il est réservé à Dieu seul. Les Despotes l'ont usurpé; il ne leur appartient pas. Il est contre les loix de la nature, contre celle du droit des gens & contre toute raison, que la mort dépende de la volonté & du caprice d'aucun homme mortel. Lorsqu'un prince, lorsque des magistrats condamnent à la mort méritée par les loix, ils exercent la justice comme

attribut de la Divinité.

Le droit de vie est différent : on ne donne pas la vie physiquement ; on empêche de donner la mort. C'est un acte de clémence qui n'appartient aussi qu'au souverain ; c'est une suite du pouvoir qu'il a de faire des loix. Il peut de même en exempter. Le droit d'accorder des graces aux criminels ne devoit jamais être cédé, ni communiqué. Il y en a cependant quelques exemples : l'évêque d'Orléans en jouit à son sacre. On resserre ce droit, on le restraint ; on devoit l'abolir. C'est un abus qui est le fruit d'une piété mal entendue. François I permit au duc de Lorraine de condamner & absoudre dans le duché de Bar. Son procureur général s'en plaignit à lui-même. Il lui fit appercevoir quelles en étoient les conséquences ; ses représentations eurent leur effet. On exigea d'Antoine, & après lui, de François, duc de Bar, des déclarations formelles. Elles portent qu'ils n'useroient de cette prérogative que par tolérance. Il eut encore été mieux de révoquer la permission.

Le prince lui-même doit être avare des lettres de grace qu'il accorde ;

l'usage fréquent en deviendrait pernicieux au public. C'est une affaire de calcul. De tous les crimes qui se commettent, on n'en défère à la justice que la moindre partie; entre ceux-là, plusieurs demeurent impunis faute de preuves assez évidentes, ou par la pitié des juges qui veulent fermer les yeux à leur évidence. Cette pitié, est sans doute, la plus mal entendue qui fut jamais : elle se rend complice des meurtres & des larcins; elle s'attendrait pour un coupable, elle est cruelle pour le public innocent. On craint d'avoir à se reprocher la mort d'un homme dont le crime est incertain; on ne craint pas de la donner à cent citoyens qui sont les victimes d'une impunité trop fréquente. Si le prince est encore facile à donner des grâces, de cent crimes, à peine s'en trouve-t-il deux de punis. Le grand inconvénient n'est pas qu'un coupable échappe à la peine; mais la douceur extrême multiplie les criminels. Si on ne doit pas attendre des exemples qu'ils arrêtent entièrement les crimes; il est du moins assuré qu'eux seuls les empêchent de pulluler. La clémence, la pitié sont dignes de

louange; mais, comme toutes les vertus, elles deviennent des défauts lorsqu'elles passent leurs bornes. Le bien public qui est la loi suprême, celle qui doit diriger les vues générales & les particulières, exigent que le prince & le magistrat fassent violence à la bonté de leur naturel.

CHAPITRE XXIII.

De la Souveraineté divisée.

IL paroît d'abord que la Souveraineté ne peut souffrir de partage; que si on la divise on la diminue; que si elle est diminuée, elle n'est plus le faite du pouvoir. On a même pensé que de sa nature elle est indivisible. Mais soit que l'on considère l'autorité souveraine purement comme une qualité morale, on y apperçoit diverses parties du même genre, qui peuvent par conséquent être séparées. Si on la regarde comme un être physique indivisible, qui reçoit seulement divers noms, suivant les différents objets par rapport auxquels elle agit, on conçoit qu'en plaçant son action

sur chacun de ses objets dans des mains différentes, elle peut souffrir une division. Je n'irai pas plus loin : un ouvrage de droit public ne discute point des questions métaphysiques. Son langage doit être à la portée des plus simples.

Non-seulement la souveraineté peut être divisée, mais chacune de ses parties peut encore l'être. Si on donne le pouvoir général de faire des loix à plusieurs personnes conjointement, & que la majeure partie oblige la moindre, la puissance législative ne sera point divisée, elle résidera dans l'assemblée : aucun de ses membres n'aura le pouvoir absolu & indépendant. Mais si une République, se dépouillant de son autorité primitive, donne à quelqu'un le droit permanent de faire des loix pour la justice distributive, pour la police, pour le commerce; celui de nommer des juges & des inspecteurs; à un autre, celui de décider de la guerre & de la paix, de lever des armées, de les faire agir, de les commander & d'en nommer les officiers, avec le pouvoir de faire des loix nécessaires & convenables à ces objets; à un troisieme

le droit d'ordonner, taxer & lever les impôts, de choisir les préposés, avec le même pouvoir de législation relatif à cette matière; si l'on donne à chacun la puissance coactive dans son genre; que les sujets par des loix fondamentales ou autrement, soient obligés de plier sous ces pouvoirs particuliers, chacun sera souverain dans la partie qui lui aura été confiée. Le pouvoir législatif & celui d'établir des magistrats seront chacun partagés.

Que l'on suive de même la plupart des attributs de l'autorité suprême, & que l'on rapproche de chacun la définition qu'on a donnée de la souveraineté, on s'apercevra qu'elle peut exister dans chacun d'eux séparément, & qu'ils peuvent être exercés en détail avec une puissance absolue, perpétuelle & indépendante. Les Cours de justice que l'on appelle improprement souveraines, nous offrent une image de plusieurs souverains dans un Etat. Si on suppose qu'elles ne tiennent pas leur pouvoir d'une puissance supérieure qui les a commises; qu'elles n'en doivent aucun compte à personne, & qu'elles peuvent faire

les mêmes loix qu'elles recoivent du prince , en ce qui concerne les matieres dont 'elles connoissent , il n'est point douteux que chacune ne fût effectivement souveraine pour sa juridiction.

Je n'examinerai point ici , si ces divisions seroient utiles : cette question pourra se présenter dans la suite. Mon objet est uniquement de connoître si la souveraineté peut exister sans embrasser tous les pouvoirs qui peuvent lui être attribués légitimement ; & si on peut donner le titre de souverain à des princes qui ne les réunissent pas en entier. On vient de voir qu'une seule portion peut former un souverain. Si on dit qu'il se trouvera dépendre des autres pouvoirs pour les choses qui ne composent pas son autorité ; il sera comme le prince feudataire , vassal dans ses fiefs & souverain dans ses Etats particuliers. C'est ainsi qu'un Roi qui n'aura aucun droit de mettre des impôts sur ses peuples, aura le pouvoir législatif sur toutes les matieres qui ne regardent pas les subsides. Il fera l'arbitre de la paix & de la guerre ; il fera ou rompra les alliances ; il nommera & destituera les magistrats ; il jugera

souverainement le civil & le criminel : je dis que ce Roi sera véritablement un souverain , & que le peuple qui fera les loix pour les impôts , qui constituera les juges de cet article , sera aussi souverain dans cette partie.

On peut m'opposer que la souveraineté ne peut être détachée du pouvoir d'exécuter ; que si le commandement n'opere pas l'exécution , l'autorité n'est plus existante ; qu'inutilement ce Roi déclarera la guerre , s'il dépend des sujets de fournir les finances nécessaires pour la soutenir. Cette objection prouveroit tout au plus que certains attributs de l'autorité souveraine ne peuvent pas être séparés l'un de l'autre , mais elle ne conclut pas pour tous également. Le pouvoir de juger les citoyens entr'eux , de faire des loix concernant tous les démêlés qu'ils peuvent avoir , n'a rien de commun ni avec la guerre ni avec les impôts. Ainsi on peut concevoir , même dans le sens métaphysique , une souveraineté qui aura le droit absolu de commander & de contraindre , quoi qu'on en exime tout ce qui appartient à la guerre & aux impositions.

Cette objection a encore moins de

force dans le sens politique. On fait que les princes ont des moyens qui sont indépendants des impôts ; ils ont des domaines & d'autres droits destinés à leurs dépenses & à celles de l'Etat. La supposition d'un souverain sans finances n'y peut avoir lieu ; mais ce n'est pas de la quantité ni de l'étendue des forces que dépend la souveraineté. Il n'est pas nécessaire qu'elles égalent la volonté pour donner le titre de souverain. Un prince qui n'aura ni par lui, ni par le secours de ses sujets, des facultés suffisantes pour soutenir une guerre, possède cependant le droit de la déclarer. Il n'en est pas moins souverain dans quelque sens que l'on envisage cette proposition.

On peut donc établir qu'il n'est pas nécessaire pour mériter le nom de souverain, que la souveraineté embrasse tous les objets que l'on peut imaginer soumis à l'autorité. Le principe contraire réduiroit leur nombre aux despotes ; eux seuls s'arrogent des pouvoirs démesurés que les autres souverains ne veulent seulement pas connoître. Il doit suffire qu'un Prince soit absolu & indépendant dans les parties les plus importantes, pour

être qualifié de souverain.

Cette vérité trouve encore sa place dans les Républiques foédératives. Elles sont composées , pour l'ordinaire , de plusieurs souverainetés soumises à certains égards à une autre souveraineté : leurs titres de souverain ne sont pas perdus , quoiqu'elles doivent se conformer à ce qui émane du conseil général.

On a vu le pouvoir souverain divisé entre deux Rois avec une puissance égale. Aucun d'eux alors n'aura de véritable autorité sur aucune partie : l'un peut défendre ce que l'autre aura ordonné. Si l'on divise entr'eux les espaces du temps , à l'exemple des consuls de Rome , qui exerçoient l'autorité consulaire chacun un jour ; celui qui commande fera souverain aujourd'hui , demain il sera sujet. Il verra détruire ce qu'il aura fondé le jour d'au-paravant. Son autorité ne sera pas souveraine , elle n'est pas perpétuelle.

Les deux Rois subsisterent longtemps à Lacédémone , parce qu'ils n'avoient que des honneurs & n'avoient pas de pouvoir. Mais où la puissance est effective , la pluralité des Rois ne sçauroit subsister longtemps. Romulus ne pût souffrir un égal

dans son frère, sur lequel l'âge même ne lui donnoit aucun avantage; & lorsque l'alliance des Sabins lui eût donné un compagnon dans la personne de Tatius leur roi, il trouva bientôt le moyen de le perdre. L'empire Romain a souvent vu deux Empereurs, mais l'empire se divisoit entr'eux; leur séjour étoit séparé par des mers; chacun ordonnoit dans son partage; & lorsqu'il s'élevoit parmi eux quelques querelles, on voyoit l'Orient armé contre l'Occident, & deux empires réellement distincts & séparés.

Le Gouvernement subsistera plus facilement entre trois personnes. La troisième pourra réunir les deux. Celui qui voudroit entreprendre, craindra l'union des deux autres contre lui. Cette crainte pourra contenir chacun dans ses devoirs, & empêchera de troubler l'économie du Gouvernement. Pompée, César & Crassus, sans aucun pouvoir apparent, gouvernerent paisiblement la République. Lorsque Crassus fut mort, Pompée & César ne cessèrent de se faire la guerre. Auguste, dont la politique profonde tendoit à la monarchie, trompa Antoine, lorsqu'il le fit consentir à la dé-

position de Lépide. Quelque bornée que fût la capacité de ce triumvir, il auroit maintenu la balance égale entre les deux.

Il ne faut pas perdre de vue les deux manières de communiquer la souveraineté à deux ou trois personnes ou collègues dans la même République. Si on divise les attributs, chacun aura son pouvoir indépendant, & sera souverain pour les fonctions de son partage. Si la puissance est indivise entre plusieurs, il faut encore examiner si le consentement des deux oblige le troisième. Alors, comme on l'a dit, ils ne seront souverains qu'en nom collectif. Mais s'il faut pour déterminer un acte & une loi, que le consentement de tous les trois intervienne, & qu'un seul la puisse empêcher, il paroît dans ce dernier cas qu'on peut dire que chacun est souverain. Il est vrai qu'il ne pourra pas toujours faire exécuter ce qu'il voudroit commander, & qu'il ne sera pas absolu ; mais à prendre le terme de souverain dans son sens le plus étroit, on peut l'être sans pouvoir tout ce qu'on veut. La toute-puissance n'appartient qu'à l'Être suprême. Ne pou-

LIVRE I. CHAP. XXIII. 265

voir être obligé par la volonté de personne, n'agir que par son propre consentement, & arrêter les volontés contraires par la sienne, c'est pour l'homme être indépendant. Cette espèce de souveraineté est bien orageuse pour ceux qui l'exercent; bien fatale pour ceux qui y sont soumis.

Fin du premier Livre.





LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

*De toutes les sortes de Républiques ,
& si l'on doit en compter plus de
trois.*

POUR juger de l'espece d'une République, il faut considérer par qui l'Etat est gouverné. Il est connu de tout le monde que , lorsqu'un seul prince a les rênes du Gouvernement , c'est une Monarchie ; que lorsque c'est la moindre partie des citoyens , on la nomme Aristocratie ; & que si c'est le peuple entier , on la nomme Démocratie.

Polybe compte sept sortes de Républiques ; trois vicieuses , trois vertueuses , & la septième composée des trois dont on vient de parler. Si on vouloit compter les différentes natures des états par les vices & les vertus , on en admettroit un grand nombre. Ce sont des circonstances accidentelles qui ne constituent pas une essence

effective. Pour avoir une définition juste ou une véritable idée des choses, il ne faut pas s'arrêter aux accidents qui sont infinis, mais aux différences formelles. Hérodote, avant Polybe, avoit admis une quatrième espèce appelée République mixte. Cette opinion a été suivie par plusieurs anciens & par quelques modernes, Aristote, Platon, Cicéron, Morus, Machiavel. Malgré l'autorité de ces grands hommes, on doit dire que dans toute sorte de République, on appercevra un des trois états dominant : c'est de celui-là que la République doit prendre sa dénomination.

On cite pour exemple du Gouvernement mixte, Lacédémone & Rome. L'erreur est évidente. On veut qu'à Lacédémone les deux Rois aient représenté la monarchie ; le sénat, l'Aristocratie ; les Ephores, l'état populaire : la puissance des Rois y étoit nulle. Licurgue, quoique fils de Roi & oncle du Roi régnant, ne leur en laissa que le nom. Il forma une Aristocratie dirigée par le sénat des vingt-huit. Les Ephores ne furent créés que longtemps après lui. Ils remplissoient dans ce même Gouvernement l'emploi qu'oc-

cupent les inquisiteurs d'état à Venise; Hérodote, Thucydide, Xenophon, Plutarque, Maxime de Tyr, n'ont jamais parlé de Sparte que comme d'un état Aristocratique.

Polybe, dans la même idée, a allégué l'état des Romains. Il place la dignité royale dans les consuls, l'Aristocratie dans le sénat, la Démocratie dans le peuple. On trouvera dans cette opinion plus d'esprit que de justesse. On y apperçoit à la vérité quelques rapports, mais point de ressemblance effective. Les consuls n'ordonnoient ni de la paix ni de la guerre; ils ne pouvoient faire de loi; ils ne nommoient points de magistrats; le sort decidoit de leur province, lorsque le peuple ne se mettoit pas en peine de la désigner. Les consuls n'étoient grands que hors de Rome & à la tête des armées. Si la République avoit été long-temps en paix, on eût ignoré à Rome qu'il y avoit des consuls; ils étoient de véritables sujets du peuple; ils parloient debout au peuple assis; ils essuyoient tous les jours des ignominies de la part de ses tribuns. Un exemple suffira pour faire connoître quelle étoit l'autorité réelle du sénat & des consuls.

Dans un besoin pressant de la république , le sénat demanda aux consuls de nommer un dictateur : ceux-ci qui vouloient conserver leur autorité , le refuserent. Le sénat députa Servilius-Priscus aux tribuns du peuple , (tout est remarquable ici ,) pour les supplier d'ordonner aux consuls , par leur pouvoir , de nommer un dictateur. Voilà l'aveu & la démarche de ceux que l'on veut donner pour seigneurs Aristocratiques. Voyons maintenant comment elle fut reçue des tribuns. Ils répondirent que les consuls » devoient se conformer » aux sentiments du sénat ; qu'ils le jugeoient à propos ; que s'ils ne le vouloient pas , ils les feroient mettre aux fers. » Tel étoit le traitement que le peuple préparoit aux consuls. Quels représentants de l'autorité royale !

Polybe appuie son sentiment sur ce que le sénat avoit , dit-il , l'autorité de juger les villes & les provinces , de punir les traitres & les conjurés. Il est vrai que le peuple lui en laissoit ordinairement le soin ; mais cette autorité n'étoit pas propre au sénat. Il agissoit comme commissaire du peuple. Lorsqu'on voulut punir la défection de Capoue , le sénat en demanda la commis-

310 DE LA RÉPUBLIQUE.

sion, le peuple la lui donna avec ces termes dignes d'attention: *Quod senatus eenseat, id volumus jubemusque*. Les consuls & le sénat avoit de l'autorité sans doute, mais elle étoit empruntée; elle étoit plus ou moins grande, suivant le crédit que les sénateurs avoient parmi le peuple, au moyen de leurs clients. Il est vrai que le sénat n'a cessé de lutter contre le peuple, pour rendre le gouvernement Aristocratique, & le peuple au contraire; c'est ce démêlé qui prépara les voies à Marius, à Silla, à César & à Auguste pour renverser la République. Ils mirent d'accord les deux partis en établissant une troisième forme sur les ruines des deux autres.

Que l'on parcoure les Etats, même l'Angleterre, on trouvera par-tout une autorité qui prédomine, & qui forme le caractère de la République. Il est dans l'ordre des choses que celle où le peuple aura une part considérable au Gouvernement, devienne Démocratique. Il est le plus nombreux, & par conséquent le plus fort. Que l'on réfléchisse à la division qui fut faite du Gouvernement, après l'expulsion du dernier des rois de Rome. Le sénat vouloit conserver

la domination, mais il avoit besoin d'intéresser le peuple au Gouvernement pour s'assurer de lui contre les entreprises des Tarquins. Il lui laissa une ombre d'autorité, cette ombre devint bien-tôt le corps: la retraite sur le mont sacré, & l'érection du tribunal en décidèrent. Le peuple, il est vrai, n'aime pas les fatigues du Gouvernement; il laisse volontiers exercer le courant de son autorité par ceux qu'il en juge plus capables que lui; mais il faut le satisfaire. Il ne pardonne pas les adversités qui n'ont leur cause que dans le hasard. Ce n'est pas même assez que la République prospère, il faut quelquefois donner dans ses caprices. Si par malheur on lui déplaît, il est extrême; il a bientôt repris sa domination. Je parle d'un peuple accoutumé à la liberté, non de celui qui est habitué à la servitude.

On pourroit douter si ces maximes, vraies du temps des Romains, le seroient encore aujourd'hui. Le peuple de Rome étoit tout guerrier: c'étoient des chevaliers, des soldats. Nous avons vu qu'il avoit laissé les arts & les métiers aux esclaves. Son commerce devoit être compté pour rien. Son oisiveté

lui laissoit le temps de songer à sa puissance : les mœurs ont changé. Le citoyen à présent a ses occupations, ses intérêts qui remplissent son temps & son imagination. Cette réflexion seroit très-plausible, si le peuple en Angleterre n'avoit trouvé le moyen de ne point se détourner de ses affaires particulières & d'agir sans cesse par ses représentants.

Que l'on suppose encore un peuple tout occupé de son commerce, qui se repose sur la foi de ceux qu'il a commis au Gouvernement : il est aisé de le tirer de cet assoupissement. Des ressorts domestiques ou étrangers le reveilleront ; & le réveil sera d'autant plus dangereux, que cette populace, ignorant par elle-même ce qui est utile, ou ce qui ne l'est pas, ne suivra que l'impression qui l'aura fait mouvoir. Elle se ressouviendra qu'elle peut ordonner ; elle ordonnera sans en approfondir les conséquences. La Hollande, dans l'érection du Stathouderat, vient de donner une preuve bien authentique de ce que j'avance.

L'empire Germanique paroît à quelques-uns représenter l'assemblage des trois Républiques. L'Empereur y tient

la place de monarque avec bien plus de grandeur que ne faisoient les rois de Lacédémone ; les électeurs & les princes y représentent la noblesse d'une maniere bien digne & bien relevée ; & les députés des villes paroissent y former le tiers-Etat. Mais dans le fonds , le souverain pouvoir , pour ce qui regarde l'union des différents corps , réside dans la diete de l'Empire. C'est de-là que partent les décisions , les loix générales , les délibérations qui engagent les confédérés. Le Gouvernement de l'union est Aristocratique.

Aussi l'opinion générale est revenue à ne distinguer que trois especes de Républiques. Le savant Auteur de l'esprit des loix en a compté quatre : il a distingué le despotisme de la monarchie ; il n'ignoroit pas cependant que l'un & l'autre sont le pouvoir d'un seul. Il connoissoit la signification du terme *Monarchie* : il n'auroit pas soutenu sérieusement ce sentiment. Il cherechoit sans doute à faire valoir ce qu'il appelle ses trois principes & qui lui sont si chers , la vertu , l'honneur & la crainte.

CHAPITRE II.

De la Monarchie & du Despotisme.

LE titre de Roi, quoique le plus usité parmi nous, ne répond pas au terme de Monarque. La monarchie est le Gouvernement souverain d'une seule personne; au lieu que l'on a vu souvent deux Rois dans le même Etat.

La monarchie est seigneuriale, royale ou tyrannique. On doit entendre ici par monarchie seigneuriale, ce que l'on appelle communément le despotisme. C'est celle où le souverain s'étant rendu maître, par les armes, a imposé des loix féroces & gouverné comme un maître commande à ses esclaves. Les sujets vivants n'y connoissent aucune propriété, leur succession est dévolue de droit au monarque, leur vie dépend d'une volonté bisarre; la liberté générale y est engloutie.

La monarchie royale est douce & légitime. C'est celle où les peuples reconnoissent avec joie un souverain; où ils jouissent d'une liberté honnête pour leurs personnes & pour leurs biens; où ils obéissent par devoir, & où on les conduit par la raison. La monarchie

tyrannique est celle où le citoyen opprime la liberté de sa patrie , & s'empare de l'autorité par la force ou par la ruse.

La première monarchie que l'histoire nous fait connoître étoit seigneuriale , autrement despotique : c'est celle d'Assyrie fondée par Nemrod , qui signifie *Seigneur terrible* : nom bien convenable à celui qui exerça le premier une autorité qui effraye la nature. L'Ecriture Sainte , en parlant des Assyriens & des peuples d'Egypte , les appelle toujours esclaves. Les rois des Perses & des Medes se faisoient adorer. Quelle est la misere de l'homme ! D'un côté , ce que la terre renferme ne peut éteindre en lui la soif de la grandeur. De l'autre , à quel point d'humiliation ne peut pas le porter la force de l'habitude & du préjugé ! L'Asie , l'Afrique ne nous offrent que la même espece de monarques. On les a trouvés semblables dans l'Amérique ; Le Gouvernement a été barbare comme le temps & les lieux.

Charles - Quint trouvant dans le nouveau monde des peuples accoutumés à ce joug , conserva cet empire sur les biens. Les naturels du pays ne possèdent les domaines qu'à titre de ferme.

& à vie. Les Espagnols y sont propriétaires ; leurs colonies , dont l'intérêt est de tenir les anciens habitants asservis , s'opposent au cours naturel des événements ; sans ces colonies il eût été bien difficile de faire observer de si loin une loi si dure. Celui à qui on ravit ses biens & sa liberté , hazarde volontiers , pour les recouvrer , une vie qui lui devient à charge. Ce seroit du moins la façon de penser des peuples de l'Europe ; plus fiers , plus belliqueux , ils n'ont jamais enduré les fers du despotisme , il seroit dangereux d'entreprendre de les leurs faire porter. Le climat suffit-il pour changer le fonds des caractères ?

L'exemple du Danemarck est unique ; il est récent , sa durée seroit-elle longue si le souverain usoit de l'étendue des pouvoirs que des circonstances lui ont fait accorder. Le gouvernement étoit devenu Aristocratique , la noblesse avoit enchaîné le Roi & la bourgeoisie , celle-ci fatiguée d'un joug plus rude d'autant qu'il étoit plus immédiat , ne songea qu'à donner à son Roi une supériorité que la noblesse ne pourroit plus renverser , ils ont réussi jusques à présent , le Gouver-
nement

nement y est plus doux que dans plusieurs monarchies royales.

Le droit des gens , sauvage comme les esprits , a pu autoriser le prince qui subjuguoit ses ennemis déclarés, à s'emparer de leurs biens & de leur liberté. Jacob prêt à faire son testament , dit à Joseph : » Je te donne par préciput , au-dessus de tes freres , une terre qui m'appartient. Je l'ai emportée sur l'Amorrhéen avec mon arc & mon épée ». Mais jamais ni le droit ni la raison n'ont pu justifier le conquérant qui a ravagé le monde & qui a enchaîné ceux qui ne l'avoient pas insulté.

Les princes , adoucis peu à peu par l'humanité & par les bonnes loix , relâcherent insensiblement la rigueur du despotisme. On lit que les rois de Perse faisoient dépouiller & frapper de verges les plus hauts seigneurs de leur Empire. Artaxercès ordonna le premier qu'ils seroient seulement dépouillés , & que l'on ne frapperoit que leurs vêtements : il voulut aussi que l'on arrachât le poil de leurs chapeaux à la place de leurs cheveux.

Je croirois que les conquêtes des Romains ont contribué , plus que

toute autre cause , à bannir le despotisme. Ils conquéroient comme République , & portoient par-tout avec eux l'amour de la liberté & la haine des Rois. Lorsqu'ils ont détruit ou transporté des peuples dont ils n'espéroient pas gagner les cœurs , ils ont repeuplé leurs terres de leurs propres colonies : mais lorsqu'ils ont trouvé des peuples dociles , ils leur ont imposé des loix douces. L'appas de la liberté facilitoit leurs conquêtes ; la douceur dont ils usoient envers des peuples soumis , étoit un moyen infailible de les conserver. Ils ont détrôné des Rois , & leur ont rendu leurs couronnes sous la condition de traiter leurs sujets avec humanité. Les Rois qui n'étoient pas encore subjugués , commencèrent à craindre leurs peuples ; ils sentirent combien il leur étoit important de les empêcher de courir sous des loix plus favorables. Ils ne le pouvoient qu'en soulevant le poids dont ils étoient chargés. Les peuples de leur côté , assurés que leurs plaintes seroient reçues , voyant devant eux des protecteurs , commencèrent à s'affranchir de la sévérité de la servitude : les Rois n'osoient les réprimer. Tout

concourut à rendre au genre humain une liberté telle qu'il devoit la désirer, & à réconcilier le pouvoir avec la raison.

CHAPITRE III.

De la légitimité & de la durée des Empires despotiques.

LE Despotisme est si abhorré, que l'on croit pouvoir employer toutes sortes de raisons pour le décrier. » Une » autorité contre les loix de la nature, dit-on, ne peut être légitime. » La nature a fait des hommes libres ; » le despotisme en fait des esclaves ». La prévention porte un peu trop loin. Les sujets du Despote ne sont pas précisément esclaves ; on y trouve quelque différence. Le sujet jouit sous cet empire d'une espece de liberté ; il a les droits de famille, il fait ce qu'il trouve à propos dans sa maison ; il ruine, il édifie, il commerce, il voyage, il parcourt la terre & la mer. C'est du moins un esclavage bien adouci ; mais quand il seroit plus resserré, il ne seroit pas contre le droit des

gens : on l'a suffisamment prouvé ci-devant. On dira inutilement qu'une chose est contraire à la nature : il suffit que toutes les nations de la terre soient convenues de s'y conformer. Une erreur cesse d'en être une, lorsque le commun accord des hommes l'autorise. Cet accord peut même en faire une loi. Lorsque tous les peuples de l'univers, ceux de l'Europe exceptés, se sont soumis à une domination, pourra-t-on dire qu'elle est illégitime ? Le droit d'une guerre juste a de tous les temps autorisé la servitude.

Cependant il faut convenir qu'il y a une injustice réelle qu'aucun concert des hommes ne peut justifier. Si l'on remonte à l'origine, c'est, sans difficulté, la violence qui a fait les Despotés ; ou, si l'on veut, ils ont abusé du pouvoir qui leur étoit confié par la multitude. Cette même violence a établi ce qu'on appelle le droit de conquête & le droit des gens. Les conquérants ont dit aux peuples : « Je vous ai conquis, vous êtes à moi ». Que pouvoient répondre des vaincus auxquels une réplique auroit coûté la vie ? L'habitude, l'éducation, le

préjugé ont fait le reste. J'ai remarqué ailleurs que dans les premiers temps on ne connoissoit pas les différents degrés d'obéissance ; on ne connoissoit pas , par conséquent , les différents degrés d'autorité : on ignoroit les milieux. On n'obéissoit pas où l'on étoit esclave : on ne commandoit pas où l'on étoit maître absolu. Lorsque Thémistocle, condamné par son ingrate patrie, se réfugia chez le roi de Perse, il s'adressa à Artaban qui lui dit : » Grec, » chaque peuple a sa maniere de pen- » ser. Vous estimez par-dessus tout la » liberté & l'égalité : pour nous , nous » estimons comme une chose louable » le devoir d'adorer notre Roi , com- » me l'image du Dieu de la nature ». Les sujets croyoient que les Rois n'étoient plus des hommes : ils les considéroient comme des êtres envoyés du ciel pour leur commander. L'obéissance ne pouvoit être trop aveugle.

Mais le genre humain peut appeller de ces décisions & de cette stupidité ; il ne faut qu'interroger le ciel, (je parle pour toutes les Religions). Le ciel a-t-il créé des hommes dans le dessein unique de former des sujets

pour des souverains ? Ou bien a-t-il choisi parmi les hommes les souverains , pour conduire & gouverner leurs semblables ? Je pense que l'on ne doit pas hésiter sur la réponse. La Providence divine n'a pas eu en vue les souverains eux seuls , quand elle a donné l'être à l'univers. Ce n'est pas pour servir à leurs passions qu'elle a formé un nombre innombrable d'hommes du même limon. Dès-lors toute domination qui ne tend pas à un gouvernement conforme à la nature , est une domination injuste par elle-même. Le souverain n'a jamais pu penser qu'il fut le motif déterminant pour lequel le Ciel a fait naître ses sujets. Il les a soumis à lui pour les conduire & les conserver , & non pour être les victimes d'un pouvoir arbitraire.

Le pouvoir despotique est non-seulement illégitime ; il est encore humiliant pour la souveraineté , si on fait distinguer entre le véritable éclat & le faux air de grandeur. Il est dans l'ordre naturel que les plus grandes affaires qui occupent le Despote, soient les intrigues des femmes de son sérail ; qu'il soit élevé dans l'ignorance

ce ; qu'il vive dans l'incapacité ; qu'il soit comme forcé d'abandonner les affaires de son Etat & lui-même à un seul ministre ; & que mille imperfections le rendent méprisable. L'esprit des loix a mis cette réflexion dans tout son jour *. Quand on considère * Liv. 2. c. 5. combien il faut de qualités héroïques pour fonder un Empire despotique , & qu'on leur compare celles qui en résultent , on est étonné que le torrent qu'on a vu descendre de la montagne avec éclat , arrive dans la plaine pour s'y convertir en eaux mortes & corrompues. Les extrêmes produisent souvent les extrêmes opposés.

La durée des Empires despotiques est ordinairement assez prolongée. L'Histoire en fournit des exemples. Ce sont des grands corps dont le poids est difficile à ébranler. L'assujettissement y est trop servile , la crainte gravée trop profondément dans les cœurs pour que les grands osent entreprendre de les diviser. Un soulèvement général , possible dans un petit Etat , est comme impraticable dans un grand royaume. La révolte qui éclate d'un côté , est accablée dans l'instant par l'aveugle obéissance des provinces qui

ne sont pas du complot. La nature de ces Empires est de durer jusqu'à ce que quelqu'un se présente pour les conquérir. Leur ruine est facile alors : les peuples ne connoissent point l'attachement pour leur prince : ils n'ont pas de propriété à défendre. Leur joug est si rude qu'ils ne peuvent perdre à le changer : une bataille décide ; ils se donnent au vainqueur.

Un empire Despotique peut être affermi par son propre poids & par la foiblesse de ses voisins , mais le sort de celui qui occupe le trône est sans cesse chancelant , les dangers l'assiègent. Ce n'est que par une force toujours agissante , que l'on peut entretenir une obéissance de servitude. Il a fallu communiquer à cette force un mouvement violent , supérieur aux obstacles que l'on peut lui opposer. Ce mouvement imprimé agit sur le souverain , lorsqu'il n'a pas d'autre exercice. Le Monarque aveuglé , jetté dans les cachots , ou égorgé , sont les catastrophes familières du despotisme. Le palais ruisselant du sang des princes que le nouveau Despote sacrifie à la sûreté de sa grandeur , est le spectacle affreux que doit

offrir toute domination, où le prince ne connoît d'autre loi que sa volonté.

CHAPITRE IV.

De la Monarchie Royale.

TOUT auprès de l'image funeste du despotisme, la Monarchie royale vient présenter une autorité modérée, douce & légitime. Elle connoît des loix; elle respecte la liberté; & bien loin d'envahir les biens des sujets, elle est établie pour leur en assurer la jouissance & la propriété. Un Monarque légitime est celui qui obéit aux loix de la justice, autant qu'il desire que les peuples obéissent aux siennes. Les Perses avoient caractérisé trois de leurs souverains par les noms qu'ils leur avoient donnés. Cyrus l'aîné disoit que l'Empire ne convenoit qu'à celui qui étoit meilleur que ceux auxquels il commandoit : ils l'appelloient Roi. Cambise étoit fier & superbe, on l'appella Seigneur : *Dominus*. Darius établit les impôts, on le nomma Marchand.

Aristote compte quatre especes de

Rois : celle des temps que l'on appelloit héroïques, où le Roi faisoit les fonctions de juge, de capitaine & de sacrificateur ; il étoit électif. Celle où la couronne est transmise par droit de succession ; elle est propre, dit-il, aux peuples barbares. La troisieme espece est celle des rois de Lacédémone, capitaines seulement & de droit héréditaire. La quatrieme est le Despote. Celle-là ne devoit point entrer dans la classe des Rois : son Empire est absolu : il ne gouverne pas, il maîtrise. *Rex*, selon son étymologie, signifie celui qui régit.

Il importe peu de quelle maniere on parvienne à la couronne pour porter le titre de Roi : que ce soit par élection, par succession, par intrigues, ou par la force des armes ; il suffit d'être reconnu & proclamé tel. Les successeurs d'Alexandre n'osèrent d'abord prendre ce nom respectable. Antigonus fut le premier auquel son armée le donna après une victoire qu'il remporta sur Ptolomée. Les sujets de celui-ci le lui déférerent aussitôt pour montrer qu'ils n'étoient pas accablés de sa défaite. Sur ces exemples, *Seleucus* & *Lyfmachus* en prirent la qualité.

Le nom de Roi a été auguste dans tous les temps : c'est le titre que les souverains ont porté dans l'antiquité la plus reculée. Celui d'Empereur est moderne en comparaison. Nous connoissons plusieurs manières de l'obtenir. Les Papes ont érigé des provinces en royaumes : ils ont donné le titre de Roi : ils sont les vicaires du maître des couronnes de l'univers. La piété des nations, leur respect pour leur dignité sacrée a fait approuver ces dons. Les empereurs Germaniques ont aussi donné le titre de Roi : les princes & les peuples ont voulu le trouver bon. Le grand duc de Moscovie a pris la qualité d'Empereur du consentement de tous les autres potentats. Dans le fonds, le Monarque de l'état le plus puissant, quelque soit son titre, sera toujours le plus respecté.

La manière de gouverner distingue le Roi du Despote, l'autorité légitime de l'irrégulière. Cette distinction a sa source dans la nature & dans l'origine de l'autorité. Que l'on se transporte dans les temps où les hommes vivoient séparés comme les bêtes sauvages ; ils se conduisoient comme elles, mais ils pensoient. Le germe du

droit naturel étoit placé dans le fonds des cœurs. Il renferme tous les devoirs de rigueur de l'homme vis-à-vis de l'homme dans un seul principe : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qui vous fût fait.* Ce précepte comme défense, comprend toute espèce de justice : si on le tourne en précepte de commandement : *Faites pour autrui ce que vous voudriez qu'il fût pour vous ;* il embrasse tous les devoirs de la société ; on y trouve la règle de la défense mutuelle & de la charité. Toutes les loix civiles & morales ne sont que des détails qui se rapportent plus ou moins immédiatement à ce double précepte. Mais la malice des hommes, plus impérieuse chez la plupart que leur raison, étouffoit ces lumières naturelles : les conséquences qui en dérivent n'étoient point suivies. On sentit bientôt la nécessité de prendre des mesures, & de forger un frein capable d'arrêter les prévaricateurs. Ainsi le premier objet des sociétés civiles, a été de faire observer ces loix, dont la nature avoit imprimé le sentiment, & d'y contraindre ceux qui voudroient s'en écarter. Les pensées, peu-à-peu développées, firent connoître

que, pour y parvenir, il falloit établir un pouvoir de commander & une obligation d'obéir.

On s'appërçoit que l'autorité a dû s'étendre sur tous sans distinction, & que la difficulté a consisté à gêner l'autorité même. Si elle n'obéit pas aux loix naturelles, les maux que les hommes ont voulu éviter, en deviennent plus grands. Le désordre aura toute la force dans sa main. On a pu prendre différentes routes pour arriver au même but. On a pu remettre l'autorité sur la tête de plusieurs pour éviter l'indépendance de chacun de ceux qui l'exerçoient. On a pu la placer dans les seules loix, & en commettre l'exécution à des magistrats passagers & électifs. Les peuples qui l'ont confiée à un seul, ne l'ont fait que parce qu'ils l'ont cru un homme juste, & incapable de trahir la confiance publique. Il résulte de cet ordre, que lorsque le pouvoir cessera d'être conforme aux vues pour lesquelles il a été attribué, il cessera d'être légitime. La domination de Nembroth est le premier empire que nous connoissons; mais ce n'est pas sous lui que se forma la première société civile, ni par conséquent

la première autorité. Ce fut un abus de celles que les sociétés avoient instituées.

Le pouvoir, quel qu'il soit, doit avoir ses regles. S'il est désordonné, il ne peut faire régner le bon ordre. Mais lorsqu'un Roi respecte les loix naturelles, & que les sujets obéissent à celles qu'il leur donne en conséquence, c'est la loi qui gouverne des deux côtés; dans la monarchie seigneuriale, au contraire, c'est l'homme livré à lui-même, c'est-à-dire, l'impétuosité des caprices & des passions. L'un de ces Etats est une mer orageuse qui menace du naufrage à tous les instants: l'autre est une mer calme qui offre à la vue des rivages rians. Qui pourroit conseiller assez mal un prince, pour lui faire préférer le danger des écueils, à une navigation heureuse & tranquille?

On lit dans Denis d'Halycarnasse, que » les villes Grecques étoient dans » les premiers temps gouvernées par » des Rois, non despotiquement, comme les nations barbares, mais selon » les loix & les coutumes du pays. Celui-là passoit pour le meilleur Roi, » qui étoit le plus juste; qui étoit le

LIVRE II. CHAP. IV. 231

» plus religieux observateur des loix, &
 » qui ne s'éloignoit jamais des coutumes du
 » pays. Ces petites monarchies, ainsi
 » limitées, subsisterent long-temps dans
 » cet état ; mais quelques Rois ayant
 » commencé d'abuser de leur pouvoir,
 » & de gouverner à leur fantaisie, les
 » Grecs se laisserent de les souffrir : ils
 » abolirent cette espece de gouver-
 » nement ».

Si l'autorité doit se contenir dans les bornes que lui prescrit la raison, les hommes d'un autre côté ne sauroient trop sentir à quel point elle leur est nécessaire, pour les garantir de l'abus qu'ils feroient de leur pleine liberté. Leur propre obéissance leur est avantageuse : le moyen de la rendre douce, est de réfléchir sur la vérité de ce principe, & d'y plier sa volonté. On rapporte que les anciens Perses pratiquoient un usage bien ingénieux pour en convaincre les peuples. A la mort de chacun de leurs Rois, on passoit cinq jours dans l'Anarchie, sans autorité, sans loix : la licence n'étoit ni réprimée alors, ni châtiée après. C'étoient des jours donnés à la vengeance, aux larcins, à la violence. Les sujets rentroient avec bien de la joie

sous l'obéissance du nouveau prince.

Quoique la dignité royale soit égale par-tout, le pouvoir des Rois n'est pas par-tout le même. Les constitutions des Gouvernemens monarchiques different entr'elles. Un peuple peut se soumettre à l'autorité d'un monarque sous des conventions qui deviennent aussi inviolables pour celui qui commande que pour ceux qui obéissent. Il peut choisir un Roi, & lui remettre le soin de prescrire les loix fondamentales. Il peut enfin être assujetti par la conquête. Dans ces deux dernières circonstances, l'établissement formé par ce Roi législateur, ou par ce Roi conquérant, caractérise la constitution particuliere de l'Etat : on sent de combien de manieres les loix y peuvent être diversifiées.

Les qualités propres au gouvernement ne sont pas toujours celles du cœur. La douceur, la clémence, la libéralité, la religion, vertus bien dignes d'un prince, seront nuisibles à l'Etat, si elles sont poussées trop loin. Celui qui ne saura pas refuser, donnera à la protection, aux prieres des courtisans, les emplois & les dignités dûs au mérite. Si la clémence

n'a pas ses bornes, l'impunité multipliera les crimes. Si la libéralité s'étend trop loin, le peuple sera oppressé, l'Etat endetté. J'oserai le dire, si la piété du prince n'est pas éclairée, l'Etat sera en proie au monstre de l'hypocrisie; l'autorité royale sera abandonnée, non à la Religion, mais à son simulacre. Jamais prince ne fut plus religieux que saint Louis, & jamais souverain ne soutint avec plus de fermeté les droits de sa couronne, contre les entreprises du Clergé. Cependant l'excès de son zèle, épuisa le sang & les richesses de son royaume par des croisades saintes, mais imprudentes. Combien un souverain doit-il être en garde contre ses passions, puisqu'il doit se défier de ses vertus!

François I, bon prince, brave, galant, fastueux, usant peu de temps à réfléchir, introduisit en France les Traitans & avec eux de nouveaux impôts. Il avilit l'éclat de la justice en rendant les charges de judicature vénales. Ces maux, une fois répandus, deviennent incurables. Mais ceux qui dirigeoient ses finances ne trouvoient pas d'autres ressources pour subvenir aux dépenses du prince. C'é-

toit pour eux , disoient-ils , une nécessité. François I, soit par la longueur de sa prison, soit par les chagrins que lui causa une longue maladie, qui le conduisit au tombeau, devint plus réfléchi. Il fut sévère ; il apprit à refuser ; il jeta lui-même l'oeil sur ses finances : ses dettes se trouverent payées à sa mort : il laissa un trésor considérable pour son temps : les tailles qui étoient auparavant consommées par avance, étoient arréragées : cependant il n'avoit rien diminué de l'éclat de sa maison. La bonne direction, & le bon ordre fournissoient plus à la dépense que les impôts.

CHAPITRE V.

Du pouvoir des Souverains sur les Loix.

LES corps politiques ont plusieurs especes de loix. On les divise communément en loix civiles & loix politiques. On entend par les loix civiles celles qui régulent les intérêts des membres d'une société, pris séparément, & dans les relations qu'ils ont des uns aux autres. Les souverains sont

au-dessus de ces loix : c'est une conséquence nécessaire du droit qu'ils ont de les faire. Ils peuvent les modifier, les interpréter, les annuler, en donner de meilleures. On ne peut, avec quelque raison, contester ce droit à la souveraineté.

Mais la force de ces loix n'est pas la même dans les différentes especes de souveraineté. Il faut distinguer dans quelles mains elle réside ; si c'est dans celle du peuple, ou d'un conseil de plusieurs. Les loix sont perpétuelles, non dans le fait, mais par leur nature. Si au contraire, la souveraineté est sur la tête d'un seul, l'autorité des loix qu'il publie, ne dure, par elle-même, qu'autant que sa vie. Si elles subsistent après lui, c'est par la volonté, par le consentement exprès ou tacite de celui qui lui succede. Il dépend de lui de les révoquer. Si ce principe étoit hors du vrai, il en résulteroit, comme on l'a dit ailleurs, que la souveraineté ne se trouveroit pas même parmi les Rois héréditaires ; le successeur seroit lié par les loix de celui qui l'auroit précédé.

Ces maximes qui regardent généralement toutes les loix civiles, s'ap-

pliquent plus particulièrement aux ordonnances d'octroi, aux privilèges, aux immunités. Ce sont autant d'especes d'aliénations. Le souverain n'en peut point faire qui puissent, après lui, porter du préjudice à ses successeurs. Son domaine ne lui appartient pas. C'est une contrariété bien remarquable dans les choses humaines : les plus puissants des hommes n'ont qu'un usufruit, les plus foibles ont une propriété. Le chancelier de France, l'Hôpital, refusa constamment de sceller un privilege d'exemption de tailles pour Saint Maur-lès-Fossés, parce qu'il portoit un affranchissement perpétuel. On voit dans le même royaume, à chaque avènement à la couronne, les corps & communautés & les particuliers taxés pour la confirmation de leurs privileges & de leurs concessions. C'est une preuve incontestable qu'ils ont pris fin par la mort de ceux qui les avoient accordés. On peut encore appercevoir ici, que lorsque la souveraineté réside dans un corps, le pouvoir en est plus absolu. Le corps ne meurt jamais : les privileges y sont permanents : ce n'est pas l'homme, c'est l'Etat qui en dispose.

On doit excepter de cette regle les privilèges qui seroient accordés à une ville, à une province que l'on annexe à un Etat. C'est alors un contrat. Ce n'est plus aliéner des droits acquis: ce n'est plus, par conséquent, faire tort ni à la couronne, ni aux successeurs: ce n'est changer l'état des choses que pour acquérir sous une condition. Aucune justice ne permet de s'en départir de part ni d'autre.

L'esprit Républicain a trouvé des raisons à opposer au pouvoir du souverain sur les loix. On a commencé par les formules si connues des édits: *Par cet édit perpétuel & irrévocable; à tous présents & à venir, & autres semblables, dont on usoit à Rome & ailleurs, & dont l'usage s'est conservé jusqu'à nous. C'est le langage de celui qui pense faire au mieux, qui se flatte que sa loi est assez bonne pour durer toujours. On fait rarement des loix pour n'être que provisionnelles. Ces formules n'ont jamais été regardées comme obligatoires: ce sont des paroles, & rien au-delà.*

L'argument le plus spécieux paroît être pris des serments que les souverains ont coutume de faire lors de leur

intronisation. Ils promettent ordinairement de conserver les loix ; mais il seroit puérile de penser que le serment s'étend à toutes les sortes de loix , & qu'il oblige dans la précision des termes. Il oblige conformément à l'esprit qu'il renferme. Cet esprit pourroit permettre & même exiger que le prince annullât la même loi qu'il auroit juré positivement d'observer ; il le doit lorsque, par des cas nouveaux, le bien de l'Etat le demande ; le serment oblige uniquement de ne le faire qu'à propos. Cette obligation est naturelle : elle existe sans le serment.

Un des plus anciens formulaires des serments des rois de France , mérite d'être rapporté : il est simple , il est abrégé & renferme tout ce qu'un Roi doit à ses sujets , en conservant sa souveraineté : *Je jure , au nom de Dieu tout-puissant , & promets de gouverner bien & duement li sujets commis en me garde , & faire de tout mon pouvoir jugement, justice & miséricorde.* Ce serment n'a pas besoin d'interprétation : celui qui gouverne bien & duement , & qui fait justice , remplit tous ses devoirs.

On peut remarquer une différence bien caractérisée entre ce serment &

celui d'Henri, duc d'Anjou, lorsqu'il reçut la couronne de Pologne. Il suffira d'en rapporter la dernière clause, pour que l'on apperçoive combien on peut concevoir de degrés dans la puissance de ceux auxquels on donne le nom de souverains : *Esti, quod absit, Sacramentum meum violavero, nullam nobis incolæ hujus regni obedientiam præstare debebunt.* Ce serment est dicté par la justice la plus rigoureuse; il exprime la réciprocité des engagements que le droit naturel impose généralement à tous les hommes. Mais c'est une des loix naturelles dont les souverains sont exceptés. L'inconvénient en seroit trop funeste à la société : elle rendroit l'obéissance arbitraire.

Si le souverain n'est pas lié par les loix de ses prédécesseurs, il l'est encore moins par les siennes propres. Les canonistes décident que le Pape ne se lie jamais les mains ; pourquoi ne le diroit-on pas des Monarques ? Il est toujours sous-entendu que c'est l'équité qui délie celle des uns comme celle des autres. Le prince a pour lui les raisons communes à tous les hommes, qui leur permettent de changer

ce qu'ils ont fait. Il a par-dessus eux à conserver les droits de sa majesté, & ceux de son Etat, auxquels il doit plus qu'à lui-même. Ces droits exigent souvent qu'il renverse ce qu'il aura édifié. Il est étonnant qu'une proposition aussi évidente ait trouvé des contradicteurs.

On a voulu soutenir l'opinion contraire par l'exemple des loix irrévocables chez les Medes; par l'obligation prétendue dans laquelle fut leur roi de laisser jetter, malgré lui, Daniel dans la fosse aux lions. On a cité la réponse de Périclès aux Lacédémoniens, lorsqu'ils vouloient engager Athenes à révoquer l'édit qui causa la guerre du Peloponèse, & d'autres faits dans le même goût. Ces traits d'histoire n'empêcheront jamais que la maxime d'Etat que l'on a établie ne soit véritable. La condition des rois & celle des peuples seroit bien à plaindre si le prince, auquel il est impossible de tout voir, de tout peser, forcé d'abandonner le détail des réflexions à ceux qu'il commet au gouvernement, ne pouvoit corriger une erreur, lorsque ses yeux sont dessillés.

L'histoire de Daniel nous apprend
que

que les courtisans persuaderent au roi des Medes, qu'il n'étoit pas le maître d'accorder la grace d'un sujet coupable de ne s'être pas soumis à son édit. Daniel commençoit à occuper la faveur; il étoit étranger; la jalousie des grands leur suggéra la fausse application de la loi nationale. Lorsque le roi des Medes s'en fût apperçu, il leur fit subir le supplice auquel Daniel étoit échappé. Cet exemple éclairci, prouve, au contraire, combien les discours spécieux de ceux qui assiegent le trône doivent être suspects; que la position nécessaire des Rois, qui les expose à être plus aisément surpris que le général des hommes, les autorise encore davantage à changer leurs loix. Cet exemple nous montre encore le traitement que méritent ceux qui, faisant entrer leurs passions & leurs intérêts dans les conseils qu'ils donnent aux princes, abusent indignement de leur confiance & de leur facilité.

La décision doit être la même; quoique le souverain ait reçu un prix de ce qu'il a accordé. Il peut toujours reprendre ce qu'il a donné, & rendre ce que lui ou ses prédécesseurs ont

reçu, ou plutôt l'équivalent. Un roi d'Arragon ordonna par une loi que le titre de la monnoie ne seroit jamais changé; & ses Etats s'engagerent, à leur tour, de lui payer un certain subside tous les sept ans. On a soutenu mal-à-propos que dans ces circonstances le souverain ne pouvoit changer une loi. Celle-ci fut annullée : les sujets n'avoient aucune raison de se plaindre, s'ils ne perdoient qu'autant qu'ils gagnoient par le retranchement du subside. Si cependant cette loi eût été observée depuis plusieurs siècles, si elle eût acquis la force que leur donne le long espace des temps & la longue possession, il convenoit mieux que le roi d'Arragon la laissât subsister.

Après avoir disputé aux Rois le droit d'abroger les loix qu'ils ont publiées eux-mêmes, on a cherché des raisons pour les dissuader d'en user. On est tombé dans un autre excès : on a dit que la variation étoit indigne de la majesté souveraine, qu'elle étoit une foiblesse, un aveu de peu de réflexion, & même d'imprudence : on s'est mépris.

On a substitué une fausse grandeur à la majesté véritable, l'orgueil à la

dignité, l'opiniâtreté à la droiture.

Les Rois, accablés sous le nombre inimaginable des objets que présente le Gouvernement, ne prétendent pas à l'infailibilité : auroient-ils à rougir d'une erreur dont le reproche ne tombe pas sur leur personne ? Si par des liaisons quelquefois imperceptibles, ou par l'abus de ceux qui exécutent, ce qu'ils auront ordonné dans des vues de bien, produit un effet que l'on n'a pas prévu, faudra-t-il laisser subsister le mal dans l'idée d'une grandeur imaginaire ? Le prince ne recule pas, lorsqu'il rétrograde sur le chemin qui l'a égaré, il s'avance vers la bonne voie. On veut donner à des Rois les qualités des petites ames. Si un ministre, enflé d'une folle vanité, parvenoit à inspirer à son prince ces maximes, on pourroit s'écrier avec l'auteur de l'esprit des loix : *Tout est perdu.*

Charles V. surnommé le Sage, convoqua les Etats sur les plaintes de la Guienne ; il leur dit : « Qu'il les avoit » fait venir pour avoir leurs avis, & se » corriger, s'il avoit fait quelque chose qu'il ne dût pas faire ». C'est penser en Roi. Un sentiment contraire est un sentiment dur : il est d'obstination & de fausse gloire.

Ceux qui n'ont pas voulu étendre aussi loin leurs doutes sur l'autorité des princes, se sont contentés de mettre en question, si le droit des souverains alloit jusqu'à changer les coutumes & les loix de police générale & en usage, sans le consentement des Etats représentatifs de la nation. Il est vrai qu'on a vu en France, où l'on ne dispute pas la souveraineté du Monarque, les Rois consulter leurs Etats, leur proposer les réglemens qu'ils croyoient convenables, & les mettre en délibération. Doit-on conclure que le consentement des Etats étoit nécessaire ? Non, sans doute. Celui qui demande un conseil, veut entendre & discuter les raisons ; cette démarche ne l'oblige pas à le suivre. On a vu dans ce même royaume, dans le temps où l'usage des Etats étoit le plus fréquent, la loi que l'on appelle *l'Edit des meres*, changer l'ordre auparavant établi dans les successions, sans consulter les Etats.

Les exemptions, les dérogeances aux loix générales accordées en faveur des particuliers, offrent une matière plus délicate. Abroger une loi que les changements des temps, ou

des circonstances ont rendu inutile, ou désavantageuse, c'est protéger l'Etat, c'est être attentif au bien de tous. Déroger à une loi qui demeure en vigueur, pour n'en exempter que quelques personnes, c'est partialité. Les rangs différents peuvent bien faire tolérer des inégalités dans certaines loix, comme seroit la maniere différente de succéder des nobles & des roturiers, mais elles doivent être uniformes pour tous ceux du même ordre. Les différences qui seront bonnes entre les rangs, seront des distinctions désagréables entre les particuliers du même étage.

Toute loi commune à tout un ordre de sujets, est comme une chaîne qui lie ces sujets au souverain, & qui les unit les uns aux autres. Si on ôte quelques-uns des ces chaînons, ceux qu'ils unissoient sortent du rang; l'union est interrompue, la chaîne perd sa force, les liaisons de chaque membre vis-à-vis de l'Etat, & dans le rapport des citoyens entr'eux, ne sont plus les mêmes: c'est un désordre. C'est des enchaînements réciproques & imperceptibles, que résulte toute l'économie de l'Etat. Les acceptions

sont la suite de l'importunité. Mille ressorts cachés , peut-être odieux , font agir la protection qui les procure. Les exemptions ne peuvent jamais concourir au bien public : elles doivent nécessairement répandre beaucoup d'abus. Il est rare qu'elles ne menent à quelque injustice.

La supériorité sur les loix civiles & le pouvoir de les changer , seront toujours des droits acquis aux Monarques ; mais cette faculté sera toujours ménagée par celui qui saura régner. Il n'annullera les loix anciennes qu'autant qu'elles seront manifestement préjudiciables ; il n'en donnera de nouvelles que dans des cas de nécessité , & qu'après un examen bien approfondi. Il évitera le danger des motifs qui sont particuliers à ceux de son conseil , s'il daigne pressentir ses peuples.

Les empereurs Romains connoissoient la dignité souveraine , ils en étoient jaloux ; cependant ils déclarent dans une loi adressée au sénat * , qu'il est conforme à l'humanité , de délibérer des loix avec ceux qu'elles intéressent : » Nous assemblerons , disent-ils , les grands de notre Cour , &

* L. 8.
Cod. de
legib. &
constit.
Principum
&
advis.

«votre compagnie, pour traiter de la
 «loi. Si elle plaît, elle sera dictée, &
 «votre consentement unanime sera
 «confirmé par notre autorité. Sachez
 «que nous ne publierons autrement
 «aucune loi. Nous sentons que c'est
 «l'intérêt de notre gloire». On ne lit
 pas un mot qui ne soit digne de remar-
 que.

Un prince qui place son trône au milieu de ses sujets, qui délibere avec eux des maux de l'Etat & de leurs remedes ; qui veut entendre de leur bouche ce qui peut le mieux convenir à leurs besoins & à l'honneur de la République, est un prince qui craint les conseils pernecieux & intéressés de ses adulateurs. Ce prince aime & recherche la vérité qui le fuit par-tout ailleurs. Il souhaite, il mérite, & il obtient l'amour de ses peuples. Ce n'est pas donner atteinte à ses droits: c'est affermir sa couronne.



CHAPITRE VI.

*Du pouvoir des Loix sur le
Souverain.*

S'IL est utile, quelquefois même nécessaire d'abroger les loix civiles, de les changer ou d'y ajouter, il est bien rare qu'il soit convenable d'en user de même à l'égard des loix politiques. Celles-ci ne regardent pas les sujets comme membres d'une société susceptible d'une infinité de divisions, mais comme faisant partie d'un corps politique indivisible. Ces loix, non-seulement distinguent la nature de la République, mais encore elles forment le droit public de chacune, & ce droit n'est pas le même dans les différents Etats, quoiqu'il soit de même nature. Le nom des Magistrats, leur nombre, la maniere de les choisir, leurs fonctions, ni leurs pouvoirs n'étoient pas les mêmes à Athenes & à Rome; les loix politiques de la France ne sont pas celles de l'Angleterre. Ce sont elles qui reglent les différents degrés d'autorité des princes & des magistrats, des devoirs & de la liberté des peuples.

On peut également appeller ces loix constitutives & fondamentales. Il n'est pas nécessaire , pour leur donner ces noms , qu'elles ayent existé dans le principe , il suffit qu'elles soient la base actuelle de la constitution ou de l'une de ses parties. Tout Etat a ses loix fondamentales , si on excepte le despotisme ; toute autre souveraineté reconnoît la propriété & le patrimoine comme un droit des sujets.

Ces loix peuvent être écrites ou ne l'être point. Des usages invétérés , cimentés par une exécution constante, sous la foi desquels les sujets ont longtemps obéi , acquierent la force de loi, lorsque le consentement général & l'opinion commune les ont fixé comme des points de regle & de certitude.

Le royaume de France appartint à Philippe de Valois , en vertu d'une coutume à laquelle son ancienneté & le vœu général de la nation donnoient plus d'autorité que si elle eût été écrite parmi les loix saliques; c'est par elle que ce royaume est parvenu jusqu'au Roi régnant.

Ces loix sont immuables par leur nature , le Souverain les doit respecter; elles sont annexées à sa couronne;

elles en forment les branches ; il doit la rendre telle qu'il la reçue ; il ne peut souffrir la diminution de ses droits sans se dégrader ; il ne peut les augmenter sans faire tort à ses peuples : c'est une substitution perpétuelle de part & d'autre dont le titre est sacré , qui remonte à l'origine de la monarchie , & qui ne doit avoir que la même fin.

Les sujets n'auroient aucun droit de changer la constitution monarchique en républicaine , de même le Monarque ne doit pas prétendre celui de transformer une monarchie légitime en un Etat despotique , & Charles VI. ne fut pas le maître de priver sa postérité masculine de sa succession. Il est vrai que quelques Rois jouissent de toute l'autorité de la nation ; mais jouir n'est pas posséder , c'est un usufruit qui ne permet pas de dénaturer.

C'est de ces grandes loix qui assurent la constitution de la république , l'état du prince & celui du citoyen , que l'on doit dire : *Digna vox est majestate regnantis , legibus alligatum se principem profiteri.* Cependant lorsque ces loix , comme il peut arriver , deviennent nuisibles à l'Etat , je croirois que le

prince en peut corriger les abus pour l'utilité publique. Si de nouvelles circonstances, des revolutions de fait ou de système les rendent entièrement mauvaises, il est juste alors de les changer, mais il est juste d'appeller la nation à ce changement.

Les titres qui ont fait la plûpart des Monarques sont perdus dans l'oubli des temps; mais qu'ils tiennent leur pouvoir de Dieu ou du consentement des peuples, que la conquête ou la convention aient fondé les royaumes, les choses sont égales. Personne ne disconviendra que le pouvoir le plus authentique, le plus étendu, peut être exercé d'une manière équitable ou abusive; l'exercice est légitime, si, au défaut des conventions, il est appuyé sur les loix-divines & sur celles de la nature; il est abusif, s'il n'en connoît aucunes.

Le droit de conquête a pu donner celui d'assujettir les vaincus à des loix qui furent dans ce moment arbitraires, & d'ordonner de la forme du Gouvernement sans la participation des peuples. Ainsi les loix qu'il a plu au conquérant de dicter, l'espece de l'Etat qu'il lui a plu d'établir, sont les

conditions qu'il a imposées, & sous lesquelles il a reçu le serment des nouveaux sujets. Ce serment a rendu volontaire la soumission qui étoit forcée auparavant ; les loix sont devenues communes au vainqueur & au vaincu. Lorsque ces loix primitives, consacrées par un ancien usage, sont méprisées ou interverties, il est évident que l'on renchérit encore sur la violence qui avoit fait la loi, & que le joug est aggravé. Si ces loix étoient originairement un accord, il est sensible que la convention est violée.

Samuel ayant sacré le Roi que Dieu avoit choisi, composa un livre des droits de la Majesté ; les Hébreux ont écrit que les Rois le supprimèrent pour étendre leur pouvoir sur leurs sujets avec plus de facilité. Mais les loix divines marquent toujours des limites à la souveraineté la moins bornée ; eh ! qui peut méconnoître ces loix ? La raison que nous tenons de la Divinité nous les fait appercevoir sans peine. Que l'idée de la justice soit simple ou composée, innée ou factice, le sentiment en est commun à tous les hommes.

Ce seroit tromper les princes, ce

Teroit les faire courir à leur perte, & mettre l'univers en feu, si on leur disoit qu'ils ne sont pas assujettis à des devoirs. Lorsque Dieu s'est mis à la place des Rois, il a dit : » Assemblez » tous les peuples de la terre; qu'ils » jugent entre mon peuple, & moi, si » je n'ai pas fait pour lui tout ce que » j'ai dû faire. » Le Souverain des êtres veut reconnoître qu'il est des devoirs pour lui, il veut prendre un juge entre lui & son peuple. Quel exemple pour les Rois!

Il est ordinaire de ne pas s'entendre, lorsqu'on parle de ce que peuvent les souverains. Le verbe *pouvoir* offre deux idées différentes qu'il est bon de ne pas confondre. Il exprime la faculté d'agir indéfiniment par la supériorité des forces. C'est dans ce sens que Pline le jeune disoit à l'empereur Trajan: *Il est heureux de pouvoir tout ce qu'on veut.* Ce terme exprime aussi cette faculté restreinte dans les bornes du devoir. C'est dans cet autre sens que le même Pline ajoute: *Il est magnanime de ne vouloir que ce que l'on peut.* Le souverain peut tout ce que ses devoirs lui permettent: il ne peut rien de ce qu'ils ne lui permettent pas.

Mais le doute n'est pas terminé, si on continue à demander en quoi consistent ces devoirs. Ils sont renfermés dans le serment que j'ai rapporté : *Gouverner, bien & dument, & faire justice;* & ce n'est autre chose que gouverner selon les loix reçues & approuvées.

Il est néanmoins indubitable que ce n'est pas aux peuples à renfermer les souverains dans leurs devoirs. Le caractère imprimé sur leur front est auguste & sacré : il ne laisse en partage que la vénération & l'obéissance. Le traitement le plus rude ne peut excuser le fils impie qui dispute par la révolte les droits paternels. Il seroit heureux qu'une intelligence mutuelle pût retenir chacun dans des bornes que la raison prescrit. Mais les devoirs sont de foibles barrières de part & d'autre. Le corps de l'histoire nous représente sans cesse ces devoirs violés de tous côtés, des Rois tyrans & des peuples révoltés. La cause de ces désordres est dans l'oubli des loix constitutives.

Il n'est pas dans l'ordre naturel des choses, que les peuples transgressent les premiers ce qu'ils doivent à la puissance souveraine. Il faut un concours,

un concert d'un nombre infini de volontés du côté du peuple , pour lui faire franchir ce devoir. Il suffit du côté du prince de l'égarement d'une seule volonté. Il arrive trop souvent que c'est l'ouvrage d'un mauvais conseil. Les Rois sont destinés à conduire les hommes autant par l'exemple que par les loix. C'est à eux à ne donner que ceux que l'on doit suivre. La satisfaction ou le mécontentement des sujets est dans leur main : ils ont le choix de l'amour ou de la haine. Le pouvoir moral dérive des loix & du juste : il est légitime. Le pouvoir physique dépend de la force : c'est une barbarie.

Un souverain qui borne lui-même l'activité de son pouvoir, n'en diminue point l'étendue. Il fait dans ce moment un acte de souveraineté. Le prince ne déroge point à sa dignité, lorsqu'il s'affujettit aux loix de l'équité. Il n'est aucun d'eux qui ne se glorifie de les respecter , qui ne veuille que l'on pense qu'il les suit , lors même qu'il s'en éloigne , ni qui ose l'avouer. Tibere disoit : « Il faut non-seulement » que le bon prince se soumette aux » lumieres du sénat , il faut qu'il serve

« au général des citoyens, & souvent
 « à chacun d'eux en particulier. » Il
 prononçoit le jugement qui l'a déclaré un mauvais prince. Les loix de l'équité ne sont point écrites ; elles ne paroissent pas commander : leur joug est volontaire : il n'ôte pas la souveraineté, il en rend digne.

CHAPITRE VII.

De la Monarchie tyrannique.

LE mot de Tyran n'a rien de honteux dans son origine. Il signifie simplement celui qui s'est fait souverain de sa patrie sans le consentement de ses concitoyens. Les tyrans n'étoient pas offensés de ce titre ; ils le prenoient eux-mêmes. Mais comme toute autorité, de sa nature, est une gêne ; lorsqu'elle est envahie, elle en devient plus odieuse.

Les tyrans étoient obligés par état de se faire détester. Leur usurpation les mettoit dans un danger continuel. Ils avoient à conserver leur vie & le rang qu'ils avoient usurpé. Ils devoient

bâtir des forteresses & s'y renfermer, entretenir des gardes & des troupes étrangères. Ces dépenses indispensables de la tyrannie exigeoient de grosses charges sur les peuples. Si elles ne suffisoient pas, on cherchoit des prétextes pour perdre les citoyens dont les richesses étoient un objet. La méfiance & les besoins portoient aux excès les plus barbares. C'est ainsi que par une nécessité fatale, une démarche illégitime en amène d'autres encore plus affreuses. Tarquin le superbe rendit le nom de Roi insupportable aux Romains; Sylla, celui de dictateur. La tyrannie, répandue dans une infinité de lieux, a rendu odieux à toute la terre celui de tyran. Il est devenu l'injure la plus atroce pour un prince.

Denis, tyran de Syracuse, pour rendre les conspirations contre sa personne plus difficiles, avoit fait des défenses de s'assembler & de manger ensemble. Il étoit permis à ses soldats de dépouiller les convives, lorsqu'ils se retiroient chez eux. Il est difficile d'imaginer une privation de liberté plus insupportable. Cependant Plutarque avoue qu'il a été un grand prince, & que peu de Rois légitimes l'ont égalé

pour la justice & la vertu. Combien est grande la soif de dominer, si elle peut porter à des procédés si étranges un homme qui a entendu parler de la justice !

Si on choisit un côté pour juger les hommes, il est peu de Rois qui n'aient quelque vice & qui ne puissent être blâmés ; il est peu de tyrans qui ne possèdent quelque espèce de mérite & qui ne puissent être loués. On doit imiter les Perses, ils ne condamnoient à la mort que celui qui étoit convaincu d'avoir fait en sa vie plus de mal que de bien.

Si à leur exemple on balance l'un avec l'autre pour décider de l'ensemble, il est possible qu'un tyran méritera un nom honorable dans la postérité comme un Roi pourra laisser une mémoire odieuse ou méprisable.

Mais si l'on veut se convaincre de l'avantage immense que donne un principe légitime, pour faire une réputation, on peut comparer un Roi avec un tyran, en ne supposant à celui-ci que les mauvaises qualités nécessaires à sa conservation. Le Roi se conforme aux loix de la nature : le tyran est obligé de les fouler aux pieds. L'un tra-

vaille pour le bien de ses sujets ; il cherche à les enrichir par la liberté & la facilité dans le commerce : l'autre ne songe qu'à s'enrichir de leurs dépouilles. L'un venge les injures faites au public , & pardonne celles qui regardent sa personne , l'autre est obligé de venger cruellement celles qui l'offensent ; il a des soins plus intéressants que celui de venger celles qui blessent le public. L'un aime à laisser jouir ses sujets de sa présence : l'autre ne peut se montrer à eux que comme à ses ennemis. L'un cherche à faire naître l'amour dans les cœurs : l'autre doit y répandre la terreur. L'un ne leve que les tributs nécessaires : l'autre a deux raisons pour en accabler ses sujets ; sa politique veut qu'il les affoiblisse , & il lui faut un trésor. L'un règle ses mœurs à la mesure des loix : l'autre fait les loix à la mesure des mœurs qui doivent lui être propres.

Quel est aussi le sort de tous les deux ? Le bon Roi jouit d'un repos assuré : ses sujets courent à l'obéissance ; ils volent au-devant de ses desirs ; tous s'empressent à l'envi pour augmenter sa gloire ; & quand l'heure de subir le sort commun à tous les mortels est ar-

rivée, il laisse à sa postérité les pleurs de ses sujets, pour premier témoignage de leur fidélité, & de sa sûreté future. Le tyran, au contraire, effrayé par des allarmes jamais interrompues, ne connoît de sommeil que celui d'un moment : il tremble sans cesse pour ses Etats, & encore plus pour ses jours. Le trouble, l'agitation, l'effroi lui présentent mille fois la mort devant les yeux : il finit par être déchiré. Ce seroit fastidier le lecteur de retracer les exemples des fins tragiques des tyrans.

On trouve cependant des conjonctures où la tyrannie a été avantageuse aux peuples. Elle le sera toutes les fois que la corruption les aura jettés dans l'anarchie, le pire de tous les Etats.

Tel étoit celui de Florence, lorsqu'après le meurtre du duc Alexandre, Cosme de Médicis s'empara de la souveraineté. Il s'entourna de gardes, il construisit des forts, il exigea des contributions. Mais les maux de cette République étoient violents : ils demandoient des remèdes de même nature. La licence de ce peuple effréné étoit montée au comble : les séditions y étoient plus communes que les jours de calme. Médicis y remit le bon ordre ;

lorsqu'il fut rétabli, & son pouvoir affermi, il fut humain envers les peuples; il passa pour un des plus sages princes de son temps.

On ne doit point s'étonner du bonheur de cette tyrannie. Le peuple avoit éprouvé les calamités qui naissent de la liberté extrême, & avoit eu le temps de s'en dégoûter. La corruption excessive de la république Romaine ne pouvoit se guérir par elle-même. L'esprit & le cœur de tous les citoyens étoient infectés. Rome n'avoit d'autre ressource que dans le Gouvernement monarchique. Elle auroit obtenu tout ce qu'elle pouvoit desirer, si Auguste avoit laissé des successeurs semblables à lui.

CHAPITRE VIII.

*Des Loix de Valerius & de Solon,
sur les Tyrans.*

LES anciens ont pensé qu'il étoit permis de donner la mort au Tyran qui usurpoit la souveraineté de sa patrie: non-seulement ils ont cru que

cette action étoit permise , mais ils en ont fait un devoir. Ils l'ont regardée comme digne de tous les éloges , ils ont nommé le meurtrier du tyran , le libérateur de la patrie , le vengeur de la liberté publique ; ils lui ont érigé des statues. En effet , à quel homme est-il permis de se rendre maître de son semblable sans titre. Les loix déclarent digne de mort quiconque prend les marques & les ornements de la royauté.

On peut demander si , le meurtre du tyran une fois autorisé , on peut le commettre avant que le dessein de l'usurpateur ait éclaté , & s'il est permis de prévenir la voie de fait par la voie de fait. Les Romains & Solon ont pensé différemment à cet égard. Une loi publiée à la réquisition de Valerius Publicola , permet l'homicide , pourvu qu'on prouve les mauvais desseins & la conjuration de l'homicidé. La loi de Solon défend de tuer celui qui dans la République aspireroit à la souveraineté , si on n'y procède par les voies de la justice. La décision sera , sans doute , en faveur de la loi de Solon , si on consulte les

principes du Christianisme : mais à ne consulter que la morale humaine & la raison , je crois encore que la loi de Solon doit avoir la préférence avec quelque modification.

La loi de Publicola entraînoit les conséquences les plus dangereuses. Tout homicide, après sa mort, auroit été nommé conjurateur. Les témoins & les preuves deviennent faciles contre celui qui ne peut se défendre, & que l'on ne craint plus. On livroit aux meurtriers les principales personnes de l'Etat : le danger menaçoit les premières têtes de plus près.

La loi de Solon mérite aussi d'être bornée par le temps & les circonstances. Avant que celui que l'on prétend aspirer à la souveraineté se soit déclaré, s'il n'a pas amassé de forces, s'il n'a encore saisi aucun poste important ; celui qui croit être instruit de ses mauvais desseins, ou qui l'est effectivement, a le temps de les découvrir au magistrat, & ne peut tuer que par son ordre. Mais lorsque la tyrannie, sans être absolument ouverte, est sur le point d'éclater ; que le rapport que l'on en feroit à la

magistrature, ne feroit que hâter le moment de l'exécution, on ne peut proposer la loi de Solon. Que peut la justice contre les armes ? Aussi Solon, trop rigide observateur de sa loi, eut la douleur de voir Pisistate s'emparer à ses yeux de la tyrannie d'Athenes.

On peut demander encore si la mort du tyran est juste, lorsqu'après avoir usurpé la domination, il a obtenu le consentement de la République. Plusieurs ont pensé que l'on pouvoit lui donner la mort. Ils ont excepté seulement le cas auquel le tyran auroit écarté ses forces, auroit dépouillé son pouvoir, & se feroit remis au jugement du peuple. Si, au contraire, dit-on, le consentement est arraché comme par Sylla, & après lui par César, qui firent publier les loix *Valeria* & *Servia* avec des puissantes armées qui remplissoient la ville de Rome, ce consentement n'est pas libre : ce n'est pas un consentement ; il ne doit pas faire changer la décision.

Je ne saurois me ranger à cette opinion. Si le peuple entier décide de la

po
co
ci
pa
Il
été
pré
aur
dev
Je
titue
T

la mort du tyran, s'il la poursuit, alors elle est juste. Le peuple sait quelle est la nature du consentement qu'il a donné. Si sa volonté se réunit à le déclarer forcé, il lui est permis de rompre des fers que la violence lui a imposés. La voix unanime du peuple est un jugement. Je demande aux lecteurs de ne point perdre de vue que je parle de celui qui a usurpé la souveraineté sur ses citoyens, & non de celui qui exerceroit un pouvoir légitime avec tyrannie, suivant l'idée que l'usage a attaché à cette expression. Je ne dirois pas que l'Etat entier fût maître de sa vie. Je suis bien éloigné d'écrire ou de penser un pareil blasphème.

A l'égard du vrai tyran, ce n'est point à un particulier, à quelques conspirateurs, à une faction, de décider que la volonté du peuple n'a pas été conforme à son approbation. Il est possible absolument qu'elle eût été la même indépendamment de la présence d'une armée, ou que ce qui auroit été forcé dans son origine soit devenu volontaire dans les suites.

Je ne sai s'il est décidé que la multitude en Angleterre eût poursuivi la

mort de Cromwel. Ce fameux tyran, outre l'attentat d'avoir usurpé la souveraineté, s'étoit frayé le chemin à la grandeur par des crimes réservés à lui seul; mais il avoit étouffé le cri général par un gouvernement, duquel personne ne pouvoit se plaindre comme homme privé. Il étoit détesté de toutes les factions qui avoient déchiré l'Angleterre depuis vingt ans, soit pour la politique, soit pour la Religion; cependant le peuple, qui fait le grand nombre, étoit satisfait de son administration. La facilité avec laquelle son fils Richard occupa sa place après sa mort, est une preuve du vœu commun de la nation. On ne vit pas une ombre d'opposition. L'Angleterre voyoit ce puissant génie accroître chaque jour la splendeur de la République, avec des vues aussi vastes, qu'il les avoit eues profondes pour parvenir à la gouverner : elle jouissoit d'un calme intérieur qu'elle n'avoit pas goûté depuis long-temps, & de la plus grande gloire au-dehors. Elle préféroit peut-être ces avantages à ce qu'elle devoit à ses souverains. Cet homme universel, qui réunissoit les qualités des plus grands

hommes & des plus fameux scélérats dans tous les genres, avoit porté l'orgueil au-delà de ce que les hommes l'avoient connu. On n'a pas vu encore de Roi, ni d'Etat, prendre sous sa protection un état égal au sien. Que doit-on dire d'un simple mortel, d'un homme privé, qui prend le titre de protecteur de trois royaumes? Ce titre est plus superbe que celui de Roi, que celui d'Empereur. C'est un nom déguisé : il signifie l'ange tutélaire.

Cependant étoit-il permis, après le Parlement de 1656, à milady Gréenwil, étoit-il permis aux Evêques dont il avoit ruiné le parti, d'attenter à sa vie? Je ne le croirois pas. C'étoit à la nation de le proscrire à la pluralité des voix. On doit convenir néanmoins qu'il étoit dans des circonstances particulieres, qui auroient pu permettre à un seul homme de lui donner la mort. Charles II l'avoit condamné : il avoit pu, il avoit dû le faire. Toute personne qu'il auroit chargé d'exécuter son arrêt, auroit exécuté un acte de justice. C'est le cas de l'exception portée par la loi de Solon.

Tous les écrivains conviennent que les successeurs des tyrans, en possédant la souveraineté pendant un espace de temps considérable, acquièrent un titre légitime. Les jurisconsultes ont voulu fixer le terme à cent ans, comme celui de la plus longue possession requise pour la prescription : mais ce n'est pas les principes du droit civil que l'on consulte en matière d'Etat. Le tyran lui-même ne peut jamais prescrire le droit de la souveraineté, s'il ne réunit pas les suffrages des peuples. Son attentat personnel crie sans cesse contre lui : mais si son successeur monte sur le trône sans violence, s'il l'occupe sans contradiction, il semble qu'il doit être regardé comme possesseur légitime. Rome portoit encore dans son sein, du temps de César, des hommes assez hardis pour contredire ouvertement la tyrannie. Deux tribuns eurent le courage de faire ôter en sa présence la couronne que l'on posoit sur la tête de sa statue. L'aigreur que ce dictateur témoigna dans la suite contre eux, prouve plus qu'il étoit complice de cette entreprise, que ne font les autorités qui nous en sont demeurées.

CHAPITRE IX.

De l'Etat Aristocratique.

ON a vu combien il est vraisemblable que le besoin d'une défense commune forma la première société civile. En effet, il étoit bien naturel à plusieurs familles qui sortoient de la même tige, dont les habitations étoient voisines, de s'associer pour défendre leurs possessions contre les rapines. Pourra-t-on douter que dans cette société, quoiqu'imparfaite, chaque chef de famille qui avoit toute l'autorité, ne l'ait conservée, & qu'il n'ait délibéré avec les autres chefs, des mesures qu'il convenoit de prendre? C'est l'arrangement le moins composé, & par conséquent le premier qui s'offre à l'esprit. Le gouvernement le plus conforme à la nature, est que les chefs de familles également intéressés au bien de chacune, d'où résulte le bien public, composent le conseil commun de la société. Mais la vicissitude des temps a dû porter bien des changements dans cette espèce de Répu-

blique. Pour peu qu'elle se soit aggrandie, le même ordre n'a pu subsister. Un Etat de mille familles ne seroit pas fort étendu : un conseil de mille têtes seroit trop nombreux. D'ailleurs une infinité de circonstances ont apporté des différences dans la condition des hommes. On n'a pas besoin de citer la violence qui en fut une des principales causes. Il est dans l'ordre naturel que celui qui étoit plus laborieux, plus industrieux, ait augmenté ses richesses ; & comme ces qualités ont plusieurs degrés avant que de descendre jusqu'à l'extrême négligence & à l'inaptitude, la fortune des hommes a dû être dans divers degrés d'inégalité, depuis l'abondance jusqu'à la pauvreté.

Le temps encore apprit aux hommes à raisonner. Après avoir connu l'inconvénient d'un conseil formé d'une multitude, ils jugerent que l'intérêt de chaque famille n'étant plus égal, il n'étoit plus de la même justice que chaque chef eût part au Gouvernement. Celui qui ne subsistoit que du travail de ses bras n'avoit que l'intérêt de sa personne. Le riche avoit l'intérêt de sa personne & de ses biens,

Celui-ci frappe plus les hommes que le premier , quoiqu'il les touche de moins près. On peut ajouter que celui qui loue ses services est dans une sorte de dépendance de ceux qui l'emploient : il n'est pas dans l'ordre qu'ils l'associent au Gouvernement.

Ces conjonctures ont dû former une Aristocratie telle , à-peu-près , que nous la connoissons. C'est une forme de République dans laquelle une partie des citoyens commande à tous les autres. C'est à cette portion seule qu'il appartient de donner des loix, de délibérer & décider des affaires de l'Etat. C'étoit , selon les apparences , dans l'origine , les citoyens les plus puissants lors de la fondation. Cependant ce n'est pas , dans le fonds , le gouvernement de la noblesse , comme on le croit communément. On pourroit statuer que ce seront les plus riches , les plus forts , les plus savants , ou tout autre genre que l'on voudroit imaginer. On pourroit choisir un certain nombre de familles dans chaque étage : ce seroit , ni plus ni moins , une Aristocratie. Mais comme ceux qui commandent forment un corps distingué & plus relevé que le reste

des citoyens, il faut qu'ils deviennent insensiblement la première noblesse de l'Etat. Le plus convenable est de déférer le commandement à l'ordre dans lequel l'éducation fera présumer plus de capacité. A Gênes, le gouvernement est limité à un certain nombre de familles nobles : à Venise, il appartient à toute la noblesse d'origine Vénitienne.

Deux raisons doivent déterminer à donner le gouvernement, non aux plus riches précisément, mais à des citoyens qui le soient assez pour devoir être satisfaits de leur condition. Il est de l'intérêt des riches que la forme de l'Etat subsiste. La pauvreté est un état de souffrance, duquel on cherche toujours à sortir : on ne peut l'espérer que du désordre de l'Etat. On trouve la seconde raison dans la facilité que l'on a de corrompre ceux que le besoin presse. Ce n'est pas que l'homme riche soit incorruptible ; mais ce qui sera nécessaire pour en obliger un à trahir ses devoirs, suffira pour en corrompre six qui languissent dans la médiocrité. On ne sauroit trop louer la prudence des Romains, qui avoient fixé la valeur du patrimoine

que doit avoir & conserver un sénateur.

Ce seroit un malheur dans une Aristocratie, si le pouvoir souverain étoit renfermé dans un petit nombre de personnes. Moins l'autorité est divisée, plus elle a de poids pour opprimer. Ce fut le vice le plus considérable du gouvernement établi à Athenes par les Lacédémoniens, de trente personnes qu'on appella les trente tyrans. Les anciens appelloient ce gouvernement une Oligarchie. Rome en éprouva le danger lorsqu'elle créa les décemvirs, quoique le pouvoir ne leur fut confié que pour une année.

Si le pouvoir appartient au contraire à un trop grand nombre de têtes, le gouvernement péchera par l'excès opposé. La difficulté de tenir la souveraineté assemblée, la confusion qui regne dans le grand nombre, seroient des défauts nuisibles à l'Etat. Il est essentiel alors de composer un ou plusieurs conseils, auxquels on donne des pouvoirs limités : les cas de la dernière importance sont réservés au corps entier des souverains. A Venise, on trouve les magistrats, on trouve le conseil des dix qui

est au-dessus d'eux; le conseil des sages, ou des trente-deux, supérieur à celui-là; le sénat au-dessus du conseil des sages; enfin l'assemblée de tous les nobles âgés de plus de vingt ans, où réside la suprême puissance. On connoit par l'ordonnance rendue par un de ces conseils, d'où elle émane, & quelle est sa force. Elle porte : *Il consilio di dieci*, les dix; *l'adgiunta*, les trente-deux; *in pregudi*, le sénat; *il consilio maggiore*, la souveraineté. Les différents degrés d'autorité, très-utiles dans les Républiques, sont de nécessité dans les monarchies.

Rien n'empêche, & il est peut-être mieux, que la puissance souveraine appartienne à un sénat, dont le nombre pourroit être proportionné à celui des citoyens. Alors les sénateurs ne pourront être pris que dans la portion qui forme l'Aristocratie : si on pouvoit les nommer indifféremment dans tous les ordres qui composent la nation, cette République approcheroit trop de la populaire.

Le choix des sénateurs est le point le plus important du Gouvernement aristocratique. On doit poser pour principe, avec l'auteur de l'Esprit des

loix, que jamais aucun corps ne doit se repeupler lui-même. Ce seroit le moyen, comme il le dit, d'y perpétuer les abus. Ainsi, si on se détermine pour l'élection, elle doit être déferée à un autre ordre qu'au sénat.

L'élection a des inconvénients : on emploie la brigue, on cherche à corrompre. Le sort est encore plus défectueux, il est aveugle. Le mieux, selon ce que je peux juger, seroit de mêler l'un avec l'autre, & que le sort décidât entre plusieurs élus. La brigue aura lieu sans doute, mais la corruption sera moins à craindre. On n'est pas prodigue pour se faire élire, lorsqu'il ne résulte pas un état certain de l'élection, & que les dépenses peuvent être en pure perte. L'élection flatte tous les élus, le sort qui la suit ne décide point le mérite, ceux auxquels il n'est point favorable ne sont ni humiliés ni découragés.

Le droit d'élire ceux qui doivent tirer au sort, doit naturellement appartenir à l'ordre qui doit remplir la dignité pour laquelle on élit : cependant je ne vois aucun inconvénient à laisser ce choix au peuple. Il est excellent pour juger du mérite de

ceux qui doivent occuper les emplois. Il est rare que le public se trompe dans ses jugements. Je ne répéterai point ce qui est si bien dit à ce sujet dans l'Esprit des Loix *. J'y ajouterai que cette fonction, donnée au peuple, pourroit être le moyen que l'auteur a cherché pour le tirer de son anéantissement *. Mais s'il est bon de l'intéresser à la République, il faut aussi une attention extrême à modérer l'influence qu'on lui donne dans le Gouvernement. Il en auroit une trop grande s'il avoit le droit de destituer celui que le sort aura placé sur son élection.

La maniere de nommer aux dignités, dont on usoit à Lacédémone, est assez particuliere pour mériter d'être rapportée : elle est propre à donner des idées sur cette matiere. Le sénat éliroit plusieurs citoyens pour remplir une place vacante ; on assembloit ensuite le peuple dans la place publique, & on enfermoit dans une des maisons de cette place, des commissaires qui pouvoient entendre le peuple, mais qui ne pouvoient le voir, ni en être vus. Les citoyens élus traversoient la foule du peuple, à quelque distance

l'un de l'autre, & les commissaires notoient les acclamations plus ou moins grandes que chacun d'eux avoient reçues. Celui qui avoit attiré les plus fortes, premier, second, ou troisième, étoit nommé sans que les commissaires fussent instruits de l'ordre qui avoit été observé pour les faire traverser; de sorte que le choisi étoit celui qui plaisoit le plus au peuple.

Les méthodes de former & de fixer l'autorité souveraine dans l'Aristocratie, peuvent varier à l'infini. Elles sont susceptibles d'un nombre prodigieux d'arrangements, qui different entre eux, pour parvenir au même but. Le Gouvernement de l'empire d'Allemagne, en présente plusieurs. Les Etats, où réside la puissance souveraine, sont composés d'un chef perpétuel & électif, des électeurs & des princes de l'Empire perpétuels & héréditaires, & des députés des villes impériales électifs & amovibles. Le sénat ne dispose d'aucune place élective. Le chef est élu par la partie la plus petite & la plus distinguée; chacune des villes élit les autres. Le nombre des personnes n'y fait pas le nombre des voix. Neuf électeurs ont une voix; trois

cents princes, ou environ, en ont une autre ; soixante ou soixante-dix villes en ont une troisième. Dans chaque college, chaque membre a sa voix délibérative, & la pluralité décide. Dans le sénat il n'y a que trois voix : si elles forment trois avis différents, il ne s'agit pas dans les débats de ramener à une opinion le sentiment d'un particulier, il faut ramener la pluralité de l'un des colleges. La souveraineté n'est ni entre les mains de la noblesse, ni dans celles du peuple, que l'on prétend être représenté par les députés des villes. La noblesse n'y forme pas un seul corps, elle a deux voix séparées, qui peuvent se contredire. La diète est la seule souveraine.

La raison d'une partie de ces inégalités, vient de ce que la république Germanique est double : elle est aristocratique & fédérative. L'auteur de l'Esprit des loix qui regarde sa constitution comme assez imparfaite*, pense qu'elle ne subsiste que parce qu'elle a un chef. Il est vrai qu'un chef peut entretenir l'union entre les membres, mais il est encore plus vrai que ce chef a souvent tenté de s'en rendre souverain ; & qui fait ce qu'il

* Liv.
9. ch. 2.

pourroit encore entreprendre? Qui fait si son union avec l'empire de Moscovie, ne pourroit pas tendre un jour à opprimer le Nord? Peut-être ce chef auroit-il réussi autrefois, sans les secours que les membres de l'Empire ont trouvé dans la France. C'est à l'intérêt de cette puissance voisine, dont la politique doit s'opposer à leur assujettissement, que l'Allemagne doit sa liberté plutôt qu'à la constitution qui lui donne un chef.

CHAPITRE X.

De la Démocratie.

J'AI dit que le desir déréglé de la liberté, la haine immodérée de toute domination avoient produit la Démocratie. C'est un Etat où tout est extrême. Il n'y a point de souverain, parce que le nombre en est excessif. Si les mœurs n'y sont pas très-pures, elles tombent dans la dernière dépravation. Si un citoyen obtient la faveur de la multitude, elle ne fait lui rien refuser; elle dispense des loix. Peu de temps après elle demande sa

mort, non parce qu'il la mérite, mais parce qu'elle le hait. Le peuple oublie le Gouvernement entre les mains de ceux auxquels il l'a confié. S'il vient à se ressouvenir qu'il lui appartient, il le conduit despotiquement, sans autre règle que sa volonté.

Le peuple souverain dans la Démocratie, est un monstre à plusieurs têtes, comme disoit Horace; la plus grande partie est sans éducation, sans mœurs & sans connoissances. Dans cette République la majeure partie fait la loi. Que sera-ce, si elle veut toujours gouverner? Anacharsis, un des sept sages, étant venu à Athenes pour connoître Solon, disoit très bien : *Ici les sages proposent, & les fous décident.* Peu de personnes ignorent ce qui arriva à Aristide. Un homme qui ne savoit pas écrire, & qui ne le connoissoit pas, le pria d'écrire le nom d'Aristide, pour être banni par l'Ostracisme : » A-t-il fait quelque chose qui » mérite de le faire bannir ? lui demanda-t-il. Non, répondit cet homme; mais je suis ennuyé d'entendre » toujours dire qu'il est juste ». Que doit-on espérer des délibérations conduites par le caprice & la déraison ?

Il seroit absolument nécessaire de priver du droit de suffrage ce que l'on appelle le bas peuple. J'y comprends ceux qui exercent les arts mécaniques. C'est dans cette classe que regne l'ignorance la plus profonde des affaires de l'Etat, l'incapacité la plus absolue : c'est-là qu'est le germe de la corruption & des séditions.

Ce Gouvernement a plus besoin qu'aucun autre d'un conseil : mais la nature du Gouvernement en sera-t-elle meilleure ? Je suppose ce conseil rempli de citoyens les plus capables de la République ; chose à laquelle la sagesse des loix aura de la peine à parvenir : je veux qu'il soit pour le peuple un modele de vertu. Ce conseil sage & prudent, qui verra modifier, rejeter ce qu'il proposera de plus utile, tentera pour le bien de la République, de faire exécuter ce qu'il délibérera sans le proposer au peuple. Si le peuple l'apperçoit, il pensera que ce conseil aspire à la souveraineté. La méfiance, la division se glisseront dans la République ; les meilleurs citoyens voudront soutenir ce que le sénat aura délibéré ; on viendra aux armes ; le peuple plus furieux, plus

nombreux, plus entêté, l'emportera.

Voilà le tableau de ce qui se passoit dans la république Romaine ; voilà comment, dès ses commencements, Coriolan fut envoyé en exil. Ce fut un combat continuel entre le sénat vertueux & éclairé, & le peuple impétueux. Les sages n'avoient d'autre moyen pour faire cesser les dissensions civiles, que de proposer une guerre : tout se réunissoit alors. Si Rome eût été pacifique au dehors, la République n'auroit pas subsistée : elle se seroit déchirée elle-même. Elle fut détruite aussi-tôt que les suffrages du peuple eurent constamment pris le dessus.

Rome est encore un exemple, que l'égalité & la frugalité, si nécessaires dans cette espece d'Etat, ne suffisent pas pour former un gouvernement tranquille, dans la démocratie. Il est vrai que les loix qui les avoient établies, lors de sa fondation, n'avoient pas pourvu à les entretenir. Mais si on réfléchit sur les difficultés d'inspirer l'amour de ces vertus gênantes, & de faire observer une pratique si contraire aux penchans naturels, on conviendra que, quelque sensés, quelque ingénieux que soient les moyens que

l'on propose , ils sont bien foibles , lorsqu'il s'agit de métamorphoser le cœur humain.

Il sera nécessaire , outre ces loix , que les citoyens soient naturellement simples & bons , que la situation du terroir y laisse un accès difficile aux richesses ; que les rivières n'y facilitent pas le commerce , & encore que les montagnes lui opposent des boulevards qui le rendent peu praticable & coûteux. On ne peut vaincre la nature , que par la nature même. Il faudra aussi que la République ne soit pas étendue , & que l'on fixe un certain revenu modique pour y avoir la voix délibérative. Avec toutes ces précautions & ces circonstances la Démocratie pourra subsister.

CHAPITRE XI.

Réflexions sur l'Aristocratie & la Démocratie.

APRES ce que je viens de dire de la Démocratie , on ne doutera point que je ne pense que le Gouvernement des nobles ne lui doive être préféré.

Je veux que cette opinion puisse être problématique ; mais je ne comprends pas que dans l'Aristocratie, ce soit dans le peuple que l'on veuille placer la vertu, pour le faire jouir *à-peu-près du* *bonheur du Gouvernement populaire**. Si le *corps souverain n'est pas vertueux, la* seule vertu nécessaire au peuple, est la patience. Elle apprend à se faire une félicité par la force de l'esprit & de la raison: ce n'est pas le partage du peuple. Si, au contraire, la probité, la modération régneront dans la partie qui possède la souveraineté, elle fera jouir les peuples d'un bonheur raisonnable : elle fera dominer les loix & les bonnes mœurs.

C'est donc dans le corps qui commande que l'on doit demander de la vertu. Je ne vois pas qu'elle ne puisse *se trouver où les fortunes des hommes sont inégales*. Je penserois, au contraire, qu'aucun Etat ne peut être bien réglé sans la subordination. Son défaut est un vice intrinsèque & irréparable de l'état populaire. Il est bien difficile de ramener à cet esprit celui qui se sent propriétaire d'une portion de la souveraineté, qui n'est soumis qu'à des loix qu'il a faites, & que son suffrage

* *Esprit*
des loix,
livre 5.
ch. 8.

peut détruire ; qui n'est captivé que par un magistrat dont l'autorité est seulement précaire, & qui ne doit pas durer. Le bon ordre est le seul fruit de la vertu qui intéresse la République. Je n'imagine point de bon ordre sans subordination , point de subordination où les conditions & les fortunes sont égales.

Par une suite des mêmes idées, je ne saurois accorder que la modestie & la simplicité des nobles doivent faire leur force , comme le faste & la splendeur qui environnent les Rois font une partie de leur puissance. Je ne saurois accorder qu'ils doivent éviter toute distinction , & se confondre avec le peuple. C'est perdre de vue que l'on parle d'un Etat dont le gouvernement est déterminé , où les loix constitutives ne sont point équivoques. En quelque lieu que la souveraineté soit placée , il lui convient de paroître avec quelque espece d'éclat extérieur qui la fasse distinguer. Les choses qu'un philosophe méprise font une impression réelle sur les peuples. Les idées que l'on prend de celui qui gouverne & du Gouvernement sont si liées , que tout ce qui imprime du

respect pour l'un , ajoute à celui que l'on doit à l'autre. *Se confondre avec le peuple* , c'est s'avilir. On peut être humain , affable , populaire sans dégrader sa dignité. Une distinction modérée convient autant que celle qui seroit outrée mériteroit de blâme.

Le même auteur a cru voir *deux sources principales de désordre dans l'Aristocratie* ; l'inégalité des conditions entre ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés , & l'inégalité trop grande des fortunes entre les membres qui gouvernent. On n'a point réfléchi pour la première cause , que l'on demande l'égalité entre le souverain & le sujet , & que les distinctions qui étoient à Rome honteuses pour le peuple , ne le seroient point dans un Etat où le partage du peuple est d'être commandé. Les mariages défendus entre les familles patriciennes & le peuple étoient dans des circonstances toutes opposées. Cette défense étoit ignominieuse dans une République où la seule distinction du noble & du plébéien étoit une injustice : elle étoit une injustice , parce que le peuple étoit souverain. Ces distinctions , il est vrai , furent la source de la haine du

peuple Romain contre le sénat : il est véritable qu'il auroit fallu supposer une grande vertu dans le peuple , pour les endurer avec patience : mais on oublie toujours qu'à Rome le peuple étoit maître ; & que dans l'Aristocratie, il est sujet.

Il est naturel que ces maximes se soient présentées à un esprit rempli des troubles continuels de la république Romaine , & des causes de sa décadence : mais ce qu'il auroit fallu suivre dans un Etat incertain & flotant entre l'Aristocratie & la Démocratie, ne convient pas à un Gouvernement déjà fixé par les loix.

Ces principes , quoiqu'éloignés de l'esprit du Gouvernement d'une Aristocratie que l'on doit supposer formée, sont excellents en eux-mêmes, & conviennent aux circonstances qui en ont donné les idées. Le sénat de Rome ne pouvoit en embrasser de meilleurs, non, s'il eût fallu assurer une Aristocratie décidée , mais pour arriver à conduire aristocratiquement une Démocratie. Je conviendrai que c'est le plus grand bonheur qui puisse arriver à un Etat populaire. Si on lit *les moyens de favoriser le principe de la Démocra-*

* *Esprit tie* *, on verra qu'ils se réduisent à la
des loix, rapprocher, autant qu'il est possible, du
livre 5. gouvernement aristocratique.
gh. 7.

Il est vrai que pour réussir dans ce dessein, le sénat devoit ménager son maître; oublier qu'il avoit été autrefois son supérieur; bannir le terme de praticien; se mêler, s'allier avec le peuple, lui donner des distinctions, bien loin d'en affecter. Lorsqu'on entreprend de gouverner un souverain, il faut lui cacher avec adresse la supériorité que l'on gagne sur lui; il faut le laisser jouir de toutes les apparences de la grandeur, en rendre, s'il est possible, le fantôme encore plus brillant. Mais celui qui est le vrai souverain, quoiqu'il ne doive faire sentir son autorité qu'aux infracteurs des loix, doit en présenter l'éclat à tous les yeux.

A l'égard de l'inégalité extrême entre les fortunes de ceux qui composent le corps souverain, il est convenable de l'éviter. Ce n'est pas que *les haines* & *les jalousies* que cette différence peut exciter, méritent une grande considération: c'est un objet bien au-dessous des grandes vues du législateur. Il est dangereux qu'une fortune immense
 n'ambitionne

n'ambitionne la souveraineté : il est à craindre que des gens ruinés ne cherchent à bouleverser la République : Voilà les considérations qui doivent attirer les regards.

Je vois avec la même surprise proposer pour remède à ces dangers la suppression du droit d'aînesse, des substitutions, des retraits, & l'attention d'obliger de bonne heure les nobles à payer leurs dettes. On n'a point encore vu les successions seules former une fortune capable de faire trembler pour la liberté d'une République. Si les richesses du père de famille ne sont pas parvenues à ce point, comment le droit d'aînesse du fils sera-t-il à craindre pour l'Etat ? Les craintes étoient légitimes, lorsqu'un consul Romain dévastoit des provinces, & s'enrichissoit des dépouilles des Rois. Fermez ces sources de richesses exorbitantes ; interdisez le commerce aux sénateurs ; on n'aura point à craindre le droit d'aînesse.

Ce n'est pas assez de dire que le droit d'aînesse n'est pas dangereux dans l'Aristocratie ; on doit dire qu'il convient à cette nature d'Etat plus qu'à toute autre ; l'espèce de ce privilege ne doit

pas être favorisé dans la Démocratie, l'égalité y est la baze de la constitution. C'est là que *les haines, les jalousies* peuvent être préjudiciables à l'Etat, parce que ces passions sont à craindre lorsqu'elles entrent dans l'ame de la multitude.

Quoi qu'il soit de l'essence de la monarchie de renfermer un corps de noblesse, il n'importe pas absolument que ce soit toujours les mêmes familles qui le composent. Il y a dans cette sorte d'Etat une infinité de maximes, peut-être trop pour parvenir à ce rang; le droit d'aînesse y est utile, mais il n'y est pas d'une nécessité absolue.

Dans l'Aristocratie au contraire, une maxime importante doit être celle de soutenir les familles qui ont part à la souveraineté. Il est avantageux, il est conforme à la raison de ne point en admettre de nouvelles dans le sénat, qu'autant qu'une des anciennes s'éteint ou déroge. Ici l'emploi de la noblesse est de gouverner l'Etat; les familles versées dans l'usage du gouvernement sont précieuses; c'est parmi elles que les anciennes maximes s'entretiennent, elles sont presque toujours les meil-

seures, ce sont celles de la fondation. Formez un corps d'hommes nouveaux, vous introduirez de nouveaux principes qui s'éloignent des premières vues.

Les privileges dont nous parlons sont les moyens les plus innocents de conserver les familles dans leur lustre : les supprimer c'est bannir de l'Aristocratie ce qui tend le plus à entretenir son état, c'est changer souvent & sans raison le conseil qui gouverne chez un Prince.

C'est courir d'ailleurs à la pauvreté, second écueil aussi dangereux que les richesses extrêmes. Il ne faut que deux divisions arithmétiques pour démontrer que par le partage égal une fortune considérable est réduite, on le peut dire, à rien, à la seconde génération. L'expérience plus décisive encore que le calcul le prouve de même : par-tout où les graces du prince, où les mariages avec les plébéiennes ne soutiennent pas les anciennes familles, l'égalité dans les partages les fait tomber bien-tôt dans l'indigence.

Le remede d'une loi pour faire payer promptement les dettes est une imagination peu susceptible d'être réalisée.

pas être favorisé dans la Démocratie, l'égalité y est la baze de la constitution. C'est là que *les haines, les jalousies* peuvent être préjudiciables à l'Etat, parce que ces passions sont à craindre lorsqu'elles entrent dans l'ame de la multitude.

Quoi qu'il soit de l'essence de la monarchie de renfermer un corps de noblesse, il n'importe pas absolument que ce soit toujours les mêmes familles qui le composent. Il y a dans cette sorte d'Etat une infinité de maximes, peut-être trop pour parvenir à ce rang; le droit d'aînesse y est utile, mais il n'y est pas d'une nécessité absolue.

Dans l'Aristocratie au contraire, une maxime importante doit être celle de soutenir les familles qui ont part à la souveraineté. Il est avantageux, il est conforme à la raison de ne point en admettre de nouvelles dans le sénat, qu'autant qu'une des anciennes s'éteint ou déroge. Ici l'emploi de la noblesse est de gouverner l'Etat; les familles versées dans l'usage du gouvernement sont précieuses; c'est parmi elles que les anciennes maximes s'entretiennent, elles sont presque toujours les meil-

seures, ce sont celles de la fondation. Formez un corps d'hommes nouveaux, vous introduirez de nouveaux principes qui s'éloignent des premières vues.

Les privileges dont nous parlons sont les moyens les plus innocents de conserver les familles dans leur lustre : les supprimer c'est bannir de l'Aristocratie ce qui tend le plus à entretenir son état, c'est changer souvent & sans raison le conseil qui gouverne chez un Prince.

C'est courir d'ailleurs à la pauvreté, second écueil aussi dangereux que les richesses extrêmes. Il ne faut que deux divisions arithmétiques pour démontrer que par le partage égal une fortune considérable est réduite, on le peut dire, à rien, à la seconde génération. L'expérience plus décisive encore que le calcul le prouve de même : par-tout où les graces du prince, où les mariages avec les plébéiennes ne soutiennent pas les anciennes familles, l'égalité dans les partages les fait tomber bien-tôt dans l'indigence.

Le remede d'une loi pour faire payer promptement les dettes est une imagination peu susceptible d'être réalisée.

Combien les nobles trouveront-ils de ressources pour l'é luder ; la maxime des Romains est suffisante contre l'inconvénient de la pauvreté. Le Sénateur, le Chevalier qui ne conservoient pas la quantité de biens fixée pour son rang en étoit dégradé. Faites observer cette loi.

Une coutume encore qui ne seroit pas à mépriser, est celle qui est en usage dans le pays de Galles & dans la petite contrée des Basques. Jamais une héritière n'y épouse un héritier. Cette coutume seroit merveilleuse dans les deux objets. Deux fortunes puissantes ne pourroient se réunir pour en former une disproportionnée avec les autres. Les familles déchues pourroient se relever. Hypodamus, législateur, avoit établi à Milet que les pauvres épouseroient les riches.

Je ne peux me refuser encore une réflexion sur ce même chapitre de l'Esprit des Loix. Ce n'est point pour contenir les nobles vis-à-vis du peuple ; ce n'est point pour corriger les mœurs , que les magistratures qui font trembler les nobles , comme celles des Ephores & des inquisiteurs d'Etat furent établies. J'ose

dire que de le penser, ce seroit méconnoître leur esprit.

Les inquisiteurs d'Etat ont pour objet les esprits ambitieux qui aspireroient à la tyrannie, & les esprits turbulents ou corrompus, capables de conspirer contre la patrie & de la vendre. L'invention de cette bouche qui reçoit & rend les délations est de la plus grande utilité. Celui qui a des coupables à dénoncer n'est arrêté par aucune crainte : celui qui dénonce à faux ne fait de tort réel à personne. Le témoignage de cette bouche ne doit point servir à convaincre : il doit avertir seulement l'inquisiteur de veiller à la conduite de la personne soupçonnée. Ni ce tronc, ni ces magistratures ne peuvent être appelés *des remedes violents*. Ils tendent à maintenir chacun dans ses devoirs ; à punir ceux qui voudroient les enfreindre, non avec une autorité despotique, mais suivant les regles de la justice. La liberté des accusations a toujours été regardée comme une partie essentielle au repos des Républiques ; elle ne mérite point d'épithete odieuse : elle aide à soutenir la liberté politique & l'Etat. La magis-

trature des Ephores , ne fut point la cause de la durée du Gouvernement de Lacédémone : leur unique devoir étoit de veiller sur la conduite des Rois. Aussi-tôt que le desir des richesses eut percé , aussi-tôt que l'or de la Perse eût pénétré , Sparte ne fut plus la République de Licurgue.

CHAPITRE XII.

De la République composée ou mixte.

C'EST une pure question de grammaire de discuter si on doit compter plus de trois sortes de Républiques , & si chacune doit prendre son nom de la forme du Gouvernement qui y aura le plus d'influence. La question intéressante pour le droit politique est de savoir si l'assemblage de deux ou de trois peut être avantageux , & mériter le nom de République bien gouvernée. Que l'on me permette ici de paroître moi-même. Il n'est pas juste de combattre l'opinion & les raisons de Bodin , & de se couvrir de son manteau.

Bodin, d'après Hérodote, appelle le

mélange de trois Gouvernements une corruption de République. Cela peut être dans le cas d'une mauvaise composition : mais est-il assuré qu'on n'en peut faire que de mauvaises ? Je ne saurois nier que plus on mêlera de corps ensemble, plus les qualités apparentes & sensibles seront défigurées, & que ce qui est composé, que l'ouvrage fait avec des liaisons, n'a jamais le solide de l'unité. On sait encore que les opérations de la nature plus multipliées que celles des plus grands Gouvernements, sont la suite des voies les plus simples. Doit-on dire de même qu'un seul des Gouvernements vaudra mieux que celui qui sera mêlé des deux, & que le composé des trois, sera le plus sujet à se dissoudre ?

Les œuvres des hommes ne peuvent se comparer avec celles de la nature ; leur simplicité seroit trop fragile, & l'imperfection d'un Gouvernement peut être corrigée par ce qu'il empruntera d'un autre. Le faisceau de fleches est plus difficile à rompre que le javelot.

Bodin tire sa plus forte raison de ce que les marques de la souveraineté

font indivisibles. Je crois avoir démontré contre son sentiment l'erreur de ce principe *. Il donne ensuite pour
 * Liv. k. c. 23. exemple un Etat, où le peuple nommeroit aux charges, disposeroit de la caisse publique, & auroit le droit d'absoudre de la peine imposée aux crimes; où la noblesse auroit la puissance législative, ordonneroit de la paix & de la guerre, & fixeroit les impositions, & dans lequel enfin un Roi rendroit souverainement la justice, & recevrait le serment de fidélité des sujets. Une pareille République, ajoutet-il, ne peut *s'exécuter ni s'imaginer*. Tout le monde en sera d'accord avec lui; les pouvoirs y sont trop mal départis, les proportions trop peu balancées. Mais faire un mauvais mélange des pouvoirs, ce n'est pas prouver qu'ils ne peuvent être mêlés avec plus d'intelligence & de succès.

Puffendorf cite Bodin & embrasse son avis. Il ne s'éloigne pas de la possibilité de diviser la souveraineté; mais il pense qu'il y a une liaison indissoluble entre ses parties; que si l'on en sépare quelqu'une, *il en résulte un corps irrégulier*. Il dit que si l'un a le pouvoir législatif, & l'autre le coactif, il faut

que le premier soit inutile , ou que le second ne soit que son ministre. C'est raisonner très-juste sur la supposition: Il propose ensuite » le pouvoir de faire » la guerre donné au prince , le judiciaire à un sénat , le droit d'établir » les subsides au peuple. Si, dit-il, le » citoyen refuse de prendre les armes » sur l'ordre du prince, il faudra qu'il » le fasse juger par l'ordre du sénat. Si » celui-ci connoît de l'accusation , il » faut qu'il puisse examiner s'il est » avantageux ou non de faire prendre » les armes , & le droit de Roi se réduit à rien. Si le peuple ne peut pas » examiner la justice de la guerre, il » ne lui reste que l'emploi pénible de » régler les taxes & de lever les impôts ».

Il est facile d'appercevoir le défaut de ces raisonnements. Le pouvoir judiciaire du sénat ne lui donne point le droit, & ne l'engage pas d'examiner s'il est avantageux que l'on prenne les armes. Dès-lors qu'il est accordé au prince de décider quand il faut les prendre, la fonction du sénat se borne à juger le citoyen comme réfractaire à des ordres auxquels il doit obéir. On voit encore que Puffendorf n'a pas

poussé assez loin la possibilité de la division : il n'a pas senti que le pouvoir législatif, comme le coactif, pouvoient être divisés en eux-mêmes, & que selon ce système que j'ai établi ailleurs, ce seroit au prince à juger, selon les loix, le sujet qui se refuseroit à ses ordres dans les choses sur lesquelles il a droit d'ordonner.

On peut séparer de la souveraineté, un pouvoir, un attribut ; on peut encore diviser ce pouvoir détaché, & en attribuer une portion à chacun de ceux qui partagent la souveraineté universelle. C'est pour avoir séparé un pouvoir, sans l'avoir ensuite divisé, dans les suppositions que l'on a présentées, qu'il s'y rencontre des inconvénients, même des absurdités. Il est des parties que l'on peut seulement désunir de la masse, & les distribuer en différentes mains. Ces attributs ainsi séparés ne doivent jamais l'être sans qu'on y joigne le pouvoir législatif & coactif de leur genre, lorsqu'on voudra composer un Gouvernement raisonnable des deux ou des trois que l'on appelle simples. Cette observation a échappé à Grotius & aux autres qui sont d'avis que la souveraineté peut être partagée.

Elle auroit prévenu les arguments que l'on a employé contr'eux.

Je ne comprends pas que le régulier consiste » dans une union par laquelle tout ce qui est nécessaire au » Gouvernement est conduit par une » même ame ». Si on entend par ces derniers termes un même esprit, un plan général dont les diverses parties conduisent à une fin proposée, j'en tombe d'accord : mais si, comme il est vrai, on entend une seule volonté, une seule personne, je ne trouve plus la définition vraie du régulier. La constitution d'un Etat, ses loix fondamentales sont ce plan général qui doivent mener au but que les hommes ont eu en vue en formant des sociétés civiles. J'appelle régulier tout arrangement raisonné qui produira le bon ordre. Ainsi la maniere la plus assurée de faire exécuter le plan, sera la plus réguliere. Je ne disconviendrai pas qu'on peut y parvenir en plaçant tous les pouvoirs dans une seule main : mais en même temps cette réunion donne des facilités plus grandes de négliger la constitution, & de s'écarter entièrement de son esprit. Si, au contraire, les attributs de la souveraineté sont

désunis & divisés avec prudence , il devient plus difficile de gouverner dans un esprit contraire aux loix constitutives. Un pouvoir en arrête un autre & le ramene. On trouve des obstacles à se soustraire aux loix du Gouvernement.

La comparaison du corps humain , qui veut être dirigé *par une seule ame*, & où il seroit absurde de diviser *l'entendement de la volonté*, me paroît tout-à-fait méprisable. Cette division des facultés de l'ame ne répond point à l'idée qu'on a donné du partage de la souveraineté ; & le corps moral de l'Etat ne peut être comparé à un être physique. Les membres de celui-ci n'ont qu'un intérêt , qu'une manière d'aller. L'intérêt de la tête est celui des pieds, l'avantage des pieds est celui de la tête. Mais on conçoit dans un corps moral , outre le nombre des êtres physiques , une division de plusieurs corps moraux qui sont membres dans un sens , & corps entier dans un autre. Alors leurs intérêts peuvent n'être pas les mêmes. L'union des volontés particulières dans une seule volonté , donne , à la vérité , l'existence au grand corps ; dans ce sens il n'y a qu'une ame, dont l'objet unique est la

liberté politique & la sûreté commune; mais une portion détachée qui exerceroit le Gouvernement d'une manière indépendante, seroit un de ces corps moraux, membre, & corps séparé tout à la fois. Il peut donc en cette dernière qualité avoir un intérêt ou réel ou de fantaisie nuisible aux autres : c'est une irrégularité. Il sera plus selon la règle d'associer au pouvoir plusieurs ames, dont l'intérêt général fera qu'aucune d'elles ne se rende supérieure, & ne s'écarte du plan convenu.

Si on est parvenu à détruire les objections formées contre le mélange des Gouvernements, c'est avoir prouvé qu'il n'est point *une corruption de République*, qu'il ne forme point *un corps irrégulier*, & c'est avoir établi, à peu de chose près, qu'il peut être utile. L'inconvénient de séparer le droit de la guerre, de celui sur les impôts, est l'exemple familier de ceux qui n'admettent point la séparation des pouvoirs. Est-il utile à l'Etat que le premier droit dépende d'un seul? Ne pourroit-on point penser qu'il seroit peut-être avantageux qu'il appartint conjointement au prince, au sénat & au peuple? On lit dans l'Esprit des

loix un principe bien judicieux, & bien conforme à l'humanité. Le droit de guerre, dit l'auteur de cet ou-

* Liv. 2. ch. 2. » vrage *, dérive de la nécessité & du
» juste rigide... Lorsqu'on se fondera
» sur des principes arbitraires de gloire,
» de bienfaisance, d'utilité, des flots de
» sang inonderont la terre. Que l'on
» ne parle pas sur-tout de la gloire du
» prince : sa gloire seroit son orgueil ». Si les passions, si des intérêts assez indifférents à la nation peuvent amener le fléau de la guerre, ce danger sera moins à craindre, lorsqu'il ne dépendra pas d'une seule volonté : & si on suppose qu'on laisse ce droit entier au prince, le droit sur les subsides donné aux véritables intéressés, sera un frein qui arrêtera son impétuosité.

Lorsqu'un prince ne se laissera pas emporter par un esprit d'ambition fatal à ses peuples, tel qu'on l'a vu dans Charles XII, roi de Suede; lorsqu'il n'entreprendra la guerre que pour la conservation de ses Etats, pour l'utilité réelle de ses sujets, pour venger des insultes faites au corps de la République, il trouvera un consentement & des ressources assurées dans le

cœur de ses sujets. Ces secours seront encore plus grands chez un peuple maître de ses impôts, parce qu'il ne sera pas épuisé dans la paix. Nous voyons dans ce siècle un royaume, où la nation règle ses subsides, fournir aux frais de la guerre pour une bonne partie de l'Europe.

Chaque gouvernement simple a des inconvénients essentiels. La monarchie touche de trop près le Despotisme, la douceur présente des Gouvernements de l'Europe policée rend, il est vrai, cette crainte chimérique, mais qui peut rassurer ceux qui sont intimidés par la seule possibilité? L'Aristocratie menace à peu près des mêmes dangers; la liberté & la fortune des particuliers y dépendent d'un corps ordinairement fier & méprisant: l'Etat uniquement populaire est l'empire de la confusion & de l'inconséquence.

Mais si l'on suppose un Gouvernement dans lequel un pouvoir quelconque sera une barrière à un autre pouvoir qui voudroit se rendre illimité; où par de sages tempéraments, ce contre-poids ne pourra nuire à celui qui se contiendra dans les bornes prescrites, où les fougues du peuple

ne feront pas la loi ; j'ose dire que le gros des inconvénients est écarté, & que cet arrangement ne peut se trouver que dans les Républiques composées.

Que l'on ne m'accuse pas d'imaginer l'existence réelle d'un Gouvernement parfait. Une constitution portée au point de perfection, seroit celle qui n'admettroit pas la possibilité d'un mauvais Gouvernement ; ce seroit celle qui rendroit tous les hommes parfaits, & s'ils l'étoient, toute constitution seroit bonne. Ce n'est point l'ouvrage des hommes.

Entre les différents pouvoirs que l'on peut imaginer, il sera toujours vrai que celui qui disposera des forces militaires sera le maître des hommes & des loix. Ce danger est inévitable dans les Gouvernements simples, & ce mal nécessaire est la source de tous ceux que l'on ressent, & de ceux que l'on peut appréhender. Il paroît qu'il doit être le même dans le composé, & que rien ne peut empêcher le pouvoir sur les armes d'assujettir les autres pouvoirs.

On trouve dans l'Esprit des loix * * Lieu
 deux expédients pour mettre la li- 10. 4. 6.
 berté, en quelque maniere, à l'abri de
 cette crainte : le premier, » que les
 » soldats soient assez riches pour que
 » leurs biens répondent de leur
 » conduite, & qu'ils ne soient enrôlés
 » que pour un an : le second, que si
 » on suppose un corps de troupes per-
 » manent, & composé de personnes
 » viles, ils soient citoyens, qu'ils
 » habitent avec les citoyens pour en
 » conserver l'esprit, & qu'ils n'ayent
 » ni camp séparé, ni casernes. »

S'il est permis d'examiner ces deux
 moyens, je crois qu'on ne peut être
 satisfait ni de l'un ni de l'autre. Pour
 rendre le premier proposable, on de-
 vroit supposer un accord exactement
 observé entre les puissances de ne
 point entretenir de troupes réglées.
 Que seroit une armée de gens riches
 & enrôlés pour un an vis-à-vis des
 soldats disciplinés & aguerris ? il ne
 faut, pour la proscrire, que jeter les
 yeux sur le ban & l'arrière-ban.

Il faut méconnoître l'espece du sol-
 dat, & sa licence pour proposer le
 second, mêlé avec le citoyen il trou-

blera son repos pendant la paix ; il ne sera pas plus patriote , il deviendra moins guerrier. Le séjour de Capoue énerva l'armée d'Annibal. Les casernes sont d'une nécessité absolue dans les villes qui n'ont point de citadelles ; la séparation du soldat & du citoyen , peut seule faire la tranquillité de l'un & maintenir l'autre dans sa discipline.

J'oserai proposer l'idée d'un autre système. On ne contestera pas que le véritable maître du corps militaire sera celui qui disposera des dignités , & duquel il recevra sa solde. Il ne faut pas en dire davantage pour faire sentir que cette autorité est divisible , comme les autres pouvoirs. Il en appartiendra une partie à chacune des puissances que l'on voudra faire servir de contrepoids mutuel : chacune tiendra l'autre en respect , chacune aura de quoi se défendre contre celle qui voudroit brouiller. L'égalité des forces forme un équilibre ; l'équilibre procure un repos respectif. C'est un avantage du Gouvernement composé , & de la division du même pouvoir.

J'
trouv
avoir
To

CHAPITRE XIII.

*De la constitution du Gouvernement
de l'Angleterre.*

DE tous les Gouvernements que nous connoissons , celui d'Angleterre est le seul que l'on peut appeller composé. La souveraineté universelle y est partagée entre le Roi, la noblesse & le peuple. Quelques pouvoirs y sont détachés : celui d'imposer les subsides appartient à la nation , privativement à l'autorité royale. Le Roi , par sa prérogative , a des droits privativement à la nation. Il a le pouvoir législatif quant à l'exercice de ces droits : par conséquent ce pouvoir est divisé. Cet exemple est suffisant pour autoriser ce que j'ai avancé sur la division d'un même attribut de la souveraineté.

J'ignore si ce beau système a été trouvé dans les bois : mais il me paroît avoir plus de rapport aujourd'hui au

Gouvernement de Rome sous les Rois, qu'à ce qu'il étoit lorsqu'il sortit des forêts de l'Allemagne. Les Plébiscites n'avoient alors de force, qu'autant qu'ils étoient approuvés par le sénat : le consentement des deux corps se rapportoit à l'autorité royale. C'est le fonds du gouvernement d'Angleterre.

L'Europe entière admire, & peut-être une partie envie la constitution de l'Angleterre : mais est-elle parfaite ? Contient-elle les plus excellents principes qui puissent fonder la liberté politique ? Le fameux auteur de l'Esprit des loix lui donne cette louange : Si, dit-il, *ces principes sont bons, la liberté y paroîtra comme dans un miroir. Si on la peut voir où elle est, si on l'a trouvée, pour-*

* *Liv. quoi la chercher* * ? Il emploie pour le
 21. 6. 5. persuader, tout l'esprit possible : rien n'égale la finesse de l'art avec lequel il tourne ses propositions. Il y auroit de la témérité à avancer un sentiment contraire, mais il est permis de proposer des doutes ; ils servent à affermir la vérité, lorsqu'ils se trouvent mal-fondés.

Il me paroît qu'il résulte de tout le cours de ce qu'expose l'auteur * * *Liv. 11. ch. 6.*
 une idée de ce Gouvernement différente en plusieurs choses de ce qu'il est en effet. J'y cherche un Roi, j'y cherche celui que les peuples appellent sans cesse leur souverain, & dont ils se qualifient les très-humbles sujets. Je ne trouve qu'une *puissance exécutrice*, c'est-à-dire, un être qui ne peut rien de lui-même, qui est chargé de faire exécuter ce que le pouvoir législatif ordonne; en un mot, qui reçoit les ordres d'autrui; qui n'en donne que de subordonnés, & qui doit lui-même obéir. Ou ces qualités de Roi, de souverain, & de sujets très-soumis, sont une ironie de la nation, ou bien le Roi est mal désigné par le seul nom de *puissance exécutrice*. Il me semble que le dernier membre de l'alternative est le véritable : il suffit de parcourir quelques-unes des prérogatives royales pour s'en convaincre.

Je conviendrai que le droit de déclarer la guerre n'est qu'un vain honneur : si l'une des deux chambres refuse le subside, il devient inutile. Celui de faire la paix n'est pas de même,

& quoique je sente que la nation peut absolument continuer une guerre étrangere après que la paix aura été convenue avec son Roi; ce sont de ces possibilités idéales, dont on ne verra jamais l'exécution, & qui choqueroient directement la prérogative, telle qu'elle est donnée & convenue. Cet article est bien séparé du simple pouvoir d'exécuter.

Le Roi, par la constitution, confere les grands titres; il nomme aux emplois militaires, aux places ecclésiastiques, aux grandes charges de l'Etat, & à toutes celles de judicature. De la même maniere qu'il nomme aux charges, il peut en destituer. C'est là une puissance active par elle-même; ce seroit improprement, & par un sens forcé, que l'on pourroit l'appeller *exécutrice*. Par-là le Roi compose une partie de la chambre haute, il attache le corps militaire à sa personne; il a une influence sur le clergé; il régle la justice. C'est encore à lui seul de commuer les peines, & d'accorder le pardon. Je sai qu'en quelques-unes de ces choses il exécute les loix de l'Etat. Il est en cela, comme tout autre souverain, soumis aux loix conf-

titutives ; mais dans les autres , comprises dans ce détail , on ne peut lui refuser la législation. Il est , à la vérité , *la puissance exécutrice* ; mais ne présenter jamais le souverain que sous ce titre , c'est diminuer l'idée que l'on doit en avoir ; c'est peindre un bâtiment superbe par le côté de ses basses-cours.

Je trouve la dignité royale encore plus dégradée , lorsque je la vois réduite à la seule *faculté d'empêcher*. Je croirois que l'on s'écarte du vrai dans cette proposition présentée avec l'adresse la plus capable de séduire. Celui qui n'a que la *faculté d'empêcher* n'a besoin d'agir que lorsqu'il veut la faire valoir. Mais il peut garder le silence : il est dès-lors présumé consentir. Telles sont les bornes où se renferme le seul *droit d'empêcher* dans son sens naturel. Ce n'est pas là le droit des Rois en Angleterre. Il est nécessaire qu'ils parlent , qu'ils approuvent , qu'ils confirment. Ils votent , pour ainsi dire , comme les deux chambres : une loi des deux chambres n'est pas une loi , si les Rois se taisent. Il faut qu'ils l'autorisent , qu'ils y appliquent le sceau du Royaume ,

dont ils sont les maîtres. Ce n'est plus la *faculté d'empêcher* qui ne doit parler que lorsqu'elle s'oppose, & qui n'a qu'à se taire pour approuver. Le Roi donne la force aux bills par ces termes que l'usage a consacrés : *le Roi il veut*. Si c'est une simple faculté d'empêcher, elle est bien déguisée.

Il paroît, comme une suite naturelle de cette réflexion, que c'est une erreur d'avoir placé la puissance législative dans les deux chambres seulement. Comme on peut proposer une loi dans l'une ou dans l'autre, le Roi en peut faire proposer une à son parlement par ses messages. Comme il faut que la volonté de la chambre des seigneurs se joigne à celle des communes, de même il faut que la volonté du Roi se réunisse aux deux autres volontés. Il a sa voix dans la délibération, & sa voix a le même poids que celle de chaque chambre. Le parlement n'a pas plus la faculté de statuer que le Roi, & le Roi ne l'a pas plus que le parlement. On auroit pu réduire chacune des chambres à la *faculté d'empêcher*, avec autant de raison qu'on a voulu y réduire la prérogative royale. Je penserois que l'on doit

doit regarder le pouvoir des uns & des autres, comme égal, par rapport aux loix & aux réglemens. En général, on voit par-tout, où plusieurs volontés ont le droit de se faire entendre, que la pluralité décide. Ce n'est pas de même en Angleterre. Il y faut, pour opérer une détermination, le concert, l'unanimité des trois pouvoirs : je ferois mieux de dire, des trois membres qui partagent le même pouvoir.

C'est une méthode admirable pour faire impression, de présenter une opinion comme un axiome. *La puissance exécutrice, dit-on, ne faisant partie de la législative que par la faculté d'empêcher, elle ne sauroit entrer dans le débat des affaires.* Si la première partie de la proposition a été contredite avec quelque fondement, la seconde tombe d'elle-même ; & si la seconde est encore une erreur, elle acheve de décréditer la première. Le Roi n'entre pas personnellement dans le débat des affaires, il est vrai : ce feroit avilir sa majesté. Mais il les fait débattre, quand il le juge à propos, par ses messages, & quelquefois en sa présence, dans son palais, par le Gar-

de du grand sceau. S'il a plus que la faculté d'empêcher, il peut débattre : s'il peut débattre, il n'est pas restraints à la faculté d'empêcher.

On doit convenir que la matiere des subsides n'est pas du nombre de celles dans lesquelles l'objet de la loi a voulu donner de l'influence au monarque. Il ne peut statuer sur cet article : il n'y emploiera jamais la faculté d'empêcher. C'est, à la vérité, le principal intérêt qui peut diviser le Roi & les peuples ; mais j'aurois de la peine à le caractériser *le principal de la législation*. Le tau du subside n'est pas proprement une loi, & chaque parlement, outre le bill du subside, fait éclore un grand nombre de loix & de réglemens. La sûreté du citoyen, le commerce général & particulier sont des objets aussi intéressants que les impôts.

Il est encore plus permis de douter que le Roi soit aussi étranger à la législation qu'on a voulu le prétendre, lorsqu'on considère la qualité des droits qu'on ne lui conteste pas. Il a celui d'ériger de nouveaux tribunaux, & de fixer leur juridiction, de la changer, de leur en attribuer une nou-

velle : & si la nation a jamais mis l'érection d'un tribunal parmi les griefs, ce n'est pas eu égard à l'érection en elle-même, mais autant qu'elle a cru l'espece du tribunal préjudiciable au public.

On a accordé encore à la prérogative royale le droit d'agir & d'ordonner dans tout ce qui n'est pas contraire aux loix, & dans ce qu'elles n'ont pas prévu. Il publie des proclamations que l'on appelle *Leges temporis*. Je ne retrouve pas dans ces traits le portrait d'une puissance purement exécutive. Le monarque a lui seul la puissance législative durant la vacance du parlement : il est naturel qu'il la partage durant la séance.

Je douterois encore de la vérité de cet autre axiome : *le corps représentant ne doit pas être choisi pour prendre quelque résolution active, mais pour faire des loix*. Il semble que faire des loix, corriger des abus, ordonner des choses nouvelles, imposer des peines, c'est exercer la faculté d'agir. C'est l'occupation du corps représentant. Il prend toutes les résolutions actives. Peut-être on a entendu par *résolution active*, l'exécution même de

la résolution ; mais si on prend cette expression dans le sens qu'elle présente, la chose qu'elle exprime doit être mise au nombre des dissemblances que j'ai cru trouver entre l'original & le tableau.

CHAPITRE XIV.

De quelques imperfections dans la constitution du Gouvernement de l'Angleterre.

MON intention n'est pas de fouiller dans l'intérieur de la constitution de l'Angleterre, pour y chercher des défauts. Bien loin que je sois ennemi de ses principes, ils me paroissent dignes d'admiration : mais je n'en suis pas partisan assez outré pour n'y rien trouver que de très-bien. Ce n'est ici que la discussion du sentiment d'un auteur : discussion autorisée dans la République des lettres : ce n'est pas l'examen d'un Gouvernement. Je me renferme dans ce qui résulte, selon moi, de ce qu'en a dit l'Esprit des loix.

Lorsque le concours unanime des

puissances est nécessaire pour fixer une loi, il est facile de confondre la faculté de statuer & celle d'empêcher, parce que celle-ci résultera toujours de la liberté de chaque puissance d'être d'un avis différent des deux autres, & de la nécessité de leur accord. Ce seront les autres circonstances qui pourront seules faire décider de la nature du droit. Mais, quelque nom que l'on veuille donner à la faculté dont jouissent les Rois & les deux chambres du parlement en Angleterre, la nécessité du concours sera toujours un défaut dans le Gouvernement. La raison & l'expérience ont conduit également à faire connoître, que la pluralité des voix réunies dans un même sentiment lui donne un avantage réel, affectif sur le sentiment du moindre nombre. La plus grande quantité de rayons perce mieux l'obscurité. Cette vérité aura encore plus de force, si l'on suppose que ceux qui délibèrent ne sont pas pris au hazard, mais choisis comme personnes capables de réfléchir & de discuter la matière de la délibération. Ce sera toujours un défaut que la plus petite partie réduise la plus grande à l'inaction.

Lorsque trois parties ont un intérêt égal à un même tout, il est évident que l'intérêt de deux réuni, devient plus considérable que celui du troisieme. La raison & la justice veulent donc que leur sentiment prédomine. Cette justice est encore plus sensible, si les parties peuvent avoir des intérêts séparés, qui ne concourent pas au bien général, & qui peuvent se combattre réciproquement. Le Roi, outre d'autres intérêts, a celui de sa prérogative, la chambre haute le sien à part, comme noblesse : la chambre des communes regarde avec envie la prééminence des nobles, & avec crainte l'autorité royale. On s'éloigne du bien commun sur le simple soupçon de donner atteinte à son droit particulier : on agit & on refuse par des raisons de mécontentement, de part ou d'autre, au préjudice de l'Etat.

Je sens bien que si deux voix l'emportoient sur l'autre, deux puissances pourroient opprimer la troisieme. Cette réflexion ne fait pas que le Gouvernement soit parfait, tel qu'il est. En général, tout autant que les trois consentemens sont nécessaires, &

qu'un seul peut arrêter la législation, on doit craindre une anarchie, ou des guerres civiles. Ce sont les maladies les plus dangereuses d'un Etat. Plus la constitution en est susceptible, plus elle a de foiblesse. Une constitution n'est pas moins bonne, lorsqu'une portion du corps politique ne peut être opprimée sans une guerre civile; elle est mauvaise lorsque, par sa nature, elle en rend les occasions fréquentes. Ce vice n'est pas dans une des branches, il est dans la racine.

Les députés des villes & des bourgs représentent le peuple, ou, pour mieux dire, le gros de la nation. Leur devoir, leur intérêt est de maintenir les anciennes loix, d'en proposer de nouvelles pour de nouveaux besoins; d'examiner quelle a été l'exécution des loix précédentes, de relever les abus qu'on auroit pu y commettre, & encore plus les transgressions; de veiller à ce que la puissance exécutive n'étende pas sa prérogative au préjudice de la liberté; en un mot, d'avoir l'œil au bon ordre, & de faire redresser les griefs. Comment pourrai-je penser que M. Sidney dit très-bien, que des députés responsables

au public de tant de soins, & si importants, ne doivent pas rendre compte à ceux qui les ont commis. Je n'ai pu m'empêcher de regarder ce défaut comme essentiel, sur-tout lorsque j'ai lu, vers la fin, que cet Etat *périra lorsque la puissance législative sera plus corrompue que l'exécutrice*. Si c'est là l'écueil que l'Etat doit appréhender, il doit prendre toutes les précautions possibles pour l'éviter. On ne doutera point que celui qui se trouve à l'abri de la recherche, qui n'a pas de compte à rendre, ne soit infiniment plus facile à séduire, que celui qui devoit subir un examen de sa conduite. L'ordre le plus simple veut que le commis rende compte au commettant. Devroit-on en dispenser dans des cas de la plus grande conséquence?

On ne cherchera pas à séduire des membres de la chambre des communes, pour n'y rien opérer. Lorsqu'on agite des matières qui regardent l'intérêt, la liberté d'un peuple, il est bien difficile que l'opinion ne décele la séduction. Si les villes avoient un droit sur leurs députés, si elles étoient dans l'usage de recevoir ces accusations, la corruption ne pénétreroit

qu'avec beaucoup plus de difficulté. Lorsque je vois que l'on a saisi le prétexte du droit d'examiner la puissance exécutive, pour élever ce Gouvernement au-dessus de celui de *guide*, où le peuple ne pouvoit se faire rendre raison par les *amymones*, & que je vois approuver que les députés n'en rendent pas, je dis qu'il faut rejeter les fautes de l'esprit sur les préjugés du cœur.

Je croirois encore que c'est pour justifier tout, pour tout applaudir, que l'on a écrit : Que le corps législatif ne doit pas s'assembler lui-même..... qu'il faut que ce soit la puissance exécutive qui règle le temps de la tenue & de la durée de ces assemblées. C'est ici, je crois, un des plus grands défauts du gouvernement Anglois. On ne doit point chercher hors du chapitre sur lequel je souleve des doutes, les réflexions qui doivent conduire à le penser. On y lit : Si le corps législatif étoit un temps considérable sans être assemblé, il n'y auroit plus de liberté... les résolutions seroient prises par la puissance exécutive, & elle deviendroit absolue. Il me semble qu'il suffit de rapprocher ces deux maxi-

mes , pour faire appercevoir leur contradiction. Si la liberté dépend de la tenue des parlements , si la puissance exécutive peut assembler , ou ne point assembler , la liberté dépend de la puissance exécutive. Si en effet on suppose un Roi qui aura d'ailleurs des forces , des Etats , des trésors , comme il peut être absolument , s'il peut se passer des parlements un certain nombre d'années , elles lui suffiront pour acquérir un pouvoir assez absolu , pour qu'il s'en passe toujours , & pour réparer ce qui lui en aura coûté pour l'attendre.

Le pouvoir de proroger & de dissoudre est , à-peu-près , aussi dangereux. L'histoire d'Angleterre fournit par-tout des exemples de parlements assemblés sans fruit. Si on y propose des délibérations contraires à l'esprit du ministère , si on ne peut réussir à les faire évanouir par la négociation , le parlement dissous , sans avoir pu travailler au bien public , fait voir au royaume le vice de sa constitution. Je pourrois réduire cette vérité en axiome , & dire : Si la puissance exécutive peut suspendre la puissance législative pour autant de temps qu'il lui

plaira, il n'y a plus de liberté.

Ce n'est pas à moi à indiquer les moyens propres à remédier à ces inconvénients. Ils ne sont ni uniques ni difficiles : mais c'est y avoir apporté un foible remède, que d'avoir statué que le parlement seroit convoqué tous les trois ans. On a vu si souvent leurs Rois transgresser les loix essentielles : cette dernière n'est pas plus à l'abri de l'infraction que les autres. Et sans l'enfreindre, le Roi ne peut-il pas dissoudre le parlement aussi-tôt qu'il est assemblé ? Je ne serois point touché de ce que l'on dit, qu'un corps ne peut pas s'assembler lui-même : Car, dit-on, un corps n'est censé avoir de volontés que lorsqu'il est assemblé. Les dogmes de l'école figurent mal avec les maximes d'Etat.

On ne connoît dans les corps politiques que deux natures de puissances ; l'une de droit, l'autre de fait. La puissance législative est la seule souveraine. Elle prescrit à l'exécutrice ce qu'elle doit exécuter, & la maniere de l'exécuter. Elle dicte à la puissance de juger ce qu'elle doit prononcer : voilà les vérités du droit. Mais dans le fait, la puissance qui aura dans sa

main les forces pour exécuter , sera tôt ou tard la seule absolue. Elle refusera d'exécuter ce que la législative aura résolu : elle forcera le corps des juges de répondre selon ses vues , pour exécuter selon ses intérêts. L'expérience appuie ces principes. Charles I leva les droits de *tonnage & pondage* & le *Shipmoney* malgré le parlement ; & il eut , pour s'autoriser , la décision de tous les juges d'Angleterre , qui la signèrent par corruption , par complaisance , ou par crainte.

Si , malgré le danger qui menace la liberté en Angleterre , comme ailleurs , & auquel la constitution ne remédie pas : si , dis-je , elle a conservé de la liberté , c'est par des moyens tout-à-fait étrangers à sa constitution. Si ce n'est pas dans ses loix qu'elle a trouvé ces moyens , ce n'est pas à sa constitution qu'elle en est redevable ; & dès-lors son imperfection , à cet égard , paroît à découvert. Il ne suffit pas que les loix du Gouvernement , lorsqu'elles seront bien observées , procurent la liberté ; il faut , pour que la constitution soit parfaite , qu'elle porte avec elle les moyens de les faire observer.

On a laissé l'ouvrage imparfait, lorsqu'on a obtenu ou les chartes ou leur renouvellement, & qu'on n'a pas assuré la tenue des parlements, & fixé le temps de leur moindre durée. Dans cette situation, la liberté est plus en sûreté sous un prince qui ne peut avoir d'autres ressources que celles que lui fournit la nation. Il vaut mieux encore qu'il soit dissipateur, que s'il thésaurise : ses besoins continuels entretiendront une correspondance nécessaire entre le monarque & les sujets.

On prétend que le fondement du système dépend de la gêne réciproque dans laquelle les trois puissances se contiennent ; que de cette compression mutuelle, qui naturellement devoit opérer l'inaction, il en résulte, par la nécessité du mouvement, qu'elles doivent aller ensemble & de concert. Cette idée est grande, elle est belle, elle est vraie en elle-même. Convient-elle à la constitution à laquelle elle est appliquée ? L'expérience de plus de quatre siècles a fait voir, au contraire, que la liberté ne s'est soutenue que par des remèdes violents. Si celui des trois ressorts qui à

voulu s'écarter , avoit été contraint par la pression des deux autres , aucun des ressorts n'auroit pu sortir de sa place. La machine n'est pas si bien proportionnée qu'on l'a prétendu.

Si la vacance de ce qu'on nomme la puissance législative , peut donner à l'exécutrice , comme on en convient , les temps & les facilités d'opprimer la liberté , & que d'un autre côté sa présence continuelle soit capable d'anéantir le pouvoir de la puissance exécutrice , ce sera encore une défectuosité intrinsèque de la constitution. Si le corps législatif étoit toujours assemblé , la puissance exécutrice , dit l'Esprit des loix , ne penseroit plus à exécuter : elle ne seroit occupée qu'à défendre ses prérogatives. Sa ressource est à la fin de dissoudre le parlement. Mais si le pouvoir arbitraire qui lui en est donné , est lui-même un défaut de la constitution , il est donc vrai qu'un vice est pallié par un autre vice.

On peut appercevoir encore que dès-lors qu'il arrive un temps où la puissance exécutrice a la supériorité , & un autre où elle se trouve du côté de la puissance législative , ces inégalités ne peuvent composer une machi-

ne bien réglée. Les ressorts n'ont point, comme on a prétendu, cette force de compression & de résistance toujours égale de l'une à l'autre, qui les retient dans leur place, & d'où doit résulter l'ensemble & le concert absolument nécessaires. Les mouvements doivent être des secousses. L'absence ou l'inégalité des contrepoids doivent naturellement opérer des choses entre les puissances dont le seul équilibre entretient la liberté.

CHAPITRE XV.

De la Liberté dans la constitution de l'Angleterre.

JE ne confondrai point la liberté politique avec l'indépendance ; mais je demanderai qu'elle se fasse appercevoir & sentir aux citoyens. Il n'en est pas de la liberté comme du bonheur. Celui-ci ne consiste que dans l'opinion. Dans quelque situation que l'on imagine un homme, il est heureux si-tôt qu'il croit l'être. Au contraire, la liberté doit être réelle. Celui que l'on retient dans les fers, peut, par la

force de sa raison & de l'habitude, être content de son sort, mais il n'est pas libre.

Le statut du *Tailliagio non concedendo*, fait sous Edouard I, porte qu'aucune taille ni ayde ne seront levées sans le consentement des seigneurs & des communes. On ne peut rien statuer de mieux, ni de plus positif. Les Anglois ont encore un autre privilege bien précieux. On l'appelle l'acte de *Habeas corpus*. Tout homme qui peut fournir une caution de sa conduite, ne peut être retenu dans les prisons, lorsqu'il ne s'agit pas de trahison contre l'Etat, ou d'autre crime dont le titre puisse mériter la mort. Il est constant que sans cette précaution il n'y a point de liberté. Il est incompatible avec les loix de la justice, qu'un citoyen soit mis dans les fers sans connoître son crime. Ce n'est pas même assez de le lui faire connoître, s'il n'est pas accusé: s'il n'est pas présenté devant le juge, si l'on n'instruit pas son procès; c'est l'oppression & la force qui enchainent la liberté.

Mais il ne suffit pas à une constitution de prévoir; elle doit pouvoir. Si elle n'est pas assez forte pour que

le citoyen se repose à l'abri des loix, il est égal qu'elles soient faites, ou qu'elles ne le soient pas. Si l'on ouvre les annales d'Angleterre, on verra sans cesse ces deux loix fondamentales violées. Entre mille exemples, j'en choisirai un seul. J'ai dit que Charles I leva une infinité de droits d'aydes sans le consentement, même après les défenses du parlement. Le lecteur qui ne voudra pas se donner la peine de s'instruire dans l'histoire, ne doit pas croire que ce soit après la rupture avec le parlement : c'étoit dans les commencements de son regne. Il fit plus : il contraignit les particuliers à lui prêter, & chacun fut taxé. Ceux qui refuserent furent mis dans les prisons : ils demanderent le privilege de l'*Habeas corpus* ; il leur fut refusé. Le chevalier Elliot porta la cause aux cours de Westminster : elle fut plaidée avec apparat pendant plusieurs séances. Le chevalier fut condamné & demeura dans les prisons.

Que l'on jette le coup d'œil le plus simple sur ces faits : on verra le statut d'Edouard méprisé, comme s'il n'existoit pas ; on verra des citoyens libres mis aux fers, pour avoir refusé

de se soumettre au renversement d'un statut sacré : on verra que la puissance de juger refuse une caution que la loi ordonne de recevoir ; que le citoyen injustement emprisonné ne jouit pas du privilège de *Habeas corpus* , qui est dû à celui qui seroit mis en prison avec justice. Je regarde avec attention le miroir qu'on m'a présenté , je n'y vois point l'image de la liberté : il faut qu'elle n'y soit point.

L'auteur de l'Esprit des loix veut , que pour avoir la liberté, le Gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse pas craindre un citoyen. Ce n'est pas dire assez , à beaucoup près ; on jouit de cet avantage par-tout où il y a une ombre de loi. Il faut , pour avoir la liberté politique , qu'un citoyen enveloppé dans la loi , ne puisse pas craindre l'abus du pouvoir : il faut , comme il le dit ailleurs , *n'être pas contraint à faire ce qu'on ne doit pas vouloir*. Que l'on compare l'état du chevalier Elliot avec cette explication.

J'ai pris les exemples que j'ai cités dans l'histoire de Charles I , parce qu'elle étoit plus présente à ma mémoire : plusieurs autres regnes m'en auroient fournis de semblables , & ce-

lui de Henri VIII de plus forts encore. Les malheurs de Charles n'ont été que pour lui seul. Ils ne sont pas une suite de la bonté de la constitution, mais plutôt de sa foiblesse. Si elle avoit pourvu à la liberté par sa propre force, cet événement n'auroit jamais étonné l'Europe; & Henri VIII n'auroit pas régné & terminé sa carrière tranquillement, & plus despotiquement que Charles n'avoit commencé la sienne. Ceux qui pensent que sa catastrophe intimidera les Rois à l'avenir, ne songent pas qu'elle n'a pas étonné ses propres enfants. Charles II, vécut toujours au-dessus des loix; Jacques, quoique plus borné, eût vécu de même, s'il eût été protestant. Ces exemples, ceux d'Henri & de Cromwel ont assez prouvé aux Anglois combien leur constitution est impuissante pour les empêcher d'être asservis.

S'ils jouissent depuis quelque temps d'une liberté plus continuée qu'ils ne l'avoient fait encore, ils ne la doivent ni à l'autorité de leur constitution, ni à la crainte qu'ont pu inspirer les revers de Charles & de Jacques; elle est due à l'état précaire du monar-

que. Le Prétendant assure l'observation de la constitution, & ne conspire pas contre elle, comme l'a dit un auteur anonyme. Ce sera un malheur pour l'Angleterre, lorsque sa branche s'éteindra; son existence fait respecter les loix. La Maison régnante peut devenir prétendante à son tour; elle inspirera à son tour de la prudence à celle qui sera sur le trône. Cette situation politique est étrangère à sa constitution.

On dit que *la liberté politique dans un citoyen, est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté*. Si on cherche dans les annales d'Angleterre, son état le plus fréquent, on n'y trouvera point ce caractère de la liberté. Elle l'a souvent perdue, souvent recouvrée. Cette alternative si réitérée éloigne tout sentiment de sécurité. Aucune histoire ne présente un aussi grand nombre d'événements qui ont dû faire trembler le citoyen pour sa sûreté. On pourroit marquer cent époques pendant lesquelles un homme sage auroit eu bien de la peine à déterminer, s'il aimoit mieux être citoyen en Angleterre, que sujet sous la domination

d'un despote. La liberté idéale est une chimere : la liberté réelle ne se trouve que dans la faculté de vivre dans le repos & l'assurance de conserver paisiblement ce qui appartient légitimement : *Petit placida cum libertate quietem*, dit le plus zélé partisan de la liberté Angloise *.

* *Sidney.*

Je ne m'amuserai point à parler des enrôlements forcés ; je ne fais si c'est une nécessité qu'exige le bien de la patrie. Le bien de la patrie alors exigeroit un acte contraire à la liberté. On doit convenir que les Anglois ont des usages, des loix écrites, plus favorables à la liberté qu'aucune autre monarchie. Celles dont j'ai parlé paroissent mettre en sûreté les personnes & les biens ; mais elles ne le font point. Les loix qu'ils ont sous les yeux, les droits dont ils sont imbus, leur rendent l'idée de la liberté plus présente, & portent sans cesse leur attention vers elle : mais malheureusement cette attention les fait vivre dans les allarmes. Le monarque craint sans cesse pour sa prérogative, & la nation pour ses privileges. Machiavel a remarqué que la crainte fait chercher les moyens de se défendre ; que pour

se défendre, il faut des partisans; que ceux-ci forment les factions, & que les factions entraînent la ruine de la République. Ici la méfiance est juste de tous les côtés. La constitution pèche en ce qu'elle n'assure l'Etat ni des uns ni des autres. Tandis qu'elle exige le parfait accord des trois pouvoirs, les intérêts différents qu'elle leur donne, y déposent le germe de la méfintelligence.

S'il faut acheter l'avantage d'être libre par des incertitudes, des frayeurs, des agitations qui ne cessent point, cet état prétieux a bien de l'amertume. On dit que l'Anglois *est toujours mécontent*, il n'est donc jamais heureux. Je n'envie point ce haut degré de liberté qui me trouble & qui m'afflige. Si ce n'est point le sentiment d'un cœur que les hommes appellent élevé, c'est celui d'un esprit philosophe.

Dans toute constitution où les pouvoirs & leur exercice n'appartiennent point en entier à la nation, la liberté ne peut être assurée, qu'autant qu'ils seront partagés, en sorte que leur équilibre soit parfait. Il faut que la liberté ait une action de résistance dans sa

main, égale à l'action qui tendroit à l'opprimer. Il m'a paru que cette balance ne se trouve pas dans la constitution de l'Angleterre, & par conséquent, qu'elle n'est pas parfaite. Je ne connois point le livre d'Arrington ; mais s'il a voulu bâtir une ville pour la liberté, je ne vois pas que celle qu'il avoit devant les yeux, ait dû le détourner d'entreprendre cet ouvrage.

Ce que l'Angleterre a de grand, n'est pas sa constitution ; ce sont les idées politiques de Gouvernement intérieur que le génie de la nation répand dans la chambre des communes ; c'est le sentiment de liberté gravé dans les cœurs ; c'est la constitution des esprits plutôt que celle de l'Etat. Il a été facile de s'y méprendre.

Une partie de ces réflexions sur le livre de l'Esprit des loix & de celles qu'on trouvera répandues dans cet abrégé, étoient faites pour être communiquées à son Auteur. Elles n'avoient d'autre objet, dans leur principe, que l'usage qu'il en auroit voulu faire lui-même. La mort, toujours prématurée pour des génies aussi rares, l'a enlevé aux Let-

tres & à la société, & a fait changer cette destination.

CHAPITRE XVI.

De la République fédérative.

LORSQUE plusieurs Républiques s'unissent & se lient entr'elles par une aillance offensive & défensive, envers & contre tous à perpétuité, il se forme un corps qu'on appelle République foédérative. Ce n'est pas une quatrieme espece. Elle ne peut être gouvernée que sur les principes de l'Aristocratie. On peut voir dans l'Esprit des loix * ce que l'on doit penser des avantages de ce Gouvernement. Il peut être composé de Princes ou de Républiques, ou des uns & des autres. L'Allemagne est un exemple de confédération de Princes & de Républiques, la Suisse de Républiques seulement.

Chaque province, ville ou district conserve sa souveraineté particulière, & se régit, pour son intérieur, par son conseil & suivant ses coutumes. Celui qui déposeroit sa souveraineté

ne

* Liv.
9. ch. 1.
2. & 3.

ne feroit plus associé : il feroit partie d'un des corps confédérés , ou bien il feroit fujet. L'intérêt commun & général eft dirigé par un confeil composé des députés de chaque Etat. Chacun les nomme en nombre égal , ou relativement à fon étendue , à fa puiffance , de forte qu'un Etat aura plus de voix qu'un autre. Il eft facile de garder les proportions. On pourroit refufer le nom de République fédérative aux villes de Lycie , que l'Efprit des loix cite pour un exemple de la différence du nombre des voix. Les ligues Grifes en fourniffent un plus rapproché & plus récent. Une de leurs Républiques envoie vingt-huit députés ; la feconde vingt-quatre , & la troifieme quatorze. On fent qu'il eft jufté que les charges foient réparties relativement au nombre des voix.

On ne compte pas la République fédérative par fes fujets : on compte les villes , les provinces qui la composent. Chacun demeure fujet de fon premier fouverain. Cependant chacun eft affujetti aux loix générales , foit politiques , foit de police , qui émanent du confeil général pour l'intérêt commun , & aux loix particulières.

res de son pays. Il n'y a rien d'incompatible. Est-on sujet de deux souverains ? La subjection est-elle divisée ? C'est disputer des termes.

Une République fédérative doit ressembler à une famille unie & bien gouvernée. Si le pere distribue des portions de son domaine à ses enfants, pour leur en donner la direction, chacun régira la sienne, suivant la forme qu'il croira convenable à son terrain & à ses fruits. L'autorité paternelle & ses avis l'empêcheront de la gouverner mal & de la dissiper. L'union qu'elle entretiendra entre les freres les obligera de s'aider mutuellement : tout se rapportera à la masse commune. Si les parties qui composent un tout veulent faire leur intérêt particulier de l'intérêt général, le corps aura une force infinie. La douceur, la bonne intelligence régneront plus que le commandement.

On sent assez qu'il est du bon ordre que l'un des membres ne puisse faire d'alliance particuliere avec qui que ce soit, que de l'avis de l'association. Il feroit encore mieux de la rendre commune à tous. Il feroit bien rare que des corps unis ainsi eussent entr'eux des

différends. Le conseil supérieur créé pour régir, l'est aussi pour terminer les querelles, & rétablir l'ordre troublé. La différence des religions est seule capable d'y faire naître des dissensions sérieuses. C'est la seule cause qui ait soulevé en Suisse des animosités assez fortes pour faire prendre les armes, & craindre une division qui seroit suivie de la perte de la liberté.

Douze villes de la Grece formerent d'abord une association de cette nature, & fonderent le célèbre conseil des Amphictions. D'autres villes en grand nombre se joignirent à celle-ci. Ce conseil jugeoit définitivement les différends des villes particulieres. Il imposoit des peines & des amendes à celles qui osoient insulter les autres. Ceux qui se refusoient à l'exécution de ses jugemens, attiroient sur eux l'indignation & les forces de la Grece entiere. Ce conseil fit une faute : il placa un Roi parmi les Amphictions. Cette faute perdit le conseil & la liberté.

Quel nom donnera-t-on à un Etat, lorsque les villes d'une ligue se réunissent sous une même souveraineté, qui participe de toutes & absorbe les

particulieres ? La fameuse ligue des Achéens fut de cette espece. Elle n'étoit , dans son origine, que de trois petites villes , sans force & sans nom. Aratus y joignit la ville de Sicyone sa patrie , après l'avoir délivré du joug des tyrans. La ligue s'accrût bien-tôt sous la conduite de ce grand homme , elle attira les villes de l'Achaïe , & un grand nombre de celle du Péloponese. Il trouva le moyen de ne faire de ces différens corps qu'une République d'un genre particulier. Elle n'avoit point de métropole : la métropole étoit par-tout ; le lieu où le conseil s'assembloit suivant les circonstances , étoit le chef lieu.

Les souverainetés particulieres s'éclipserent. Cette révolution fut l'ouvrage de deux délibérations. Il fut résolu d'élire un capitaine général ; mais il n'étoit pas à vie , encore moins héréditaire : il étoit annuel. La seconde délibération transporta le pouvoir de décider à dix citoyens élus parmi le nombre des députés. On ne laissa aux autres que la voix consultative. Chaque ville fut comme obligée de prendre les mêmes loix & les mêmes coutumes. Tout y fut semblable jus-

qu'aux poids & mesures. Chaque ville, sans être sujette, cessa d'être souveraine. Cette faute causa la perte du corps entier. Les Romains craignirent d'attaquer cette puissance, ils chercherent à la diviser. Le proconsul Gallus eut ordre d'en trouver les moyens. Il séduisit quelques-unes des villes confédérées : il leur persuada qu'elles n'étoient plus libres, parce qu'elles n'avoient plus de résolutions particulières à prendre. Elles se plaignirent aux Etats que, sous l'ombre d'une alliance égale, on leur avoit ôté leurs usages & leur souveraineté. Assurées de la protection des Romains, elles se séparèrent de la communauté des Achéens ; & la fausse lueur d'une souveraineté idéale leur fit tendre les mains aux fers que Rome leur préparoit.

Si, profitant des fautes des Amphictions & des Achéens, on fondeoit une République fédérative, uniforme dans sa religion, ou décidée pour la tolérance, on formeroit un corps dont la puissance & la félicité seroient telles que les hommes le peuvent désirer. La Grece fut la victime de la politique adroite de Philippe. Si elle eût persévéré dans sa confédération, elle

342 DE LA RÉPUBLIQUE.

n'auroit succombé sous les forces de la Macédoine: elle auroit été ensuite la barrière où se seroient brisés les vastes projets des Romains. Nous n'aurions peut-être jamais entendu parler des victoires d'Alexandre, de la grandeur de la République Romaine, ni de l'ambition de César.

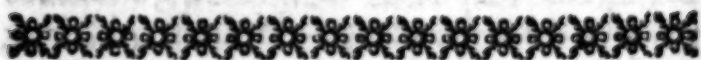
Une République simple ne doit pas être aussi grande qu'une monarchie. Une République fédérative peut être plus étendue que la plus puissante monarchie ne doit l'être. Plus le centre où réside la force motrice est éloigné, plus elle arrive languissante aux extrémités. C'est le défaut des grands Etats régis par une seule autorité. Mais si la circonférence est composée de divers corps, qui ont par eux-mêmes une force agissante qui leur appartient, l'action & la résistance y auront leur activité naturelle. Si Rome, qui s'étoit aggrandie par les associations, n'avoit pas changé de système; si elle n'avoit eu dans son sein & pour ses frontières, que des Républiques confédérées, dont elle eût été le centre d'unité, elle auroit été impénétrable aux Barbares. Chaque côté auroit eu ses propres intérêts à défendre, ses forces particu-

lières à opposer. Les forces générales auroient eu le temps de s'assembler & d'arriver ; elle n'auroit jamais subi le joug monarchique : on ne sauroit prévoir comment cet Etat auroit péri.

On dit que Henri IV, roi de France, méditoit de former de l'Europe chrétienne une seule République foédérative, & d'y ériger un conseil suprême dans le goût, à peu près, de celui des Amphictions. Ce projet étonne par sa grandeur, il frappe par sa beauté. La seule exécution pouvoit faire juger s'il étoit possible dans la combinaison des moyens mis en œuvre, & des résistances à vaincre, & si le succès en eût été durable. Henri IV., grand capitaine, politique judicieux, ami de l'équité, pere de son peuple, mérita les larmes de ses sujets. Il mériteroit les regrets éternels de l'Europe, si sa mort eût été le seul obstacle à l'accomplissement de ce dessein.

Fin du second Livre.





LIVRE III.

CHAPITRE PREMIER.

Du Sénat ou des Conseils.

TOUTE espece de Gouvernement a besoin de conseils ; le peuple ne peut pas être toujours assemblé , & la multitude ne peut vaquer à des détails. L'Aristocratie , quoique pouvant confier dans un sénat , doit avoir des conseils pour les choses qui demandent du secret & de l'expédition. Il faudroit à un monarque les yeux de la tête d'Argus , autant d'oreilles & de langues qu'on en donne à la Renommée , s'il vouloit conduire un grand royaume sans conseil. L'ancienne mythologie faisoit sentir la nécessité des conseils , en plaçant toujours Minerve aux côtés de Jupiter.

César , Louis XI , & quelque'autres grands hommes que l'on pourroit citer , se sont rarement servis de leurs conseils dans les affaires importantes ,

& ils ont exécuté de grandes choses. Ils en auroient exécuté de plus grandes, ils auroient fait moins de fautes, s'ils avoient consulté plus souvent. J'aimerois autant dire que l'esprit de l'homme n'a pas de bornes, que de dire qu'il n'a pas besoin de conseil. Si César n'avoit pas écouté un amour propre mal réglé, il auroit évité une fin tragique : il n'auroit pas ambitionné le titre de Roi lorsqu'il en avoit la puissance : il n'auroit pas méprisé le sénat ouvertement, au point de ne pas se lever en sa présence. C'est à ce mépris ouvert que le grand nombre des historiens attribue sa mort. Cette faute avoit déjà été funeste au premier & au dernier des Rois de Rome. Le fondateur disparut pour être mis au rang des dieux, parce qu'il commençoit à ne plus consulter le sénat : Tarquin n'auroit pas été chassé, s'il n'avoit pas voulu le détruire.

Louis XI, se repentit de la confiance qu'il avoit eu dans ses propres lumieres : il avoua à ses confidens que cette faute l'avoit mis plus d'une fois sur le bord du précipice. Cette persuasion le détermina à faire élever son fils dans une profonde

ignorance, pour l'obliger, disoit-il, à prendre des conseils. Ce n'étoit pas se corriger lui-même : c'étoit continuer à se mal conduire. Un souverain qui fait faire usage des connoissances acquises, fait mieux qu'un autre qu'il a besoin de conseil. Le défaut de savoir n'exclut pas la présomption ; elle est dans l'esprit & dans le cœur. Du moins, lorsqu'elle est jointe à de l'acquis, elle est moins aveugle que celle qui est nourrie dans les ténèbres.

Plus un prince a d'éducation, plus on doit espérer de son Gouvernement. Neron & Trajan sont cependant des exemples contraires à cette maxime. Néron étoit savant pour un prince ; Trajan ne connoissoit que l'art militaire. Ce sont des exceptions à la règle. Les caracteres entièrement décadés percent toujours.

En général, celui qui néglige les conseils, sera plutôt regardé comme orgueilleux que comme sage. Quelques esprits sont capables de donner des conseils ; d'autres savent les écouter, même les choisir : malheur à l'Etat qui sera dirigé par celui qui ne sait ni les donner ni les prendre ; c'est la classe des hommes la plus ordinaire.

Cromwel n'eût point de conseils ; ses projets étoient d'une nature à ne pouvoir être communiqués. Quels sont les siècles qui produisent des génies comparables, pour leur étendue , à celui de Cromwel ?

La fonction ordinaire des conseils, est de discuter & de digérer les matières , de les exposer à la puissance souveraine & lui proposer des avis. C'est des conseils que dépendent la fortune des Etats, la gloire des princes , le bonheur des peuples ; & les qualités du conseil dépendent de celles du souverain.

Il est aussi difficile qu'un prince faible puisse avoir des bons conseils , qu'il est difficile que l'homme , livré à lui-même , quitte la route des passions pour suivre celle de la vertu : si le prince n'éclaire pas lui-même ses conseils , si le conseil ne craint pas les lumières du prince , l'ambition , la jalousie , les inimitiés , les intérêts privés diviseront le conseil & le feront mépriser. Il faut , ou que le prince , par sa pénétration & sa fermeté conduise son conseil dans le chemin de la justice , ou que ses ministres lui communiquent leurs passions.

Il est de la dernière importance qu'un Roi qui cherche le bien, assiste aux délibérations de ses conseils; il y trouvera toujours l'avantage de connoître les caracteres de ceux qui les composent, pour les conserver ou les changer. Il est nécessaire que sa présence impose souvent; il faut que l'on puisse le croire présent lorsqu'il est éloigné. L'appartement du Sultan est terminé par une tribune qui domine sur la salle du Divan.

Il est naturel que dans la République on trouve un meilleur conseil, que dans la monarchie. Les intérêts publics & particuliers n'y sont pas séparés; l'avantage principal du sénateur, est l'avantage de l'Etat. Un homme appelé au conseil des Rois, pourra se faire, dès ce moment, des intérêts séparés de ceux de la nation; il peut oublier qu'il est citoyen. Ce ne sera pas souvent pour être occupé de la gloire de son maître, mais pour ne songer qu'à conserver ce qu'il a de faveur & l'accroître. Il peut dans cette vue étudier les goûts du prince pour s'y prêter; chercher à lui en donner, s'il n'en a pas; à l'amuser de frivolités, pour le détourner des soins du

Gouvernement ; en un mot , à le perdre : c'est sa propre grandeur qui le touche , lorsqu'il travaille pour la grandeur abusive du souverain. L'autorité royale élève assez au-dessus du reste des hommes pour satisfaire l'ambition d'un mortel ; les Rois n'ont point besoin de l'étendre pour être très-grands. Il en est même peu qui voudroient se fatiguer à l'augmenter, si un mauvais conseil ne cherchoit à les flatter , à les séduire , pour s'insinuer & se faire valoir. Il est difficile que ce conseil ne sente pas que le prince a assez de la grandeur qui lui est propre. C'est pour lui-même qu'il agit. Le maître est satisfait d'être Roi , le ministre veut être despote. On a trouvé des hommes qui ont perdu de vue leurs enfants , leurs proches, leur patrie, pour un éclat présent qui les éblouit , & qui n'a peut-être que des heures à durer.

Les conseils doivent être ou très-nombreux , ou très-bornés. La qualité de l'Etat ou la nature des affaires qui les occupent , doivent déterminer l'un ou l'autre. Dans l'Aristocratie , le sénat souverain doit être composé de toute la souveraineté ; & la souverai-

neté doit être nombreuse. Elle aura plus de force pour se soutenir elle-même, & plus elle sera répandue, moins elle aura de poids pour accabler le peuple.

La Démocratie doit aussi confier son autorité à un sénat composé de beaucoup de têtes. Il approchera davantage de la nature de la République. On pourroit encore, pour augmenter le nombre, & lui donner plus de ressemblance avec le peuple, donner l'entrée au sénat à plusieurs citoyens qui pourroient opiner, mais qui, pour éviter la confusion, ne seroient pas du nombre des délibérants. Ce moyen fourniroit des sujets propres aux affaires, il en résulteroit dans la suite de très-grandes utilités. Ce seroit un rang distingué, un honneur pour ceux qui seroient appelés, & il est nécessaire, dans tous les Gouvernements républicains, de faire part des honneurs avec toute l'étendue possible. L'honneur est moindre sur la tête de chacun, lorsqu'il est répandu sur plusieurs, & par conséquent, moins à craindre, & ce moyen attache un plus grand nombre de personnes à la République.

La monarchie ne demande pas d'aussi grands conseils. Il ne faut pas que le monarque qui décide, se trouve embarrassé par la multitude des avis. Il convient mieux à cet Etat d'avoir un très-grand nombre de conseils, un pour chaque nature d'affaires, & que chacun soit moins nombreux. Le monarque doit à sa politique de consulter tous les conseils sur les loix qu'il doit donner, & que ses peuples ne l'ignorent point. Il ne faut rien omettre de ce qui peut faire estimer les loix, & pour prévenir en leur faveur.

Les conseils composés de beaucoup de personnes ont toujours fatigué les princes; ils ont cherché les moyens les plus honnêtes pour s'en débarrasser. Tibère amusa le sénat en lui renvoyant le jugement des affaires considérables des particuliers. Néron ordonna qu'à l'avenir il connoîtroit des appels qui se portoient auparavant devant l'Empereur; c'est ainsi qu'on lui fit oublier peu-à-peu la connoissance des affaires de l'Etat. Ce ne sont point ces traits qui ont rendu ces princes odieux à la postérité.

Le parlement de Paris (a) a été autrefois le sénat du royaume , conseil originaire des Rois ; il porte encore le titre de parlement de France , par celui de la *cour des Pairs*. Les Pairs ont été institués par les Rois , disoit Charles le Sage , pour leur donner aide & conseil. Philippe le Bel rendit le parlement sédentaire à Paris , & dès-lors il ne put être le conseil des Rois que par occasion. Ils érigerent à la place le *Grand Conseil* qui ne fut occupé d'abord que des affaires de l'Etat. Insensiblement il subit le sort du parlement ; on l'occupa de procès qu'il fallut attirer d'ailleurs pour lui donner quelque emploi. Enfin Charles VIII en fit une cour ordinaire. Il en est de même des conseillers d'Etat dont les fonctions ne répondent point au titre , si l'on entend par affaires d'Etat , celles du Gouvernement politique.

Outre les conseils généraux ou sénat des Républiques , il est nécessaire qu'un plus petit nombre , & plus capable , forme un conseil étroit ou privé ,

(a) Comme j'ai ajouté plusieurs choses au texte de Bodin , je suis bien aise d'avertir que ce qui est dit ici du Parlement & du Grand Conseil , est entièrement de lui.

où l'on traite les affaires qui demandent le secret ; où se prennent les résolutions qui, étant éventées, ne pourroient s'exécuter. Tel étoit à Athenes le fameux Aréopage : il étoit le centre de la politique Athénienne. Périclès voulant attirer à lui seul le Gouvernement , engagea le peuple à ôter sa confiance à ce conseil : il est aussi facile dans la Démocratie , de persuader à la multitude ce qui tend à sa ruine , que ce qui fait son avantage ; Périclès réussit ; la gloire ni la liberté d'Athenes ne survécurent pas longtemps à l'Aréopage.

Les Romains n'ont jamais eu de ces privés conseils ; mais quelles Républiques ont pu se vanter d'avoir des sénateurs comme les Romains , jusqu'à la prise de Carthage ? Le secret étoit plus assuré entre quatre cents personnes qu'il ne l'est aujourd'hui entre cinq ou six. L'amour de la patrie porté au dernier période , inspiroit les grands sentiments : l'office des censeurs contribuoit encore à l'exacte discipline du sénat : la faute la plus légère , si elle pouvoit tourner , quoiqu'indirectement , au préjudice de l'État , étoit punie par la radiation du nom

354 DE LA RÉPUBLIQUE.

de celui qui l'avoit commise. Cette excellente institution tourna dans la suite en abus.

La raison & l'expérience autorisent les conseils secrets. Il n'est point aujourd'hui de République qui n'en ait établi. Ils sont devenus indispensables. Le commerce rendu plus familier, la facilité introduite de parcourir la terre avec plus de commodités & de vitesse, & la facilité de converser, pour ainsi dire, à deux cents lieues de distance par des correspondances régulières, rendent l'observation du secret plus difficile qu'autrefois. Il se divulgueroit plus aisément sans que l'on dût en conclure une plus grande légèreté chez les hommes. Quand on auroit voulu apprendre à Carthage ce qui se passoit à Rome, il eût été difficile d'y parvenir en assez peu de temps pour rendre un projet inutile.

Cicéron appelle très-bien le sénat, l'ame, la raison, l'intelligence des Républiques. Les forces militaires ni les trésors ne feront rien si on manque d'un bon conseil. C'est Darius qui va livrer ses armes, ses richesses, son empire à Alexandre, en négligeant l'avis de Memnon. Les grandes actions

sont la suite d'un sage conseil. Il faut le composer avec toutes les précautions imaginables. Sa foiblesse donnera du mépris, sa dureté de la crainte, son orgueil inspirera de la haine, le vrai mérite pourra seul faire naître le respect.

Il importe dans tous les Etats, & sur-tout dans les monarchies, que les peuples conçoivent une haute opinion de la capacité des conseils. Les monarques doivent l'imprimer par leur attention dans le choix, & par leur facilité à se corriger, lorsqu'ils s'y sont mépris. Leur autorité, leur sûreté le demandent. La réputation des Rois, au dedans, au dehors & dans l'histoire, n'est souvent que la réputation de leurs ministres.

CHAPITRE II.

Des qualités convenables pour être admis aux Conseils.

AVANT que de passer aux qualités naturelles & acquises, propres pour entrer dans les conseils, il faut faire attention à des causes indépendantes

du mérite personnel, qui doivent en exclure. Celui qui a des propriétés de fond dans l'étendue d'une domination étrangère; celui qui y a contracté des alliances, qui y auroit des liaisons avec un autre prince; qui, par des rapports même éloignés, pourroit lui devoir quelque chose de plus que le respect que l'on doit à tous, doit être banni des conseils. Mettre cette vérité en question, ce seroit demander si l'attachement du ministre de l'Etat ne peut pas être trop pur & trop vif.

Il suit naturellement de cette maxime politique, qu'un étranger ne doit que dans des cas singuliers être placé dans les conseils: il y a du danger; c'est une injure faite aux naturels: il est rare que la nécessité l'exige. Il feroit plus pardonnable de choisir hors de l'Etat un capitaine général. L'art de conduire une armée, est un art particulier; le métier des armes est une profession à part, dans laquelle les talents supérieurs sont très-rare, & ne laissent pas toujours la liberté du choix. On trouvera toujours dans une nation, un bon ambassadeur, un bon ministre,

La république de Venise, toujours sage, ne souffre point dans son sénat ceux qui sont engagés dans les ordres sacrés. Ils doivent à la cour de Rome une soumission d'un caractère distingué de celle du général des peuples; ils peuvent en espérer des récompenses; il leur est permis d'en recevoir des grâces. L'ignorance antique força les Etats à se servir du clergé dans les affaires civiles & politiques. Cette nécessité n'est plus. On pense à Venise que c'est faire tort à l'ecclesiastique lorsqu'on l'enleve aux fonctions de son Etat, pour le rappeler au siècle qu'il doit quitter, & on croiroit blesser en même temps la politique.

Le sénat, les conseils doivent être composés de personnes d'un âge mûr. De tous les temps, les anciens du peuple ont attiré le respect & la vénération. Lorsqu'on veut parler des sages, des prudents, l'on ne voit par-tout que le terme de *Seniores*. Lorsque les Hébreux voulurent établir un conseil, le Prophete leur dit : « Assemblez soixante-dix des anciens, gens sages & craignants Dieu ». A Athenes, le hérault appelloit les citoyens au-dessus de cinquante ans, pour opiner les

premiers ; il étoit nécessaire de présenter des avis raisonnés & réfléchis à un peuple évaporé. Si les conseillers étoient jeunes, le reste des jeunes croiroit valoir autant que ceux qui le composent ; les anciens croiroient valoir mieux.

L'expérience ajoute aux lumières naturelles ; elle est une suite de l'âge. L'homme de génie verra mieux à vingt-cinq ans , qu'un autre dans un âge plus avancé ; mais il verra mieux à quarante ans & avec plus de réflexion. Il se perfectionnera encore jusqu'à soixante : il ne verra plus au travers du voile des passions.

On demandoit à Rome que le sénateur eût exercé les charges publiques. L'*Edilité*, la *Questure* étoient des degrés par lesquels il étoit nécessaire de passer pour monter au sénat. On y acquéroit l'expérience , & le peuple ne voyoit asséoir parmi les sénateurs, que ceux que ses suffrages avoient déjà élevés aux chaires curules. Solon, pour remplir deux objets , avoit fait statuer que personne ne pourroit être élu Aréopagite qu'il n'eût rempli les postes les plus importants, les plus délicats, sans essuyer aucun reproche.

On peut alors , outre la capacité , compter sur la probité & le désintéressement , qualités essentielles. Lorsqu'on n'a pas chancelé dans les occasions , le caractère est décidé , il est connu , du moins autant que les hommes peuvent se flatter de le connoître.

On n'accordoit pas les survivances des places d'Aréopagite.

On ne doit point choisir les membres des conseils parmi les indigents ; je crois en avoir dit les raisons ailleurs , lorsque j'ai parlé des inconvénients de la pauvreté dans la partie souveraine de l'Aristocratie. Lorsqu'un sujet fait paroître des talents & un mérite supérieur , dont l'emploi est un avantage pour le public , il faut commencer par établir sa fortune , ensuite le placer dans les conseils.

L'énumération des qualités personnelles desirables dans ceux auxquels le sort des hommes est confié , seroit infinie. Il n'en est aucune des bonnes qu'ils ne dussent avoir , aucune des mauvaises dont on ne les voulût exempts ; mais exiger cette perfection , ce seroit donner dans le ridicule de la République de Platon.

Il faut cependant des qualités dis-

tinguées & dans le cœur & dans l'esprit ; que l'amour du bien fasse leur principal objet ; que cet amour soit assez fort pour marcher avant l'amitié, la haine, & l'intérêt personnel ; que du moins il fasse taire ces sentiments lorsque leurs mouvements sont déréglés ; c'est l'essentiel des qualités du cœur.

L'écueil le plus fatal des conseils du monarque est le desir désordonné de lui plaire, que l'on confond avec le desir de lui être utile. Un prince n'a pas besoin d'un conseil pour faire ce qu'il lui plaît ; il en a besoin pour lui conseiller ce qui doit le conduire à sa véritable gloire, à son solide bonheur. Si le conseil songe à sa propre fortune, de ce point de vue partiront la complaisance dans l'approbation, & la flatterie poussée jusqu'à la basse adulation. » J'ai vu, disoit Salluste, » que les empires ont prospéré, qu'ils » ont eu d'heureux succès, tandis que » la vérité a dominé dans les conseils ; » aussi-tôt que la crainte ou le desir » de se rendre agréables les a cor- » rompus, j'ai vu arriver leur déca- » dence ». Si l'amour du bien étoit gravé dans les cœurs, il ne fait pas déguiser

déguiser la vérité, il fauveroit le prince, le peuple, & le conseil.

Celui qui conseille l'avantage apparent du monarque au préjudice des peuples, se fait illusion s'il croit aimer le monarque; il n'aime que lui-même : on ne peut véritablement aimer le prince sans aimer son Etat.

L'amour propre & l'obstination sont des défauts essentiels à celui que l'on appelleroit dans les conseils. L'amour du vrai modere le premier & bannit le second. L'attachement à la patrie fait que l'on se dépouille de ses propres sentiments pour n'avoir que ses intérêts devant les yeux. Le Lacédémonien qui avoit le plus fortement combattu une opinion dans le sénat, la défendoit avec opiniâtreté en public, lorsque le sénat l'avoit adoptée.

Outré les qualités du cœur, les conseils veulent de la capacité & des lumieres; le Gouvernement intérieur ne les exige pas aussi vastes que la politique du dehors, & demande plus de détail. En général, le jugement droit & juste est préférable au brillant de l'esprit; la solidité du raisonnement à l'éloquence. Il faut discer-

ner le vrai ; il faut convaincre ; il ne faut pas séduire.

Les grands génies sont nécessaires pour faire les loix ; ils sont à craindre lorsqu'elles sont faites. La Providence favorise les Etats auxquels elle les donne dans les temps de crise ; elle les dessert lorsqu'elle les envoie dans les temps ordinaires. Un grand génie ne s'arrête pas à perfectionner ; il change, il bouleverse, il veut créer.

Autant que l'esprit ferme est désirable dans les conseils, autant l'esprit hardi, entreprenant y est dangereux. On ne doit rien donner au hazard dans les affaires d'Etat, que lorsqu'il faut un hazard pour le sauver. Les anciens avoient banni la fortune du conseil des dieux.

CHAPITRE III.

Du pouvoir des Conseils & de leurs fonctions.

LES pouvoirs & les fonctions des conseils sont différents selon les différentes sortes de constitutions. En général, comme conseils, ils n'ont

aucun pouvoir , & leurs fonctions sont uniquement de débrouiller les difficultés , d'exposer les questions & les différents avis , dont ils les croient susceptibles ; mais , dans les Républiques sur-tout , il faut que le sénat ou conseil ait quelque pouvoir de déterminer sans communiquer à la souveraineté : ces pouvoirs doivent être plus étendus , si elle est nombreuse ; plus resserrés , si elle peut s'assembler facilement. On peut juger combien ils doivent être limités dans la monarchie.

Le sénat Romain dispoſoit des finances , ordonnoit de la Religion , decernoit les triomphes , nommoit des lieutenants aux gouverneurs des provinces , entendoit & congédioit les ambassadeurs. Un peuple ne peut guere exercer sa souveraineté que par commission ; mais les décrets du sénat sur ces affaires ne portoient pas ce que nous appellons un mandement , un ordre d'exécuter ; il expédioit pour le peuple. Tel est le caractère des pouvoirs des conseils lorsqu'ils en ont. Cet exemple peut suffire pour faire comprendre quelle est leur nature.

Pour se représenter plus clairement

la composition des Gouvernemens, il faut distinguer les sénats ou conseils, des magistrats dont je parlerai dans la suite. Les conseils s'occupent des affaires de l'Etat; ils disposent les réglemens généraux: les magistrats appliquent les loix, & les règles générales aux cas particuliers, & décident entre les sujets. Ce seroit blâmer les empereurs Romains & les rois de France, dont j'ai cité l'exemple, si on employoit les conseils à juger les affaires des particuliers: s'ils ont ôté aux anciens sénats la connoissance des affaires d'Etat, sous le prétexte de cette occupation, comment pourroit-on en embarrasser les conseils d'aujourd'hui? Ce seroit sans nécessité renverser un ordre établi; ce seroit obliger les conseils de suspendre une nature d'affaires, ou de régler l'une & l'autre avec précipitation. Plus l'Etat est étendu, plus cet ordre doit être inviolablement observé.

Lorsque le souverain est présent à la tenue des conseils, il entend la discussion, & se détermine, non selon la pluralité des voix, mais suivant ce qu'il juge le meilleur. Ce se-

roit un pouvoir bien exorbitant dans le conseil, si le prince devoit se rendre à la pluralité; le conseil seroit le souverain: il est le flambeau qui montre les routes; le prince suit celle qu'il juge à propos. Mais c'est dans ce moment que son attention doit être extrême; ce n'est qu'après de mûres réflexions, & bien pénétré de la clarté de ses lumières propres, qu'il doit embrasser l'avis qui n'est pas le dominant dans le conseil.

Tous les hommes naissent avec des penchans qui les portent avec plus ou moins de rapidité vers des objets qui les attirent, sans que l'on puisse connoître la cause de cette sympathie. Celui qui dans les conseils songe plus à son élévation, qu'au bien du prince & de l'Etat, étudie les goûts du souverain, ils lui servent de guide pour former ses avis: le prince embrasse, sans le savoir, une façon de penser que ses goûts ont dictée plutôt que la raison. C'est un écueil difficile à éviter; s'il y échoue une fois, il n'aura plus dans son conseil les avis de la vérité; il n'aura que ceux de son inclination. Il y a beaucoup plus de prudence à se défier de soi-même & à suivre l'a-

vis général des personnes choisies qui forment le conseil d'un Etat. Cette regle, que le prince pourroit se faire, souffriroit peu d'exceptions.

Lorsque le souverain est absent de ses conseils, on doit lui faire le rapport de ce qui s'y est passé ; & lorsque les avis ont été partagés ou à-peu-près, il seroit bon que le rapport en fût fait par deux conseillers d'avis différents.

Dans les conseils des Républiques la pluralité décide. Alors les manieres de proposer, la méthode d'opiner, peuvent être sujettes à des diversités de quelque conséquence. A Rome, les consuls propoisoient, & en leur absence, celui qui présidoit au sénat. Les ambassadeurs & toutes les personnes qui vouloient communiquer des demandes ou des plaintes, ne pouvoient s'adresser qu'à lui. Cette méthode n'étoit pas bonne. Le chef d'une compagnie ne doit pas être le maître de lui céler les avis qu'on veut lui donner, les demandes que l'on veut lui faire.

L'expérience apprend tous les jours les dommages qu'en ressent l'ordre public. Si on suppose que rien ne sera

caché; la maniere d'exposer des demandes, conduite par un homme habile, doit la plûpart du temps décider du succès ou du refus. Outre les intentions des hommes contre lesquelles il est bon de prendre des précautions, on doit craindre que le chef d'un corps considérable ne puisse suffire à tant d'occupations. Des raisons, des circonstances omises ou rendues sous une autre forme, par négligence ou préoccupations, défigurent l'état d'une question: c'est donner à un seul homme trop de charge & d'autorité.

Chez les Grecs, on demandoit si personne n'avoit rien à proposer. Les Etoliens avoient encore renchéri sur cette regle. Celui qui proposoit n'avoit point de voix délibérative sur l'article proposé. Lorsqu'il s'agit de quelque grace ou de quelque projet qui peut tourner à l'avantage de tout autre que de la République, il est encore mieux que le proposant se retire de l'assemblée; il est moins dangereux que son pouvoir, son crédit influent sur la délibération; on ne sauroit assez favoriser la liberté des suffrages.

On peut encore faire attention à

l'ordre dans lequel on recueille les voix. On commençoit à Rome par le prince du sénat, les désignés consuls, & les personnes qui avoient le plus de réputation. Cette méthode est très-bonne dans les corps où on décide les procès des particuliers. Les anciens instruisent les nouveaux, ils leur apprennent les principes & régulent l'état de la question. L'usage en est indifférent dans les affaires d'État; celles-ci sont, pour la plûpart, arbitraires, & ne se décident pas par le savoir & la doctrine. Les princes peuvent ouvrir des avis bons à suivre, & les appuyer de bonnes raisons. On n'a pas à craindre que leur autorité en impose, on n'apperçoit aucun inconvénient à commencer par eux. Les Romains ont réussi avec l'usage contraire de proposer & d'opiner, mais les Romains n'avoient devant les yeux que l'utilité de la patrie. Lorsqu'après la destruction de Carthage, leurs mœurs eurent changé, les mêmes méthodes avec lesquelles la République avoit prospéré, servirent à hâter sa ruine.

Les conseils, à prendre le terme à la rigueur, n'ont aucun pouvoir, ils ne doivent ni commander ni exécuter.

ter; cependant c'est d'eux que dépend & le commandement & l'exécution. Le parlement d'Angleterre n'accuse jamais le Roi des maux de la République; il fait le procès à ses ministres. On ne doit pas penser que ce soit une voie indirecte d'accuser le Roi lui-même; le plus ordinairement c'est avec raison que l'accusation porte directement sur les conseils. Semblables à ceux qui indiquent la route que doit observer celui qui tient le gouvernail, ils précipitent le vaisseau dans les écueils, ou lui font faire une heureuse course.

CHAPITRE IV.

Des Officiers.

LA fonction des conseils étant bornée à disposer, & faire connoître les loix de la souveraineté, il faut d'autres personnes pour commander aux particuliers en conséquence de ces loix, & d'autres encore pour veiller plus immédiatement à leur exécution. Il a été nécessaire de préposer à ces fonctions des personnes certaines que

le public puisse reconnoître pour en être chargées, & dont l'office est de faire circuler, si j'ose me servir de cette expression, la volonté souveraine : on a appelé leur état, des charges, & on les connoît sous le nom d'officiers.

On doit donc entendre par officier, celui qui a une charge ordinaire, dont les devoirs & les attributs sont fixés par un édit. On compte deux especes d'officiers : ceux qui ont le pouvoir de commander, on les appelle magistrats ; & ceux à qui s'adressent les mandemens des magistrats pour les faire exécuter, ils sont simples officiers : les uns & les autres sont personnes publiques. On entend par ce termé, toute personne dont le ministere est consacré au public, qui lui doit ses services & ses secours dans la sphere du devoir auquel il est préposé. Il est juste par reconnoissance qu'il soit considéré par le public.

On ne doit pas dire cependant de toutes les personnes publiques qu'ils sont officiers. De ce nombre sont ceux qui possèdent certaines dignités ecclésiastiques. Ceux-ci sont établis pour les choses divines ; les officiers pour

les temporelles. Il en est de même des médecins, des professeurs, qui doivent leurs services au public; ils sont au rang des personnes publiques & ne sont pas officiers.

Les offices sont perpétuels & les officiers ne le sont pas toujours: on peut les confier à la personne pour un an plus ou moins; mais le changement des personnes n'empêche pas que la fonction érigée en titre d'office ne dure jusqu'à ce qu'un autre édit la supprime.

On peut demander, 1°. à qui il appartient de créer les officiers. 2°. Parmi quelles personnes on doit prendre les officiers. 3°. Quelle est la meilleure manière de les nommer: ces trois choses ne doivent pas être semblables dans les différentes Républiques.

Dans tous les Gouvernements, il appartient toujours à la souveraineté de fixer les états & les fonctions nécessaires au service public. Pour la seconde question, on doit distinguer la nature des Républiques. Dans l'Aristocratie, la première espèce des officiers que j'ai dit avoir le droit de commandement, se doit prendre par-

mi les personnes qui participent à la souveraineté. Ce choix de la seconde espece pourroit être indifférent; mais il convient mieux de le donner au peuple pour l'attacher à la République; c'est une attention que l'on ne doit pas perdre de vue. Dans la Démocratie fondée sur l'égalité, tout citoyen est d'un rang propre à faire un officier du premier ordre; personne ne devroit y être au-dessus du second. Si dans la république Romaine les Plébéïens étoient exclus des grandes charges, c'étoit un reste de l'usage du temps des Rois, où le peuple n'avoit aucune sorte de souveraineté. Le sénat qui lui en laissa prendre le moins qu'il lui fut possible, ne souffrit pas volontiers les changements qui pouvoient lui donner de l'autorité. Ce fut un des sujets de dispute des plus vifs. Les tribuns ne céderent ce droit que par un accommodement, & le reprirent dans la suite.

Dans la monarchie, il est de principe que le monarque dispose en faveur de qui bon lui semble des charges & des emplois. Mais comme il est de l'essence d'un royaume que différents ordres y forment des étages en-

tre les Rois & ce qu'on y appelle le peuple, ce seroit confondre les rangs nécessaires, que de prendre, pour remplir de hautes charges, des sujets dans des étages trop inférieurs. L'honneur qui, comme l'a très-bien remarqué l'auteur de l'Esprit des loix, est le ressort principal qui fait mouvoir les monarchies, s'effarouche de voir les premières places occupées par des gens de bas lieu. La personne qui commande, contribue beaucoup à la facilité de l'obéissance; elle ne sera ni prompte ni volontaire, si l'honneur répugne à plier sous celui qui porte le commandement. L'Etat & le monarque ne seront pas si bien servis. La nomination aux places de dignités, sans aucun égard à la naissance, ne convient qu'à l'Etat despotique.

Quant à la maniere de nommer aux charges, on connoît dans les Républiques, l'élection, le sort, & le mélange de tous les deux. J'ai dit ailleurs les raisons qui doivent déterminer pour la troisième forme. Dans la monarchie, on ne connoît guere dans l'usage que le choix du souverain. Il est de son intérêt & de celui de ses peuples que ce choix soit bon. C'est peut-être la

partie la plus essentielle du Gouvernement. Mais comment le prince, dans un royaume de quelque étendue, pourroit-il connoître le mérite de ses sujets? Il ne le peut que sur les rapports de ses ministres. C'est donc au choix de ces derniers qu'il doit mettre toute son étude; de celui-là dépendent tous les autres.

Un prince qui fait connoître les hommes, pénétrer & discerner leurs caractères & placer leurs talents, est par cela seul un grand prince. L'histoire donne à François I le plus grand éloge, à mon sens, que puisse mériter un prince qui a des peuples à gouverner. Elle rapporte que dans ses malheurs, il avoit appris à connoître parfaitement les hommes, & qu'il n'employoit, dans ses derniers temps, que ceux en qui il decouvroit une inclination sincere pour le bien & la gloire de la patrie.



CHAPITRE V.

Des Commissaires.

LE Commissaire est celui qui a une charge publique extraordinaire, établie & limitée par une commission. On ne trouvera pas ailleurs les définitions & les distinctions véritables des officiers commissaires & magistrats. Cependant il est essentiel de les bien connoître : ils forment une partie considérable de la République. Aristote, Govean, Cujas & Sigonius qui en ont parlé, sont tombés dans de grandes erreurs : leurs contradictions & leurs omissions en donnent une preuve bien facile à appercevoir.

J'ai dit que l'officier est une personne publique, c'est ce qui le distingue du particulier. J'ai dit qu'il exerce une charge ordinaire fixée par un édit ; c'est ce qui fait sa différence d'avec le commissaire, dont la charge est extraordinaire ; elle commence & finit avec l'occasion qui lui a donné l'être. Le dictateur, à Rome, étoit le commissaire de la souveraineté.

Les commissions ne sont pas perpétuelles comme les charges ; elles ne seroient plus extraordinaires ; leur nature est d'expirer lorsqu'elles sont exécutées , & de pouvoir être révoquées avant leur entière exécution. Les grandes commissions des Républiques sont nécessairement accompagnées de grands pouvoirs. Le commissaire est intéressé d'en prolonger la durée. On doit par cette raison en limiter le terme. La longueur du temps apprend & donne les moyens de malverser. Cette raison est égale dans les Républiques & la monarchie. On fixa à Pompée le temps de ses commissions pour la guerre des Pirates & pour celle de Mithridate.

Une pareille précaution ne devoit jamais s'oublier , si on avoit des généraux à choisir. Si celui qui commande les armées étoit assuré qu'il seroit succédé par un autre dans un temps marqué , quelque fût le sort de la guerre, elle ne dureroit pas si long-temps.

On a connu trop souvent le dessein de les prolonger, au peu de fruit que l'on a retiré des victoires remportées. La rapidité des conquêtes des Romains est due en partie au desir qu'a-

Voit le consul de triompher, & de ne point laisser à son successeur la gloire d'achever la guerre. Limiter le temps pendant lequel le général occupera ce poste brillant, c'est lui donner d'aussi puissantes raisons pour abrégier le cours de la guerre, qu'il en avoit auparavant de la faire durer.

Il y a des commissions auxquelles on attache de si grands pouvoirs, qu'elles font cesser l'exercice des charges. Lorsqu'on créa à Rome les décemvirs pour colliger les loix & en faire un corps, on leur donna une autorité sans bornes; on ne voulut pas qu'aucune magistrature pût troubler leur opération: les magistrats furent suspens, & leurs fonctions dévolues aux décemvirs pour un an. Leur conduite équitable & populaire; & l'omission préméditée de quelques loix, fit proroger le décemvirat pour une autre année; mais cette continuation leur donna le temps de prendre assez de pouvoir pour se proroger eux-mêmes après ce terme. Les violences & les indignités d'Appius sur-tout, excitèrent un soulèvement général; les armées quitterent leur camp, & revinrent à Rome; on extermina les dé-

cemvirs , & il fut ordonné par une loi , qu'aucune commission , même celle de dictateur , ne pourroit à l'avenir suspendre la puissance tribunitienne.

Pendant la régence de Charles , dauphin de France , on nomma , à la requête des Etats tenus à Paris , cinquante commissaires pour parcourir la France , & informer des abus qu'avoient pu commettre les officiers. Leur pouvoir cessa durant cet examen. Cet usage seroit louable & utile si l'exécution répondoit à son esprit ; mais il pourroit se tourner comme les mercuriales , que la politesse Françoisse a métamorphosées en éloges.

Les commissions , sans suspendre entièrement les fonctions des officiers , peuvent en arrêter une partie. Bodin , commissaire en 1570 pour la réformation des eaux & forêts en Normandie , où le domaine du Roi avoit été envahi , obtint une interdiction au parlement de connoître des causes de sa commission. Le parlement résista à se dépouiller de sa juridiction ; il se rendit enfin , lorsque Bodin eût fait voir que le premier président , vingt-deux conseillers & le corps de ville étoient intéressés dans les de-

mandes qu'il avoit à faire en conséquence de sa commission.

Tandis que les Romains bornerent leurs conquêtes dans le sein de l'Italie, les pays ajoutés à la République furent gouvernés par ses officiers, consuls, préteurs, &c. mais dès qu'elle eut conquis dans l'éloignement, elle envoya des commissaires, proconsuls & préteurs. Cette politique étoit très-sensée. L'homme en charge peut prendre plus d'autorité que le commissaire, & ne se révoque pas avec autant de facilité. Lorsque la nature des fonctions est de devoir subsister, & qu'on en charge un commissaire pour un temps fixe, ce sont, à la différence des commissions extraordinaires, des charges exercées par commission.

Il conviendrait très-fort dans les Etats d'une étendue considérable, d'établir de ces sortes de commissaires, des préfets de province, dont le devoir fût de veiller sur la conduite des officiers de justice, de ceux commis aux finances, & de tous en général. Mais si, par malheur pour l'Etat, ces commissaires changeoient leur inspection en juridiction; s'ils vouloient connoître de tout, & en

décider , leur autorité deviendrait , pour ainsi dire , despotique. Ils pourroient eux-mêmes commettre les malversations auxquelles ils seroient chargés de veiller ; les abus de ceux qu'ils délégueront dans les différents districts , seroient énormes : les plaintes des malheureux ne sauroient percer jusqu'à eux , elles seroient écartées & étouffées par les auteurs mêmes de l'injustice. Ce qui auroit été établi pour l'entretien de l'ordre & pour le bien des peuples , deviendrait pour eux le comble de l'oppression , & porteroit le plus grand préjudice au souverain ; le mécontentement seroit universel.

Pour éviter ces maux qui résulteroient d'un grand bien , les commissions ne devroient être données qu'à des personnes capables , & qui ont acquis de l'expérience. On devroit les choisir dans tous les corps ; si on les tire d'un seul , on est obligé d'y prendre ce qu'on y trouve. Il faudroit les changer souvent , & plus souvent encore ceux qu'ils commettent sous eux ; empêcher sur-tout , qu'ils ne puissent s'arroger aucune juridiction ; & si ces expédients ne suffisoient pas , la propo-

sition de leur établissement doit être rejetée. Ajouter une juridiction supérieure, ou tirer de plusieurs pour attribuer à une nouvelle, c'est uniquement faire passer les abus dans cette dernière : si on la rend peu nombreuse, c'est les multiplier ; si on en revêt une seule tête, c'est les porter à l'excès. La simple inspection n'a pas ces inconvénients.

Les mauvais effets qu'ont produit les grandes commissions, ne sont pas nouveaux. Le désordre étoit grand dans la république de Florence ; il devint affreux lorsqu'on eut nommé dix commissaires pour trois ou quatre ans, avec un pouvoir entier d'ordonner de la République. On cherchoit à corriger les abus ; c'étoit en introduire un plus grand, sous prétexte de faire cesser les autres.

Les commissions émanent ou directement de l'autorité souveraine, ou des commissaires qu'elle a députés. Ils ont le pouvoir de commettre en leur place entièrement, mais en sous-ordre. Les magistrats aussi ont le droit de donner des commissions ; ils peuvent nommer les commissaires dans leurs colleges, ou les choisir ailleurs.

Si un officier reçoit un ordre pour exercer les mêmes fonctions de la charge dont il est revêtu , dans un lieu différent de celui où sa charge est attachée , & que ce soit pour un temps limité , il n'exerce plus comme officier , mais comme commissaire.

La commission ne peut s'étendre au-delà des choses portées par le rescrit qui la contient. Si le commissaire excède ses pouvoirs , ce qu'il a fait est nul , quand il seroit bien. On dit communément qu'il n'est pas de plus grand défaut , que le défaut du pouvoir. Mais lorsqu'un magistrat commissaire juge au-delà de ce qui est porté par sa commission ; si ce qu'il juge est du ressort de sa charge & dans le lieu de sa juridiction , il est censé avoir jugé comme magistrat , & le jugement est valable.

Le pouvoir compris dans les commissions est susceptible de plusieurs gradations : il peut être borné à entendre & examiner ; il peut comprendre le droit de juger. Le jugement qu'il est permis de rendre , peut être sujet à un appel ; il peut être définitif. Toutes les distinctions que l'on trouve ici , s'étendent à tous les com-

L
vern
étoir
du p
L'hi
l'on
de lo

missaires pour le Gouvernement civil, politique ou militaire, pour la justice ou les finances, & sont communes à toutes sortes de Républiques.

Généralement, les commissions prennent fin au moment que la mort de celui qui les a données est connue. Le pouvoir des ambassadeurs cesse; les plénipotentiaires assemblés discontinuent leurs conférences, s'ils apprennent la mort du prince qui les a députés; ils demandent & attendent de nouveaux pouvoirs. Il n'en est pas de même des charges; c'est la différence de l'ordinaire & de l'extraordinaire, de ce qui est érigé par un édit, ou qui n'existe que par un simple mandat.

CHAPITRE VI.

Du Magistrat.

LES premières Républiques gouvernées par une main souveraine, étoient sans loix écrites. La volonté du prince donnoit & ôtoit les emplois. L'historien Joseph a remarqué que l'on ne trouve pas une fois le terme de *loi* dans tout Homere. Elles étoient

cependant connues des Hébreux longtemps auparavant. On sait qu'Homere vivoit à-peu-près du temps de Salomon. Ce seroit une raison pour croire que lorsqu'il écrivoit ses poèmes, on ne connoissoit pas dans la Grece ce que nous appellons des charges. L'officier ne peut être établi sans une loi qui l'autorise, & qui fixe les choses auxquelles il doit s'employer. On ne connoissoit alors chez les Grecs que les commissions.

On doit remarquer que c'est ici une des grandes différences qui distingue la monarchie royale du despotisme. Les charges forment des degrés par lesquels l'autorité descend à pas réglés, & qui l'empêchent de tomber sur les peuples avec la violence de la chute.

Le magistrat, comme on l'a vu, est celui auquel son office donne le droit de commander dans ses fonctions. Il est nécessaire pour l'intelligence des différentes especes de magistrature, de savoir ce que l'on doit entendre par les termes de commandement & de juridiction. Le commandement ne consiste pas dans l'action d'ordonner une chose ou une autre à des personnes

nes subordonnées ; mais dans le droit que l'on a d'obliger par des peines juridiques à l'exécution de ce que l'on peut commander. La moindre des peines juridiques qui caractérise le magistrat , est l'amende pécuniaire : celui auquel il est permis d'infliger quelque peine depuis celle-là jusqu'à la plus grande , est magistrat. La juridiction est le droit simple de faire appeller devant soi les sujets pour leur donner un jugement auquel ils doivent obéir.

Il est sensible que tout magistrat est officier ; mais comme l'on peut avoir la charge de remplir telles ou telles fonctions , de veiller à ce que telle ou telle chose se fasse , sans avoir le droit de contraindre , tel qu'il vient d'être expliqué , il en résulte que tout officier n'est pas magistrat : le commandement est ce qui le caractérise.

On entend communément en France, par le terme d'officier , celui qui est revêtu d'une dignité militaire ; & par magistrature une dignité dans la robe. Ce sont des idées d'accident , elles ne sont pas de principe. Le terme de magistrat que nous avons pris des Latins, exprime quelque degré de commandement ; il dérive du verbe *Magis-*

trare, que nous rendons par celui de *Maltriser*. On ne faisoit à Rome aucune distinction de l'homme de robe d'avec l'homme d'épée ; les consuls créés pour commander les armées plutôt qu'à toute autre fin, étoient des magistrats ; de sorte que dans la vérité de l'expression, l'homme de robe est officier, comme l'homme d'épée est magistrat lorsque sa charge emporte le commandement.

La juridiction & l'autorité de commander peuvent exister séparément. Le juge d'église, par exemple, a la juridiction, le droit de *jurisdicendi*, & n'a pas le commandement, j'entends dans les affaires temporelles. Il ne peut donner ni mandement, ni commission pour faire exécuter ses jugements. Cette fonction appartient au juge séculier. Ainsi le juge d'église n'est pas magistrat dans cette partie.

De même le commandement existe sans juridiction. C'est l'état de la plus grande partie des charges militaires. En France, les parlements, lorsqu'ils enregistrent les lettres des gouverneurs & commandants des provinces, sont dans l'usage de faire mettre sur le repli, que ceux à qui elles sont données

n'auront point de juridiction. On ne comprend sous ce terme que la juridiction contentieuse; il est permis à chacun de recevoir la décision d'un arbitre & de s'y soumettre.

En général, la juridiction & le commandement ne se trouvent réunis que sur la tête de ceux dont la profession principale est de rendre la justice; ils sont fondés en juridiction & en autorité générale; c'est vraisemblablement ce qui les a fait nommer magistrats par préférence aux charges d'épée. Celles-ci n'ont de juridiction que comme une exception à la règle, & limitée pour un certain genre. On connoît, par exemple, en France, le tribunal respectable des maréchaux de France, & on voit les officiers juger leurs soldats au conseil de guerre, pour les cas marqués au criminel. Ils peuvent, à juste titre, porter le nom de magistrats.

Il est particulier à la noblesse Francoise de dédaigner de rendre la justice; les autres nations ne pensent pas de même. Elle veut ignorer que c'étoit son ancienne fonction. Non-seulement c'étoit la sienne, mais elle seule en avoit le droit: elle compo-

soit le seul parlement lorsqu'il étoit à la suite des Rois. Elle se plaint d'être obligée, pour des affaires subites & dont l'expédition est pressante, de recourir à des magistrats municipaux, qu'elle regarde avec dédain : la juridiction n'est plus entre ses mains parce qu'elle l'a abandonnée. Pourquoi ne veut-elle pas la reprendre ? Par quel préjugé un gentilhomme ne voudra-t-il point remplir une première charge royale dans une ville, dans un bourg où il fait le plus souvent sa résidence ? Il est toujours noble de maîtriser : la personne qui maîtrise peut être civile ; la place ne peut jamais l'être. Rien n'est si beau, rien n'est si grand sur la terre que d'assurer la tranquillité publique, de calmer les désordres, de faire jouir chacun de ce qui lui est dû. C'est le devoir des Rois, la justice est un attribut de Dieu même. La noblesse Françoisse court à la gloire qui suit le danger. Elle fait une occupation appliquée & sédentaire, quoique glorieuse. Quelles idées ont pu rendre l'honneur & la gloire inséparables de la profession de s'entre-tuer. Je les placerois dans celle qui seroit la plus utile à l'humanité.

La juridiction , proprement dite *Jurisdiction* , se divise en publique & particuliere. Celle qui est publique regarde la police; elle seroit inutile, si elle n'étoit accompagnée de l'autorité. Ceux qui en sont dépositaires ont le pouvoir de faire exécuter les ordonnances qui sont nécessaires pour son exercice. La juridiction particuliere ou contentieuse appartient privativement aux charges de judicature. Le droit de commander en est de même une suite nécessaire.

On connoît des charges publiques qui n'ont ni commandement, ni juridiction : telles sont dans les finances, celles des receveurs généraux & particuliers, les notaires & tout ce qu'on appelle officiers à la suite de la justice, chargés de l'instruire, de la faire connoître, & de son exécution.

L'homme privé n'a besoin que de savoir obéir. Le magistrat en doit donner l'exemple ; mais il doit encore savoir commander aux sujets, défendre les foibles, résister aux entreprises injustes des grands, & rendre à tous une justice égale. Les anciens disoient que le magistrat découvre l'homme, l'homme de même fait connoître

ce que doit être le magistrat. Celui qui est digne d'en remplir les fonctions, montre à tous l'éclat propre à la magistrature : celui qui manque des talents qui lui sont nécessaires ou des qualités du cœur, la ternit & rabaisse sa majesté. En acquérant la magistrature, il n'acquiert point d'honneur qui l'accompagne, & avilit celui de la dignité qu'il occupe.

CHAPITRE VII.

De l'obéissance du Magistrat aux Loix & au Souverain.

LES Magistrats tels que je les ai définis, je veux dire les personnes auxquelles le commandement est déferé, sont, après le souverain, les principales personnes dans le Gouvernement civil de la République. C'est sur eux que la souveraineté se repose, elle leur communique son autorité & la force de commander ; leur premier devoir, par conséquent, est de soumettre la portion qu'ils en exercent à la volonté du souverain, puisqu'ils ne disposent que de ce qui lui appartient. Le

magistrat doit lui savoir obéir, céder au pouvoir des magistrats ses supérieurs, & honorer ses égaux.

Cependant l'obéissance du magistrat a ses degrés, elle a même ses bornes; si elle étoit aveugle & servile, il seroit esclave, & ne seroit pas magistrat. Il ignoreroit les devoirs qui lui sont tracés par la même main, à laquelle il doit obéir. La même sagesse qui a imposé la soumission, en a dicté les règles par la bouche des souverains.

On divise les ordres qui partent de la souveraineté en trois classes. Ou ce sont des lettres de forme de justice, ou bien ce sont des privileges, des dispenses de quelques loix, accordées à des particuliers, à des communautés; ou enfin, ce sont des loix destinées à être perpétuelles & générales pour un Etat. La premiere espece laisse au magistrat son entière liberté. Les lettres en contiennent ordinairement la clause; elles n'obligent qu'autant que l'exposé se trouve conforme à la vérité des faits. C'est cette vérité qui détermine le juge; en rejetant les lettres du prince il se conforme à sa volonté (a).

(a) En France quoique l'exposé des Lettres de grace ne se trouve pas conforme à la vérité, on ne prononce pas la peine, on en instruit le prince & on attend ses ordres.

La seconde espece n'oblige pas aussi le magistrat étroitement , & l'on y peut faire plusieurs distinctions , si , comme dans les précédentes , le prince a été surpris dans ce qui lui a été exposé : si son ordonnance est appuyée sur des faits , la connoissance de ces faits appartient au juge. Le sort des Rois seroit à plaindre , si ceux qu'ils honorent de leur confiance , les laissoient exposés à des méprises dans lesquelles il est facile de les engager. On dit qu'il y avoit autrefois à Rome *au Campofiori* , des témoins toujours prêts à déposer de la probité ou du savoir d'un homme qu'ils entendoient nommer pour la premiere fois.

Mais lorsque le magistrat n'auroit à opposer à la grace du prince que des faits que le prince ne peut ignorer ; s'il lui a plû de donner , comme on l'a vu , les premieres dignités de la Justice à un homme élevé dans les finances , & la direction des finances à celui qui a été nourri dans la judicature ; si encore le souverain motive son ordre par des raisons à lui connues , le magistrat ne doit point examiner les faits , ni s'informer quelles sont ses raisons & leur solidité : il ne peut dans ces cas se refuser à l'obéissance.

Il n'en feroit pas de même, s'il résulteroit du privilège ou de la dispense un préjudice gréveux à d'autres citoyens. Le magistrat alors n'est pas astreint à y avoir égard. Cette clause se voit souvent dans des patentes de cette nature; & si elle est omise, des loix générales y ont pourvu. Les Rois de France ont souvent expliqué leur volonté à cet égard; ils ont ordonné aux cours, que l'on appelle souveraines, de ne point s'arrêter à ces grâces arrachées de la faveur, & dues souvent à l'importunité. Les Rois d'Egypte exigeoient de leurs magistrats de ne point déferer à leurs ordres, s'ils étoient injustes. Il n'est point de souverain qui voulût penser autrement. Cependant le magistrat ne doit pas agir au contraire; il doit s'arrêter & communiquer ses réflexions.

Lorsqu'on adresse au magistrat une loi générale, un ordre qui doit former un règlement perpétuel pour l'Etat, son premier devoir est d'obéir. On ne peut cependant lui refuser la faculté d'examiner ce qui doit faire la règle de sa conduite à l'avenir, ce qu'il doit observer le premier pour le faire observer aux sujets soumis à son ressort. S'il

s'apperçoit que l'édit contienne des choses contraires à la Religion , aux loix de la nature , aux mœurs , le magistrat doit refuser son consentement , mais toujours avec respect. Il feroit une injure à son souverain , s'il pensoit que l'iniquité , l'injustice fussent sa volonté. Plusieurs magistrats refuserent d'obéir à l'ordre du célèbre massacre de la Saint Barthelemi ; ils en seront à jamais loués.

Mais si un édit ne fait que changer des loix civiles , même un certain droit des gens ; quand il révoqueroit une loi utile pour en substituer une autre qui le feroit moins , le magistrat ne peut que surseoir , représenter & finir par se soumettre. Le bon ordre exige que les jugemens du magistrat , lorsqu'ils sont devenus définitifs , attirent le respect & la soumission du citoyen. Il se peut cependant qu'il s'y glisse des inattentions , peut-être même quelque injustice. De même le magistrat doit respecter la volonté réitérée du souverain. S'il en échappe quelqu'une qui ne soit pas avantageuse à l'Etat , ce sont des inconvénients inévitables , comme ceux des arrêts peu judicieux. Une maxime contraire en-

traîneroit de plus grands maux. On ne doit rien souffrir qui puisse avoir l'ombre du mépris, lorsqu'il s'agit des ordres de la souveraineté & de la décision de ceux qui sont chargés de distribuer la justice; l'excès de l'abus peut seul faire excuser les refus.

On peut demander si le magistrat doit remettre sa charge plutôt que de donner son consentement à un édit qu'il croiroit blesser sa conscience. La décision seroit moins délicate pour le magistrat unique que pour un college. un seul homme se peut remplacer; mais un sénat versé dans ses fonctions, causeroit des maux infinis à la République s'il l'abandonnoit avant qu'on eût rassemblé assez de membres pour former un nouveau corps; avant que ce corps encore enfant fût marcher & se conduire, bien des désordres affligeroient le public.

Si l'édit étoit véritablement contraire à l'honneur, à la religion, on pourroit décider, dans le cas forcé, d'approuver ou de se démettre. Mais outre que le fait en lui-même & ses circonstances sont trop difficiles à présupposer, je sens qu'il est dangereux de donner des maximes dans des matieres où

l'arbitraire de l'opinion se peut introduire.

Tous les hommes sont sujets à se prévenir & à se méprendre ; la crainte de trahir l'honneur ou la religion est impérieuse , elle défigure les objets , elle porte dans l'ame un trouble qui offusque sa lumière lorsqu'elle ne devroit marcher qu'avec l'évidence : le dirai-je , on y peut puiser des prétextes d'autant plus à craindre qu'ils sont plus plausibles. La regle la plus générale est qu'un corps ne doit point donner sa démission , il doit attendre qu'elle soit ordonnée.

A plus forte raison , il ne seroit pas bien à quelques membres , dont l'opinion ne prévaudroit pas , de quitter les charges dont ils sont revêtus , leur conscience n'est point chargée d'un événement auquel ils ont opposé leur voix. Il y auroit un excès d'amour propre , même de l'entêtement , à croire qu'ils auroient mieux pensé que le général. Il se peut cependant que le petit nombre aura pour lui la vérité , il doit alors se conserver pour des temps plus favorables , & ne point abandonner la justice à ceux qui seroient dans l'erreur. Il est des occasions où le magistrat

doit savoir plier & céder à l'injustice pour éviter de plus grands maux. La gravité ou la légèreté de l'injustice doivent en régler les occasions. Cette maxime est encore plus forte pour le magistrat unique, le premier après le souverain, & lorsque le mal part de la propre volonté du prince, plutôt que de celle de son conseil.

Le fameux jurisconsulte Papinien ne suivit pas cette règle. Il avoit été nommé par l'empereur Sévère, tuteur des princes ses fils. Caracalla, ayant tué son frere Geta, il fit prier Papinien de colorer le meurtre de quelque raison plausible devant le sénat; Papinien le refusa, & répondit qu'il n'étoit pas si facile d'excuser le crime que de le commettre. Cette réponse lui coûta la vie; c'étoit peu de chose en soi, mais cette vie auroit pû être d'une grande utilité à l'Etat. Elle étoit le seul frein qui pût modérer le mauvais naturel de Caracalla. La condescendance raisonnée peut adoucir; il est assuré que l'inflexibilité ne peut qu'aigrir. Papinien fut blâmable, parce qu'il ne s'agissoit point d'empêcher une injustice, elle étoit faite, il falloit songer à l'avenir. Il

n'appartient qu'aux grands génies de savoir quand il faut plier ou se roidir.

On demande encore si le magistrat ou le commissaire qui ont commencé à exécuter les ordres qu'ils ont reçus, doivent en arrêter l'exécution, s'ils apprennent le changement de la volonté du souverain : il est des cas dans lesquels il sert le prince en ne lui obéissant pas. Si cette exécution commencée, a donné aux choses un mouvement qu'il seroit dangereux d'arrêter; si le contre-ordre porte un préjudice réel à l'Etat dans les circonstances du temps, il doit juger qu'il vient du prince mal instruit. Lorsque Philippe, duc d'Orléans, assiégeoit Lérida, il reçut un ordre de Louis XIV de lever le siege. Le duc d'Orléans emporta la ville d'assaut le lendemain en présence de l'envoyé qui avoit porté la dépêche. Il n'y a que le despotisme qui puisse blâmer une pareille conduite d'un magistrat. Il est ici question des regles, la nature du despotisme est de n'en avoir point. C'est encore au magistrat qu'il est remis de discerner quel a été l'objet de la loi dans les peines qu'elle a éta-

blies. Il est à son arbitrage de diminuer les peines pécuniaires, il ne peut pas les augmenter, il peut en absoudre après les avoir prononcées, en les déclarant comminatoires. Il juge même si les peines corporelles sont de rigueur, ou si elles sont publiées seulement dans la vue de détourner du crime & le prévenir. Un édit d'Henri II prononce la peine de mort contre les filles qui n'auront pas déclaré leur propre honte au magistrat. Les juges auxquels cet édit a été envoyé, n'en ont jamais exécuté la lettre, que lorsque le fruit a péri. Ce n'est pas se refuser à la loi, c'est connoître son esprit.

Le magistrat qui passe au-delà des ordres du souverain est aussi coupable que celui qui désobéiroit réellement; cependant on a vu des ames assez corrompues, assez basses, pour lever sur les peuples des impôts plus forts que ceux qui leur étoient demandés. Tibere, quoique Tibere, reprit aigrement le préfet d'Egypte coupable de cette indignité, il lui dit : *Je veux bien que l'on tonde mes brebis, je ne veux pas qu'on leur enleve la peau.*

CHAPITRE VIII.

De la puissance des Magistrats sur les Particuliers.

IL est naturel que celui qui exerce le commandement dans une République puisse contraindre & punir ceux qui voudroient désobéir à ses ordres, ou à ses défenses : si les loix ont la force de commander, défendre, permettre & châtier, c'est par la bouche des magistrats. La loi est muette, le magistrat est la loi vivante, il doit parler pour elle & ne parler que par elle.

Le droit de commander du magistrat n'est point une autorité générale. Elle est divisée par les matieres, les personnes & les lieux. Les fonctions des charges sont renfermées dans le territoire, dans le siege, dans le genre des faits & la classe des citoyens pour lesquels la jurisdiction est donnée. Les édits qui créent les charges, expriment & régient tous ces points. Le pouvoir, par conséquent, n'est point inhérent à la personne du magistrat,

LIVRE III. CHAP. VIII. 401

mais à l'office suivant sa qualité ; & le commandement peut appartenir à une charge seule, ou conjointement à plusieurs qui forment un corps.

Les moyens de contraindre, comme suite du droit de commander, consistent à prononcer des amendes, & à saisir les biens ou les personnes pour obliger à l'exécution de la chose commandée. Quelques charges n'ont qu'une partie de ces pouvoirs, quelques autres ont tous les trois. Quelques-unes les possèdent définitivement, dans d'autres ils peuvent être suspendus par l'appel au supérieur. Ces divisions & ces gradations sont utiles au bien du public.

Il est encore avantageux pour les peuples que la réunion des pouvoirs en dernier ressort appartienne à un college plutôt qu'à un seul ; ils auroient, au lieu d'un magistrat, un maître superbe, peut-être corrompu. Il est convenable cependant à leur intérêt, que quelquefois un seul exerce le pouvoir de tous, mais jamais dans toute son étendue, ni pour longtemps. En France, par exemple, un procureur du Roi, un des magistrats du college de police, peuvent saisir

des effets, ordonner un emprisonnement, pour arrêter un désordre présent; mais c'est à tout le corps à prononcer sur les suites. Ce pouvoir particulier ne dure qu'un instant, parce que l'utilité publique qui l'exige, ne demande pas qu'il dure plus d'un instant.

La magistrature est sacrée, & par conséquent la personne qui l'exerce l'est aussi dans le temps de son exercice. Si le magistrat use de violence dans cette qualité, il est défendu de lui opposer la résistance; si c'est hors de son siege, hors de ses fonctions, il n'a pas de loi particulière en sa faveur. De même s'il sort des bornes de son pouvoir, s'il ordonne dans des choses qui ne sont pas de sa compétence, ses ordres n'ont pas plus de force que ceux de tout autre citoyen. Il n'est magistrat que dans la partie confiée à son ministère.

C'est une conséquence du respect dû au magistrat, qu'il puisse lui-même venger les injures qui lui sont faites, lorsqu'il est dans ses fonctions. Ce n'est point le cas de la maxime qui défend de se faire justice à soi-même. Ce n'est pas l'offense faite à la per-

sonne que le magistrat punit, c'est celle qui est faite à la souveraineté qui lui a confié son pouvoir, & qu'il représente dans ce moment & dans cette partie. Mais comme l'homme pourroit agir sous le manteau du magistrat, la punition est bornée à une amende, & au plus fort à une prison momentanée. Si l'injure peut mériter une peine plus grave, ou un autre genre de satisfaction, il doit dépouiller la personne publique, & attendre la justice de ses collègues ou de ses supérieurs.

Mais quoique le magistrat ne fût point occupé dans l'exercice de ses fonctions, l'outrage qui lui seroit fait, est un délit plus grave que s'il étoit fait à un particulier. Les personnes publiques portent dans tous les temps un caractère qui les distingue du commun des hommes : *Qui tribunis plebis, ædilibus, judicibus nocuerit, ejus caput jovi sacrum est*; ainsi parloit la loi des Romains. Il est du bon ordre que celui qui est nécessaire au public, qui s'expose tous les jours à des haines particulières pour le servir, ait une sauve-garde pour sa personne. Elle consiste dans un châtiment plus marqué des injures qui lui sont faites. Si

les punitions étoient légères , les affronts deviendroient communs & les charges abandonnées.

Nous lisons que les censeurs dégradèrent un citoyen Romain de son rang , pour avoir baillé avec indécence à leur tribunal. Lorsque ces maximes ne sont plus respectées , lorsque les hiérarchies sont confondues , la subordination méprisée , ce seront autant de présages d'un changement inévitable & prochain dans un État.

CHAPITRE IX.

De la puissance du Glaive.

ON doit distinguer entre le droit de contraindre , & les châtimens ; l'un oblige à l'entretien de l'ordre , l'autre venge le bon ordre violé. C'est le plus haut degré d'autorité du magistrat sur le particulier ; il s'étend jusqu'à le condamner à la mort. Ce pouvoir surnaturel est encore plus particulièrement emprunté de la majesté souveraine , qui en se dépouillant de ce droit funeste , a toujours réservé à elle seule celui de donner la vie.

On a long-temps disputé pour savoir si la puissance du glaive étoit inséparable de la souveraineté ; si les magistrats avoient seulement l'exécution de la haute justice, ou si ce pouvoir leur étoit propre. Lothaire & Azon, les deux plus grands jurisconsultes de leur siècle, étoient de deux opinions différentes. Ils s'en remirent à la décision d'Henri VII sous la gageure d'un cheval. Si Azon, qui donnoit la puissance du glaive aux magistrats, ne raisonnoit pas mieux dans le fonds de la question, qu'il ne se déterminoit pour le choix de son juge, il étoit assurément mal fondé. L'empereur qui, comme souverain, étoit juge dans sa propre cause, décida pour Lothaire qui ne donnoit aux magistrats que l'exécution. Les jurisconsultes tenoient presque tous pour Azon. Je rapporterai les raisons principales que l'on peut alléguer des deux côtés.

Pendant la durée de la république de Rome, ni aucun magistrat particulier, ni tous ensemble ne possédoient la puissance du glaive ; il ne leur appartenoit même point de prononcer aucune peine. Le préteur, après avoir pris au sort un certain nombre

de juges, & recueilli leurs avis par les tablettes, disoit : *Il paroît que l'accusé n'a pas agi selon le droit ; il paroît que l'accusé a dépouillé la province ; ou bien, il paroît que l'accusé n'est point coupable.* Alors il étoit absous ; au premier cas, il subissoit la peine portée par la loi, que le préteur ne prononçoit pas. On ne connoissoit alors que trois manieres de juger, absoudre, déclarer coupable, ou ordonner une information plus ample. Il est évident que les juges n'étoient que les exécuteurs de la loi, juges du fait & point de la peine : cela se pratique de même en Angleterre aujourd'hui, & cet usage confirme ce que j'ai dit de la conformité de son Gouvernement avec celui de l'ancienne Rome. Mais lorsque le peuple jugeoit, il prononçoit l'exil, il interdisoit le feu & l'eau ; il condamnoit à la mort, lorsque le coupable étoit assez peu avisé pour attendre un jugement. Le peuple seul avoit donc alors la puissance du glaive, & par conséquent il n'appartient qu'au souverain. C'étoit là-dessus que rouloit une partie des raisonnemens de Locré.

On ne disputoit pas les faits, mais on

prétendoit qu'ils ne prouvoient point si on les ramenoit à leurs circonstances. Le peuple romain n'avoit en seul la puissance du glaive que dans Rome; dans l'origine encore le consul la partageoit avec lui : il avoit le droit de faire frapper de verges un citoyen dans la ville : ce pouvoir ne fut abrogé que par la loi *Porcia*. Cette loi n'ôta pas le droit du glaive au consul, hors des portes de la ville il reprenoit les haches avec les faisceaux & l'exerçoit par-tout. Le droit du peuple renfermé dans l'enceinte des murailles n'est qu'une exception au droit général.

Azon auroit pu ajouter à cette réflexion que l'exemple du peuple romain n'étoit d'aucune force pour la décision ; ce peuple étoit en même temps le souverain & la nation : auquel des deux appartient le droit du glaive lorsque ces qualités viennent à se distinguer ? c'est la question.

Azon prétendoit encore que les changements survenus dans les suites, l'avoient transféré indubitablement sur la tête des magistrats.

L'usurpation des Empereurs plutôt qu'un droit légitime avoit réuni dans leur personne le pouvoir des consuls

& celui du peuple. On ne fauroit même trop observer qu'alors le droit du glaive n'appartenoit , pour ainsi dire, qu'à la loi. C'étoit uniquement son texte , ses termes positifs qui décidoient & prononçoient la peine du coupable ; mais lorsque les Empereurs, sur l'avis des plus sages jurisconsultes, se furent apperçus de l'injustice extrême , on peut dire du ridicule , que la peine fut égale dans toutes les circonstances qui peuvent varier les degrés du même crime, qu'il n'y eut point de milieu entre un supplice toujours semblable ou l'absolution, ils créèrent des magistrats auxquels il fut permis d'adoucir ou d'aggraver la peine, même d'en changer l'espece suivant la différence des conjonctures.

On a donné la puissance du glaive lorsqu'on a donné le pouvoir de juger, condamner, absoudre & modifier.

Lothaire répondoit que les magistrats étant nommés par le souverain, c'étoit de lui qu'ils tenoient leur pouvoir, que leur autorité par conséquent étoit une émanation de la sienne, & que le prince, en leur confiant l'exercice, retenoit la propriété.

C'étoit, selon Azon, une pétition
de

de principes qui embrouilloit la question , qui se réduisoit à savoir si le prince pouvoit séparer le droit du glaive de la magistrature.

Ce n'étoit point du peuple que les consuls tenoient leur autorité quoi- qu'ils lui dussent le consulat ; elle étoit jointe à leur dignité par les loix constitutives. Ce ne sont point les titres de capitaine général, de maréchal, de connétable qui attribuent le droit du glaive , il n'appartient qu'à celui d'entr'eux qui est en fonctions , à celui qui commande les armées. Les commissions que le prince fait expédier ne l'expriment point ; c'est la raison & la nécessité du bien public qui le lui donnent. Le consentement & l'usage uniforme de toutes les nations l'ont attaché à ce genre de commandement ; il naît de la nature de la chose.

Les généraux des armées , encore aujourd'hui, imposent à l'exécution de leurs ordonnances la perte de la vie : s'ils ont par leur seule qualité cette prérogative commune avec le souverain, on en peut conclure que la puissance du glaive réside où le bien de l'Etat a besoin qu'elle se trouve. On n'entend point que ce droit soit propre au ma-

410 DE LA RÉPUBLIQUE.

gistrat , mais à la magistrature ; de même que l'autorité accordée à l'office , lors de son érection , n'est pas propre à la personne de l'officier.

La question de la propriété des charges n'est point étrangere à celle-ci. Il paroît naturel que les charges publiques appartiennent au public , & que le prince n'en a que la disposition. Il lui doit être loisible d'en diminuer ou d'en augmenter le nombre ; d'en changer le nom & d'en créer de nouvelles ; mais le fonds en sera toujours propre à la République. Il est dû au peuple des magistrats quelconques , pour les conduire , les contenir & pour assurer leur tranquillité. La puissance du glaive est nécessaire à ces objets , & il est hors de la possibilité que le prince l'exerce lui-même. On peut dire que nous avons un droit réel & affectif, sur ce que nous pouvons revendiquer, & qu'il n'est pas permis de refuser avec justice à notre demande.

On peut croire , sans prétendre diminuer le pouvoir des Gouvernemens modérés & légitimes , qu'il est des especes de charges auxquelles le consentement des souverains , celui de tous les Etats & la plus longue possession

LIVRE III. CHAP. IX. 411

ont donné une consistance aussi inébranlable que la nature même du Gouvernement. On en peut faire une comparaison assez juste avec les juridictions féodales. Dans les lieux où l'usage de plusieurs siècles, joint à l'aveu des Rois, les a rendus héréditaires, on doit dire que la propriété en appartient à ceux qui les possèdent. On reconnoît cependant le droit d'hommage & de ressort dû à la souveraineté. Il en est de même des magistratures permanentes & nécessaires. Si la magistrature & le droit du glaive sont dûs au peuple, le droit du glaive paroît annexé à une magistrature quelconque.

La même comparaison des fiefs conduit à ne pas confondre la magistrature avec les individus qui l'exercent, de même que le souverain accepte le vassal, il faut qu'il agrée la personne de l'officier. Dans les États où la vénalité a rendu les charges héréditaires, ce n'est pas la charge, c'est le prix qui est patrimonial.

Les Maréchaux de France prétendirent autrefois le droit de faire passer leurs dignités à leurs successeurs. Il fallut un arrêt pour les obliger à se défaire de leurs prétentions. Le parle-

412 DE LA RÉPUBLIQUE.

ment le prononça le 22 Janvier 1361, & déclara leurs charges appartenir au domaine de la couronne. Il semble que cette décision applanit toutes les difficultés. Elle déclare que les charges principales tiennent en quelque manière à la constitution de l'Etat. Les Rois ne se regardent pas comme pleinement propriétaires du domaine de la couronne : ni le souverain, ni l'Etat ne le peuvent aliéner séparément. Ils le pourroient tous les deux ensemble, comme ils pourroient changer la nature du Gouvernement. De même que le souverain a la jouissance de son domaine, il dispose de l'exercice du droit du glaive, sans en avoir l'entière propriété. La République est le point de centre où tout se réunit. C'est la mer où les ruisseaux, les rivières, les fleuves viennent aboutir par une pente naturelle.

CHAPITRE X.

De la puissance que les Magistrats ont les uns sur les autres.

ON trouve ordinairement dans une République bien réglée, trois ordres principaux de magistrats : le premier

est de ceux que l'on appelle improprement souverains. Ce terme qu'un mauvais usage a établi, veut dire simplement ceux qui, par leur rang, sont au-dessus de tous les autres. Aucun magistrat ne leur commande, ils commandent à des magistrats au-dessous d'eux. La seconde classe reçoit les ordres des premiers, & en donne à de plus subalternes. Enfin la troisième n'a point de magistrats au-dessous d'elle, & n'exerce son pouvoir que sur des particuliers sujets à son ressort.

On a vu le premier ordre des magistrats réduit à une seule tête. Sous les empereurs Romains, le préfet du prétoire commandoit à tous. On appelloit devant lui des jugements des gouverneurs des provinces ; telle a été dans la France la dignité de Maire du palais. Jamais une République ne doit donner un pouvoir aussi immense à un seul homme, qu'avec les précautions que l'on prenoit à Rome contre le dictateur : le prince doit toujours être lui-même le premier magistrat de son royaume, le magistrat des magistrats, celui qui commande seul à ceux qui commandent aux autres.

En cette qualité, il est dans l'ordre que le pouvoir des magistrats du premier rang s'éclipse par la présence du souverain. A Rome, les consuls baïsoient les masses & les faisceaux devant le peuple, & lui parloient debout. En France, dans les lits de justice, celui qui parle aux pieds du Roi, & pour lui, prononce : *Le Roi vous dit*, on n'y dit pas *son procureur ce requérant*; mais, *oui sur ce, son procureur*. Personne ne requiert, le souverain présent fait entendre sa volonté.

Tel est l'effet de la présence de la majesté royale : on ne sauroit douter alors que ce ne soit sa véritable volonté qui est annoncée ; on n'a pas le même degré de certitude dans son absence. Un des chefs d'accusation contre le chancelier Poyet, fut de s'être servi de ces termes, en l'absence du Roi : *Le Roi vous dit*. Cette présence qui suspend le pouvoir de commander des magistrats, laisse cependant subsister entr'eux les dignités & les préséances.

Quelquefois les mêmes magistrats sont les juges des intérêts du prince, il les soumet à leur décision. Les sou-

verains de l'Europe en général, ont connu combien cet usage est conforme à la justice, & combien il est digne d'eux de montrer à leurs sujets, par leur exemple, qu'il n'appartient à personne de se juger soi-même. Ils ne plaident pas en leur nom, mais par celui de leur procureur. Au moyen de ce sage tempéramment, la majesté ne diminue rien de sa grandeur, & l'éclat du nom n'éblouit pas les juges. Si le prince choisissoit ses juges selon son intérêt, ce seroit, à peu de chose près, se faire justice à soi-même. Lorsqu'il laisse la décision au corps de magistrature, juges naturels des matieres & du territoire, son désintéressement est entier: ceux qui sont condamnés., n'ont pas la douleur de l'être par des juges de choix.

La magistrature vraiment souveraine, garde toujours sa distinction; elle conserve des caracteres qui ne se communiquent point; ses ordres seuls expriment qu'ils émanent de sa *volonté*: les ordonnances du reste des magistrats ne portent pas ces termes ni d'équivalents. Elle demande encore de la part de ceux-ci des égards qui

ne sont que pour elle. On ne peut détailler jusqu'où vont la déférence, le respect qui lui sont dûs. Je rapporterai un exemple pour me faire entendre. Le magistrat qui bannit un coupable de son ressort, le bannit de la cour du souverain, lorsque le territoire, où il fait sa demeure ordinaire, est enclavé dans ce ressort ; mais il ne lui conviendrait pas de prononcer qu'il le bannit de la cour. La faute ne seroit pas dans le fonds de la chose, elle seroit dans l'expression.

A l'exemple de ce qui se passe en présence du souverain, l'autorité du magistrat inférieur est suspendue par la présence du magistrat supérieur de la même classe & du même ressort. Le supérieur a le droit de prendre le siege subalterne & de le présider. Un moindre pouvoir cede au plus grand dans la même juridiction. Il faut supposer cependant que les deux pouvoirs partent de la même main. En France, un baillif ne pourroit prendre la place d'un juge de seigneur.

En concours de puissance égale, le collègue peut arrêter son collègue, & l'un & l'autre pouvoir doit cesser, comme le choc de deux corps égaux

à tous égards, & qui se rencontrent avec le même degré de vitesse, les rendra tous les deux immobiles.

On peut donner pour regle certaines que dans tous les colleges des magistrats, le plus grand nombre a le pouvoir sur le moindre, & que l'avis de la pluralité forme une décision qui a la même force que si elle étoit unanime. La circonstance de trois avis a donné bien de l'embarras & formé une infinité de questions. Il est étonnant de voir une loi du digeste qui décide que lorsqu'un avis condamne à vingt écus, l'autre à dix & un troisième à cinq, ce dernier doit prévaloir, parceque, dit le jurisconsulte Julianus, c'est la somme en laquelle ils sont tous d'accord : c'est un vrai sophisme.

Il est plus surprenant encore de voir Grotius & Puffendorff partagés sur cette loi, & raisonner long-temps sur le parti que l'on doit embrasser entre l'avis de dix & celui de cinq. Un usage introduit en France par une ordonnance de l'un de ses rois a terminé cette question. Tous les avis se réduisent à deux ; ceux qui en soutiennent un troisième en moindre nombre, sont obligés de choisir l'un des

418 DE LA RÉPUBLIQUE.

deux dominants. Cette méthode est dans l'ordre de la justice , parce que le petit avis ne pouvant se soutenir contre aucun des deux adopté par un plus grand nombre , il doit être regardé comme non existant ; & si l'on suppose que les trois avis aient chacun un nombre de voix égal , ce qui est plus précisément le cas de cette loi , c'est aux plus jeunes de l'un des avis à embrasser l'un des deux autres. Cette pratique a paru si judicieuse , qu'elle a été suivie , pour ainsi dire , par-tout.

La règle de la pluralité n'étoit pas usitée à Rome parmi les tribuns ; la volonté d'un seul arrêtoit les volontés de tous les autres : telle est la nature du droit d'empêcher , droit capable de gâter les constitutions qui d'ailleurs seroient les meilleures. Je penserois que le sénat influa beaucoup dans cette irrégularité. Le peuple , toujours extrême & insensé , crut ne pouvoir donner trop d'étendue à l'autorité de ses tribuns ; il pensa qu'un seul d'entr'eux pourroit défendre sa liberté , si tous les autres venoient à l'abandonner. Il ne s'appercevoit pas qu'il ôtoit la liberté d'agir à ses défenseurs.

Le sénat approuva & se prêta à cette imprudence : il ne lui falloit qu'un tribun pour arrêter le pouvoir des tribuns qu'il accordoit au peuple avec tant de regret. Il étoit difficile que dans leur nombre il n'en trouvât un qu'il pût détacher des autres. Il se servoit souvent de cet expédient.

Le lieutenant, *locum tenens*, n'a pas autant de pouvoir que le magistrat dans son absence ; il ne peut ordonner qu'au nom du magistrat : quoique les choses aient souffert quelques changements en France à l'égard des lieutenants des magistrats, les baillifs & sénéchaux intitulent leurs jugemens du nom du grand baillif ou grand sénéchal. Le lieutenant ne peut pas faire appeller devant lui toutes les mêmes personnes qui doivent se présenter devant le magistrat. Cette règle ne s'observe plus en France vis-à-vis des lieutenances qui ont été érigées en charges & vendues : mais encore aujourd'hui un évêque, quand il s'agit de la discipline ecclésiastique, n'est pas tenu de répondre devant l'official, ni les vicaires généraux, mais seulement à la personne de l'archevêque. Ces déférences sont dues à la di-

gnité du magistrat, & au rang de la personne appelée devant lui.

Il est nécessaire qu'entre des magistrats d'égale puissance, l'un ait la préférence sur l'autre, autrement le temps se perdrait en disputes ou en politesses. Rome a souvent varié là-dessus. Entre les consuls, le premier désigné fut, pendant un temps, le premier nommé dans les actes; quelquefois ce fut le plus âgé. La prérogative de l'honneur fut donnée par la loi *Pappia* au consul marié, & lorsqu'ils l'étoient tous les deux, à celui qui avoit le plus d'enfants. Il y a plusieurs manières de régler les rangs; elles sont assez indifférentes; le seul point essentiel est qu'ils soient réglés.

Rien ne doit empêcher le magistrat inférieur de faire exécuter son jugement par sa propre autorité, lorsque personne n'en appelle. On ne blesse point l'autorité du supérieur, lorsqu'on exécute ce que les parties intéressées reconnoissent justes. Il faut excepter les jugements où il s'agit de la vie ou de l'honneur, je l'ai déjà dit ailleurs.

Non-seulement les magistrats se doivent des égards d'une juridiction

à l'autre, mais encore le lien universel qui doit unir tous les hommes, veut qu'on les observe entre les Républiques. Un marchand François fut condamné à Venise dans une affaire civile, & se retira en France. Le Vénitien qui avoit obtenu la condamnation, l'y suivit avec des lettres de sa République, que l'on appelle *Rogatoires*. On ne voulut pas examiner si le François étoit bien ou mal condamné; on examina seulement s'il avoit contracté à Venise, & s'il s'étoit soumis à la juridiction de la seigneurie, & on laissa exécuter le jugement. On n'en use pas de même dans les affaires criminelles, par une maxime supérieure. Le seul souverain doit décider s'il veut livrer le coupable, ou que ses Etats lui servent d'asyle.

Il arrive rarement dans des crimes importants qu'une République se refuse aux prières d'une autre. Les nations les plus impérieuses & les moins policées ont donné des exemples de ce qu'exige le bien public. Le sultan Mahomet surnommé le Grand, ayant appris que l'assassin de Julien de Médicis s'étoit retiré à Constantinople, il le fit prendre & le renvoya à Flo-

rence. Tout doit se réunir pour ôter les scélérats de dessus la terre.

CHAPITRE XI.

*Si les Offices doivent être perpétuels,
& des raisons qui s'y opposent.*

LA chose qui contribue le plus au maintien des Républiques, est, sans doute, la conduite & la capacité des magistrats qui commandent sous l'autorité souveraine. Rien n'est plus capable de faire une différence essentielle d'une constitution à une autre, que la maxime de les déplacer trop souvent, ou celle de les perpétuer dans les mêmes emplois. Aucune question ne mérite mieux d'être discutée. Je commencerai par rapporter les raisons des deux sentiments opposés.

Si la vue principale de toute République doit être de former des citoyens à la vertu, on doit mettre en usage tous les moyens qui peuvent concourir à cet objet. Dans cette idée, le législateur doit offrir aux regards de tous, les récompenses du mérite, & l'espérance de les obtenir. Cette

vue excite les sujets à y atteindre. Le prix le plus digne de la vertu est, sans contredit, l'honneur dégagé de tout intérêt; au contraire, l'intérêt séparé de tout honneur, n'appartient qu'aux âmes mercénaires. Cependant il résulte du mélange de ces deux extrêmes, un tout qui devient souvent nécessaire, parce qu'il n'est pas rare de trouver ensemble le mérite & les besoins. Si les honneurs, la considération & les émoluments qui peuvent y être légitimement attachés, sont enlevés au public pour être renfermés trop long-temps dans des maisons particulières, on ne doit plus s'attendre que l'émulation porte à les mériter. Cet inconvénient de donner les charges pour la vie est sensible; il sera encore plus contraire au bon ordre, qu'un même sujet possède plus d'une charge; c'est resserrer dans un cercle plus étroit ce que l'on devroit chercher à étendre.

Le but principal auquel doit tendre la société civile, est d'ôter les semences d'envie & de division entre les hommes. Les charges distribuées d'une manière qui ôte l'espérance aux compétiteurs, excite la jalousie, le

mécontentement, & les murmures contre le Gouvernement. Si une République possède plus de citoyens vertueux qu'elle n'a de charges, il est évident que plusieurs auront été privés d'une récompense qu'ils ont méritée. Les principes de l'équité naturelle & de l'égalité sont renversés.

Il est dans l'ordre des choses que la perpétuité de la magistrature y introduise la corruption. On en peut voir un exemple dans le portrait que fait Tite-Live de celle de Carthage. « Dans » ce temps-là, dit cet auteur, l'ordre » des magistrats dominoit à Carthage, » principalement parce qu'ils étoient » juges perpétuels. Les biens, la réputation & la vie étoient en leur » puissance, celui qui avoit l'un d'eux » pour ennemi les avoit tous. »

La raison de ce désordre est bien naturelle. Une conformité de magistrature dans des tribunaux semblables, forme des liaisons; si elle est perpétuelle, elle en donne plus de temps, elle en impose une espèce de nécessité. Un même college se doit trouver réuni par les liens de la familiarité ou des alliances : qui accusera, qui condamnera le magistrat?

Ce seront les alliés de ses parents, ses amis, ou les leurs qui jugeront l'accusé & son accusateur. L'espérance de l'impunité est la mere du crime. Les magistrats subalternes échapperont de même à la punition. Peu d'hommes ont le front de punir dans les autres les fautes pareilles à celles dont ils se sentent eux-mêmes coupables, les crimes se donnant volontiers la main.

Plutarque loue hautement la coutume des Romains qui excitoient les jeunes gens à accuser ceux qui avoient géré quelque magistrature. Les désordres, les concussions recevoient la punition qui leur étoit dûe, & ceux qui avoient accusé étoient éclairés de si près, quand à leur tour ils devenoient magistrats, qu'ils n'auroient osé s'écarter du sentier de la probité, quelque penchant qui les y eût portés.

Si la magistrature étoit annuelle, les juges & tous ceux qui ont en main l'autorité craindroient ce que les tribuns disoient à Manlius : « qu'on lui feroit rendre compte de ses actions, lorsqu'il seroit homme privé, puisqu'il ne vouloit pas le rendre étant consul. »

La conservation du bien public re-

commandée par sa nature à tous les citoyens, souffre aussi de cette perpétuité. Ceux qui n'y ont, & qui n'y espèrent aucune part, n'en prennent aucun soin. Ceux qui sont parvenus pour toute leur vie aux honneurs qu'ils ont ambitionnés, la négligent. Si un homme vertueux vouloit représenter, vouloit entreprendre pour l'utilité publique, il ne seroit ni écouté ni soutenu, & c'est une espece de ridicule d'apporter au bien public la même économie dont on use pour le sien. Encore ceux qui ne font que le négliger, sont-ils les moins coupables.

Ces raisons ont paru autrefois assez puissantes pour donner lieu à des loix qui en étoient les conséquences. On lit dans les commentaires de César que la ville d'Autun, une des plus considérables des Gaules, avoit une loi inviolable qui défendoit la continuation des magistrats au-delà d'une année. Cette loi ne s'étoit pas arrêtée aux personnes, elle avoit prévu l'inconvénient de perpétuer les charges dans les familles; elle ne permettoit pas qu'un frere, qu'un proche parent pût être magistrat, ni même sénateur, pendant la vie du premier qui

l'avoit été. On craignoit que la longue possession, ne donnât trop d'autorité; cette autorité trop de crédit parmi les autres magistrats; ce crédit, une espérance de l'impunité; & cette espérance, de la hardiesse à faire le mal.

C'est dans les mêmes vues d'éviter ce qui pourroit tendre à la corruption, que Charles V, & avant lui, Philippe le Bel avoient ordonné en France que personne ne fût juge dans le lieu de sa naissance. Les états du Languedoc animés du même esprit, demanderent en 1556, que deux proches parents ne pussent être magistrats dans un même tribunal, & les Etats généraux du royaume tenus à Orléans, quatre ans après, firent la même demande. Ceci ne regarde pas précisément la perpétuité; mais on y voit une juste crainte d'augmenter l'autorité. Si on la regarde comme pernicieuse au public, la perpétuité dans les charges la donne bien plus grande. Ces demandes des Etats donnerent lieu à des loix conformes pour tout le royaume. Si on considère pour quelles raisons elles n'ont point subsisté, on s'appercevra que c'est parce que les charges sont

à vie. En effet, il n'est pas juste que le citoyen rempli de mérite devienne inutile à la République, & ne puisse aspirer à une récompense de son état, parce qu'un de ses parents en aura obtenu une pareille. S'il ne la posséderoit que pour un temps, l'obstacle ne seroit pas de durée. Les ordonnances données sur la requête des peuples & fondées sur des considérations légitimes, subsisteroient.

Les maux qu'ont causé la longueur des magistratures, & le désir de s'y perpétuer, sont des leçons bien frappantes pour faire éviter ces abus. La continuation des décemvirs, dont j'ai déjà parlé, changea à Rome le gouvernement Démocratique en Oligarchie; & la soif des honneurs, dont brûla Marius, fut le premier mobile qui le changea à la fin en monarchie. Non content d'avoir exercé six consulats, chose jusqu'alors inouïe, il en desira un septième. Pour y parvenir, il se fit nommer pour continuer la guerre contre Mithridate, échue par le sort à Sylla. Telle fut la source des malheurs de la République & d'où découlerent des fleuves de sang du genre humain. Il seroit trop long de

LIVRE III. CHAP. XII. 429

détailler les noms de ceux que la prorogation des emplois a portés à la tyrannie.

Ainsi on compte dans les effets funestes de l'autorité perpétuée dans les mêmes personnes, l'émulation éteinte, & par conséquent, la vertu; les haines & les dissensions civiles; la corruption de la magistrature; l'impunité des malversations; l'oubli & la dissipation des biens publics; enfin, le renversement des Etats. S'il étoit nécessaire d'ajouter à des motifs si puissants de rendre les charges annuelles, des exemples & des autorités, on trouveroit l'un & l'autre dans toutes les anciennes Républiques, dans la plupart des modernes, & chez tous les fameux législateurs, philosophes, & jurisconsultes.

CHAPITRE XII.

Des raisons pour rendre les Offices perpétuels.

LE sentiment contraire à ses partisans & ses raisons. On dit qu'il est plus conforme au bien public de laisser

les magistrats pendant leur vie, que de les déplacer lorsqu'ils commencent à peine à connoître quelles sont leurs véritables fonctions ; que le commandement se trouvera toujours dans des mains peu capables & peu expérimentées, si celui qui le prend ne le connoît pas, & le quitte avant même de l'avoir bien connu : la vie de l'homme suffit à peine pour apprendre à commander.

Outre l'art de commander, chaque nature de charge a un objet particulier de commandement qui demande des connoissances particulieres ; un coup d'œil, un moment de réflexion de l'homme consommé dans l'exercice, voit plus de choses, trouve plus de ressources, que le nouveau magistrat, avec plus de capacité & moins d'expérience, ne feroit en plusieurs jours. Le génie ne suffit pas : être bon magistrat ou bel esprit, sont deux choses bien différentes. Les plus sages marchent avec crainte, c'est le temps & l'habitude qui facilitent leurs démarches & qui les assure.

Si l'on suppose que celui qui ambitionne une charge, en apprend les fonctions ; qu'il étudie ceux qui en

exercent de semblables ; qu'il en examine le fort & le foible ; qu'il a passé par des états qui l'ont conduit par degrés à acquérir les lumieres les plus convenables ; si l'on suppose , en un mot , qu'il a les talents & l'expérience que l'on doit desirer , c'est un malheur pour la République qu'il exerce peu de temps. Une année ne suffit pas pour des changements utiles au public ; on ne peut achever dans un si court espace l'entreprise la plus commune. Ce terme est quelquefois trop court pour terminer les choses ordinaires & de légère conséquence ; les meilleurs projets sont avortés , les affaires demeurent indécises , les accusations abolies , les peines sont remises ou du moins différées ; les nouvelles vues de celui qui succede , font détruire ou abandonner des ouvrages commencés. Changer souvent les magistrats , c'est ensemençer des terres , & les semer de nouveau sans attendre la maturité des fruits.

Si le pouvoir de commander donne celui de fouler les peuples , ils souffriront encore plus du changement des magistrats que de leur perpétuité. Tibere fut le premier qui prolongea la

durée des charges chez les Romains. L'histoire qui rend compte des qualités odieuses de ce prince, apprend en même temps que l'Empire n'en eut point de plus habile dans l'art de gouverner. Ce changement fut la suite de ses réflexions & des exemples qu'il avoit sous les yeux. Il disoit qu'il valoit mieux laisser les sang-sues pleines de sang, que d'en attacher d'affamées: *Non enim, disoit-il, parcit populis regnum breve.*

Sans l'obéissance, le bon ordre ne peut régner, où elle n'est pas établie; on ne peut trouver le bon Gouvernement. Si on considère la durée des charges dans ce point de vue, on ne peut admettre les changements continuels. L'obéissance ne sera pas la même pour les ordres de celui qui doit redevenir incessamment une personne privée. Le magistrat lui-même ne voudra pas commander avec la sévérité convenable pour se faire obéir, & souvent il ne voudra point du tout commander. Il craindra de s'attirer des ennemis dont il pourroit éprouver le ressentiment, lorsque l'autorité lui manquera pour s'en mettre à l'abri. Si son état est perpétuel, il commander

dera

dera avec dignité, il méprisera des inimitiés dont il n'appréhendera pas les atteintes. Un pouvoir qui doit durer autant que la vie, donne d'autres sentimens que le pouvoir passager. On doit attendre du premier la fermeté pour défendre les intérêts du peuple contre une force qui voudroit l'opprimer. On a vu des magistrats résister avec une constance respectueuse aux entreprises des mauvais princes, & les étonner par leur courage.

Les nouveaux projets, les nouveaux plans de gouverner, les nouvelles loix accompagnent pour l'ordinaire les nouveaux magistrats. Quelle que soit la sagesse d'un projet commencé, la gloire de le finir n'est pas bien grande. Il ne reste au magistrat, dont la fonction ne doit avoir qu'une courte durée, que l'ambition de perpétuer la mémoire de sa magistrature. Des établissemens qui y auront pris leur origine, des monuments auxquels on donnera son nom, sont les seules manières d'y parvenir. Le public en sera accablé. On a vu des magistrats pour un temps, commencer tout ce qu'ils ont cru possible, bon ou mauvais, pour

empêcher leurs successeurs d'entreprendre rien de nouveau, & les forcer, pour ainsi dire, de continuer des desseins dont l'idée ne leur appartiendrait pas. Leur erreur est bien grande & bien préjudiciable aux peuples. L'esprit de l'homme ne tarira jamais pour trouver des imperfections dans les ouvrages commencés, & de prétextes pour former de nouveaux projets.

Ce n'étoit point l'amour de l'égalité, ni un desir sincere de soulager les peuples, qui portoient les nouveaux tribuns à renouveler la proposition des loix agraires, & de l'abolition des dettes. C'étoit l'envie d'éterniser leur nom & de réussir où leurs prédécesseurs avoient échoué. Cette manie leur faisoit braver les dangers auxquels ils exposoient leur personne & leur patrie. La coutume de donner aux loix le nom de ceux qui les avoient proposées, en inonda la République, & fit abroger les anciennes & les meilleures. Plus l'exercice de la magistrature est court, plus on voit le bien public souffrir de ces abus.

On ne manque, pour ce sentiment, ni d'exemples, ni d'autorités; les mo-

I
ce
éta
rer
nie
l'au
fans
a v
perp
tote
inco
n'a
préc
a vo
nuels
Ma
atten
des F
le plu
Onne

narchies en fournissent un grand nombre : & le célèbre Platon a fait les officiers perpétuels dans sa République.

CHAPITRE XIII.

Réflexions sur ces deux opinions.

DEUX écueils font souvent échouer ceux qui cherchent des regles pour établir des Républiques , ou les rassurer : l'un est de s'arrêter aux inconvénients d'une loi , sans en peser le bien ; l'autre est de courir aux extrêmités sans s'arrêter dans les milieux. Platon a voulu que les magistrats fussent perpétuels , c'est une extrêmité ; Aristote son disciple , qui a apperçu des inconvénients dans cette institution , n'a pas cherché à les diminuer ; il s'est précipité dans l'extrêmité opposée ; il a voulu que les magistrats fussent annuels.

Mais aucun des deux n'a fait une attention assez sérieuse à la distinction des Républiques , d'où dépend l'avis le plus probable sur cette question. On ne sauroit nier que les Républiques

contraires se doivent gouverner par des principes contraires. Les loix qui sont propres à l'état populaire, détruiroient le despotisme. L'un est extrême dans la liberté, & l'autre l'est dans la servitude. Ce n'est pas qu'il ne puisse y avoir des regles communes à tous les Etats pour leur stabilité; mais il est nécessaire qu'on en établisse qui soient entièrement dissemblables.

Dans l'état populaire, chaque citoyen participe à la souveraineté; par une conséquence légitime, chacun y a un droit égal aux charges, aux honneurs, aux distinctions. On ne peut les rendre perpétuelles, sans ôter à plusieurs l'espérance d'y parvenir, & en même temps, sans les priver d'un droit qui leur appartient à juste titre. Il est donc de la justice que les magistrats soient changés, afin que chacun, selon ses talents, exerce le pouvoir de commander dont il est co-propriétaire. L'égalité est la base de la Démocratie; elle seroit détruite, si l'autorité étoit permanente: elle doit circuler. Les mêmes raisons, ou semblables à-peu-près, autorisent le même usage dans l'Aristocratie: le nombre des souverains y est très-grand; il est juste

que le pouvoir roule entr'eux ; il seroit d'ailleurs dangereux dans l'un & dans l'autre que de trop longues magistratures ne pussent conduire à la souveraineté.

La monarchie, je ne parlerai ni de la seigneuriale ni de la tyrannique, n'offre point de raisons pareilles. Nul le ombre de souveraineté ne donne un droit au sujet sur les charges, & l'égalité n'est pas le principe de cette sorte d'Etat : les charges y peuvent être perpétuelles sans injustice ; mais il reste toujours à examiner s'il est utile au bien public qu'elles le soient.

Comme on doit distinguer les Républiques, on doit aussi distinguer les charges. Il y a peu de danger dans toutes sortes d'Etats, d'en rendre quelques-unes perpétuelles. Telles sont celles qui n'ont point de commandement, qui ont des supérieurs pour veiller à leur conduite, pour écouter les plaintes auxquelles les titulaires donneroient lieu, & y mettre ordre, & dans lesquelles cependant une certaine expérience rend plus habile & plus utile au public. On pourroit absolument ranger dans cette classe les charges de judicature subalternes :

quoiqu'elles jouissent du droit de commander, elles sont si subordonnées, que la perpétuité n'y peut être nuisible. La difficulté ne peut rouler que sur les charges considérables, & qui méritent le nom de dignités.

Le monarque doit des magistrats à ses peuples; mais il ne doit de charge à aucun de ses sujets. Le seul mérite y donne des prétentions de convenance, & l'intérêt du bon ordre & du bien public ne doit pas permettre que des prétentions fondées sur ce titre soient chimériques. Si l'on suppose des charges remplies sur ce principe, un honneur n'est pas une trop grande récompense de la vertu, quoiqu'il doive durer autant que la vie. C'est faire un tort véritable au public de changer un magistrat digne de l'être; un second choix seroit sujet à l'incertitude. On ne doit pas craindre que l'émulation s'éteigne; le desir de parvenir à commander apprendra toujours le chemin qui doit y conduire. La vertu ne périra que lorsque l'on verra donner les charges sans discernement. Ainsi, dans la monarchie, la perpétuité des offices n'est point une injustice; elle n'est point nuisible à

la vertu ; elle ne doit causer ni haines ni jalousies , encore moins le renversement de l'Etat ; ce sont des craintes particulières aux Républiques : il est vrai qu'il faut supposer que le mérite règle le choix : c'est un système qui n'est pas toujours suivi.

Quoique ceci regarde les charges de distinction en général , il est cependant convenable d'en faire encore une séparation. Suivant cette maxime , qui doit être observée dans les trois Républiques , que plus le pouvoir est grand , plus il doit être limité pour le temps ; les grandes charges , j'entends celles dont toute l'autorité réside sur une seule tête , & où elle est grande , ne doivent être données dans la monarchie , que comme des commissions. La politique du monarque & l'intérêt des peuples le veulent également.

Ce seroit une chose préjudiciable aux citoyens , si les charges où l'on attache le droit de juger en dernier ressort , étoient sujettes à des destitutions & des remplacements continuels. C'est là où l'étude & l'habitude de la vie la plus longue suffisent à peine pour servir dignement le pu-

blic. Le plus grand de tous les malheurs pour les peuples , & par conséquent pour l'Etat , seroit que ces charges fussent uniques. Il est nécessaire que la justice distributive soit remise à des corps perpétuels. Tout doit être fixe où il s'agit d'appaiser les sujets de querelle entre les citoyens & dans les familles. Il faut un état certain , afin que les peuples soient assurés où ils doivent s'adresser pour réclamer la justice. La multiplicité des membres diminue le pouvoir de chacun ; un seul homme peut être corrompu , il est difficile d'en corrompre plusieurs. L'expérience fait encore connoître que des lumières que des juges se communiquent , que des raisons débattues dans les opinions produisent un plus grand jour & des jugements meilleurs. On a toujours mis une grande différence , *Cùm universi judices constituunt* , ou lorsque *singuli sententiam ferunt*.

Cet usage des corps de justice , admirable dans toutes les natures de Républiques , sera d'une absolue nécessité dans les monarchies. Aucun Etat ne peut subsister s'il ne pose sur des fondements solides ; ces fonde-

ments ne peuvent être que les loix. Elles doivent établir une forme de Gouvernement conforme aux génies des peuples , & au local ou territoire de la République qui différencie son commerce & ses besoins. Toutes ces choses influent dans les loix fondamentales. Les monarchies ne peuvent être uniformes , & leurs différences doivent être constatées. La constitution du Gouvernement ne peut être maintenue, qu'autant que les loix particulières qui l'établissent seront conservées dans un corps qui en sera le dépositaire. Son devoir sera de les représenter toutes les fois que , par oubli ou par quelque autre motif , le monarque ou les peuples les perdroient de vue. Si cette précaution est supprimée , ce n'est plus la même forme de Gouvernement ; c'est un despotisme , ce n'est plus une monarchie royale. Dans les Républiques populaires & Aristocratiques , les sénats , les conseils perpétuels conserveront la mémoire de ces loix. Il paroît convenable de charger de cet office les cours de justice dans la monarchie , & par conséquent qu'elles soient permanentes comme les loix mêmes. On

pourroit absolument ériger un college uniquement chargé de ce soin ; mais ce seroit multiplier les êtres sans nécessité.

La durée d'un corps perpétuel ne suppose pas que les membres qui le composent y soient attachés pour toute leur vie. Il seroit mieux , en effet , de les changer dans les Républiques. La monarchie doit encore ici avoir ses regles à part. Si , comme je l'ai déjà supposé , les places sont données au mérite ; si les choses sont bien , il est inutile de les changer , & il y a un inconvénient sensible à le faire. Un Roi environné de courtisans , ne sauroit répondre de lui-même ; le magistrat vertueux , pour récompense de ses services , sera forcé de céder sa place à celui qui aura eu l'ame assez basse pour acheter de la protection. Ce seroit un malheur inévitable , si les charges étoient en commission. Cette réflexion trouvera encore sa place.

En France , la perpétuité des offices n'a point souffert de variation depuis le regne de Louis XI. Ce Roi , à son avènement à la couronne , changea les principaux officiers qui avoient servi sous le Roi son pere. Ce grand

nombre de personnes accréditées & si mécontentes, lui suscita des affaires si fâcheuses, qu'il s'en fallut peu qu'il ne succombât sous le poids. Il craignit pour son fils un sort semblable; cette crainte le détermina à déclarer par une loi toutes les charges perpétuelles. Il ordonna que ceux qui en seroient pourvus, ne pourroient être destitués; qu'elles ne pourroient être vacantes que par résignation, par *forfaicture*, ou par mort. Par un édit suivant, vérifié le 20 Septembre 1482, il voulut, en interprétant le premier, que la *forfaicture* ne pût être déclarée que par une procédure juridique. Ces ordonnances approuvées & inconcussément observées, semblent être à l'abri de toute atteinte.

Chaque forme de Gouvernement doit donc avoir ses différences. Dans la monarchie royale, il est convenable que les magistrats ne soient point destitués, lorsqu'ils n'auront pas mérité de l'être, parce que cet Etat se conduit par la justice & par les loix, autant que les loix peuvent s'étendre. Il y a un Gouvernement pour les esclaves; il en faut un autre pour les enfants. Dans les Républiques, les

444 DE LA RÉPUBLIQUE.

charges ne doivent pas être perpétuelles, parce que chaque citoyen a un droit de les exercer à son tour.

Il restera encore à éviter les extrêmes & les maux qui résultent de l'autorité donnée pour trop long-temps, ou pour un intervalle trop abrégé. On ne peut se refuser à convenir qu'ils sont palpables des deux côtés : on doit rechercher les milieux. Dans les Etats républicains, il faut se rapprocher de la perpétuité autant qu'il sera possible, & dans la monarchie donner à la perpétuité même les allures du changement. On réussira dans les Républiques par l'établissement des corps perpétuels. Il faut au milieu du mouvement quelques points stables, comme les pivots sur lesquels roulent sans cesse les gros fardeaux doivent être immobiles. Les membres de ces corps ne seront pas perpétuels, mais ils peuvent ne pas changer chaque année. Il est utile de fixer un plus long terme à la magistrature.

Si ces corps ne sont pas renouvelés à la fois, ni même la majeure partie, le même esprit s'y conservera ; ils agiront sur les mêmes principes, & obligeront le magistrat particulier,

sur lequel ils auront une inspection , de se conformer à leurs vues , & de suivre les projets entrepris. La République encore se réservera la faculté de proroger le terme fixé à chaque magistrat. Les occasions, les circonstances peuvent rendre cette pratique utile ; elle est quelquefois nécessaire.

Mais comment pouvoir éviter dans la monarchie la corruption , l'impunité , l'oubli ou la malversation dans la chose publique , vices qui paroissent dériver de la longueur de l'autorité. J'ai déjà remarqué que l'on peut & que l'on doit y laisser plusieurs charges révocables : comme ce sont les principales , si on parvient par ce changement à les remplir de personnes qui en seront dignes , ce choix ne contribuera pas peu au bon ordre général.

Les charges qui demandent d'être perpétuelles , sont celles pour lesquelles l'étude , les connoissances & l'expérience sont les plus nécessaires. Ceci regarde plus particulièrement les charges de justice. Leurs opérations s'étendent à des objets qui peuvent facilement être séparés , & qui le sont le plus souvent. La justice, même

me la distributive, regarde les affaires civiles & les criminelles, la police générale & particuliere. On y peut diviser les discussions que font naître le commerce, les aydes & finances, le domaine de la couronne. On pourroit disséquer à l'infini.

Je suppose d'abord un nombre de magistrats du même ordre, suffisant pour juger définitivement sur toutes ces matieres; que l'on imagine ensuite ces officiers distribués en autant de tribunaux que l'on aura voulu former de juridictions, & qu'on les fasse rouler successivement de l'un à l'autre, sans une séquence déterminée; si l'on observe, comme j'ai dit des Républiques, de ne point changer un tribunal à la fois; que ceux qui auront servi ensemble dans le même, soient repartis dans les autres séparément, & que jamais le même tribunal n'admette ceux entre lesquels il y aura de la parenté, on aura des officiers perpétuels dans un sens, & amovibles dans un autre.

On évitera encore l'inconvénient de l'autorité perpétuée, si ceux qui seront à la tête de ces tribunaux, ceux qui y présideront, n'occupent ces pla-

ces que pour un temps limité ; si, tirés du nombre de leurs confreres , ils reprennent au bout d'un certain temps leurs fonctions simples & ordinaires. Cette regle est, à mon avis, aussi essentielle qu'aucune autre.

Ces différentes occupations ne demandent point des connoissances universelles ; les matieres sont liées l'une à l'autre , & l'expérience d'un de ces tribunaux fourniroit des lumieres pour le service des autres. Ce détail ne contient que la jurisdiction qui étoit autrefois attribuée aux parlements dans la France ; mais on n'y a jamais vu cette mutation continuelle , & ce passage successif des dignités à l'exercice des charges communes qui réuniroit les avantages de la perpétuité & du changement.

Si on veut réfléchir sur ce qui a été relevé ci-devant des dangers de la perpétuité des offices , on les trouvera extrêmement diminués par cet arrangement. Je ne disconviendrai pas qu'il en laisse subsister ; les hommes ne connoissent point de loi qui en soit exempte. Si on ajoutoit à ces précautions des préfets de province, des inspecteurs , ou , si l'on veut, des com-

missaires, pour éclairer la conduite des magistrats, & si l'on autorise une manière de donner des plaintes qui ne fera pas connoître l'accusateur, les inconvénients seront bien radoucis ; on aura peu de chose à craindre de la perpétuité de la magistrature.

I

CHAPITRE XIV.

De la vénalité des Charges.

ON a vu dans les commencements que l'auteur des six livres de la République n'a point cherché à former une République idéale, comme celle de Platon, ou comme l'Utopie. Il a entrepris de rassembler ce qui doit paroître de plus conforme à la bonne politique dans la formation d'un nouvel Etat de chaque espece, & n'a point prétendu critiquer ceux dont la constitution est déjà formée, ni donner des leçons dans le dessein de la faire changer. Ces discours sont assez souvent répétés pour qu'ils doivent trouver placé une fois dans cet abrégé, auquel on travaille dans le même esprit. Les hommes peuvent être vertueux ; on seroit misanthrope, si on ne reconnois-

soit que plusieurs d'entr'eux ont des vertus & de la probité. Mais l'amour de la justice ne doit pas être présumé en général. Ainsi, lorsqu'on est obligé d'établir des regles, on doit présupposer les hommes vicieux, ce n'est pas que l'on pense que tous le sont; mais il suffit que chacun le puisse être, pour que l'on doive s'assurer contre la corruption de chacun.

Ce que l'on a vu jusqu'à présent sur la perpétuité des charges, semble ne laisser rien à dire contre leur vénalité. Si elles sont vénales, elles sont perpétuelles, & peut-être encore héréditaires. Ces deux circonstances ajoutent aux maux qui résultent de la perpétuité. Si les talents, si le mérite ne mènent plus aux récompenses, les citoyens ne songeront plus à les cultiver. Si les richesses seules conduisent aux honneurs, le seul souci des hommes sera d'en amasser. L'avarice, l'usure, la mauvaise foi seront les moyens les plus prompts & les plus assurés de se faire considérer. Quelle peut être la position d'un Etat où les vices seront, pour ainsi dire, de principe, dès-lors qu'ils seront des degrés pour se conduire à l'élévation?

On ne sauroit nier la justesse de ces réflexions ; les précautions ne peuvent trop se multiplier dans une République que l'on voudroit former, & dans celles qui se sont garanties du malheur de la venalité des charges. Mais lorsque des besoins quelconques ont obligé une fois de recourir à cette ressource, on n'y doit plus espérer de remèdes.

Cependant, il est des vérités certaines dans la spéculation qui se trouvent douteuses dans la pratique, ou, du moins, qui sont inapplicables à de certaines circonstances. Il faut pourvoir aux charges ; on en connoît quatre manières : le sort, l'élection faite par plusieurs, le choix qui dépend d'un seul, & la vénalité. Le sort & l'élection paroissent appartenir plus particulièrement aux Républiques ; le choix & la vénalité aux monarchies. Je demanderai que l'on distingue les grands royaumes des petits. Ces derniers peuvent être d'une étendue assez médiocre, pour que le prince connoisse par lui-même la classe des sujets propres à remplir les charges de quelque importance ; il est alors en état de faire de bons choix.

Mais il est si rare que de petites monarchies puissent subsister, qu'il est inutile de s'arrêter aux regles qui leur seroient convenables : c'est sur celles de quelque étendue qu'il faut raisonner. J'ose dire que la vénalité des charges est alors préférable au choix : je ne crains point d'avancer ici un paradoxe.

Le monarque ne peut nommer que sur le rapport de ses ministres : le ministre connoît aussi peu les sujets que le monarque ; il présente ceux qui lui sont présentés par ceux qui l'environnent, & ceux-ci parlent souvent sur d'autres recommandations plus éloignées ; il est difficile que dans autant de mains, il ne s'en trouve que de pures. On n'a d'autres témoignages du mérite que ceux des personnes qui s'intéressent & qui protègent. C'est sur eux que la bonne foi du monarque est obligée de se décider. Ces témoignages sont-ils gratuits ? Est-ce la vérité qui les détermine ? Si c'est ce qui compose la cour du prince qui dispose indirectement des charges, je renvoie le lecteur au portrait des courtisans, que l'on trouve dans l'Esprit des loix *, & à ses propres connois-

sances , pour qu'il juge de l'équité de cette distribution.

Lorsque le ministre plus circonspect voudra puiser des lumieres sur les qualités des sujets, chez ceux auxquels la principale autorité royale est confiée dans les provinces, il paroît d'abord qu'il pourra faire un meilleur choix ; mais si celui qui s'enorgueillit de représenter en quelque maniere le prince , a aussi ses courtisans qui représentent ceux du monarque ; si des gens avides possèdent son oreille & sa faveur , les choses demeureront dans le même état. Si , d'ailleurs , par une fatalité attachée aux postes éminents , le principal objet de ceux qui les remplissent ; est de franchir les bornes légitimes de leur autorité , pour l'attirer à eux aussi absolue qu'il leur est possible , ils regarderont le mérite dans les magistrats , comme un obstacle à cette ambition , & le mérite sera une exclusion pour parvenir aux charges. Il n'est pas possible que les hommes aient toujours été assez vertueux pour qu'on n'en ait pas vu plus d'un exemple.

La vénalité publique n'a pas , à

beaucoup près, les mêmes inconvénients. On ne doit pas croire qu'elle éteigne entièrement la vertu. Ceux que leur état invite à aspirer aux charges, & auxquels leur fortune le permet, peuvent chercher à s'en rendre dignes. L'amour propre, bien entendu, doit seul inspirer ce sentiment. On est flatté d'être distingué entre ses collègues; où les hommes & les fonctions sont les mêmes, le mérite forme toute la distinction. Il est vrai que l'aiguillon n'est pas aussi vif que lorsque les talents cultivés & bien employés peuvent élever plus haut; mais enfin ce sentiment ne laisse pas languir dans une entière léthargie.

Le choix entraîne la vénalité couverte, c'est le comble des maux dans ce genre. Lorsqu'on ne peut parvenir aux dignités que par la faveur, il est rare que le desir de l'obtenir ne conduise à des bassesses. Lorsque la protection passe par autant de mains, il est rare qu'elle ne soit pas vénale. La vertu ne fait point marcher par des sentiers ignobles. Elle ne rougira pas d'acquiescer les honneurs, lorsque l'acquisition en est autorisée par un usage ouvertement approuvé; mais l'hon-

nête homme dédaignera la charge à laquelle il ne pourra parvenir que par des voies qu'il n'osera pas avouer publiquement. Si le mérite se retire, la magistrature sera abandonnée à des âmes viles; elle sera la preuve d'un défaut de sentiment. Le public ne tardera pas d'éprouver ce que disoit l'empereur Alexandre & Louis XII après lui; que des personnes de cette trempe *achètent en détail le plus chèrement qu'ils le peuvent, ce qu'ils auront acheté en gros.*

La vénalité publique laisse à la vertu quelque accès aux charges. La vénalité clandestine l'en écarte & l'en exclut. Les mêmes réflexions conduisent à donner la préférence aux charges perpétuelles. Si le choix entraîne autant de désordres, c'est encore un mal d'en multiplier les occasions. La perpétuité des offices les rend plus rares, elle conviendra mieux à la monarchie que le changement.

Lorsque j'ai dit que dans un royaume étendu le monarque ni ses ministres ne pouvoient faire de choix sur leurs propres connoissances; que la faveur & la protection du ministre & des grands étoient le plus souvent

achetées, même à leur infu ; que ces derniers éloignoient le mérite de la magistrature plutôt que de l'y placer ; que l'honnête homme ne voudroit pas devoir l'honneur d'une charge à des intrigues sourdes, & que par une conséquence nécessaire, elles seroient dévolues à des gens capables de les acquérir par toutes sortes de moyens, je n'ai point consulté l'expérience. Ces réflexions sont prises dans les lumieres naturelles, & dans la connoissance du germe de corruption placé dans le cœur humain. Sa pente le porte vers le vice, il la suivra toujours, si on ne l'arrête par des entraves. Ces entraves seront les bonnes loix qu'il faut prendre de même dans la connoissance des hommes.

Il est un juge integre qui discerne parfaitement le mérite, qui l'aime & qui lui rend justice : c'est le public. Ce seroit au peuple que devroit appartenir le choix de ses magistrats ; plusieurs Républiques jouissent de cet avantage. Il conviendrait encore mieux à la monarchie avec laquelle il n'est point incompatible. Le droit de commander, quel qu'il soit, est important dans les Républiques. Les grands em-

plais auxquels le peuple nomme comme aux moindres, sont d'une conséquence assez grande pour mériter des brigues qui vont jusqu'à le corrompre & le gâter. Dans la monarchie, toute autorité est obscurcie par l'autorité royale; encore plus les seconds pouvoirs qui sont les seuls dont je parle ici. L'objet est trop peu considérable pour diminuer l'éclat de l'autorité souveraine & pour faire craindre des brigues qui puissent tendre à la corruption.

Les charges devroient être encore alors perpétuelles pour deux raisons. Il ne faut pas tenir le peuple toujours en mouvement; & si la magistrature avoit un temps limité, les intrigues & les cabales pour remplacer le magistrat au bout de son terme, commenceroient le jour qu'il seroit élu. J'ai dit que les brigues ne seroient point dangereuses. Leur inconvénient consiste uniquement en ce qu'un choix de cabale n'est pas libre, & qu'il est rarement un bon choix. Une élection faite dans les premiers moments de la mort du magistrat, laisseroit peu de loisir à la cabale pour la faire prévaloir. Dans un Gouvernement déjà formé,

S'il

R est pro
que la
voir s
de la R
Ton

mé, le souverain pourroit par bonté condescendre à cet usage ; on en pourroit faire une loi dans une constitution nouvelle qu'on établiroit. Elle seroit un des bons moyens pour rappeler la monarchie à la vertu. Mais cette loi seule ne suffiroit pas pour donner les charges au mérite. Il faudroit encore, par des règles sévères, interdire toute influence à ceux qui exercent l'autorité royale dans les provinces. Il est comme décidé qu'ils chercheroient à se rendre maîtres des élections par tous les moyens possibles. Si la liberté du peuple étoit gênée, la loi deviendrait inutile ; le choix dépendroit de la protection privée ; la vénalité publique vaudroit encore mieux.

CHAPITRE XV.

S'il est bon que les Officiers soient d'accord.

RIEN ne prouve mieux que tout est problématique chez les hommes, que la question que l'on a faite de savoir s'il est utile que les magistrats de la République soient d'accord en-

tr'eux, ou s'il convient mieux qu'ils vivent en méfintelligence. Si l'on peut donner des raisons excellentes pour faire souhaiter leur accord, & de très-bonnes pour faire désirer leur désunion, il faut convenir de la foiblesse de notre esprit, de son incertitude, & de la facilité avec laquelle le vrai se cache à nos yeux, en nous présentant son fantôme.

Les anciens ont comparé la République à l'économie du corps humain: si un bras arrête le mouvement de l'autre; si un des pieds recule lorsque l'autre veut se porter en avant; si les doigts crevent les yeux, la machine entiere offrira le spectacle le plus pitoyable. C'est l'image d'un Etat dont les magistrats seroient désunis. Il sera bien-tôt désuni lui même; chacun des citoyens suivra chacun des magistrats; les factions déchireront la République; les dissensions, les guerres intestines ont pris le plus souvent leur naissance dans l'inimitié de ceux qui y jouent les rôles principaux.

Mais, sans envisager des malheurs aussi extrêmes, les citoyens pourront-ils espérer quelque justice des magistrats divisés? L'antipatie, l'aigreur

dictèrent les avis de l'un dans le seul dessein de contrarier l'autre; les fortunes des citoyens seront le jouet, les victimes des querelles qui leur sont étrangères. Agésilas, roi de Lacédémone, prince illustre d'ailleurs, cassoit les jugemens de Lyfander, & jugeoit le contraire pour abaisser son crédit & son autorité; il n'en cachoit pas le motif.

Si deux généraux jaloux l'un de l'autre, & par conséquent ennemis, conduisent une armée, elle ne fera que des faux pas: s'ils sont à la tête de deux armées qui doivent s'entraider, les succès seront médiocres, peut-être funestes. Si les Officiers principaux subordonnés au général en sont désunis, on verra les meilleurs projets échouer, & même les revers les plus fâcheux où l'on auroit obtenu des victoires.

On dit d'un autre côté que l'ini-mitié des magistrats a été souvent le salut de la République. La vertu n'éclate jamais autant que lorsqu'elle est contredite, & l'émulation devient plus vive, lorsque l'on a pour collègue un rival que l'on n'aime pas. Tullus Hostilius disoit à Suffetius, dictateur de

l'Albanie : Les partialités que tu nous reproches sont utiles au public ; nous disputons à qui le servira le mieux.

Je me représente un sénat composé en partie de magistrats intégres , & en partie de magistrats suspects ; s'ils vivent en intelligence , la complaisance fermera les yeux à des fautes qu'elle croira légères , elles auront des conséquences fâcheuses que l'on n'aura point apperçues : s'il regne entr'eux quelque division , on osera éclairer & reprendre la conduite qui s'écartera de l'étroit de la regle.

La situation la plus générale des hommes est un état incertain entre le vice & la vertu. Si on suppose un corps de magistrats dans cette position , ceux qui se décideront les premiers auront bien-tôt entraîné ceux qui chancelent , & ce sera vers le mal ; c'est de ce côté que la pente incline ; leur union facilitera cette chute ; la seule méfintelligence auroit pu les sauver.

On doit compter dans les avantages de la division , la crainte mutuelle qu'elle inspire : si celui qui se voit éclairé & qui appréhende de l'être ne devient pas bon , du moins il est moins mauvais ; si le cœur n'en est pas meil-

leur, les actions sont plus retenues. L'inimitié qui survient entre des cœurs pervertis, a souvent servi le public. Combien a-t-elle fait découvrir d'indignes manœuvres?

Mais lorsque la corruption se glisse & que l'intelligence regne parmi les personnes chargées des emplois relatifs les uns aux autres, ils osent malverser presque à découvert.

Le fameux Caton le censeur se conduisoit suivant ces principes dans sa maison, & à l'égard de la République. Il jettoit des semences de divisions parmi ses affranchis & ses esclaves, pour être instruit de leur conduite. Il portoit, autant qu'il lui étoit possible, un magistrat à accuser l'autre. Il fut lui-même cinquante fois accusateur, & quarante fois il fut accusé. Jamais la République ne fut plus florissante. Licurgue vouloit qu'on nommât deux ennemis pour ambassadeurs, pour être plus assuré qu'aucun d'eux n'oseroit desservir la République. Lorsque le consul Appius s'opposoit de toutes ses forces, que le nombre des tribuns fût doublé, Cincinnatus donna le conseil le plus sage : « Laissez-les » multiplier, dit-il ; plus le nombre

« fera grand , moins ils seront d'accord ». Leur mésintelligence fut dans la suite le salut du sénat.

Pour donner là dessus quelque regle, s'il étoit possible d'en donner de certaines , il faut distinguer l'espece de magistrats , leur rang , leur caractère , & la qualité de la République.

Dans les emplois militaires , la mésintelligence ne peut être que nuisible. A l'égard des magistrats politiques , si ceux qui occupent les grandes places , sur-tout dans l'Aristocratie & la Démocratie , sont animés par l'amour de la patrie , on ne peut désirer parmi eux que le grain de jalousie qui rend l'émulation plus vive , leur liaison d'ailleurs sera salutaire. Si au contraire le zèle du bien public n'est pas leur première inclination , leur intelligence est d'autant plus à craindre qu'ils s'éloignent davantage des vues de leurs premiers devoirs. L'exemple des decenvirs se présente toujours , leur union étroite fit toute leur force contre la République.

S'ils sont mi-parti entre la vertu & le vice , on ne peut pas hésiter , leur désaccord est désirable , cette maxime est pour tous les états. La can-

deur ne connoît guere la méfiance, un peu de discorde ouvre l'ame aux soupçons, celui qui se sent éclairé est plus sage, celui dont les intentions sont droites évite des pièges que lui cacheroit l'amitié.

Les grandes charges sont amovibles dans la Monarchie comme dans les Républiques; mais dans celle-là, ceux qui les exercent ont un supérieur, & c'est sous ses yeux qu'ils travaillent: c'est ici, en partie, des qualités du Souverain que dépend le bien ou le mal de leur union ou du sentiment contraire. La France a tiré de grandes utilités sous Louis XIV. de l'inimitié qui séparoit MM. de Louvois & Colbert; il faut donc supposer un Roi qui soit craint de ses ministres & qui regne lui-même. César favoit tirer parti de l'animosité qui divisoit ses lieutenants, il leur faisoit employer leur colere contre l'ennemi.

Mais si ceux qui travaillent sous le prince, sont ceux qui gouvernent l'état, leur dissention a des inconvénients, lorsque l'inimitié l'emporte sur l'amour de la République; elle n'est pas cependant aussi fatale que leur intelligence le fera, s'ils s'accordent à opprimer le peuple.

Il en est à peu-près de même des magistrats du second ordre ; s'ils ont de la probité, unis ou désunis, le public sera servi ; leur union ne produira qu'un plus grand bien , leur désunion ne sera qu'un mal léger. Mais s'ils sont prévaricateurs & qu'ils s'accordent , le mal sera extrême dans les Républiques , parce qu'ils sont à peu-près indépendants ; dans la Monarchie, parce qu'ils sont d'ordinaire perpétuels.

Ce qu'on peut recueillir de moins vague de ces réflexions , c'est que l'union est desirable , lorsque les magistrats sont ce qu'ils doivent être , & nuisible lorsqu'ils sont ce que nous sommes en général , ou même lorsqu'ils balancent , partagés entre ces deux genres. On peut dire encore , que leurs querelles particulières ne peuvent conduire au même danger que leur accord.

Notre premier coup d'œil nous porte à adopter le sentiment qui pré-suppose de la droiture parmi les hommes ; c'est une suite des bons principes qu'on nous a donnés dans l'éducation , & que nous avons conservés dans l'âge de l'innocence : c'est encore une suite de la bonne opinion

que chacun veut avoir de soi ; mais si nous réfléchissons sur nous-mêmes , si nous joignons à cette réflexion l'expérience de ce que nous voyons tous les jours , nous connoîtrons que c'est embrasser une idée avec légèreté.

Il convient que les magistrats soient unis entr'eux ; c'est une vérité de théorie que l'on ne sauroit contredire. Il convient le plus souvent que les magistrats ne vivent pas d'accord ; c'est une vérité de pratique trop éprouvée. Si vous vous faites une règle , en supposant les hommes pervertis , vous ne pouvez jamais vous tromper , parce que , s'ils sont vertueux , cette règle ne sauroit nuire : si votre règle les suppose bons , vous pouvez être leur dupe.

Mais il n'est point controversé , qu'il soit utile qu'il regne quelque contrariété d'humeurs & de caractères parmi les magistrats. C'étoit une politique constante du sénat Romain ; lorsqu'il connoissoit qu'un sénateur vif & entreprenant alloit obtenir du peuple le consulat , il lui opposoit un consul froid & phlegmatique. C'est se rapprocher du sentiment de la désunion. La vérité gagne dans le contraste

466 DE LA RÉPUBLIQUE, &c.

des humeurs; elle se découvre mieux lorsqu'elle est débattue par des avis opposés. Si l'on veut suivre la comparaison du corps humain, on verra qu'il ne se conserve que par les contraires; le froid & le chaud, le sec & l'humide, l'amertume du fiel & la faueur du phlegme. Ces choses se contrarient, mais elles se mêlent sans se combattre; il en résulte un heureux tempéramment.

Fin du premier Volume.



x
is
n-
ra
n-
&
a-
n-
fe
ux